



ROYAUME DE BELGIQUE  
Service public fédéral  
Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et  
Coopération au Développement



Ministère néerlandais des Affaires  
étrangères

**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



# Evaluation conjointe de la coopération de l'Allemagne, de la Belgique, de la Commission européenne, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède avec le Burundi

Volume 3  
Annexes 11 à 18

Février 2014



---

Consortium conduit par SEE sarl  
Personne de contact  
Luc Lefebvre  
Luc.Lefebvre@see-policies.eu

*Rapport commandité par la Commission Européenne, Direction  
Générale du Développement et Coopération – EuropeAid pour le  
groupe formé par l’Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas, le  
Royaume-Uni, la Suède et la Commission Européenne  
Contrat EVA 2011 – 274 858*

*Luxembourg, le 27 février 2014*

Les points de vue exprimés dans ce document sont ceux des auteurs.  
Ils ne reflètent pas nécessairement, ni ceux des Donneurs parties à  
l’évaluation ni ceux des Autorités burundaises.

## **- Table des matières -** **Volume 3 – ANNEXES électroniques**

ANNEXE 11.	LOGIQUE DES STRATÉGIES DU BURUNDI ET DES DPE.....	4
ANNEXE 12.	GRILLE D'ÉVALUATION DÉTAILLÉE .....	36
ANNEXE 13.	EFFICACITÉ – SÉCURITÉ (QE2) : DONNÉES COLLECTÉES.....	60
ANNEXE 14.	EFFICACITÉ – GOUVERNANCE (QE3) : DONNÉES COLLECTÉES .....	68
ANNEXE 15.	EFFICACITÉ – AGRICULTURE VIVRIÈRE (QE4) & CULTURES D'EXPORTATION (QE5) : DONNÉES COLLECTÉES.....	127
ANNEXE 16.	EFFICACITÉ – ÉDUCATION (QE6) : DONNÉES COLLECTÉES .....	174
ANNEXE 17.	LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES LORS DE LA MISSION DE TERRAIN .....	224
ANNEXE 18.	COMPTE-RENDU DU SÉMINAIRE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT FINAL PROVISOIRE (BUJUMBURA, 11 DÉCEMBRE 2013).....	235

## ANNEXE 11. LOGIQUE DES STRATÉGIES DU BURUNDI ET DES DPE

La logique des stratégies d'intervention est présentée selon la structure suivante:

<b>I. Logique de la stratégie du gouvernement burundais</b>	
Annexe 11.I.1	BURUNDI – LI globale 1/2
Annexe 11.I.2	BURUNDI – LI globale 2/2
Annexe 11.I.3	BURUNDI – LI sectorielle sécurité et gouvernance 1/3
Annexe 11.I.4	BURUNDI – LI sectorielle sécurité et gouvernance 2/3
Annexe 11.I.5	BURUNDI – LI sectorielle sécurité et gouvernance 3/3
Annexe 11.I.6	BURUNDI – LI sectorielle développement agricole
Annexe 11.I.7	BURUNDI – LI sectorielle éducation
Annexe 11.I.8	BURUNDI – LI sectorielle appui macro-économique
<b>II. Logique de la stratégie des DPE</b>	
Annexe 11.II.1.1	DPE – BE – LI globales
Annexe 11.II.1.2	DPE – BE – LI sectorielles sécurité et gouvernance
Annexe 11.II.1.3	DPE – BE – LI sectorielles agriculture
Annexe 11.II.1.4	DPE – BE – LI sectorielles éducation
Annexe 11.II.2.1	DPE – CE – LI globale 9ème FED
Annexe 11.II.2.2	DPE – CE – LI globale 10ème FED
Annexe 11.II.2.3	DPE – CE – LI sectorielles paix et gouvernance
Annexe 11.II.2.4	DPE – CE – LI sectorielles développement rural
Annexe 11.II.2.5	DPE – CE – LI sectorielles appui macroéconomique
Annexe 11.II.3.1	DPE – FR – LI globale
Annexe 11.II.3.2	DPE – FR – LI sectorielle gouvernance
Annexe 11.II.3.3	DPE – FR – LI sectorielle éducation
Annexe 11.II.4.1	DPE – SE - LI globales
Annexe 11.II.4.2	DPE – SE – LI sectorielles gouvernance
<b>III. Logique croisée des stratégies du gouvernement burundais et des DPE</b>	
Annexe 11.III.1	LI croisées – sécurité et gouvernance 1/3
Annexe 11.III.2	LI croisées – sécurité et gouvernance 2/3
Annexe 11.III.3	LI croisées – sécurité et gouvernance 3/3
Annexe 11.III.4	LI croisées – agriculture
Annexe 11.III.5	LI croisées – éducation
Annexe 11.III.6	LI croisées – appui macro-économique

### **Sources d'information**

#### *Burundi*

La reconstitution de la logique de la stratégie du Gouvernement Burundais se base sur le Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP I, septembre 2006) et sur le Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix au Burundi (CSCP, juin 2007).

#### *DPE*

Les stratégies d'intervention ont été reconstruites pour 5 DPE listés ci-dessous sur la base des documents stratégiques suivants:

- **Belgique** : Programme indicatif de coopération 2007-2009 et 2010-2013 ;
- **Commission européenne** : Stratégie de coopération et programme indicatif national 2003-2007 et Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 ;
- **France** : Document Cadre de Partenariat Burundi 2006-2010 ;
- **Suède** : Stratégie suédoise d'aide au développement dans la région des Grands Lacs, stratégie nationale pour le Burundi novembre 2004-décembre 2008 et Stratégie pour la coopération au développement avec le Burundi août 2009-décembre 2012.

Chacun des DPE traités fait l'objet :

- D'une à deux diagrammes **globaux**, tous secteurs confondus ;
- Puis de diagrammes **sectoriels** détaillés, pour les quatre secteurs entrant dans le champ de l'évaluation<sup>1</sup>.

Lorsque des documents couvrent deux périodes successives, l'équipe a reconstruit un diagramme pour chaque période ; ils sont regroupés sur une même page, afin de faciliter la comparaison d'une période à l'autre.

Concernant **l'Allemagne**, la note conceptuelle portant sur les orientations stratégiques de la coopération allemande avec le Burundi (2006) définit l'objectif général d'accompagnement des autorités burundaises dans l'accomplissement des objectifs stratégiques prévus dans le cadre des CSLP et CSCP. Néanmoins, elle ne précise pas dans le détail les activités associées aux réalisations et résultats attendus par secteur. L'analyse sera conduite à partir de l'étude détaillée des portefeuilles d'interventions engagées au cours de la période de l'évaluation.

Concernant **la coopération britannique**, les procédures de DFID en début de période ne mandataient le développement d'un Country Assistance Plan (CAP) que pour les programmes supérieurs à £20m par an. Le programme au Burundi, de l'ordre de £10/an, était en deçà de ce seuil. Toutefois, le bureau de pays avait mené une réflexion stratégique qui a guidé sa coopération sur cette période (Country Engagement Plan 2007-2010) ; il s'agit d'un document officieux interne au bureau de pays, développé par ce dernier pour guider ses actions sur place. Ce document a été supplanté pour 2009-2011 par un 'Framework Paper' et un 'Results Framework', officiellement validé suite à un changement interne de procédures.

La description de la stratégie d'intervention des **Pays-Bas** est en cours de finalisation. Elle s'appuiera sur les MASP (Multi annual strategic project) pour 2008-2011 et pour 2012-2015.

### Logique croisée

Les stratégies d'intervention globales et sectorielles du Burundi ont été exploitées pour la reconstruction de la **logique croisée des stratégies du gouvernement burundais et des DPE** (annexes 1.III.1 à 1.III.6.). Ces diagrammes illustrent la contribution annoncée par les DPE aux priorités affichées par le Burundi dans ses CSLP I et CSCP. Ils donnent un aperçu du degré d'alignement des DPE sur



<sup>1</sup> a) Le développement agricole (production et commercialisation agricole, piscicole et forestière), organisations paysannes, questions foncières et de sécurité alimentaire ; b) L'éducation à tous les niveaux ; c) La gouvernance démocratique : police, sécurité, justice, gouvernance locale, médias ; d) L'appui macro-économique : appui aux réformes économiques et sociales, finances publiques, lutte anti-corruption et instruments d'aide budgétaire

ces stratégies burundaises, et de la distribution des tâches entre DPE. La charte graphique utilisée est la suivante.

### **Niveau d'analyse**

La logique des stratégies d'intervention présentée ici s'appuie sur l'approche dite de « diagrammes d'effets reconstitués » préconisée par le guide d'évaluation d'EuropeAid<sup>2</sup> qui définit le diagramme des effets comme suit :

Réalisations → Résultats → Impacts intermédiaires → Impacts globaux

L'analyse a permis de définir, au niveau de chaque acteur, chacun des effets attendus, ainsi que les réalisations produites pour y parvenir.

Les résultats constituent les effets directs attendus de ces réalisations. Dans la plupart des cas il s'agit *changements de comportement* de la part des « bénéficiaires » attendus par le gouvernement et/ou les DPE. La matérialisation de ces résultats ne dépend pas complètement de l'action des DPE. D'autres facteurs externes peuvent l'influencer. A l'inverse, les DPE ont un plus grand contrôle sur les réalisations.

Enfin, les impacts intermédiaires (un à deux niveaux) et globaux sont plus éloignés dans la chaîne de effets. La notion d'impact intermédiaire renvoie aux effets qui se produisent à moyen terme et/ou de façon indirecte. La notion d'impact global renvoie à des effets qui se produisent à l'échelon de la société ou de l'économie dans leur ensemble.

### **Diagrammes reconstitués**

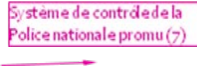
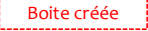


Les documents stratégiques des DPE analysés font explicitement référence aux objectifs globaux de leur coopération avec le Burundi et décrivent comment les interventions sectorielles doivent contribuer à leur atteinte ; les activités sont présentées de façon détaillée. La contribution des activités aux objectifs est donc explicite.

Néanmoins, l'identification précise de la chaîne des effets (quels sont les réalisations, les résultats, les impacts intermédiaires ou globaux) n'est pas systématique. Cette absence de distinction claire dans certains documents stratégiques entre réalisations et résultats, ou entre résultats et impacts, est reflétée dans les diagrammes au travers d'un code couleur, qui identifie les liens manquant recréés par les évaluateurs (voir ci-dessous).

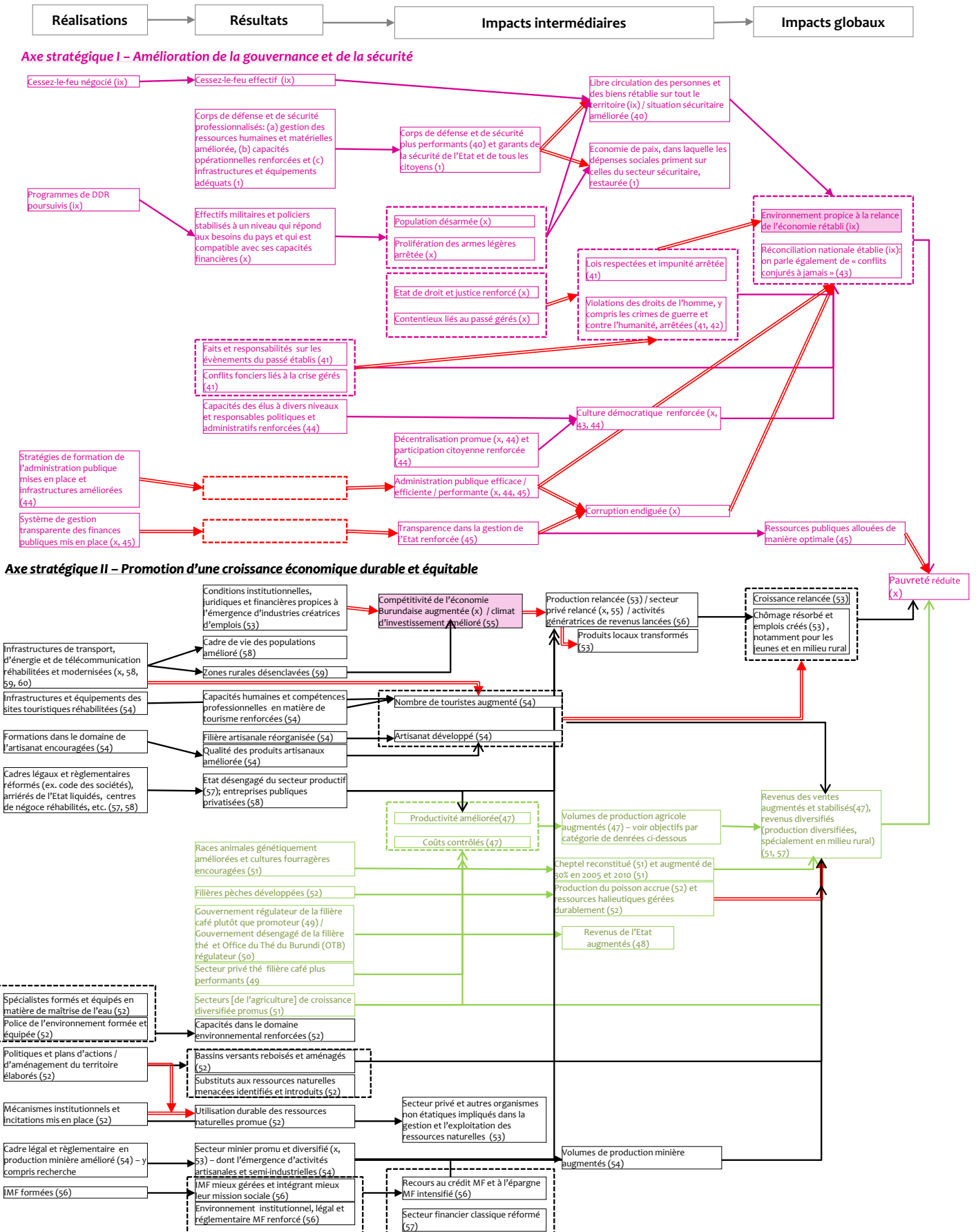
Une charte graphique permet au lecteur de visualiser les ajustements apportés par les évaluateurs aux textes initiaux des DSP dans les différents diagrammes. L'usage de deux codes graphiques différents selon qu'il s'agisse d'une **restitution fidèle** des documents ou d'une **interprétation** permet une identification plus aisée des interprétations. Celles-ci pourront encore évoluer au cours de l'évaluation.

---

<sup>2</sup> Source: site Internet EuropeAid / Evaluation / Diagramme des objectifs et diagramme des effets.

Charte graphique	Explications
	<p>Les boîtes et les flèches en trait continu constituent la restitution fidèle des stratégies décrites dans les documents cités en titre de chaque page. Les chiffres inscrits entre parenthèses correspondent au n° de page du document évoquant l'action ou l'effet décrit.</p> <p>Un <b>code couleur</b> est destiné à distinguer les secteurs d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vert pour le développement rural,</li> <li>• brun pour l'éducation,</li> <li>• rose pour la gouvernance démocratique,</li> <li>• mauve pour l'appui macroéconomique.</li> </ul> <p>Les secteurs n'appartenant pas au champ de l'évaluation sont présentés en noir.</p>
	<p>Certaines boîtes de résultats ou d'impacts sont présentées sous forme de <b>cases rouges vides</b>. Ces cases font référence à des réalisations, résultats et/ou impacts non présentés dans les documents stratégiques mais qu'il nous semble implicitement nécessaires à la compréhension des liens de causes et des effets. Il s'agit donc ici d'une interprétation du consultant.</p>
 <p>Lien manquant créé</p>	<p>Les liens logiques entre les interventions et les différents niveaux de résultats sont représentés par des flèches. Les doubles flèches de couleur rouge caractérisent les liens logiques interprétés par l'équipe mais qui ne sont pas explicites dans les documents stratégiques des DPE.</p>
	<p>Les objectifs de réalisations et de résultats auxquels sont associées des <i>conditionnalités</i> sont précédés du sigle « C ». Par exemple, pour le PIC belge 2010-2013, dans le secteur de la gouvernance, la boîte de résultat « <i>Accès équitable à la justice renforcé</i> » est représentée de manière ovale sur base du texte suivant : « <i>Le développement des nouvelles activités [précitées, dont l'accès équitable à la justice] est conditionné par une évaluation positive préalable des résultats de l'intervention en cours</i> » (13).</p>
<p><b><u>Texte gras souligné en vert</u></b></p>	<p>Cette mise en forme permet d'attirer l'attention du lecteur sur les différents documents stratégiques burundais cités dans les DSP (y compris dans les CSLP I et CSCP burundais).</p>

**République du Burundi**  
**Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté – CSLP I (2007-2010)**  
**Logique d'Intervention Générale (1/2)**



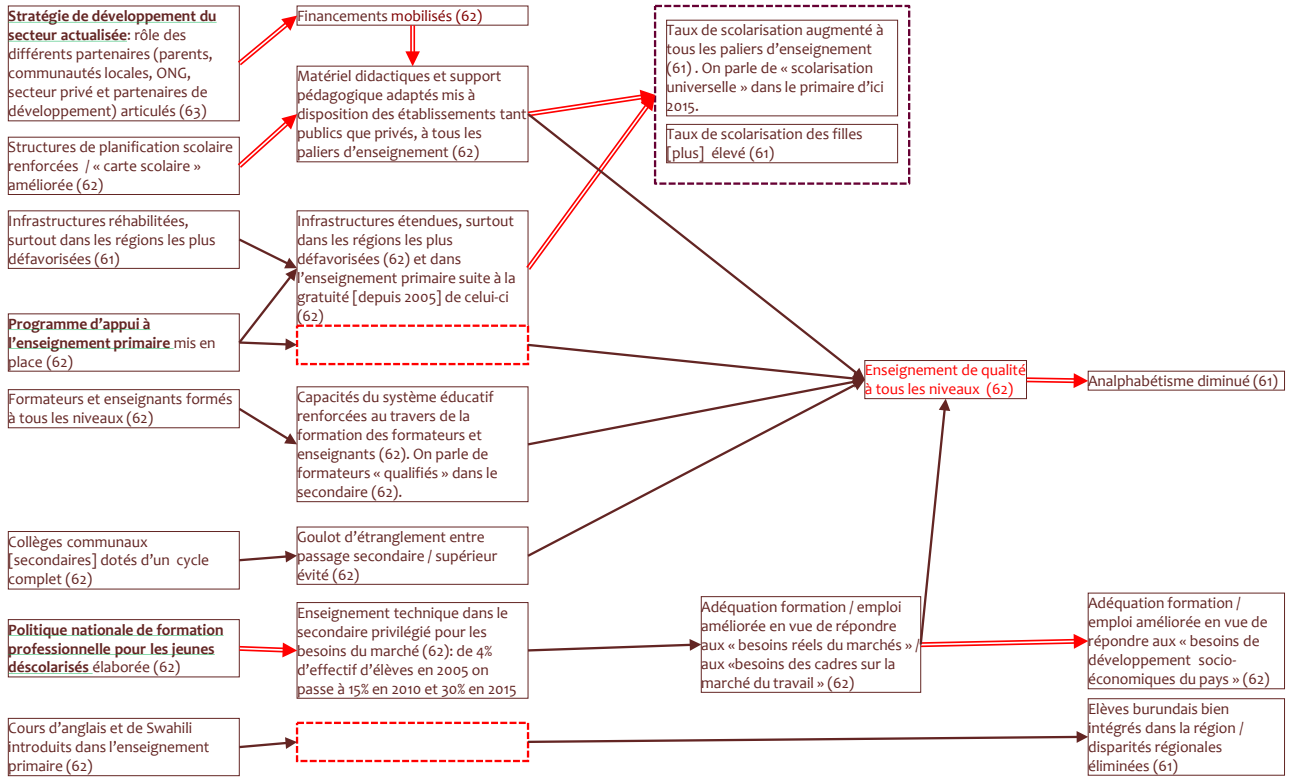


Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté – CSLP I (2007-2010)

Logique d'Intervention Générale (2/2)

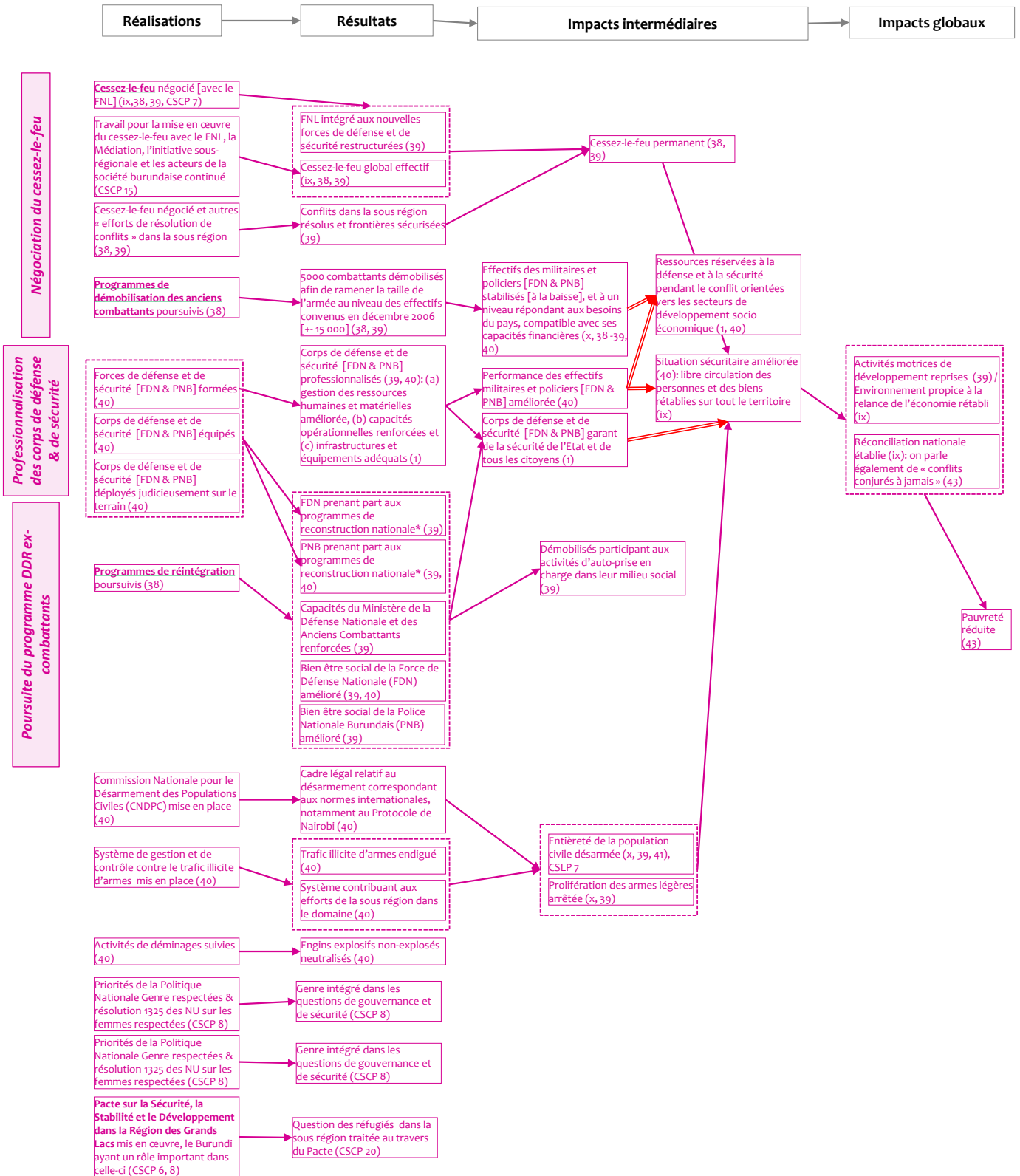


Axe stratégique III – Le développement du capital humain



République du Burundi CSLP I (2007-2010)

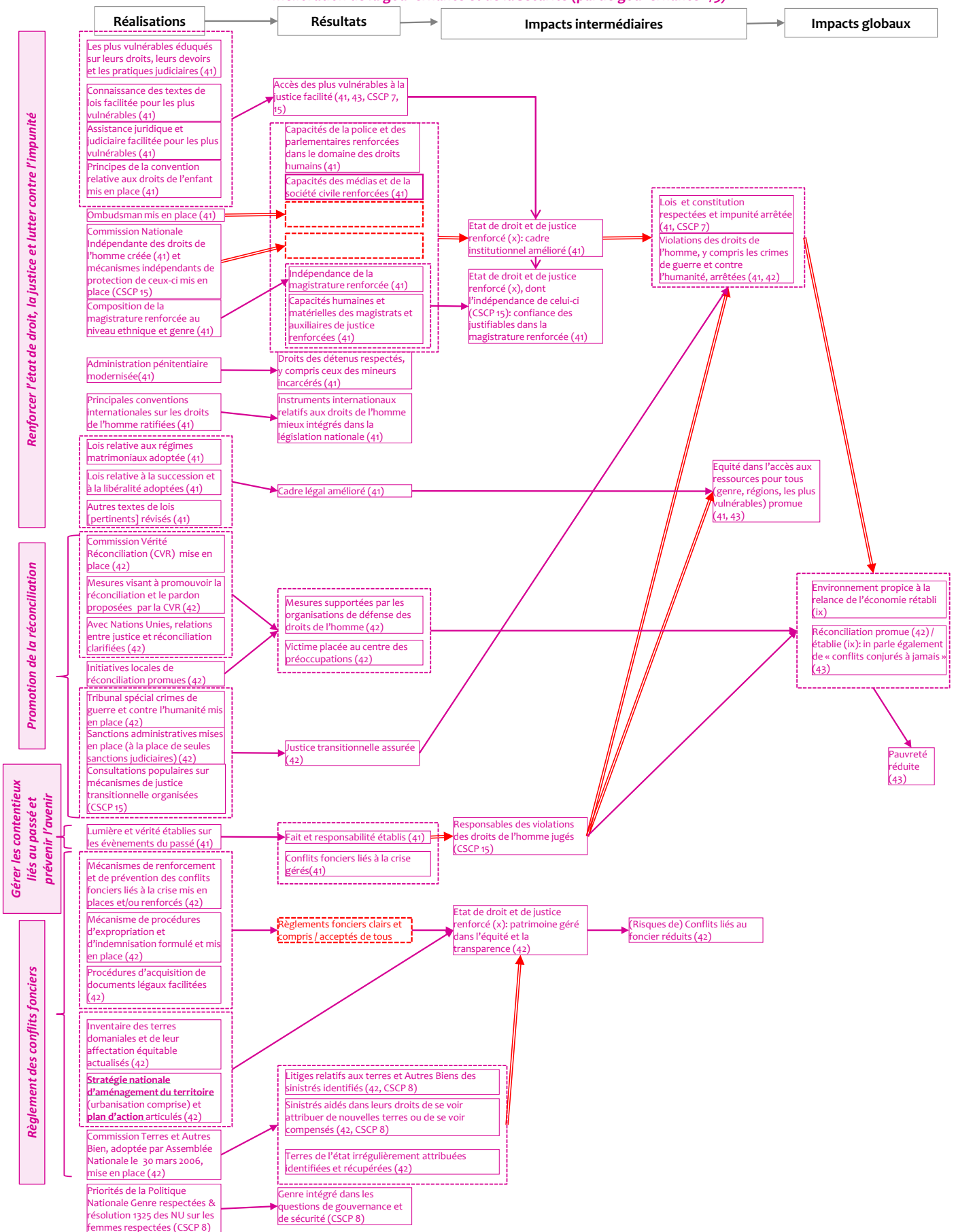
Amélioration de la gouvernance et de la sécurité (partie sécurité 1/3)



Légende

\* « La contribution du secteur à la reconstruction du pays pourra également s'étendre à la réhabilitation des infrastructures nationales (génie militaire), à la gestion des catastrophes naturelles (FDN), pompiers de la PNB, à la protection de l'environnement (et reboisement) et la promotion du secteur santé (accès aux soins prodigués par les hôpitaux militaires pour la population civile, appuis aux programmes de santé publique tels que les campagnes de vaccination. » (CSLP p. 40)

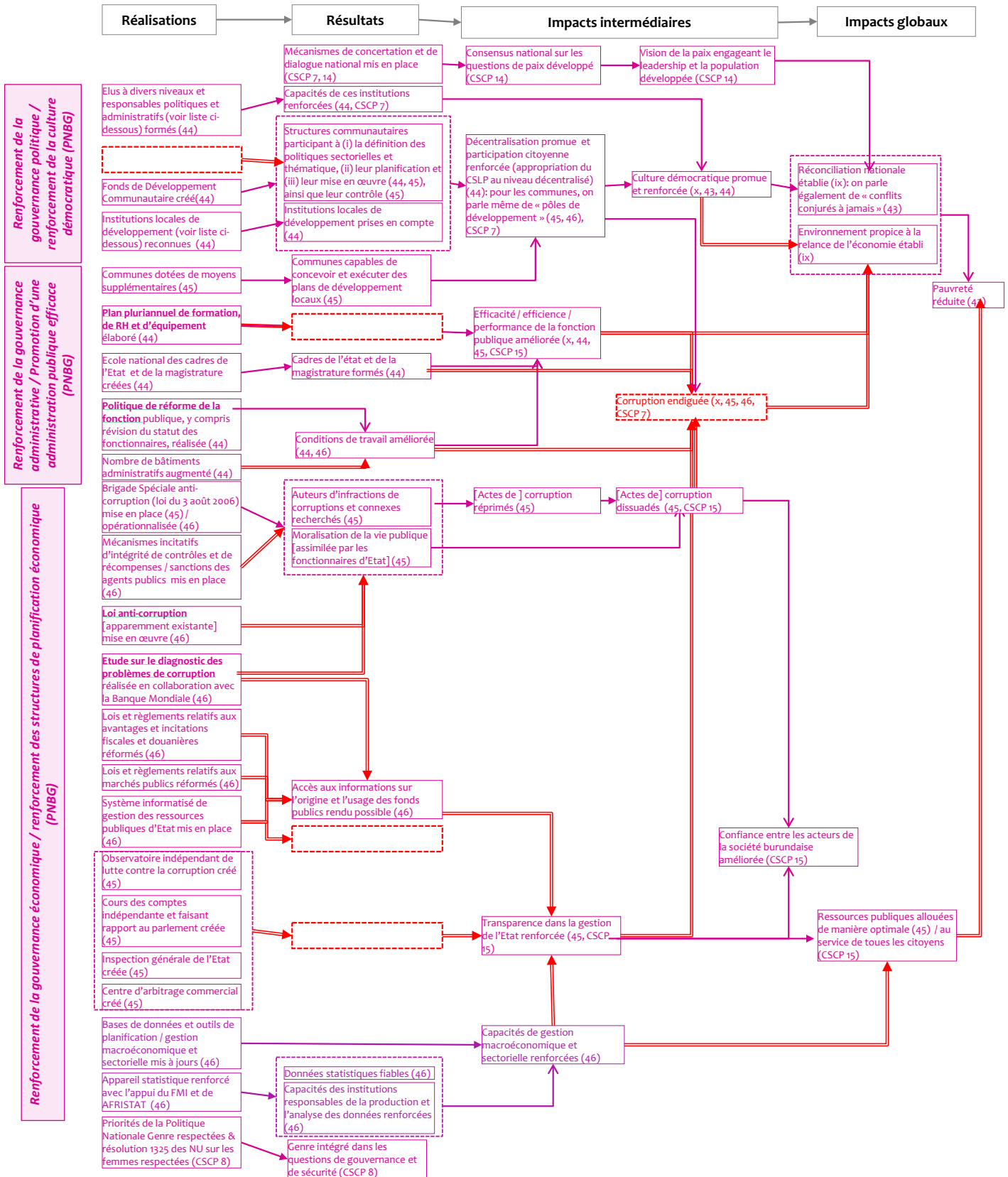
Amélioration de la gouvernance et de la sécurité (partie gouvernance 2/3)



République du Burundi CSLP I (2007-2010)

Annexe 11.1.5

Amélioration de la gouvernance et de la sécurité (partie gouvernance 3/3)

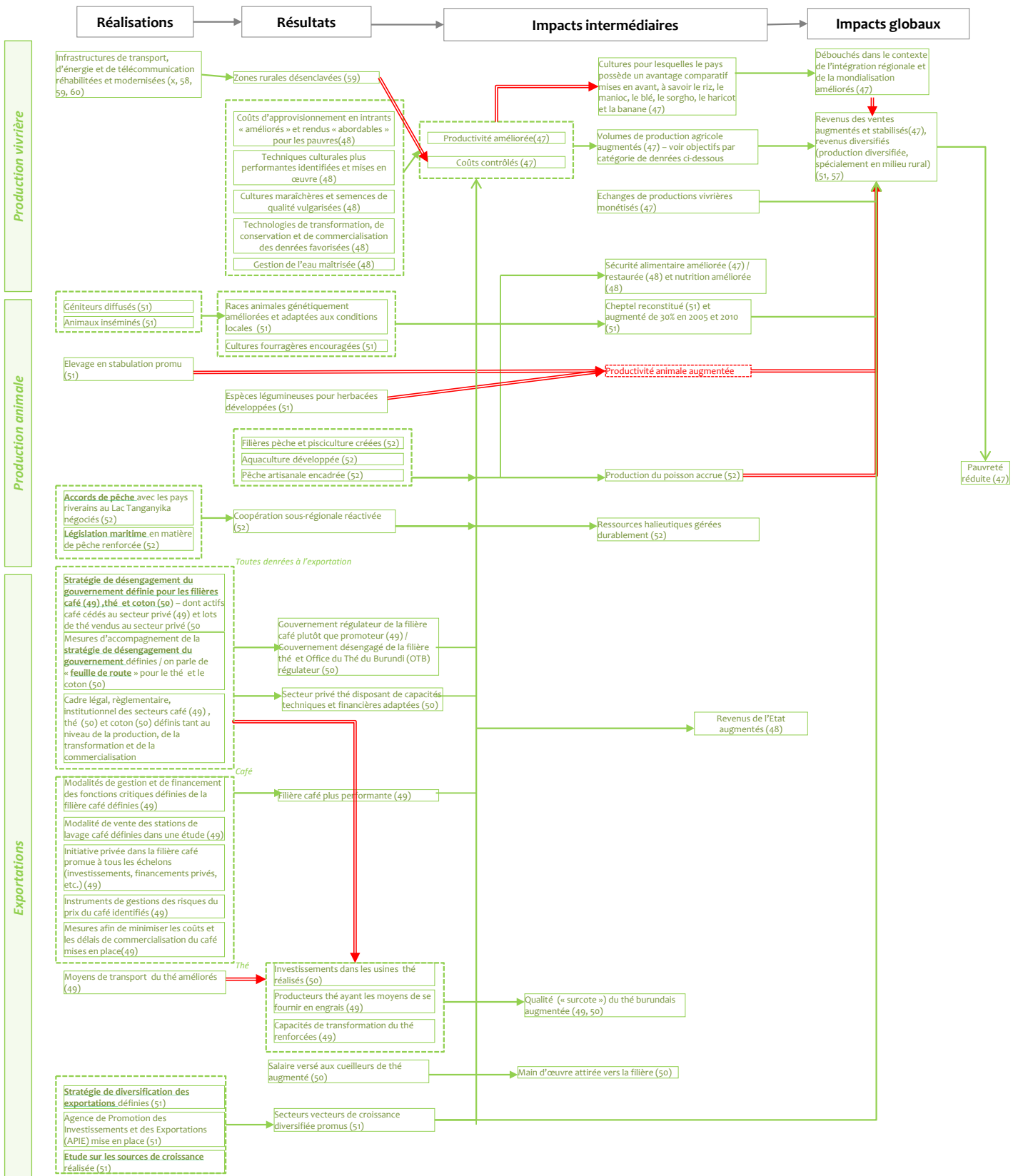


Légende

- PNBG: Politique Nationale de Bonne Gouvernance, élaborée avec l'appui des partenaires au développement du secteur.
- « Elus à divers niveaux » et « responsables politiques et administratifs »: (i) parlementaires, (ii) membres de l'administration parlementaire et celle des communes, (iii) élus locaux en l'occurrence les membres des conseils communaux et ceux des conseils de colline, (iv) cadres des partis politiques ainsi que les représentants de la société civile et des professionnels des médias en raison de leur rôle de levier de la bonne gouvernance (44).
- Institutions locales de développement: Comités de Développement Communautaires (CDC), Comités Communaux de Développement et de Lutte contre la Pauvreté (CCDLP), entre autres (liste non exhaustive: tout comité démocratiquement mis en place par les communautés elles-mêmes comme des relais obligés du développement socioéconomique du Burundi.

République du Burundi CSLP I (2007-2010)

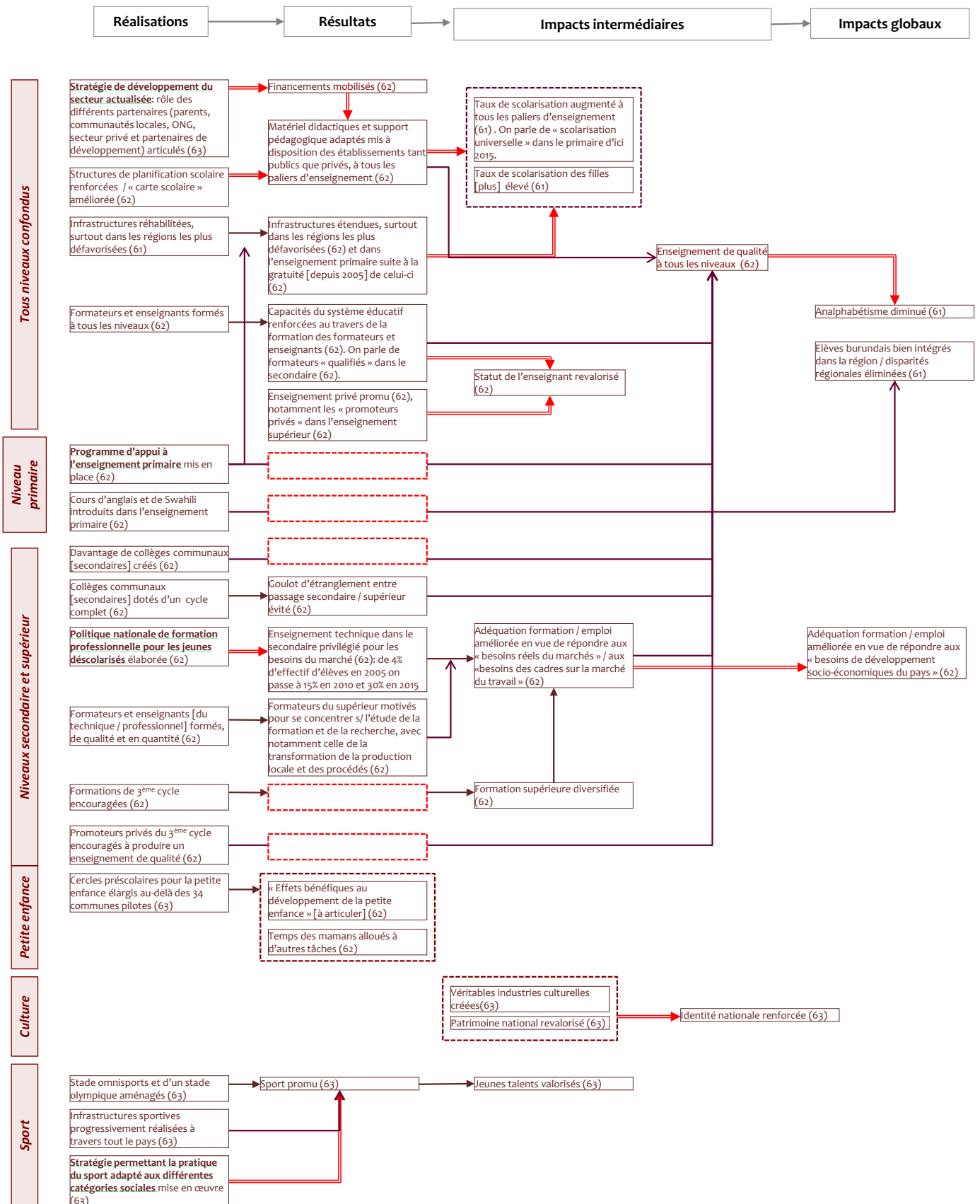
Relancer le secteur agricole, l'élevage, la pêche et la pisciculture



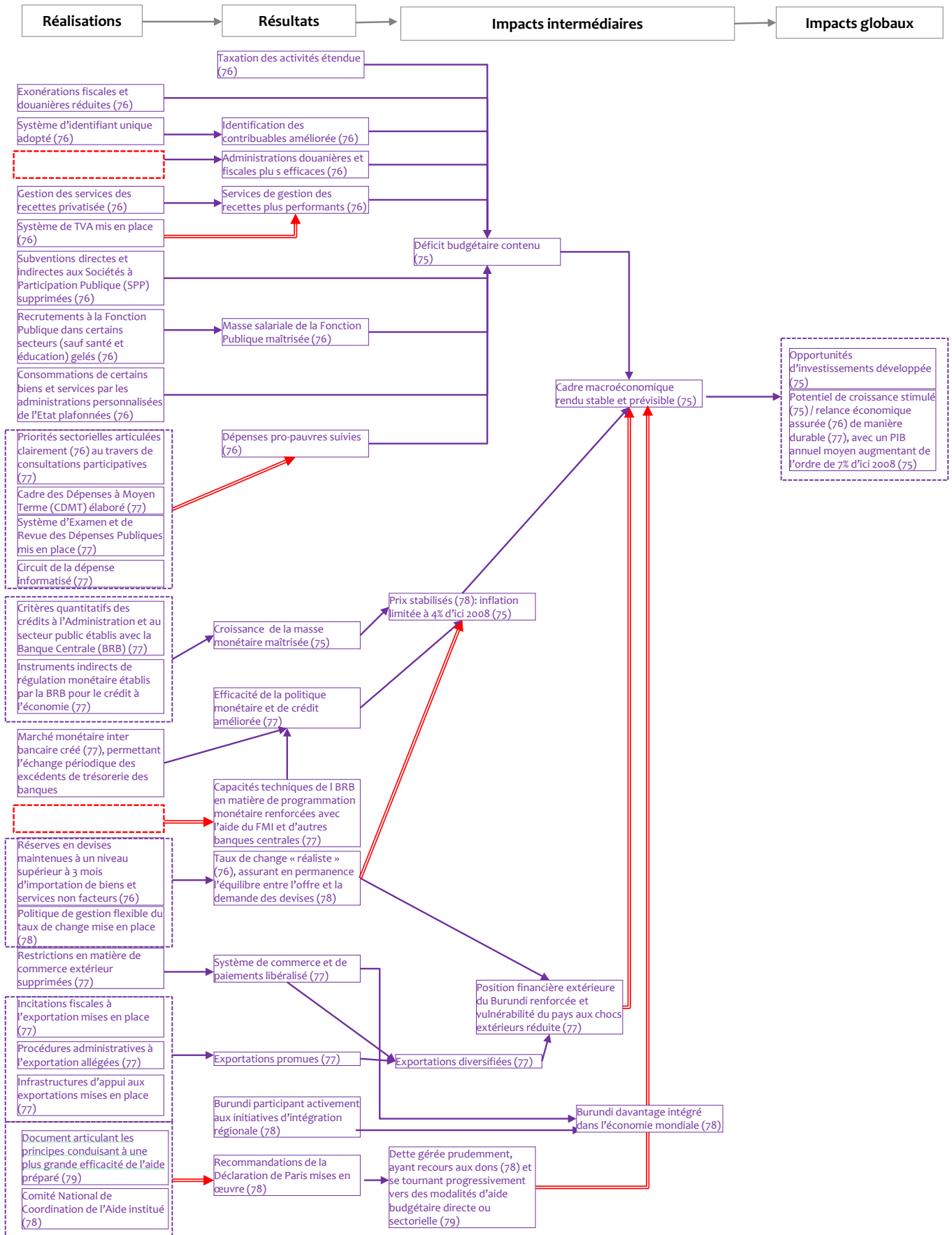
Objectifs de volumes par catégorie de denrées

- Riz : production augmentée de 64 000 tonnes en 2005 à 120 000 tonnes en 2010
- Blé : production augmentée de 8 000 tonnes en 2005 à 16 000 tonnes en 2010
- Banane : production augmentée de 1,6 million de tonnes en 2005 à 2,3 millions de tonnes en 2010
- Maïs, haricot et sorgho : production sensiblement augmentée (sans chiffres précis)

République du Burundi CSLP I (2007-2010)  
Le secteur de l'éducation

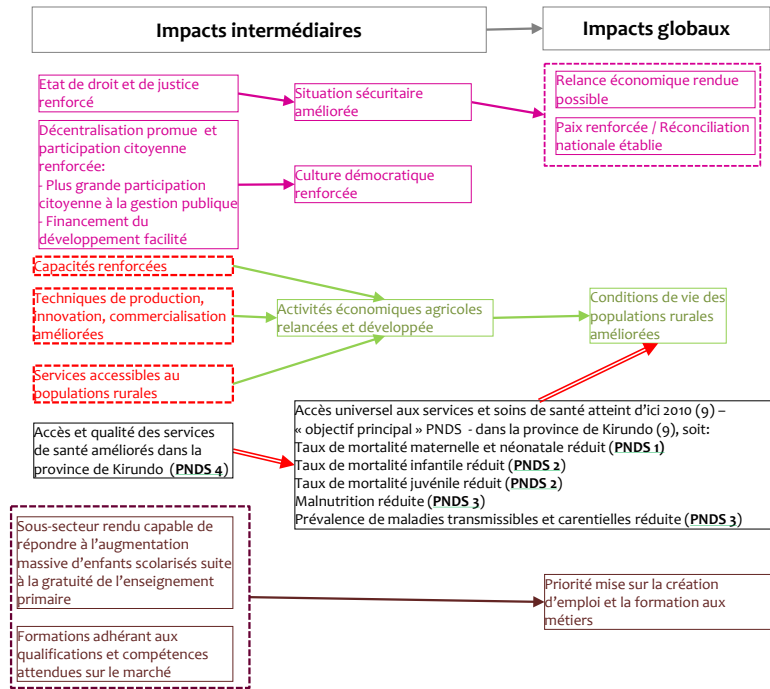


La gestion des politiques macro-économiques et structurelles



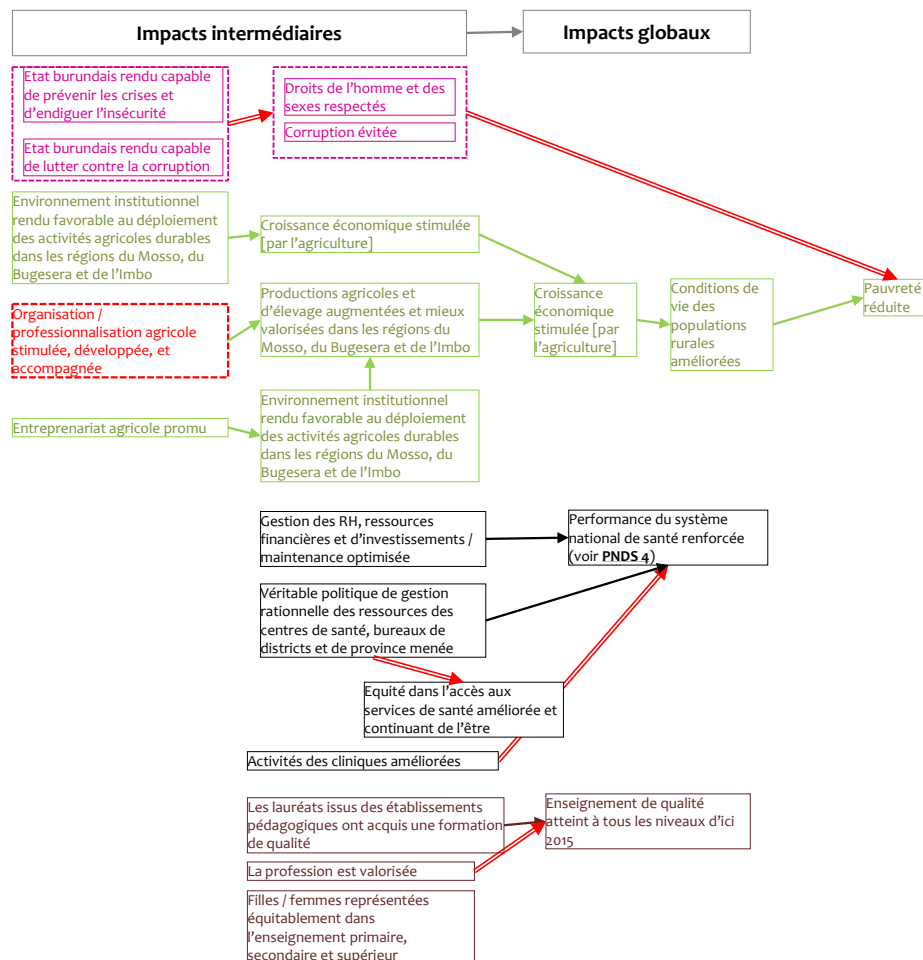
Programme Indicatif de Coopération – PIC 2007-2009

Logique d'Intervention Globale



PIC 2010 – 2013

Logique d'Intervention Globale

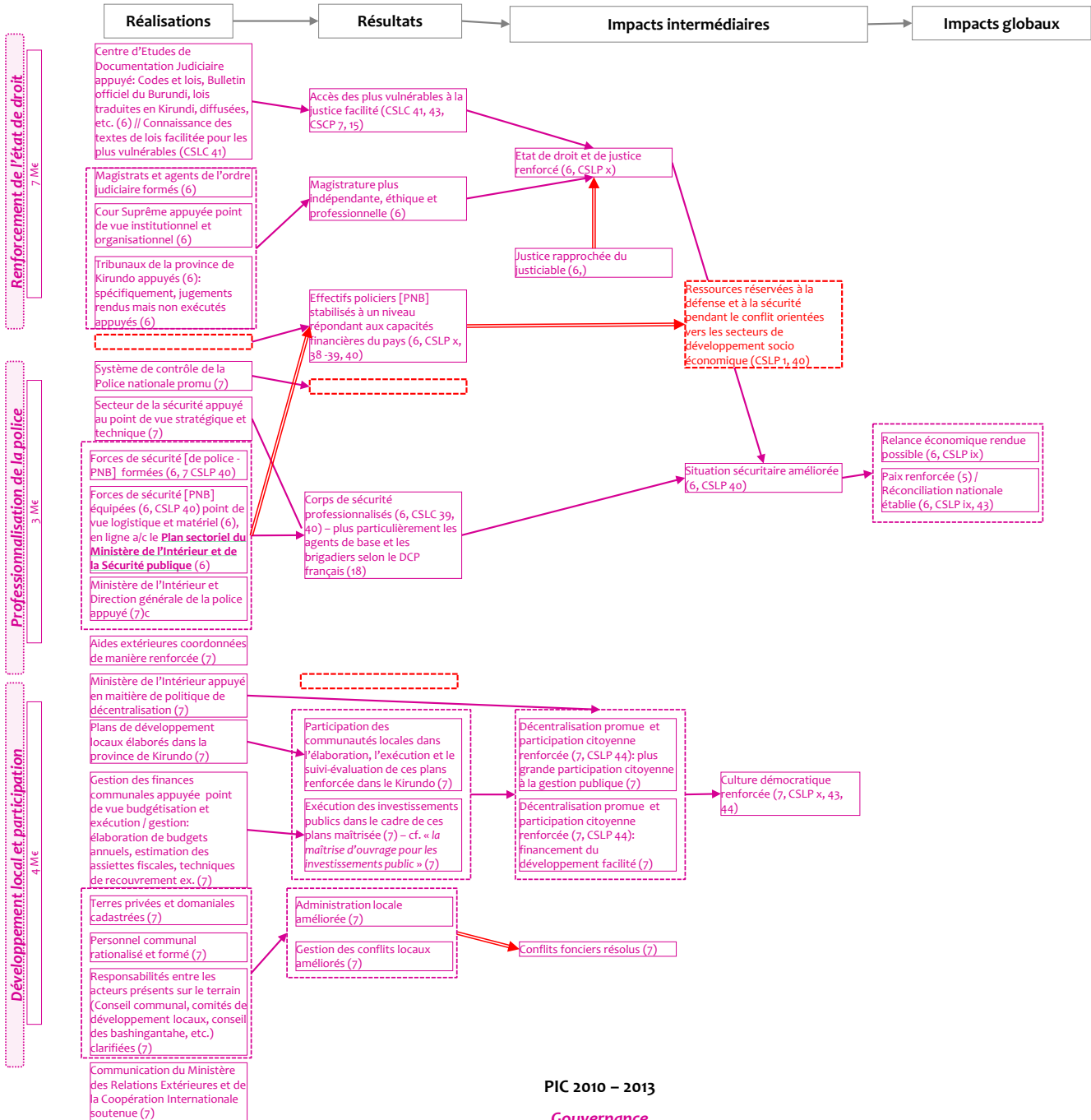




Royaume de Belgique  
Programme Indicatif de Coopération – PIC 2007-2009

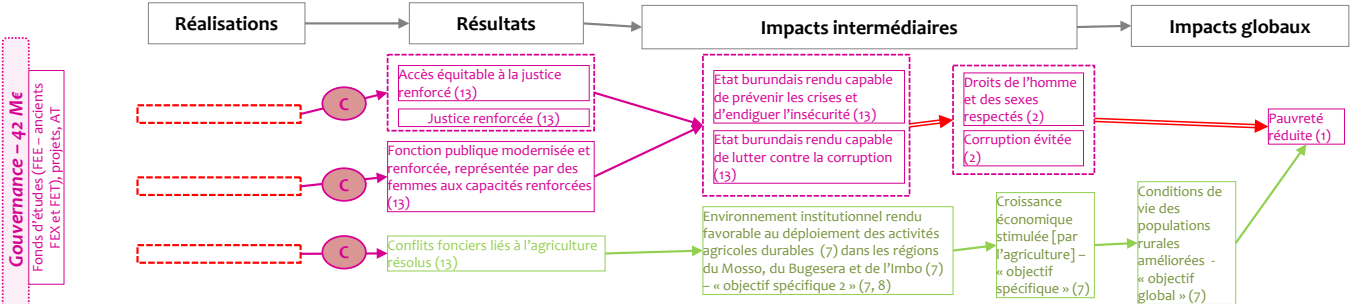
Annexe 11.II.1.2

Programme d'appui à la gouvernance et à la sécurité



PIC 2010 – 2013

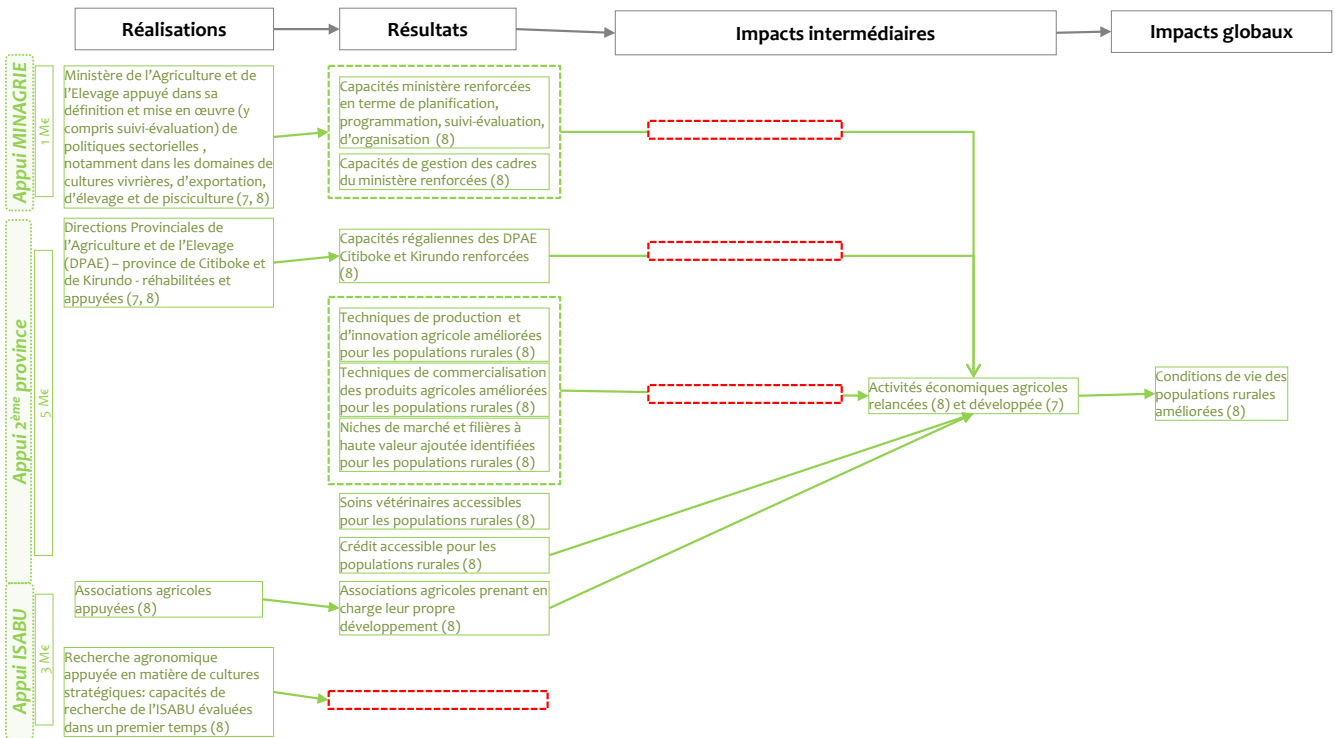
Gouvernance



Condition (C): « Le développement des nouvelles activités [de gouvernance] est conditionné par une évaluation positive préalable des résultats de l'intervention en cours.

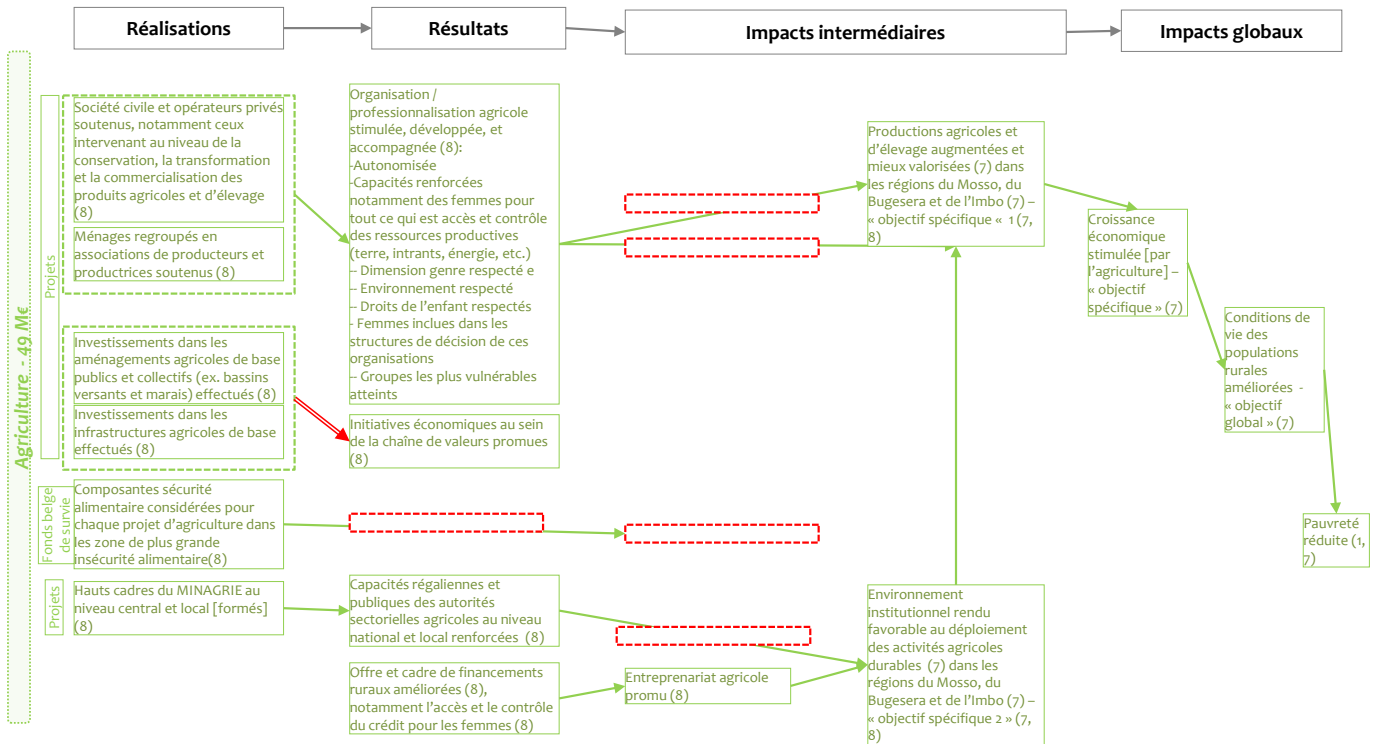
Programme Indicatif de Coopération – PIC 2007-2009

Programme d'appui au développement économique et à l'agriculture



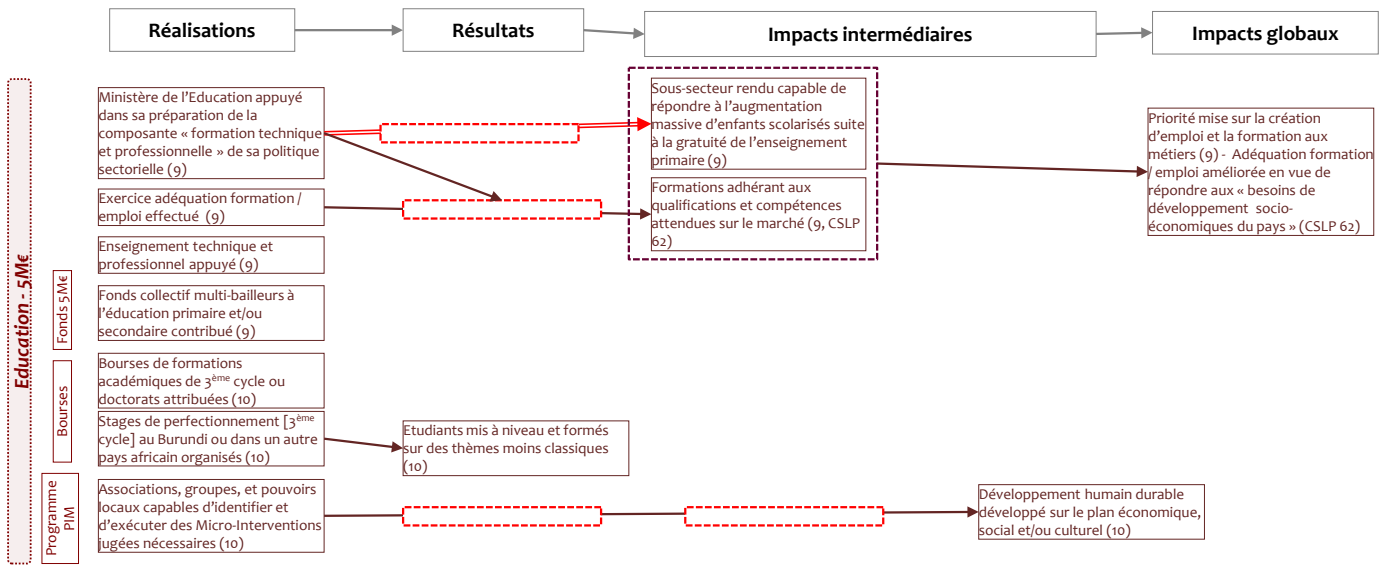
PIC 2010 – 2013

Agriculture, suivant la Stratégie Nationale Agricole (SAN) 2008-2015 en quatre axes

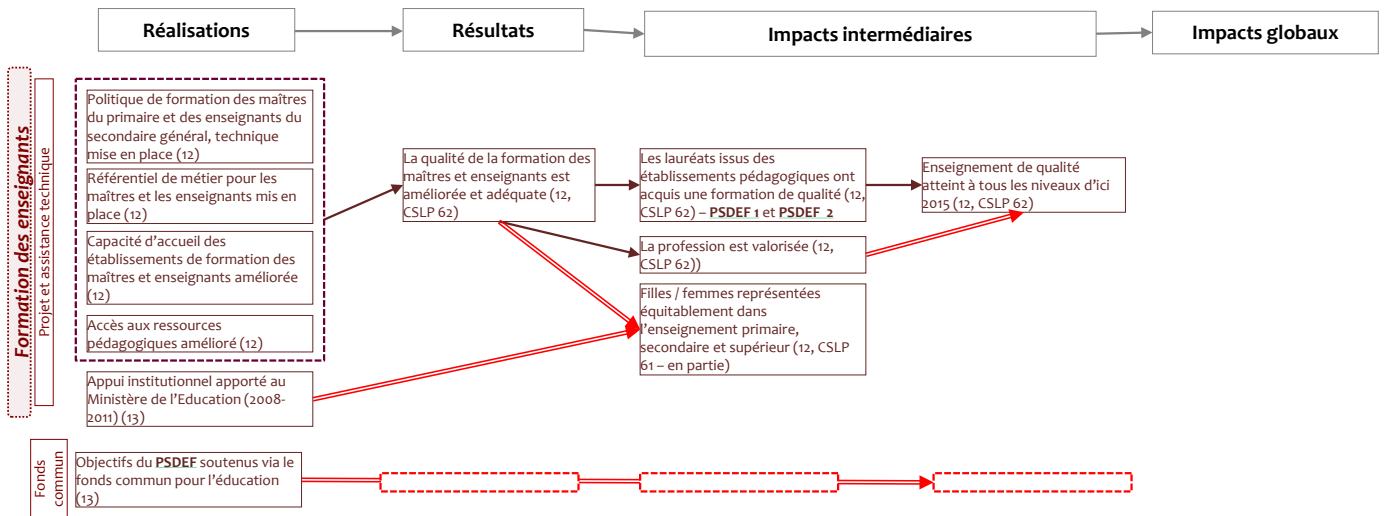


Royaume de Belgique  
 Programme Indicatif de Coopération – PIC 2007-2009  
 Appui au secteur de l'éducation

Annexe 11.II.1.4



PIC 2010 – 2013  
 Education et formation



**Légende**

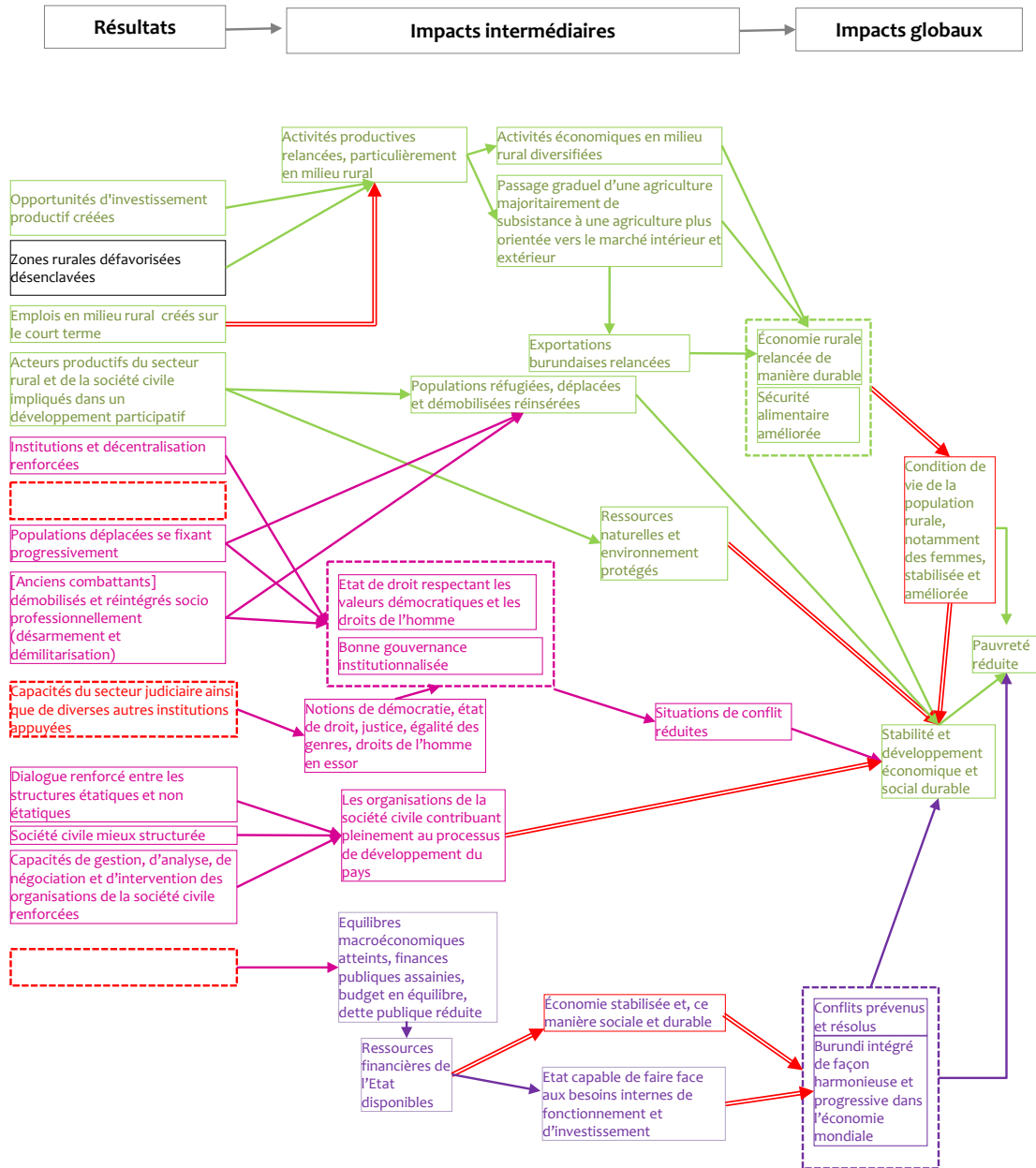
PSDEF - **Plan Sectoriel de Développement de l'Éducation et de la Formation 2009-2015/2016** dont l'endorsement des partenaires techniques et financiers était attendu à la fin de 2009 et reposant sur trois axes stratégiques:

- Mettre en place une éducation de base de qualité pour tous les enfants âgés de 7 à 12 ans (PSDEF 1)
- Promouvoir une formation de qualité et pertinente aux niveaux post-primaire (PSDEF 2)
- Accroître l'efficacité dans l'utilisation des ressources (PSDEF 3)

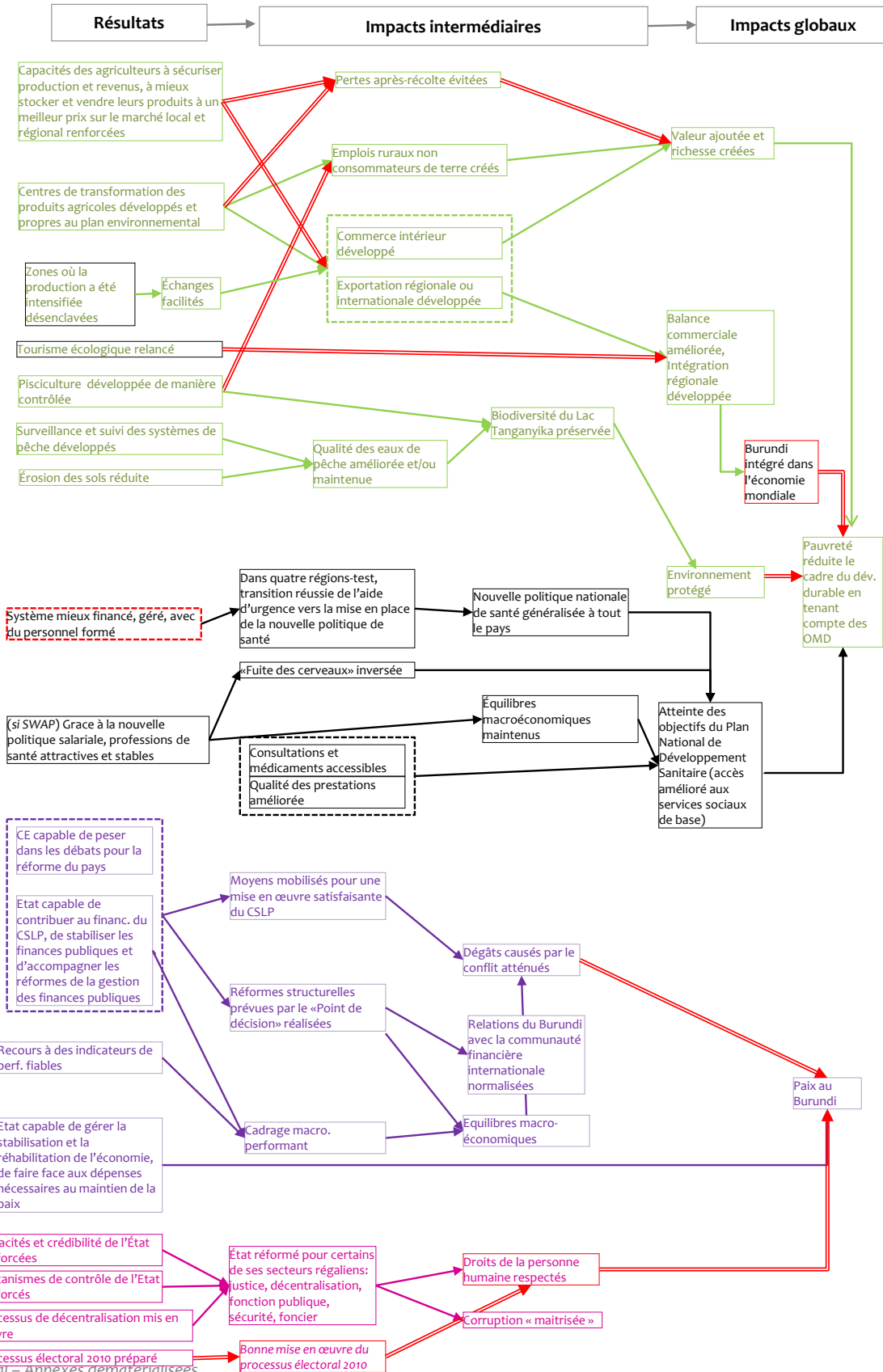
Un **Plan d'Action**, disponible en 2010, est censé décliner le PSDEF tandis qu'un **document stratégique sectoriel** subséquent au PSDEF est, selon le DCP français, articulé afin de prioriser les objectifs dans un plan sectoriel plus réalisable. Il serait organisé autour de quatre grands axes:

- L'accès
- La qualité
- Le post primaire
- Le renforcement institutionnel

Commission de l'Union européenne  
 9<sup>ème</sup> FED (PIN 2003 – 2007)  
 Logique d'Intervention Globale



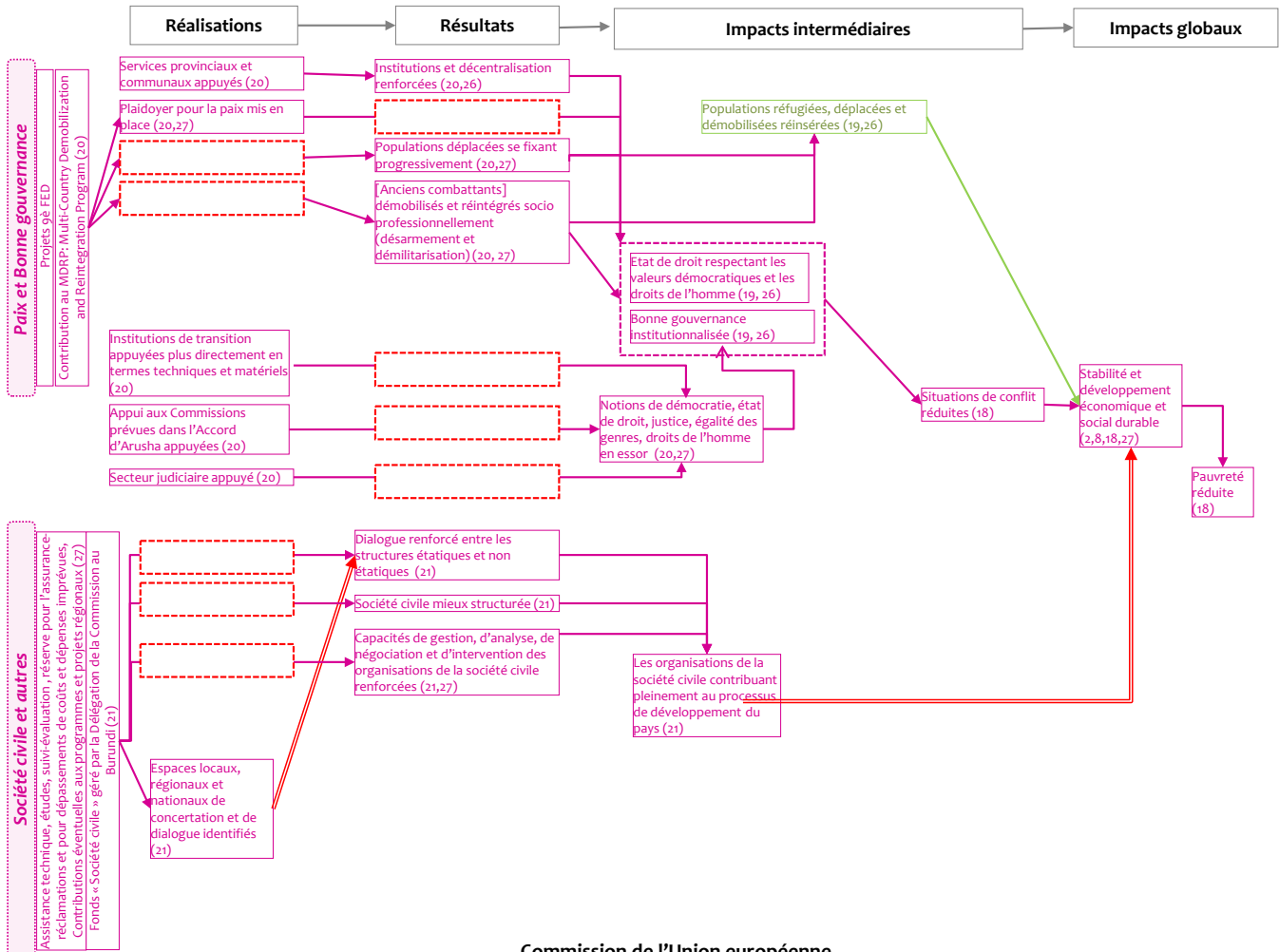
Commission de l'Union européenne  
 10<sup>ème</sup> FED (PIN 2008 – 2013)  
 Logique d'Intervention Globale



Commission de l'Union européenne

9<sup>ème</sup> FED (PIN 2003 – 2007)

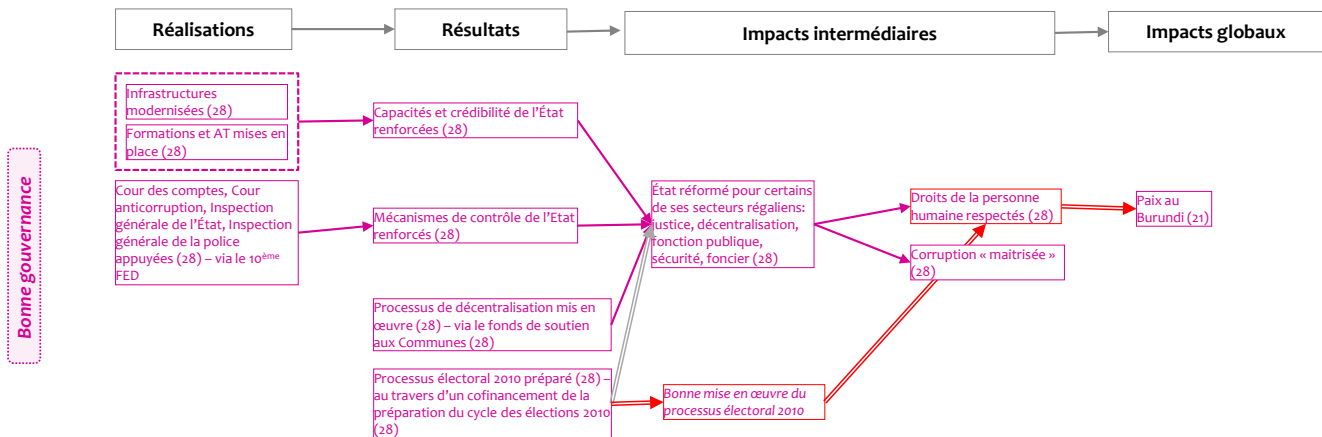
Paix et bonne gouvernance



Commission de l'Union européenne

10<sup>ème</sup> FED (PIN 2008 – 2013)

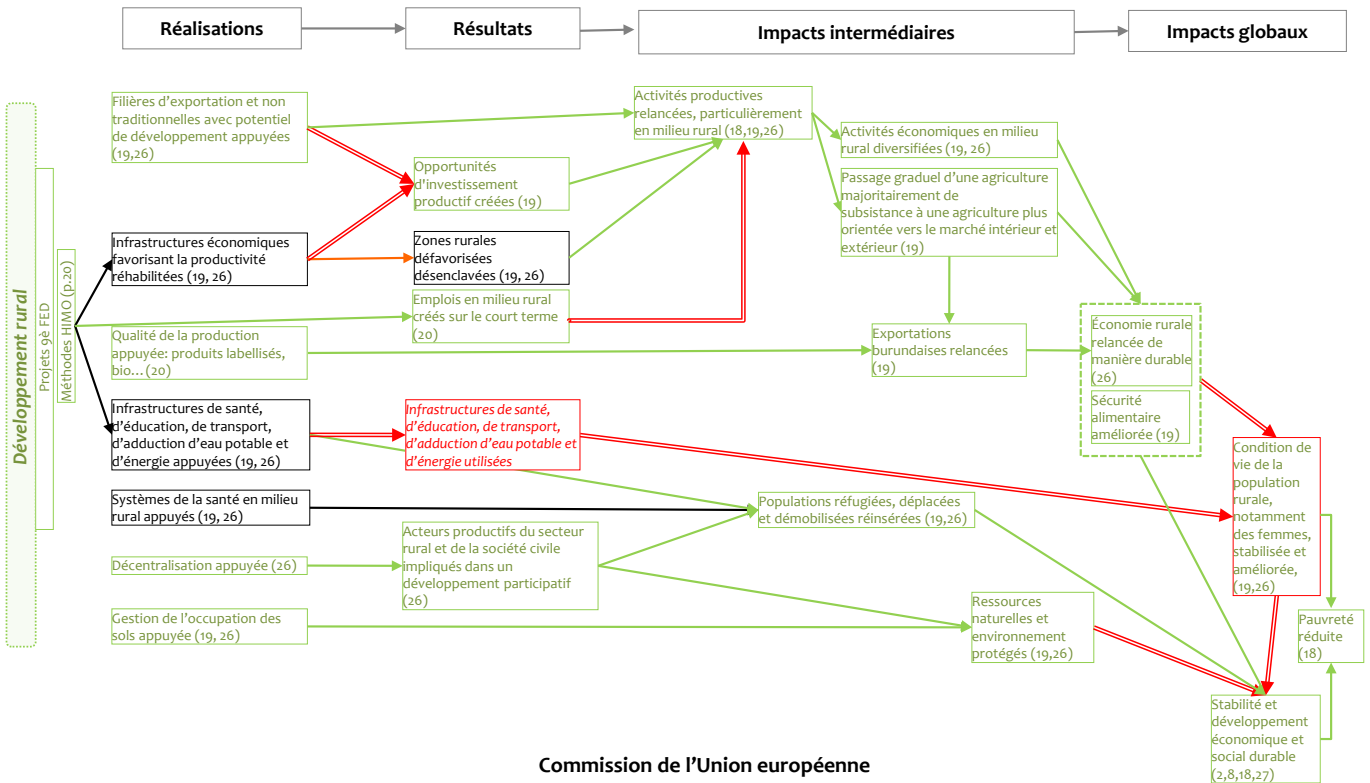
Bonne gouvernance



Commission de l'Union européenne

9<sup>ème</sup> FED (PIN 2003 – 2007)

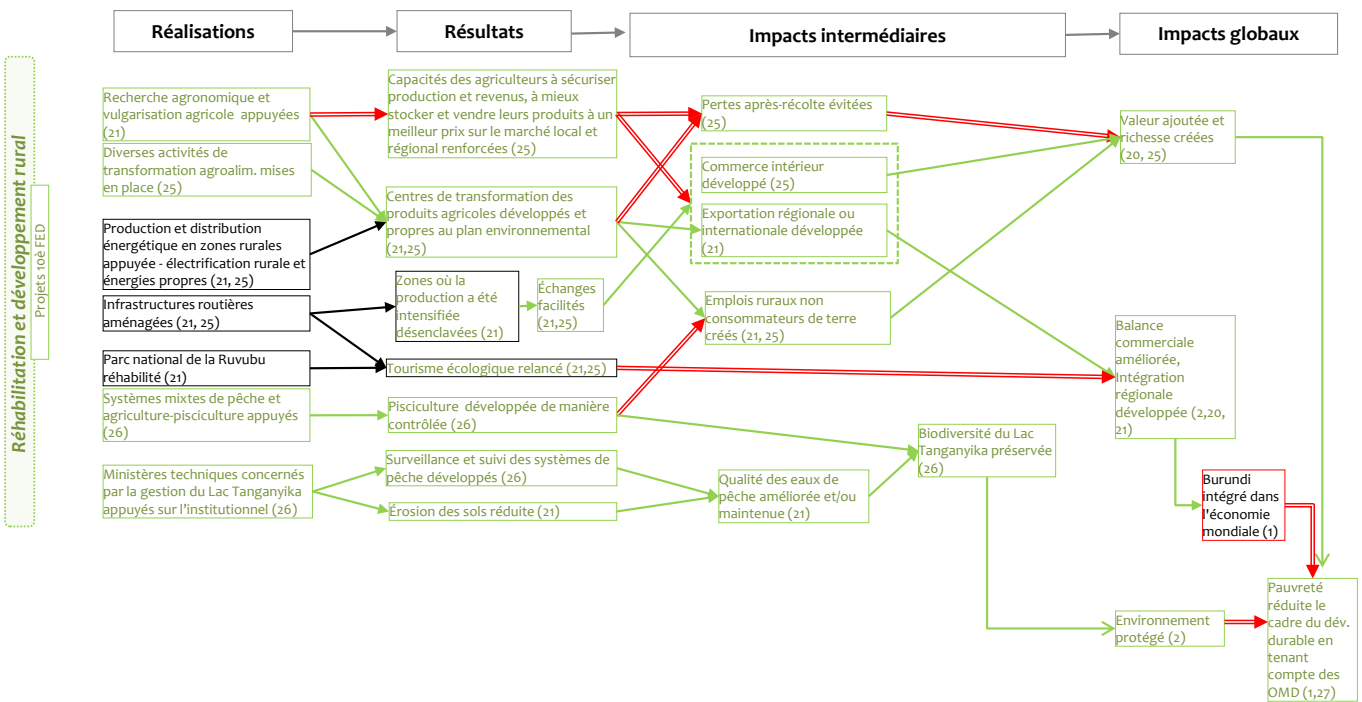
Développement rural



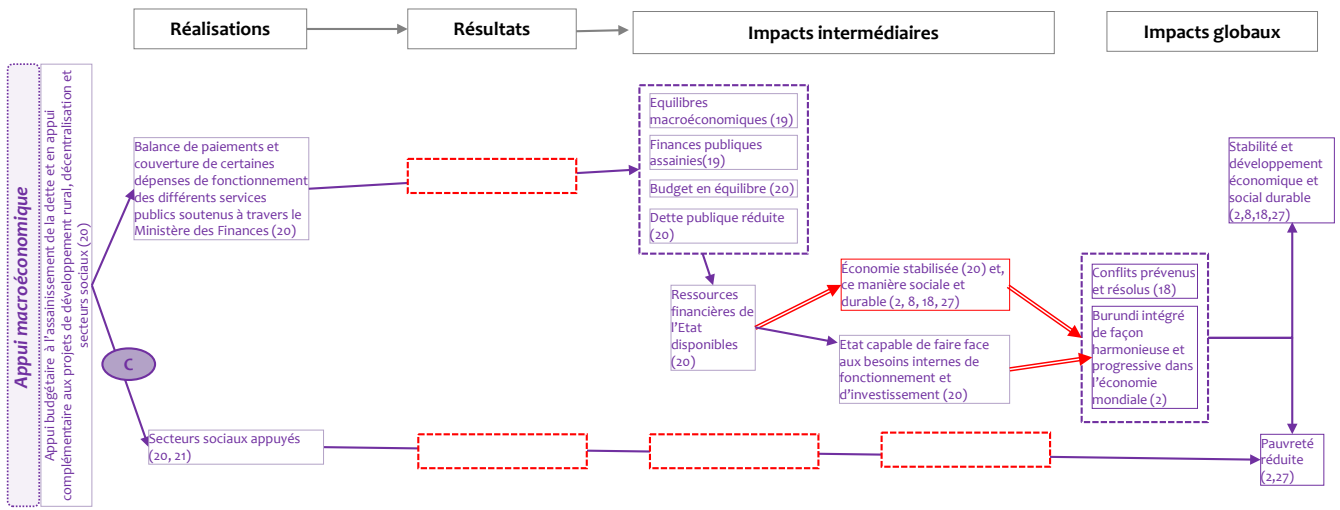
Commission de l'Union européenne

10<sup>ème</sup> FED (PIN 2008 – 2013)

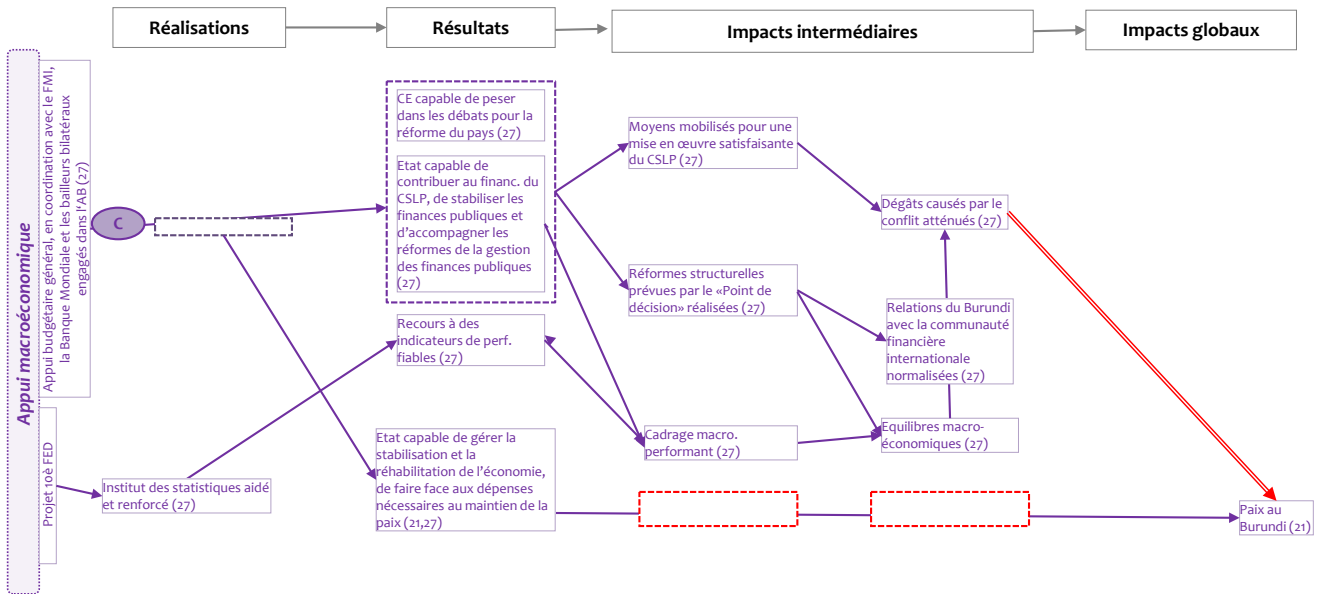
Réhabilitation et développement rural



Commission de l'Union européenne  
9<sup>ème</sup> FED (PIN 2003 – 2007)  
Appui macroéconomique



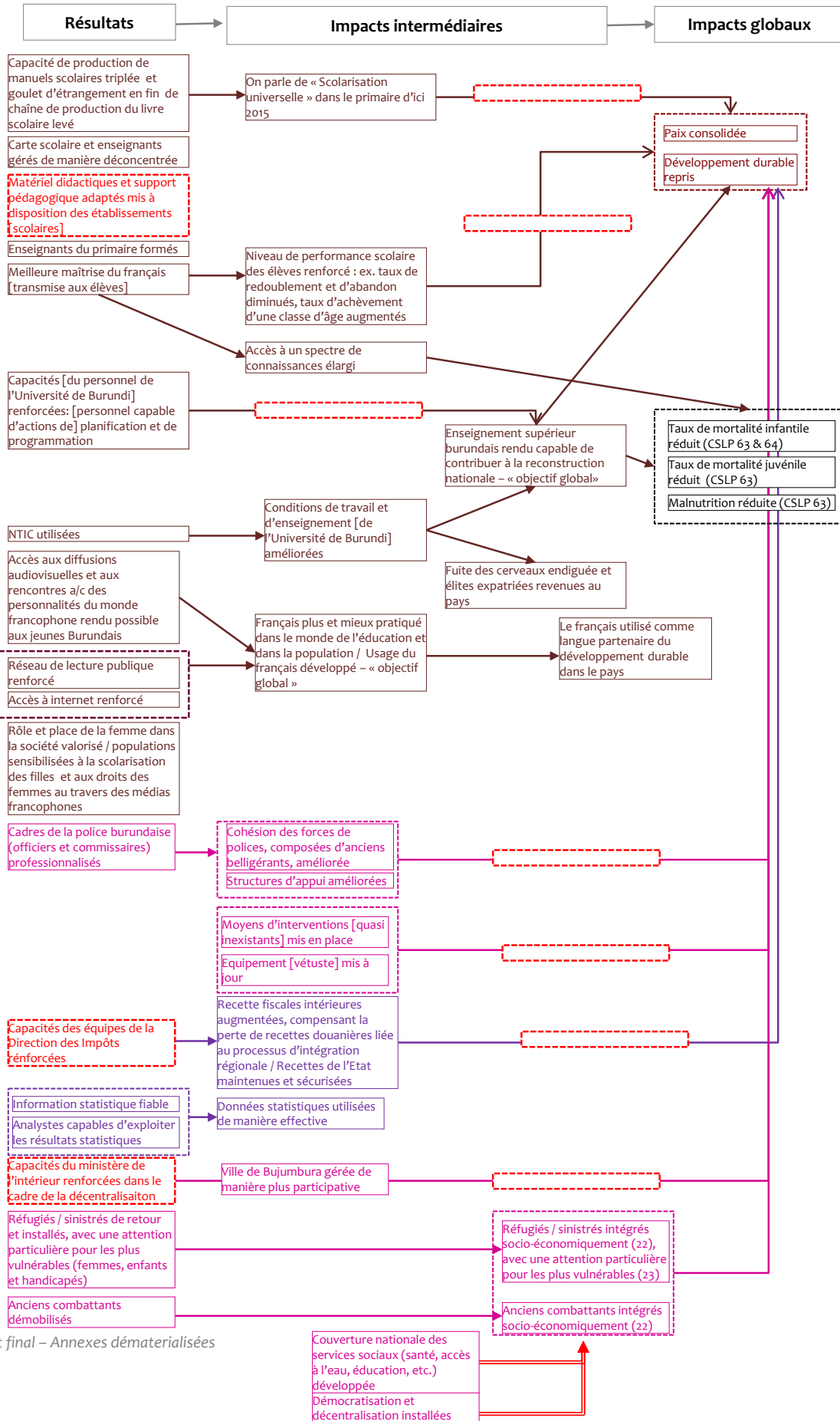
Commission de l'Union européenne  
10<sup>ème</sup> FED (PIN 2008 – 2013)  
Appui macroéconomique



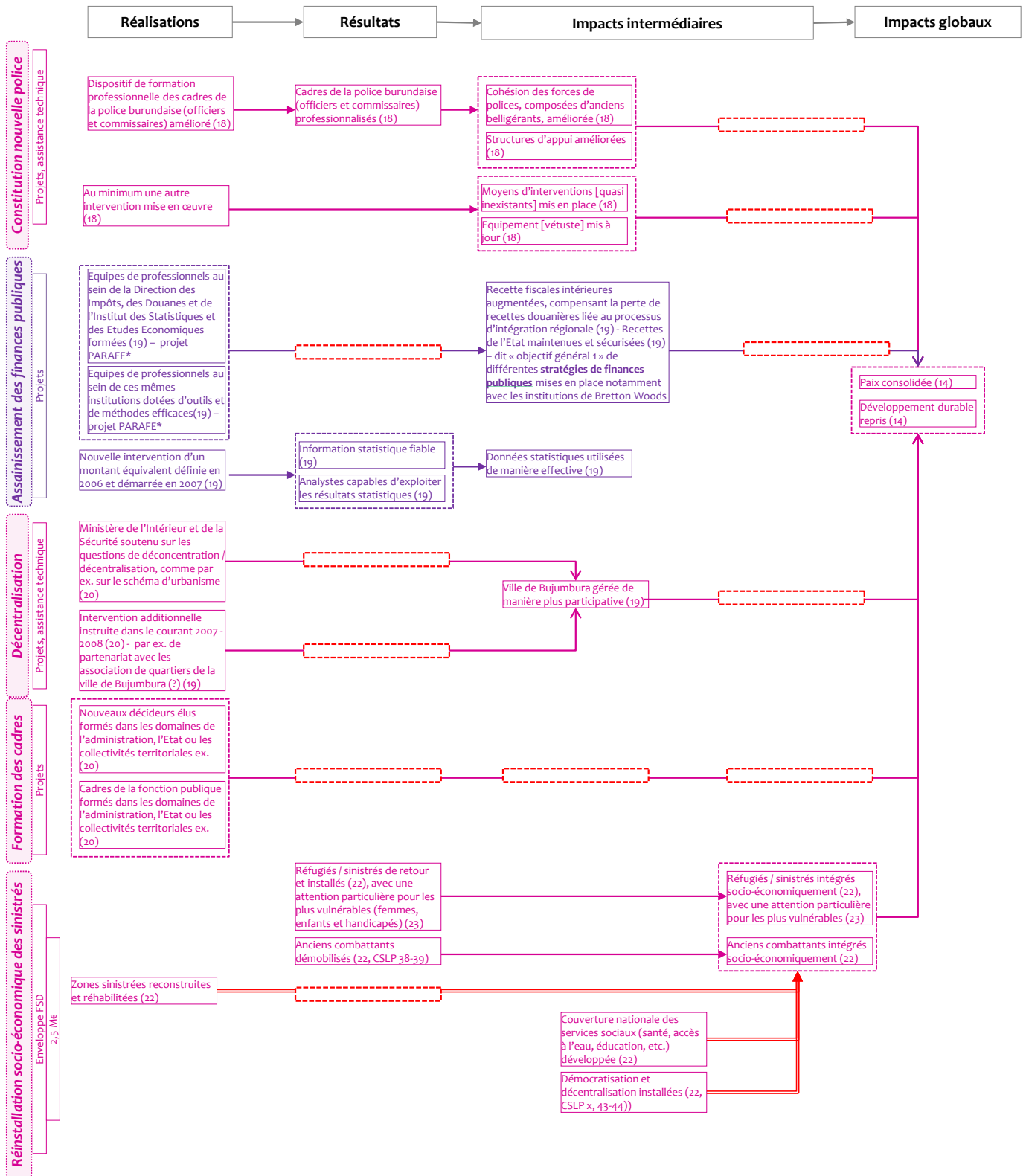
**Condition (C):** « L'aide communautaire sera transférée par tranches annuelles. [...] Avant le versement de chaque tranche, le Burundi devra respecter des conditions spécifiques figurant dans les conventions de financement établies. La Commission européenne évaluera l'attribution et la bonne utilisation des fonds versés ». (9<sup>ème</sup> FED p. 21)



**République française**  
**Document Cadre de Partenariat – DCP Burundi (2006 – 2010)**  
**Logique d'Intervention Globale**



**République française**  
**Document Cadre de Partenariat – DCP Burundi (2006 – 2010)**  
**Gouvernance démocratique et consolidation de l'état de droit**



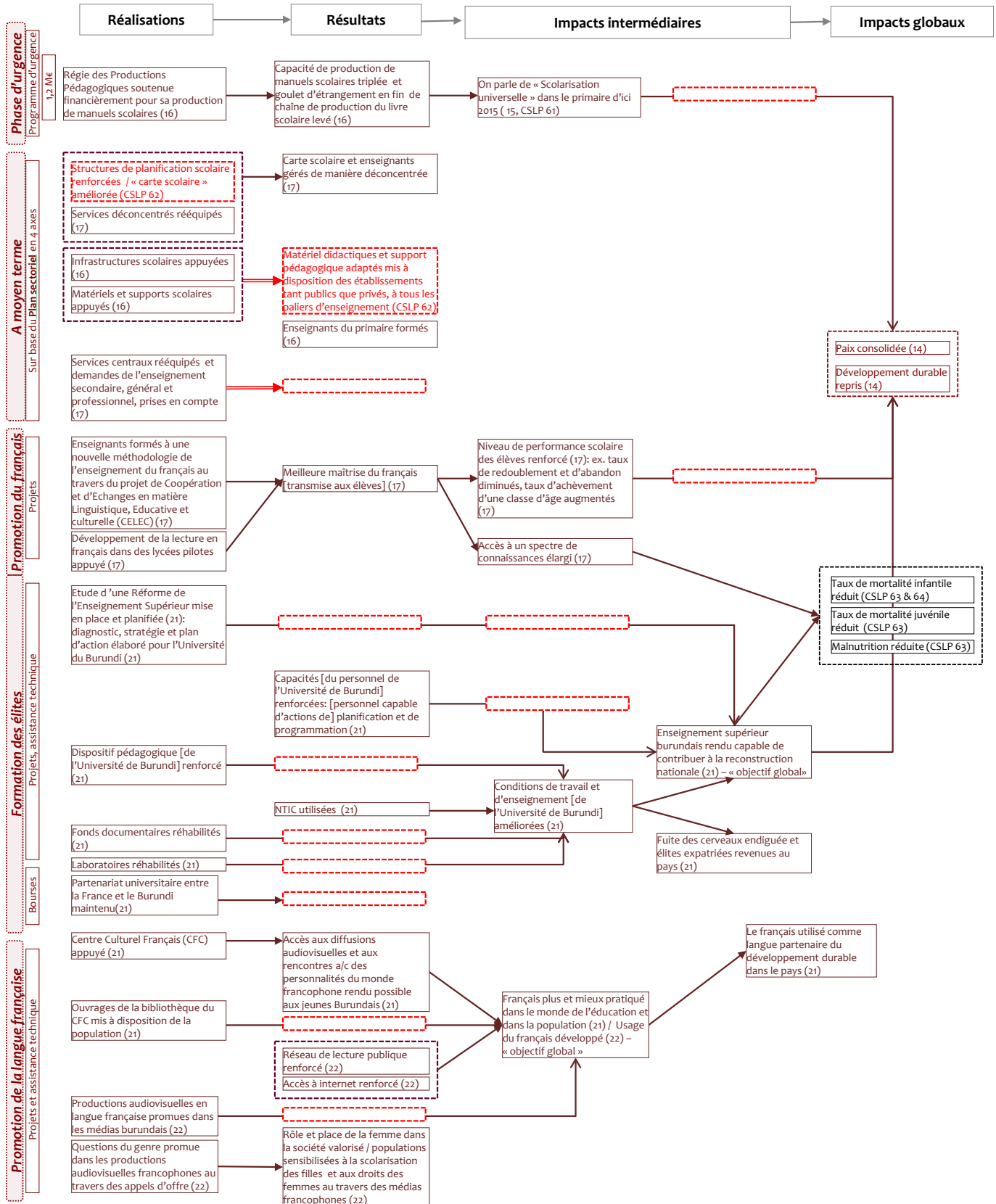
**Légende**

\* L'intervention PARAFE (Projet de Réhabilitation des Administrations Financières et Economiques) est censée contribuer « de manière complémentaire et synergique avec les interventions des autres partenaires du Burundi [dans ce domaine], notamment et surtout le Projet d'Appui à la Gestion de l'Economie (PAGE) de la Banque Mondiale.

République française

Document Cadre de Partenariat – DCP Burundi (2006 – 2010)

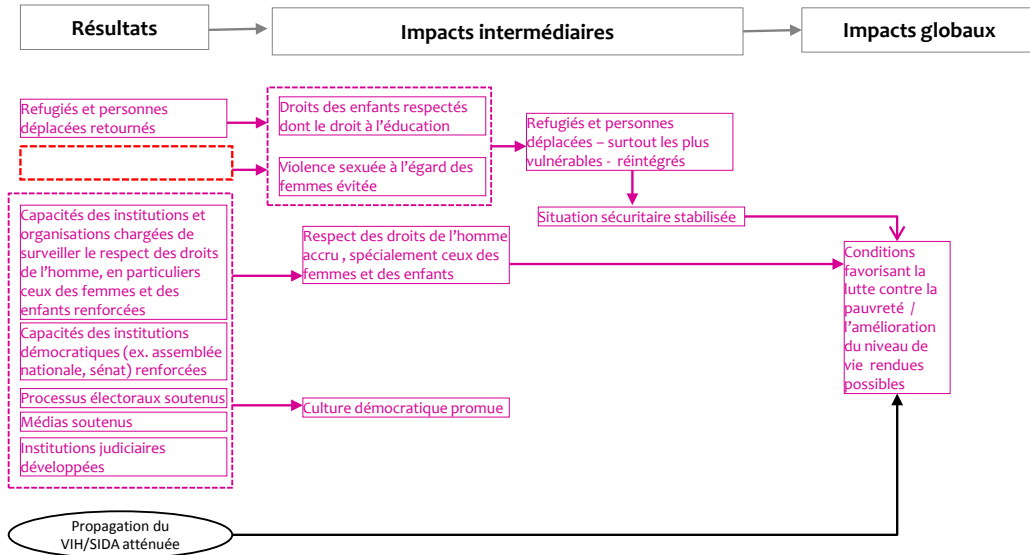
Contribution à l'atteinte des objectifs du millénaire en matière d'éducation de base



Services du gouvernement de Suède

Stratégie suédoise de coopération au développement dans la région des Grands Lacs et stratégies nationales pour le Rwanda, la République démocratique du Congo et le Burundi 2004-2008

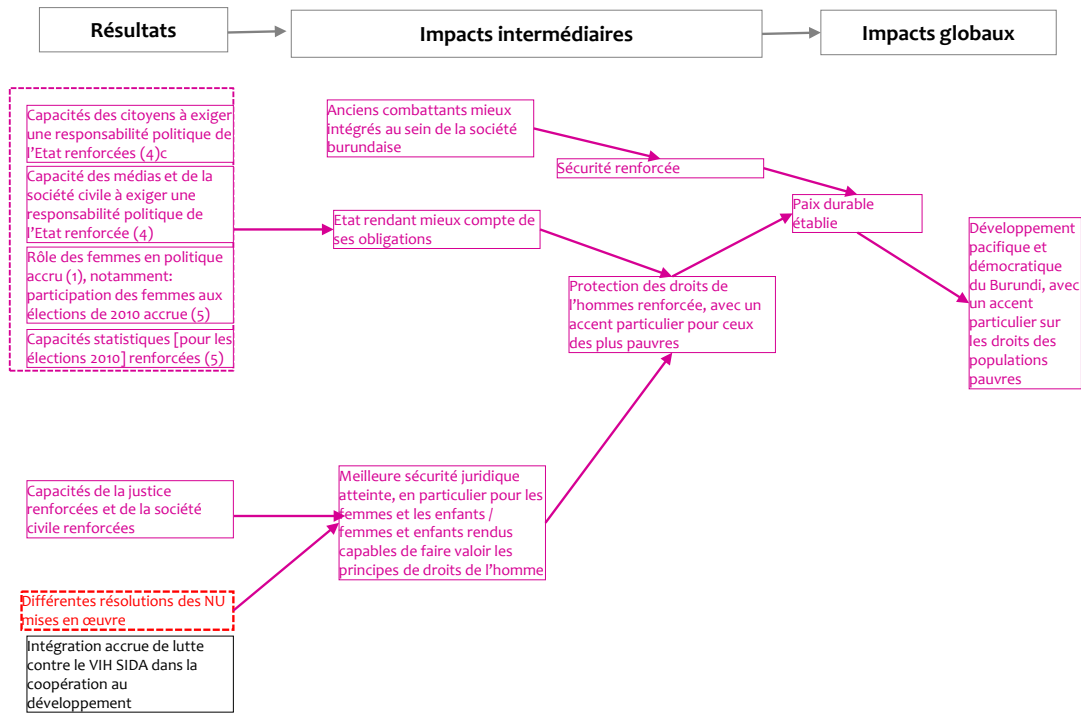
Logique d'Intervention Globale



Services du gouvernement de Suède

Stratégie pour la coopération au développement avec le Burundi 2009-2012

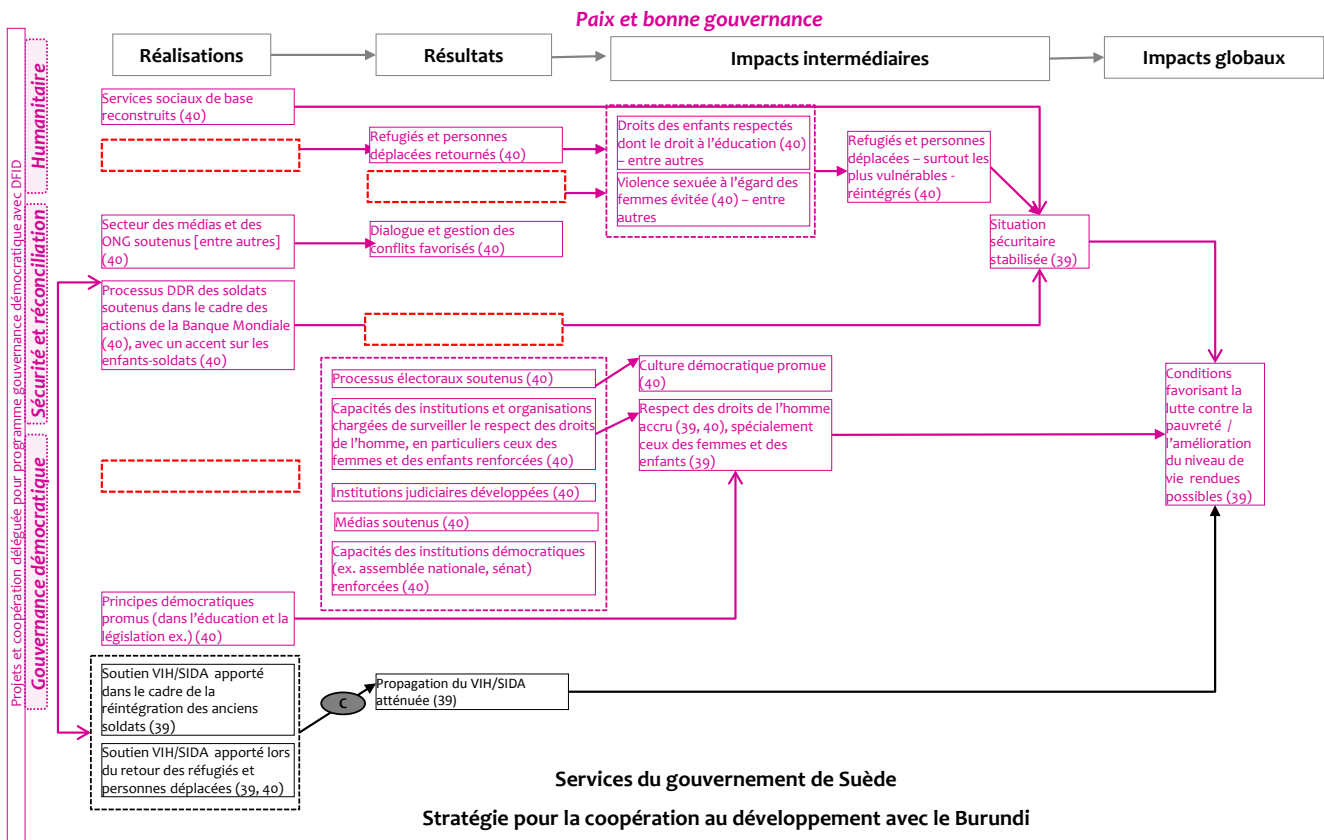
Logique d'Intervention Globale



Services du gouvernement de Suède

Stratégie suédoise de coopération au développement dans le région des Grands Lacs et stratégies nationales pour le Rwanda, la République démocratique du Congo et le Burundi

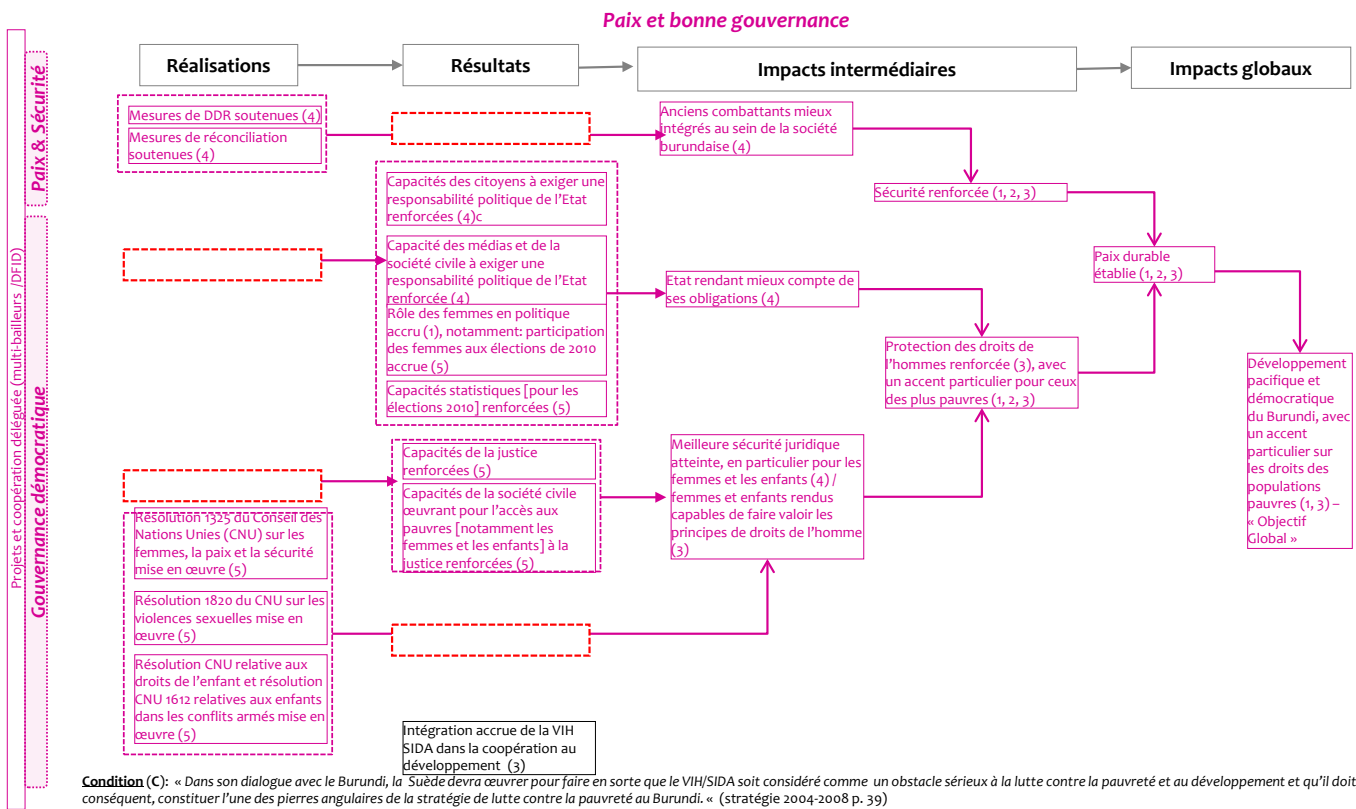
Novembre 2004 – décembre 2008



Services du gouvernement de Suède

Stratégie pour la coopération au développement avec le Burundi

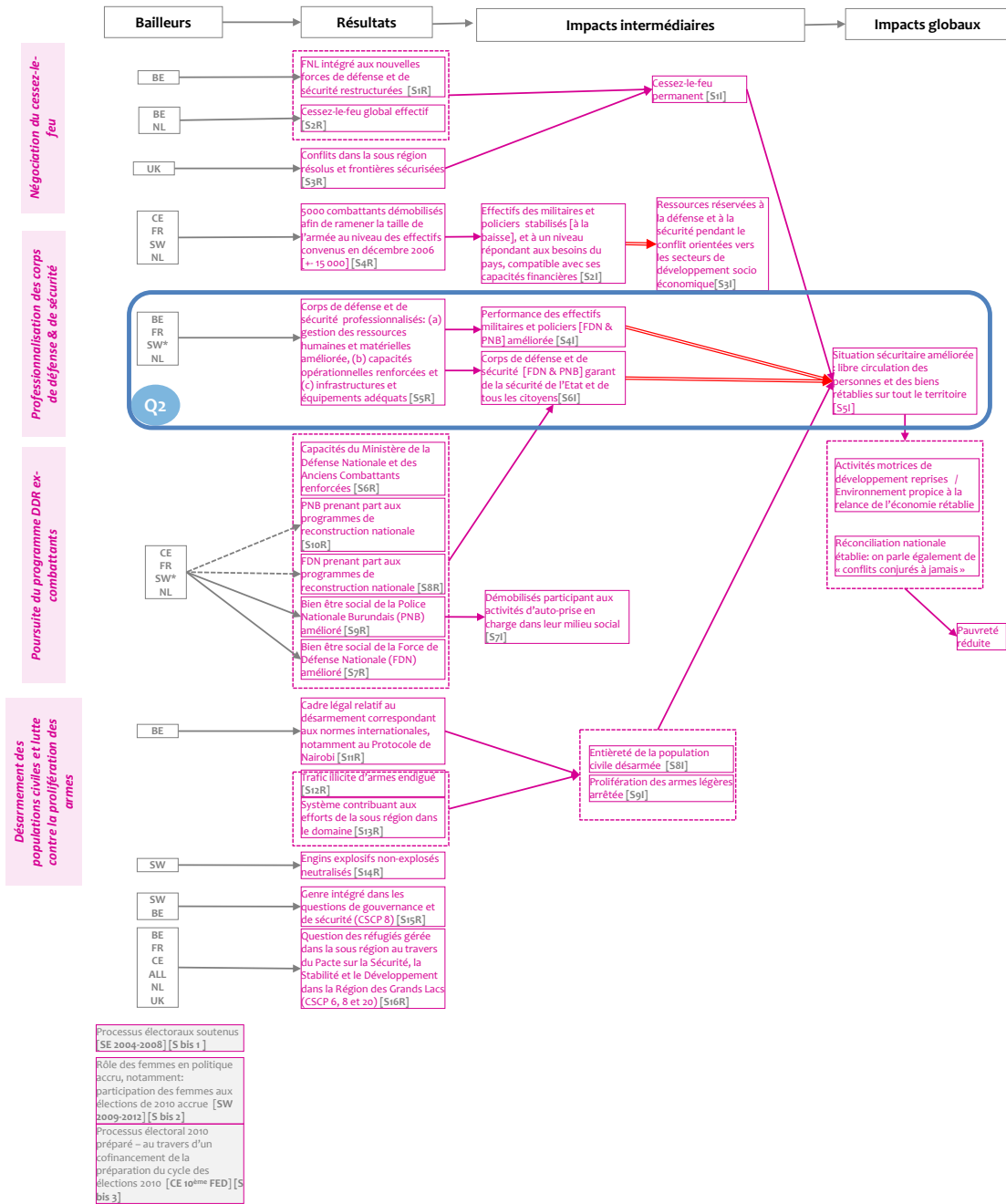
Août 2009 – décembre 2012



# STRATEGIES CROISEES

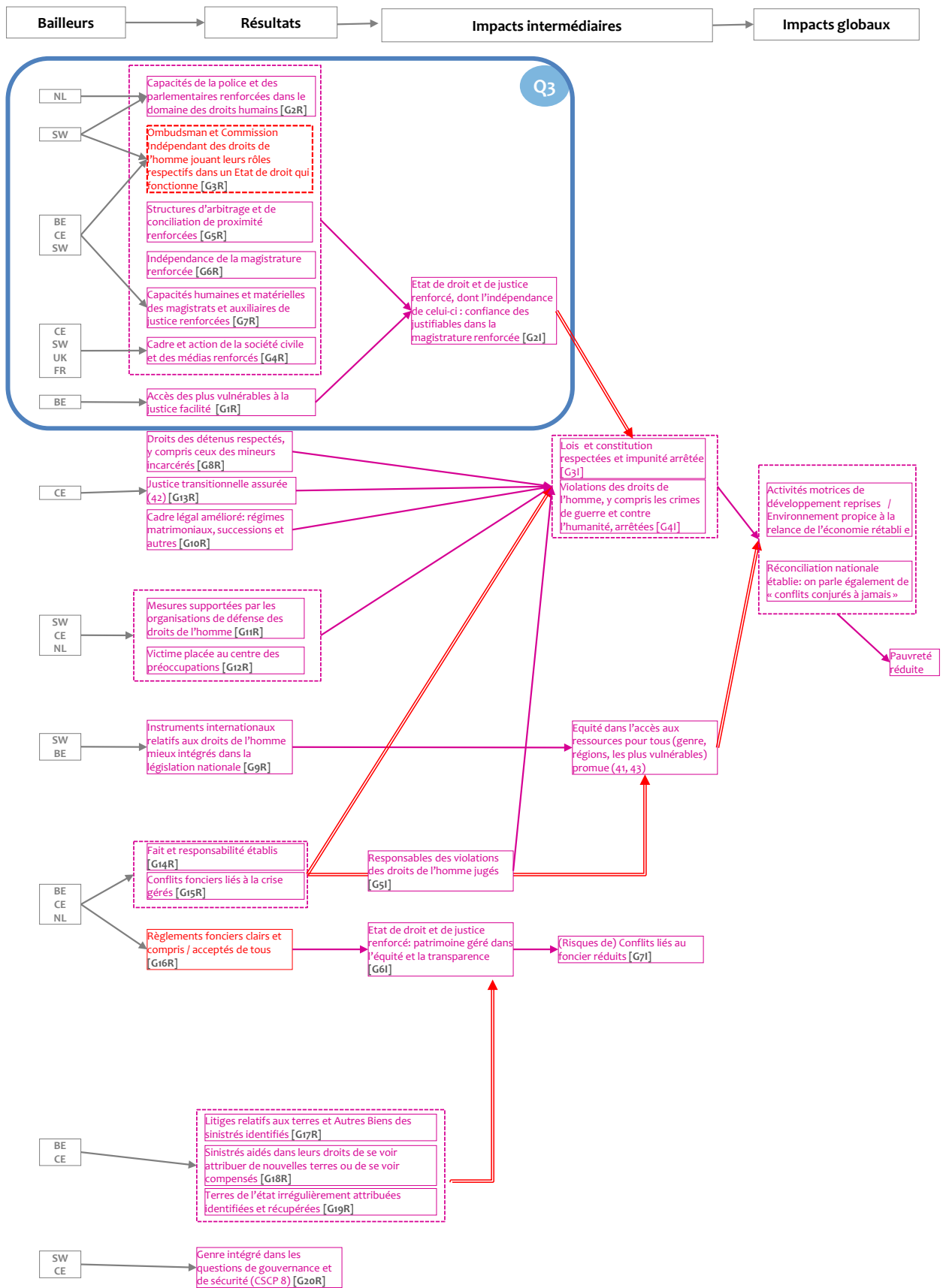
## Stratégies Croisées

### Amélioration de la gouvernance et de la sécurité (partie sécurité)

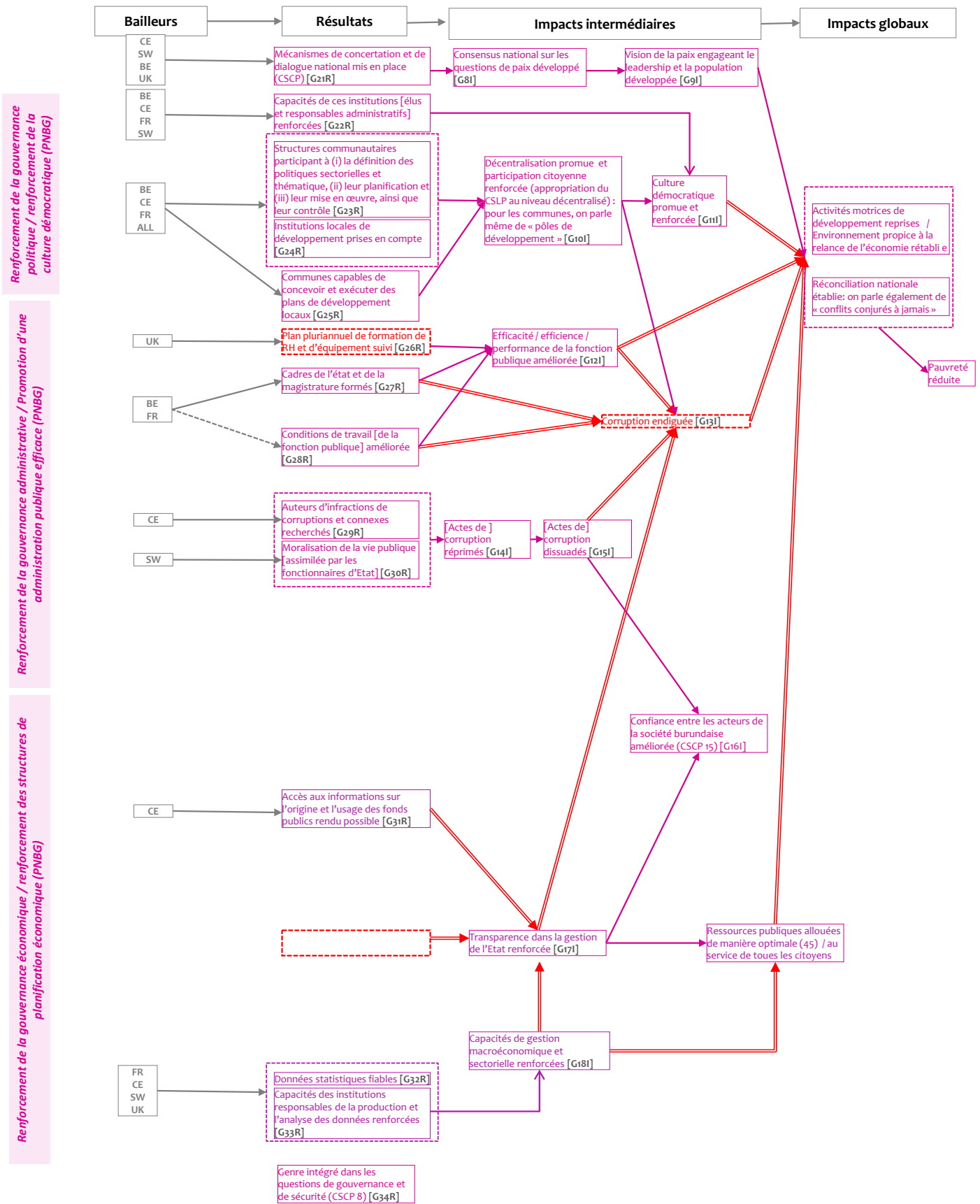


\* Au travers du programme multi-bailleurs DDR géré par la Banque Mondiale: durant le processus de démobilisation, les ex-combattants passeront une moyenne de dix jours dans un des trois centres de démobilisation. Au cours de ce séjour, ils seront enregistrés, recevront une orientation en vue de leur retour à la vie civile ainsi que sur les questions de réconciliation et de droit de l'homme, passeront des examens médicaux, seront sensibilisés sur le problème du HIV/SIDA et pourront être testés s'ils le souhaitent avant d'être rendus à la vie civile. Suite à leur démobilisation, le Programme leur fournira une assistance à la réinsertion et à la réintégration.

Amélioration de la gouvernance et de la sécurité (partie gouvernance 1/2)



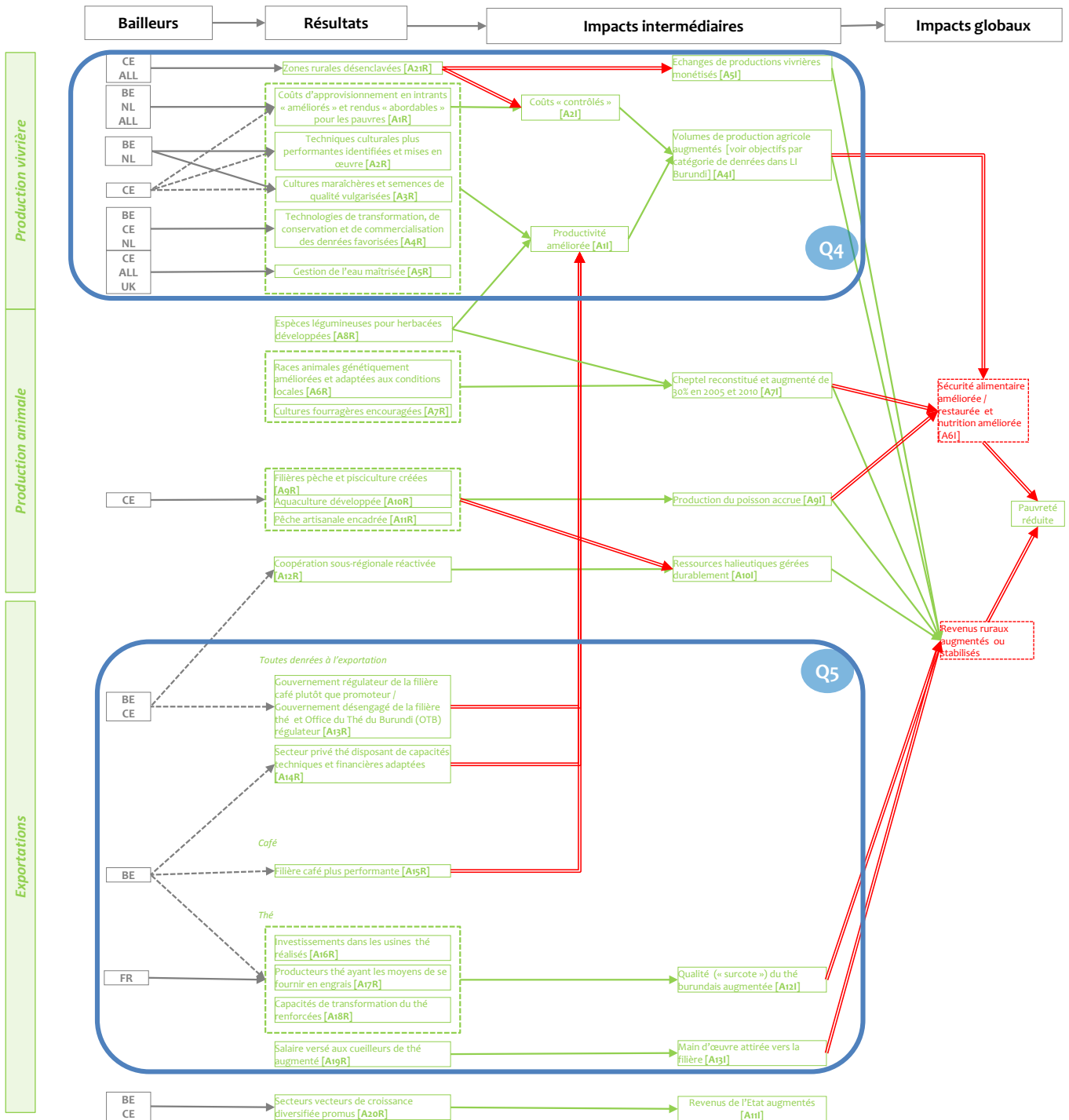
Amélioration de la gouvernance et de la sécurité (partie gouvernance 2/2)





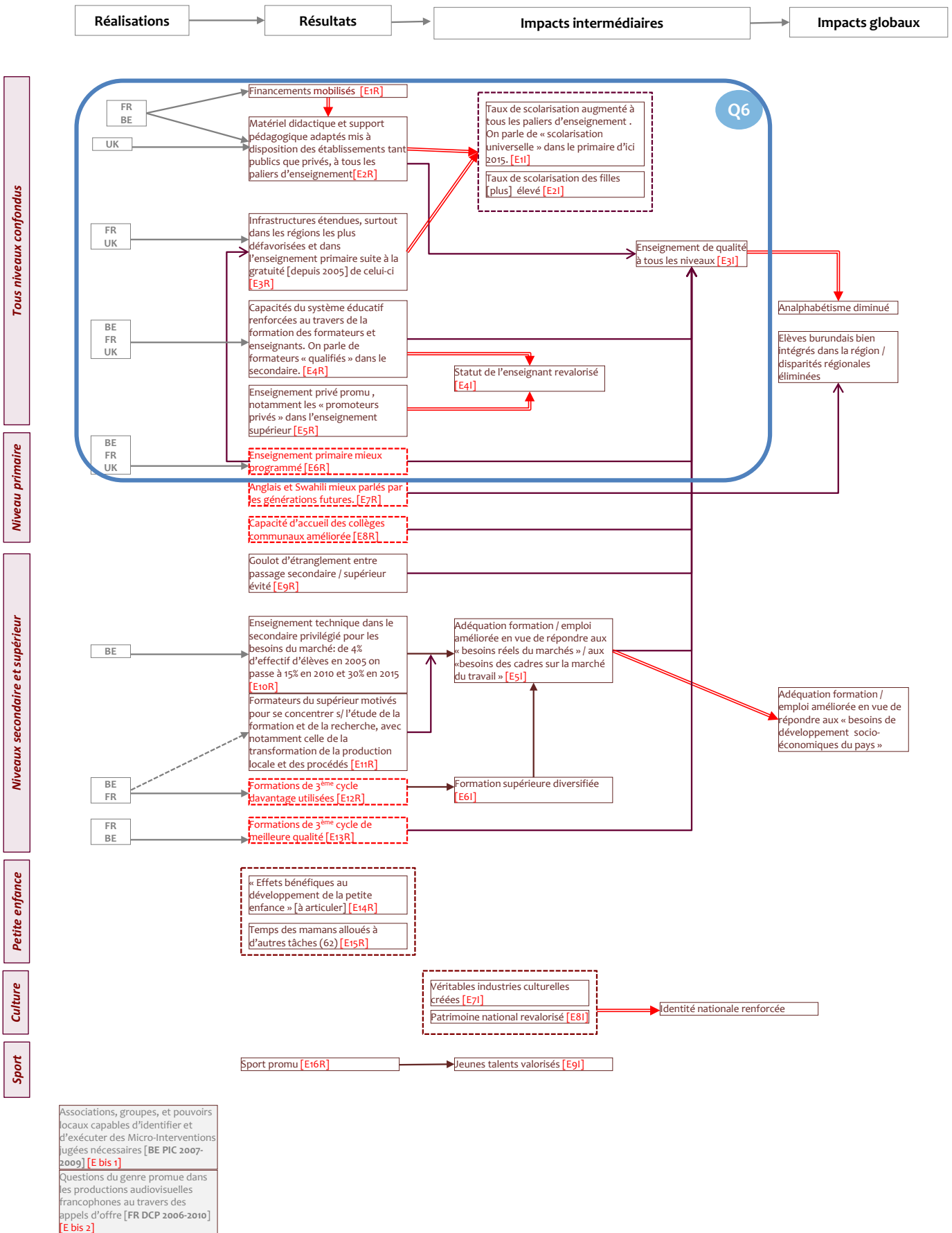
Stratégies croisées

Relancer le secteur agricole, l'élevage, la pêche et la pisciculture



Ménages regroupés en associations de producteurs et productrices soutenus [BE PIC 2010-2013] [A bis 3]  
 Appui au Ministère [A bis 4]

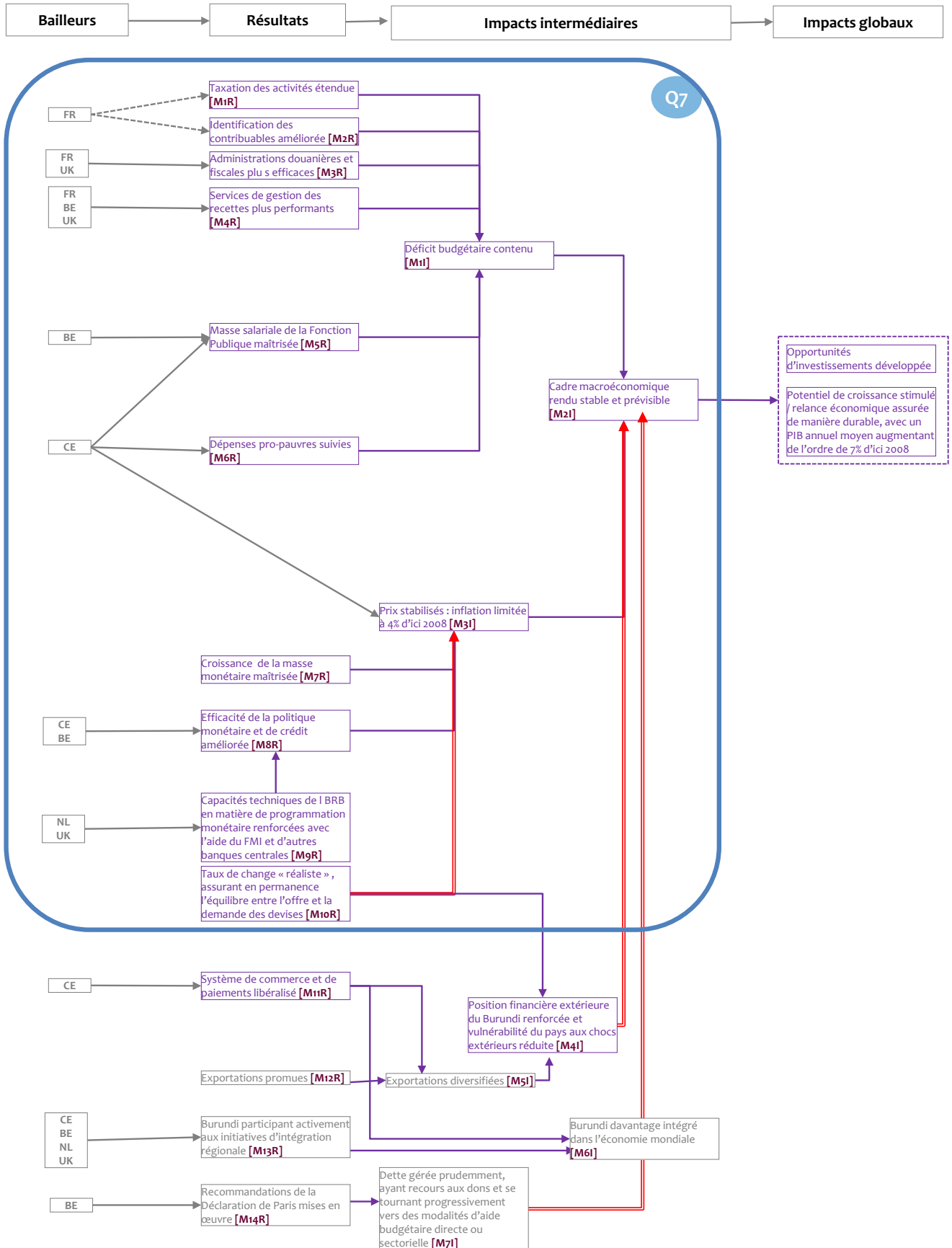
Stratégies croisées  
Le secteur de l'éducation



Stratégies croisées

Annexe 11.III.6

La gestion des politiques macro-économiques et structurelles



## ANNEXE 12. GRILLE D'ÉVALUATION DÉTAILLÉE

### Questions d'évaluation

Les sections suivantes détaillent le contenu de la grille d'analyse, décomposée en questions d'évaluation, critères de jugements, indicateurs ou sous-critères et sources d'informations associées. La structure générale de la grille est la suivante :

- Une question permet d'apprécier la mesure dans laquelle les conditions de pertinence à priori sont remplies par les stratégies des DPE et par les interventions associées ;
- Six questions portent sur l'efficacité des stratégies. Elles appliquent une analyse de contribution exploitant les logiques d'intervention ;
- Une question porte sur la coordination entre les DPE ;

Le thème du **genre** est abordé sous plusieurs questions:

- Le CSCP – Cadre Stratégique pour la Consolidation de la Paix au Burundi – évoque les défis associés à la dimension genre (CSCP p.14). Nous traitons deux de ces défis sous la question d'efficacité en matière d'appui à la justice (Q3):
  - « Les violences faites aux femmes et en particulier le viol ont connu une ampleur sans précédent, durant les 13 ans de conflit armé que vient de connaître le Burundi. Lutter contre l'impunité de tels crimes, les prévenir et soutenir les victimes constituent les défis majeurs à relever dans ce domaine » (CSCP p.14).
  - « La pleine participation de la femme à la prise de décisions, au choix des actions prioritaires et plus spécialement à leur mise en œuvre n'est pas encore garantie » (CSCP p.14).
- La question d'efficacité relative à l'éducation (Q6) s'appuie sur les deux objectifs du millénaire (ODM) en matière d'éducation de base et sur les six objectifs de l'Education Pour Tous (Dakar). Chacun de ces textes porte une attention particulière à l'enseignement des filles. Les indicateurs suivants seront en particulier mesurés :
  - Parité filles/garçons pour le primaire.
  - Taux de scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire et supérieur
  - Dans l'éducation secondaire, taux d'achèvement du premier et second cycle pour les filles
  - Taux d'alphabétisation des femmes

### Conditions de pertinence

La période sous revue (2005-2011) suit une très longue période de conflits violents de dimension régionale, sources d'instabilité et de méfiance. Méfiance entre différentes fractions de la population, méfiance envers les institutions dont la neutralité est mise en doute, et manque de confiance dans l'avenir, tant de la part des Burundais que des étrangers susceptibles d'investir, voire même de coopérer avec le pays. La population s'est considérablement appauvrie au cours des dernières décennies et a perdu une fraction

importante de ses capacités dans différents domaines (santé, éducation, solidarité sociale, accès aux ressources naturelles...).

Le caractère régional et très évolutif des conflits qui divisent la population burundaise complique encore la situation et impose aux DPE opérant au Burundi d'investir plus encore que dans d'autres pays dans l'analyse, la concertation et la capacité d'adaptation.

Le constat dominant est que l'ensemble du Burundi est très pauvre et encore peu urbanisé. La densité de la population est extrêmement élevée et la pression sur les ressources naturelles induit une perte rapide de potentiel. La croissance démographique est très rapide et la croissance économique à peine supérieure ; la croissance économique moyenne par habitant est donc quasi nulle actuellement et a été largement négative durant les deux dernières décennies. Les tensions restent vives et tout incident peut avoir de lourdes conséquences sur la sécurité et l'activité économique.

En termes généraux, les DPE sont de plus en plus soucieux d'utiliser leur aide pour promouvoir des valeurs ou des principes tels que le respect des droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance, voire la protection de l'environnement. Le contexte conflictuel et de méfiance qui caractérise le Burundi des années 2005 à 2011 rend l'application de ces principes plus difficile encore qu'ailleurs : il faut surmonter la méfiance entre les groupes pour induire le respect mutuel et le souci d'égalité de traitement ; il faut restaurer la crédibilité des institutions publiques pour qu'elles puissent exercer leur fonction en toute équité vis-à-vis de toutes les composantes de la société burundaise ; il faut restaurer la confiance dans l'avenir pour encourager l'investissement, la coopération, et réduire la tentation du profit immédiat qui se traduit par des comportements prédateurs observables tant dans le domaine de la gouvernance que dans l'utilisation des ressources naturelles.

Partant d'une situation de conflit puis de stabilisation encore fragile, les DPE ont dû évoluer de l'aide d'urgence à la réhabilitation, puis de la réhabilitation à l'aide au développement dans une perspective de plus long terme, tout en restant prêts à tout moment à réagir à une nouvelle situation d'urgence.

Les approches de l'aide au développement dans les Etats fragiles ayant connu des conflits violents se sont formalisées. C'est également le cas pour l'évaluation de certains instruments d'aide, tel l'appui budgétaire. Les questions évaluatives ci-dessous tiennent compte de ces évolutions méthodologiques.

## Conditions de pertinence (stratégies générales et quatre secteurs focaux)

QE-1. Dans quelle mesure les objectifs des stratégies des DPE étaient-ils adaptés aux enjeux et aux risques que représentent les processus fragiles de pacification, de renforcement des institutions publiques et d'amorce d'une croissance économique inclusive du Burundi ?

### Justification du traitement de la question :

Pour être pertinente et le rester quelle que soit l'évolution du contexte, une stratégie d'aide au Burundi durant la période 2005-2011 a dû accompagner un processus allant de l'aide d'urgence à l'appui à la réhabilitation, de la réhabilitation à l'appui au développement dans une perspective de plus long terme. Dans un tel contexte, pour être pertinentes, les stratégies d'aide au Burundi ont dû s'appuyer sur une bonne analyse et un suivi permanent de la situation politique et de ses conséquences sur le terrain, et sur une analyse des causes structurelles du conflit et de sa dynamique. La réduction progressive des tensions et la construction de la paix devaient être la priorité. Les stratégies doivent avoir identifié et tenu compte des principaux facteurs de risques de relance des violences qu'a connues le pays. Des analyses existent, mais dans quelle mesure ont-elles été prises en compte<sup>3</sup> ? Opérant dans un environnement instable, les stratégies d'intervention doivent être à la fois lisibles et flexibles. Elles doivent autant que possible être assorties d'hypothèses explicites (scenarios) qui, si elles ne sont pas confirmées, induisent des adaptations. Ces stratégies doivent contribuer à la construction de structures politiques et administratives légitimes (qui ont la confiance de la population) et efficaces, tant en termes économique qu'en termes de prévention et de gestion des conflits.<sup>4</sup>

Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-1.1. Les stratégies conduites par les DPE se sont appuyées sur une bonne analyse et un suivi permanent du contexte politique, économique, culturel, social, et des conflits au Burundi et dans la région, ainsi que sur une bonne analyse de leur traduction concrète pour différentes composantes de la société <sup>5</sup>	<p>I-1.1.1. Les analyses des DPE sont centrées sur l'analyse politique de la dynamique des conflits au Burundi et dans la région, maintenues à jour et partagées entre les DPE et avec les autres bailleurs. Ces analyses ont mis en évidence les principales forces, et potentialités sur lesquelles les DPE pouvaient s'appuyer, les faiblesses et fragilités de l'économie et de la société burundaise.</p> <p>I-1.1.2. En termes de risques, les principales causes structurelles et « facteurs déclencheurs » de conflits sont identifiés. Les facteurs déclencheurs ou de risques sont appréciés régulièrement et collectivement entre DPE.</p> <p>I-1.1.3. Ces analyses reposent sur des travaux réalisés conjointement, par les DPE et/ou avec d'autres bailleurs.</p> <p>I-1.1.4. Le lien avec ces analyses est explicite dans les documents stratégiques.</p> <p>I-1.1.5. Un effort de communication et de dialogue suffisant permet d'assurer une compréhension mutuelle réaliste et lucide entre les DPE et les principaux acteurs politiques du Burundi : on observe des traces de ces démarches de communication ; les interviews confirment cette collaboration.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Documents d'analyse, réalisés par les DPE, les autres bailleurs, des centres de recherche indépendants (universités...) ou des acteurs de la société civile du Nord ou du Sud</li> <li>- Justification des stratégies mises en œuvre, indicateurs et dispositifs de suivi fonctionnels</li> </ul>
J-1.2. Les objectifs des DPE sont articulés dans des stratégies intersectorielles qui accordent une priorité à la consolidation de la paix. Les choix de secteurs prioritaires tiennent compte des principaux atouts et faiblesses identifiés.	<p>I-1.2.1. Les DPE disposent chacun d'une stratégie générale d'intervention au Burundi justifiant les choix d'intervention par rapport aux enjeux de consolidation de la paix (atouts, faiblesses, potentialités et risques par rapport à cet objectif).</p> <p>I-1.2.2. L'analyse de « facteurs de désescalade »<sup>6</sup> guide les logiques d'intervention des stratégies des DPE.</p> <p>I-1.2.3. Les stratégies des DPE ne se limitent pas à des listes d'objectifs, mais définissent des priorités et des séquences cohérentes d'actions, construisant sur les</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Logiques d'interventions des stratégies et hypothèses explicites identifiées dans ces stratégies</li> </ul>

<sup>3</sup> Voir à ce sujet : « Développement et consolidation de la paix ; le cas du Burundi » Juana Brachet et Howard Wolpe, 2005, et pour une approche plus générale : « Early recovery in post conflicts countries », Rolf Maier, Clingendael Conflict Research Unit, la Haye, 2010.

<sup>4</sup> Le choix des critères de jugement s'inspire notamment des recommandations issues du récent document de l'OCDE « l'engagement international dans les états fragiles, peut-on mieux faire ? » OCDE, 2011, et du rapport 2011 sur l'engagement international dans les états fragiles- République du Burundi.

<sup>5</sup> Guide sur l'évaluation des activités de prévention des conflits et de construction de la paix ; OCDE, 2008)

<sup>6</sup> Inspirés notamment de la liste des « facteurs de désescalade » identifiés par Brachet et Wolpe op. cit. p. 17

Conditions de pertinence (stratégies générales et quatre secteurs focaux)		
QE-1. Dans quelle mesure les objectifs des stratégies des DPE étaient-ils adaptés aux enjeux et aux risques que représentent les processus fragiles de pacification, de renforcement des institutions publiques et d'amorce d'une croissance économique inclusive du Burundi ?		
	potentialités et visant à réduire les risques.	
J-1.3. Le renforcement de l'Etat, tant dans ses capacités de maintenir et à approfondir la paix et la sécurité que dans celle de promouvoir la croissance économique, est au cœur des stratégies des DPE.	<p>I-1.3.1. Une large place est accordée au soutien des institutions publiques (politiques et administratives) à tous les niveaux de pouvoir (central et périphérique) et au niveau des trois pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), avec une attention particulière à l'exécution des trois fonctions de base chargées de garantir l'ordre et le respect des lois et des droits de chacun (justice, police, défense)</p> <p>I-1.3.2. Le montage institutionnel des interventions est conçu de manière à renforcer les institutions publiques (nationales ou locales) et leur durabilité. Ceci est également vrai pour les interventions de la coopération décentralisée et celles conduites par des ONG.</p>	- Logiques d'interventions générales et sectorielles, choix des instruments, montage institutionnel des interventions
J-1.4. Les leçons du passé sont retenues et intégrées dans les stratégies nouvelles.	<p>I-1.4.1. Signes d'un dispositif d'accumulation et de réintégration des leçons de l'expérience dans le processus de conception stratégique au niveau général et des quatre secteurs focaux.</p> <p>I-1.4.2. Ce dispositif inclut les leçons en termes d'identification de sources de tensions ou facteurs déclencheurs de conflits.</p>	- Evaluations existantes, Documents de stratégie, Interviews
J-1.5. Les hypothèses sur lesquelles reposent les stratégies mises en œuvre ainsi que les risques qu'elles impliquent sont explicites; les indicateurs et dispositifs de suivi permettent de contrôler en temps utile dans quelle mesure ces hypothèses et risques se vérifient <sup>7</sup> .	<p>I-1.5.1. Conditions de faisabilité des choix stratégiques explicites et dotées d'un système de suivi.</p> <p>I-1.5.2. Les documents stratégiques des DPE établissent des liens explicites, notamment avec les potentialités et risques identifiées dans l'analyse SWOT</p>	- Documents de stratégie et de formulation d'interventions
J-1.6. Les dispositifs institutionnels de mise en œuvre des stratégies ont permis une adaptation souple des interventions en cours dans les cas où les conditions/ hypothèses de départ ne sont pas vérifiées ou dans les cas où certains seuils de risques sont franchis.	<p>I-1.6.1. Certaines stratégies ou interventions ont été adaptées en raison d'une modification du contexte</p> <p>I-1.6.2. Adaptabilité, ne signifie pas versatilité: les changements d'orientation ou d'allocation de ressources des DPE sont justifiés par les besoins du Burundi plutôt que par des considérations propres aux DPE.</p> <p>I-1.6.3. Les réorientations éventuelles ont été négociées avec les partenaires burundais.</p> <p>I-1.6.4. Les stratégies des DPE et leur mise en œuvre démontrent une conscience et une capacité d'évoluer entre des stratégies de court terme (urgence humanitaire), de moyen terme (réhabilitation des « actifs » -assets- de la population et des institutions) et le long terme (développement économique, institutionnel et social).</p>	- Stratégies, analyse des projets de l'échantillon
J-1.7. Les DPE sont attentifs aux effets pervers de certaines stratégies, interventions ou attitudes	<p>I-1.7.1. Les risques (notamment ceux identifiés dans l'analyse SWOT) sont identifiés dans les stratégies des DPE.</p> <p>I-1.7.2. Cas de stratégies, d'interventions ou de</p>	- Interviews, rapports d'activité ou évaluation de certaines

<sup>7</sup> CJ 1.4 et 1.5 permettent de vérifier dans quelle mesure les stratégies sont conçues pour rester pertinentes dans un environnement instable (adaptabilité).

Conditions de pertinence (stratégies générales et quatre secteurs focaux)		
QE-1. Dans quelle mesure les objectifs des stratégies des DPE étaient-ils adaptés aux enjeux et aux risques que représentent les processus fragiles de pacification, de renforcement des institutions publiques et d'amorce d'une croissance économique inclusive du Burundi ?		
susceptibles de raviver les tensions <sup>8</sup> . Ils suivent les recommandations de l'OCDE pour limiter les risques (analyse du risque, leçons des bonnes pratiques, dialogue, souci de distribution politiquement acceptable des bénéfices de l'intervention)	<p>comportements sources de tension et gestion de ces cas.</p> <p>I-1.7.3. Identification de cas d'exclusion (objective ou perçue comme telle) de certains groupes par rapport à certaines stratégies ou interventions.</p> <p>I-1.7.4. L'effet des politiques sur certains groupes vulnérables et sur les femmes a été étudié.</p> <p>I-1.7.5. La stratégie couvre le pays tout entier. Aucune province n'est négligée<sup>9</sup>.</p>	interventions
J-1.8. Les DPE et le gouvernement considèrent les CSLP et CSCP et les stratégies sectorielles existantes comme répondant aux enjeux politiques et économiques du pays. Les stratégies des DPE sont alignées sur ces cadres.	<p>I-1.8.1. Les logiques d'intervention des documents stratégiques des DPE s'articulent de manière complémentaire, entre elles, et sur celles des stratégies du gouvernement.</p> <p>I-1.8.2. Les interventions de l'échantillon s'inscrivent bien dans les priorités des stratégies auxquelles elles sont censées contribuer.</p>	- Logiques d'intervention, entretiens.
J-1.9. Les DPE reconnaissent qu'il existe des liens entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement	<p>I-1.9.1. Des hypothèses en termes de facteurs de risques (notamment les risques identifiés dans l'analyse SWOT) sont explicitement formulées dans les stratégies et documents de projets formulés par les DPE.</p> <p>I-1.9.2. Des indicateurs permettant d'apprécier les progrès accomplis et les effets pervers éventuels (facteurs de risque) en termes de sécurité sont définis par les DPE</p> <p>I-1.9.3. Les DPE ont adopté une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration, faisant intervenir aux côtés des responsables de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, ceux qui sont chargés de la sécurité et des questions politiques et économiques</p>	- Logiques d'interventions des stratégies et hypothèses explicites identifiées dans ces stratégies, - Entretien
J-1.10. Les DPE considèrent la non-discrimination comme un fondement des sociétés stables et sans personnes exclues. Les stratégies des DPE intègrent ces valeurs.	I-1.10.1. Des mesures destinées à promouvoir le point de vue et la participation des femmes, des jeunes, des minorités et d'autres groupes exclus sont intégrées dans les stratégies de renforcement de l'État et de fourniture de services.	- Logiques d'intervention, entretiens.
J-1.11. Les DPE basent leur appui aux corps de défense et de sécurité sur une analyse formelle et un suivi régulier du conflit.	<p>I-1.11.1. Recours par les DPE intervenant sur les corps de défense et de sécurité à une analyse et à un suivi permanent du conflit et des conséquences de la réforme des institutions de sécurité sur les facteurs structurels et accélérateurs de conflits (déclencheurs)</p> <p>I-1.11.2. Les risques liés aux conséquences des programmes de démobilisation et de réintégration des forces combattantes (en particulier pour leur intégration dans la PNB et les FDN) sont explicitement identifiés dans les stratégies d'appui à ces services et suivis attentivement.</p>	- Stratégies de documents de projet, évaluations - stratégies des bailleurs concernés - entretiens cadres nationaux et autres bailleurs

<sup>8</sup> « Ne pas nuire » est le second principe à suivre par les bailleurs investis dans les Etats fragiles (OCDE, op.cit p. 25)

<sup>9</sup> « Éviter de créer des poches d'exclusion » **Dixième principe à suivre par les bailleurs investis dans les Etats fragiles (OCDE)**



<p>J-1.12. Les stratégies des DPE comprennent une analyse équilibrée des apports et facteurs de risques induits par les services de sécurité privés.</p>	<p>I-1.12.1. Les DPE ont analysé dans quelle mesure les sociétés de services privés de sécurité ou leurs employés ont été impliqués dans des agissements criminels, comme les actes de violence, ou dans le commerce illégal.</p> <p>I-1.12.2. Les DPE ont apprécié dans quelle mesure ces agissements ont été contrôlés ou sanctionnés.</p> <p>I-1.12.3. Les DPE s'assurent qu'eux-mêmes et les autres acheteurs des services de sécurité privés appliquent des critères de recrutement rigoureux et rendent compte au gouvernement des comportements des sociétés ou des individus qu'ils emploient.</p> <p>I-1.12.4. Les DPE s'assurent que les sociétés de services de sécurité ont des exigences règlementaires sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu ?</p> <p>I-1.12.5. Il existe des codes de conduite volontaires, des organismes privés ou des normes professionnelles dans le secteur. Ils sont appliqués par les services privés opérant au Burundi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégies des DPE</li> <li>- Contrats d'achat de prestations de sécurité signés par les DPE.</li> <li>- Entretiens auprès des bailleurs concernés</li> <li>- Entretiens auprès des cadres nationaux et autres bailleurs</li> <li>- Presse</li> </ul>
<p>J-1.13. Les DPE basent leur appui au système judiciaire sur une analyse formelle et un suivi régulier du conflit</p>	<p>I-1.13.1. Description des analyses du conflit utilisées pour concevoir les interventions des DPE dans la réforme du système judiciaire et les conséquences par rapport aux facteurs structurels et accélérateurs de conflits (déclencheurs).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégies</li> <li>- documents de projet, évaluations</li> <li>- stratégies des bailleurs concernés</li> <li>- entretiens cadres nationaux et autres bailleurs</li> </ul>

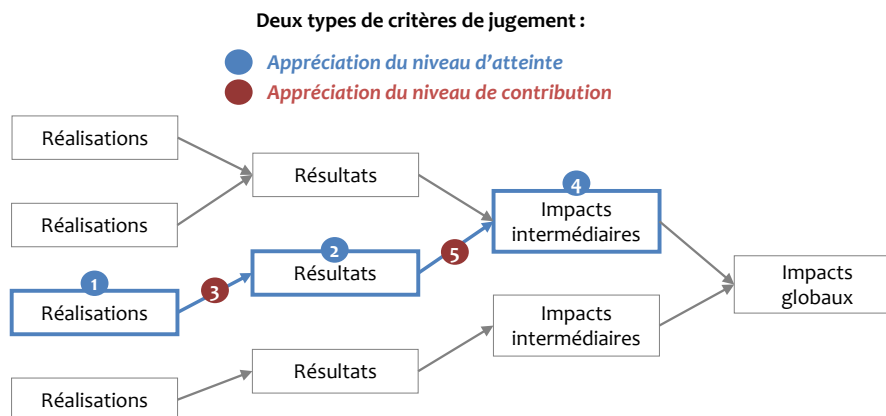
### Efficacité des stratégies

L'évaluation de l'efficacité des stratégies des DPE s'appuie sur la sélection de quatre secteurs considérés comme représentatifs de la coopération des DPE. Le choix de ces secteurs focaux sur lesquels doit se concentrer l'évaluation est donné par les Termes de Référence de l'évaluation<sup>10</sup>. Ces secteurs ont été sélectionnés par le Comité de Gestion de l'évaluation après négociation avec les autorités nationales, les ONG et les autres partenaires techniques et financiers du Burundi. Le Comité souhaitait inclure un secteur productif (le développement rural a été retenu en raison de son importance au Burundi) et un secteur social (l'éducation). La gouvernance étant particulièrement importante, elle a été retenue comme un secteur/thème à part entière et non pas comme une question transversale. Enfin, le secteur macro-économique a également été sélectionné en raison de son importance en matière de stabilisation de la paix, grâce au renforcement de l'Etat, à la stabilisation macroéconomique, à une gestion plus rigoureuse et plus transparente des finances publiques.

Une ou plusieurs questions d'efficacité sont posées pour chaque secteur. L'appréciation de l'efficacité des stratégies sectorielles se fera par une analyse de contribution suivant, étape par étape, la chaîne des effets d'une sélection d'interventions.

<sup>10</sup> Voir annexe 1 - Termes de références.

Le schéma de structuration des questions d'évaluation est toujours le même :



- a) Sur base des logiques des « stratégies croisées » (voir Annexe 11), **plusieurs chaînes de résultats** et d'impacts importantes pour le Burundi ont été isolées. Chaque chaîne sélectionnée donne lieu à une question évaluative d'efficacité. La sélection des chaînes s'appuie sur les critères suivants<sup>11</sup> :
- a. Contribution à un ou plusieurs des trois objectifs généraux de la stratégie du Burundi :
    - i. **Construction de la paix**
    - ii. **Légitimité et efficacité des institutions**
    - iii. **Croissance économique inclusive**
  - b. La chaîne constitue un sous-ensemble cohérent et suffisamment autonome de la logique d'intervention ;
  - c. Les chaînes sélectionnées couvrent les quatre secteurs focaux ;
  - d. Les interventions qui contribuent aux chaînes sélectionnées permettent la représentation de tous les DPE ;
  - e. Les interventions qui contribuent aux chaînes sélectionnées représentent un poids financier important.
- b) Pour chaque chaîne, **une question** évaluative du type « dans quelle mesure les DPE ont-ils contribué à tel impact ? » est formulée et décomposée en une série de critères de jugement :
- a. Des critères de jugement permettent dans un premier temps d'identifier **les réalisations** des interventions des DPE en début de chaîne.
  - b. Des critères de jugement permettent ensuite de « descendre » chaque niveau de la chaîne logique, chaque fois en deux temps :
    - i. Première étape : pour chaque **résultat** de la logique d'intervention contribuant à l'impact choisi :
      1. Le résultat attendu est observé

<sup>11</sup> Compte tenu des ressources disponibles pour l'évaluation et de la complexité de la démarche d'analyse de chacune des chaînes retenues, des choix ont été faits : certaines chaînes n'ont pas été retenues, telles que par exemple :

- L'appui au traitement des questions foncières, enjeu important mais qui implique peu de DPE et pour des montants limités.
- L'appui à la décentralisation matérialisé sur le terrain par une action de la coopération belge dans deux provinces uniquement,
- L'appui aux systèmes d'information (statistiques et comptes nationaux) mobilisant relativement peu de moyens et partiellement couverts par l'analyse de l'appui macro-économique.

Dans une approche telle que l'analyse de contribution sous contrainte de ressources stricte, tout ajout d'une chaîne supplémentaire est inévitablement compensée, soit par le retrait d'une chaîne sélectionnée, soit par une analyse plus superficielle des chaînes retenues. La liste retenue ci-dessous est très ambitieuse par rapport aux moyens disponibles car elle implique un nombre de critères de jugement et d'indicateurs considéré par toutes les parties comme très lourd à traiter dans le budget de l'étude.

2. Les **réalisations** des interventions des DPE ont contribué significativement à ce résultat.
- ii. Deuxième étape au niveau de **l'impact** :
  1. **L'impact** attendu est observé
  2. Les **résultats** décrits ci-dessus ont contribué à cet impact.
- c) La validation de chacun de ces critères de jugement permettra de répondre à la question évaluative.

Les sources d'information pour réaliser cette analyse seront d'abord secondaires (rapports et évaluations existantes) ensuite lorsque c'est pertinent, basées sur l'observation directe, et enfin basées sur les perceptions **croisées** des différentes parties prenantes<sup>12</sup>. L'analyse des perceptions apporte en outre une information précieuse sur l'image de l'apport des DPE par rapport à une évolution donnée. Les interventions pour lesquelles des informations détaillées seront demandées aux DPE sont celles identifiées comme contribuant aux chaînes d'effets sélectionnées. Elles sont listées en annexe 4.

### Efficacité des stratégies : Gouvernance/sécurité

QE-2. Dans quelle mesure l'appui des DPE à la professionnalisation des corps de défense et de sécurité a-t-il contribué à améliorer la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens ?

#### Justification du traitement de la question :

La sécurité revêt pour les Burundais une priorité élevée. Lors des négociations d'Arusha, la question de la réforme de la police et de l'armée constituait l'un des principaux thèmes de discussion. Les projets associés alimentent une grande partie du contenu du Protocole III de l'Accord pour la paix et la réconciliation intitulé « Paix et sécurité pour tous ». Cet accord préconise la réforme de la police nationale en lui assignant de nouvelles missions, une nouvelle structure et une nouvelle composition. Il codifie également la nouvelle division des tâches entre la Force de défense nationale (FDN) exclusivement dédiée à cette fonction, et les Forces de police (PNB) entièrement dédiées au maintien de la sécurité publique.

La Communauté d'Afrique de l'Est vise à promouvoir la libre circulation des personnes dans le bon ordre à travers son territoire. Dans le sens de la stabilisation de la région, la sécurité est une condition du développement. L'hypothèse de travail est que la professionnalisation des corps de défense et de sécurité est un facteur contribuant à la libre circulation des personnes et des biens, facteur de croissance économique inclusive (voir la zone surlignée en bleu dans l'Annexe 11 – schéma 1.III.1).

#### Suivant l'approche par analyse de contribution évoquée à la page précédente :

- **La chaîne des effets traitée** par cette question débute à partir du résultat « Corps de défense et de sécurité professionnalisés: (a) gestion des ressources humaines et matérielles améliorée, (b) capacités opérationnelles renforcées et (c) infrastructures et équipements adéquats » (codification du résultat **S5R** présenté dans le diagramme en l'Annexe 11 – schéma 1.III.1).
- Les **DPE concernés** par cette chaîne des effets sont les suivants : Belgique, France, Pays-Bas (+ Suède au travers du programme multibailleurs DDR géré par la Banque Mondiale). La liste des interventions pré-identifiées dans ce cadre est présentée en annexe 4.
- Sur base des listes de projets disponibles, le **montant** décaissé des interventions concernées porte sur plus de 5 205 360 EUR (montant des décaissements néerlandais inconnus pour les 3 projets suivants : KIG SSR Police Burundi ; DVB PSO-training Burundezzen ; DMV/VG-SSR workshop Burundi).

Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-2.1. Les DPE ont apporté un appui aux corps de défense et de sécurité et cet appui a délivré les réalisations attendues.	I-2.1.1. Types de réalisations et taux d'atteinte des résultats des appuis. I-2.1.2. Budgets et taux de déboursement. I-2.1.3. Atteinte des objectifs directs des appuis.	- Stratégies - Documents de projet, évaluations

<sup>12</sup> L'analyse de perception sera donc le dernier recours en l'absence d'information directement observables permettant de traiter le critère de jugement. Le fait que dans certains cas, les indicateurs de perception paraissent nombreux par rapport aux indicateurs objectivement vérifiables (IOV), signifie simplement que, contrairement à un IOV, les perceptions doivent être systématiquement recoupées. On parlera d'analyse croisée des perceptions, exprimées en une série d'indicateurs. Seuls ces recoupements permettent de limiter les risques de réponse de complaisance. Ceci ne signifie pas que l'analyse de perception sera privilégiée si d'autres approches s'avèrent possibles.

J-2.2. Les activités des autres bailleurs sont connues et leurs contributions potentielles identifiées	I-2.2.1. Liste sommaire des activités des autres bailleurs et des contributions possibles	- Stratégies des bailleurs concernés - Entretiens auprès des cadres nationaux et d'autres bailleurs
J-2.3. La professionnalisation des corps de défense a progressé	I-2.3.1. Gestion des ressources humaines et matérielles améliorée I-2.3.2. Capacités opérationnelles renforcées I-2.3.3. Infrastructures et équipements améliorées	- Rapports de suivi, - constats de terrain, - entretiens corps de sécurité, bailleurs...
J-2.4. Les réalisations des interventions des DPE ont été déterminantes dans l'évolution décrite sous J-2.3	I-2.4.1. Lien causal observable entre certaines des réalisations identifiées sous J2.1 et les évolutions constatées sous J2.3 I-2.4.2. Lien causal non observable mais reconnu par les corps concernés entre certaines des réalisations identifiées sous J2.1 et les évolutions constatées sous J2.3 I-2.4.3. Evolution de J2.3 due à une contribution conjointe des DPE avec d'autres bailleurs (rôle spécifique de chacun non identifiable)	- Evaluations, - Rapports d'activités - Entretiens - Observations de terrain
J-2.5. La performance des effectifs militaires et de police s'est améliorée en tant que garants de la sécurité de l'Etat et des citoyens	I-2.5.1. Evolution de la performance documentée I-2.5.2. Perception par les corps concernés I-2.5.3. Perception par les responsables politiques I-2.5.4. Perception par des représentants de la société civile I-2.5.5. Perception par les principaux organes de presse I-2.5.6. Perception par les autres bailleurs concernés	- Evaluations, - rapports divers - Medias - Entretiens
J-2.6. La professionnalisation des corps de défense et de sécurité explique l'évolution constatée sous J-2.5	I-2.6.1. Lien causal observable ou documenté I-2.6.2. Perception par les corps concernés I-2.6.3. Perception par les responsables politiques I-2.6.4. Perception par les experts et autres bailleurs impliqués	- Evaluations - Rapports divers - Entretiens

J-2.7. La FDN et la PNB respectent les standards internationaux en termes de respect des droits de l'homme et de droit international humanitaire	<p>I-2.7.1. La PNB respecte les principes de « democratic policing »<sup>13</sup>,</p> <p>I-2.7.2. La FDN et la PNB respectent les engagements internationaux du Burundi en matière de droits de l'Homme<sup>14</sup></p> <p>I-2.7.3. Les FDN et la PNB respectent la législation nationale</p> <p>I-2.7.4. L'attitude des contingents déployés en Somalie est professionnelle<sup>15</sup></p> <p>I-2.7.5.</p>	<p>Rapports</p> <p>Medias</p> <p>entretiens</p>
J-2.8. Les forces de sécurité qui comportent d'anciens combattants de différents bords acceptent d'évoluer d'une fonction de protection de l'Etat vers une fonction de protection du citoyen en toute neutralité.	<p>I-2.8.1. L'acceptabilité politique de cette évolution est assurée et suivie en permanence</p> <p>I-2.8.2. Un cadre de négociation est établi et fonctionnel</p> <p>I-2.8.3. La participation de la FNB à l'AMISOM est un succès par rapport la contribution nationale Burundaise à l'Union Africaine<sup>16</sup>.</p>	<p>Rapports divers</p> <p>Entretiens, médias</p>
J-2.9. Ce respect des standards internationaux en termes de droit de l'homme et de droit international humanitaire résulte de la professionnalisation des corps de défense et de sécurité	<p>I-2.9.1. Lien causal observable ou documenté</p> <p>I-2.9.2. Perception par les corps concernés</p> <p>I-2.9.3. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-2.9.4. Perception par les experts et autres bailleurs impliqués</p>	<p>Rapport</p> <p>Document des projects</p> <p>Medias</p> <p>Entretien input de la délégation du CICR</p>
J-2.10. La situation sécuritaire est améliorée, facilitant notamment la libre circulation des personnes et des biens sur tout le territoire.	<p>I-2.10.1. Evolution documentée</p> <p>I-2.10.2. Perception par les corps concernés</p> <p>I-2.10.3. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-2.10.4. Perception par des représentants de la société civile</p> <p>I-2.10.5. Perception par les principaux organes de presse</p> <p>I-2.10.6. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<p>Rapports divers</p> <p>entretiens</p>
J-2.11. L'amélioration de la sécurité observée en J-2.10 est due dans une large mesure à l'amélioration de la performance des corps de police et de défense.	<p>I-2.11.1. Analyses existantes</p> <p>I-2.11.2. Perception par les corps concernés</p> <p>I-2.11.3. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-2.11.4. Perception par des représentants de la société civile</p> <p>I-2.11.5. Perception par les principaux organes de presse</p> <p>I-2.11.6. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<p>Rapports divers</p> <p>entretiens</p>

<sup>13</sup> Tel que formulé dans "the Guidebook on Democratic Policing (OSCE)", "the European Code of Police Ethics (Council of Europe)", et "the Ten Basic Human Rights Standards for Law Enforcement Officials (Amnesty International)".

<sup>14</sup> Le Burundi est partie aux principaux instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme, notamment au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, à la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ainsi qu'au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Les autorités burundaises n'ont toutefois pas encore ratifié :

- les deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes alors même qu'elles ont accepté cette recommandation lors de l'Examen périodique universel (EPU) du Burundi en janvier 2009 ;
- la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ;
- le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique ;
- le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants visant à l'établissement d'un système de visites régulières des lieux de détention par des organismes internationaux et nationaux indépendants, une recommandation qu'elles ont pourtant acceptée lors de l'EPU ;
- la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, une recommandation qu'elles ont pourtant acceptée lors de l'EPU.

Source : Burundi, Des défenseurs sous pression, Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Décembre 2011, p.6-7 ([http://www.omct.org/files/2012/03/21667/rapport\\_de\\_mission\\_obs\\_burundi\\_2012.pdf](http://www.omct.org/files/2012/03/21667/rapport_de_mission_obs_burundi_2012.pdf))

<sup>15</sup> Sur base de rapports existants (hypothèse non vérifiée)

<sup>16</sup> Sur base de rapports existants

## Efficacité des stratégies : Gouvernance/ appui à la justice

**QE-3.** Dans quelle mesure l'appui des DPE au secteur judiciaire a-t-il contribué à renforcer l'Etat de droit et la confiance des justifiants dans la magistrature ?

**Justification du traitement de la question :**

Au sortir d'une longue période de crise, le Burundi fait face à des défis importants, notamment (i) des violations graves des droits de l'homme, y compris des crimes contre l'humanité et crimes de guerre ; (ii) la persistance de l'impunité ; (iii) le mauvais fonctionnement de l'appareil judiciaire ; (iv) le non-respect de la loi et la corruption. La lutte contre l'impunité ainsi que la gestion d'une société fortement encline aux conflits (source : CSLP 1 p.41) reposent sur le renforcement de l'Etat de droit et du système judiciaire, deux éléments essentiels et incontournables dans la consolidation d'une paix durable au Burundi. Le respect de la loi et la sanction des écarts ainsi que l'arbitrage des conflits entre acteurs constituent également des conditions nécessaires à l'établissement d'un climat favorable à l'investissement et à l'initiative des entrepreneurs.

Dans le cadre de leur appui au secteur judiciaire, la Belgique, la Commission Européenne, les Pays-Bas et la Suède apportent un soutien à quatre sous-secteurs du CSLP I et du CSCP : (i) le renforcement des capacités de la police dans le domaine des droits humains ; (ii) le renforcement des structures d'arbitrage et de conciliation de proximité ; (iii) les droits des détenus ; (iv) les régimes plus généraux dits matrimoniaux et de succession.

Un appui de la Commission Européenne, de la Suède, du Royaume-Uni et de la France est également apporté au secteur des médias, dans le cadre notamment du Plan d'action commun d'appui aux médias (PACAM) dont l'objectif est de coordonner et d'harmoniser toutes les initiatives en faveur des médias en période électorale.

**Suivant l'approche par analyse de contribution :**

- La chaîne des effets traitée concerne les résultats G1R à G7R (voir annexe l'Annexe 11 – schéma 1.III.2).
- Les DPE concernés : Pays-Bas, Belgique, CE, Suède, France, Royaume-Uni. La liste des interventions pré-identifiées dans ce cadre est présentée en annexe 4.
- Montant décaissé des interventions concernées : 40 090 927 EUR. Le montants de décaissements pour les projets suivants est inconnu : « Advocacy & Legal Advice Center in Burundi (ALAC) » et « Appui institutionnel central et périphérique au Ministère de la Justice » pour la Belgique ; « CNCA » pour les Pays-Bas.

Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-3.1. Les appuis des DPE à au système judiciaire ont délivré les réalisations attendues.	I-3.1.1. Types de réalisations et taux d'atteinte des résultats des appuis. I-3.1.2. Budgets et taux de déboursement. I-3.1.3. Atteinte des objectifs directs des appuis.	- Rapports d'activités - Rapports d'évaluation
J-3.2. Les activités des autres bailleurs sont connues et leurs contributions potentielles identifiées	I-3.2.1. Liste sommaire des activités des autres bailleurs et des contributions possibles	- Entretien avec cadres nationaux et bénéficiaires. - Observations.
J-3.3. Les capacités de la police ont été renforcées dans le domaine des droits humains	I-3.3.1. Evolution documentée I-3.3.2. Perception par les corps de police I-3.3.3. Perception par les responsables politiques I-3.3.4. Perception par les autres bailleurs concernés	- Evaluations - Rapports divers entretiens
J-3.4. Les capacités des parlementaires ont été renforcées dans le domaine des droits humains	I-3.4.1. Evolution documentée I-3.4.2. Perception par les parlementaires I-3.4.3. Perception par les responsables politiques I-3.4.4. Perception par les autres bailleurs concernés	- Evaluations - Rapports divers entretiens
J-3.5. L'Ombudsman et la Commission Indépendante des droits de l'homme jouent leurs rôles respectifs	I-3.5.1. Evolution documentée I-3.5.2. Perception par les corps concernés I-3.5.3. Perception par les responsables politiques I-3.5.4. Perception par des représentants de la société civile I-3.5.5. Perception par les principaux organes de presse I-3.5.6. Perception par les autres bailleurs concernés	- Evaluations - Rapports divers entretiens
J-3.6. Les structures d'arbitrage et de conciliation de proximité sont renforcées	I-3.6.1. Evolution documentée I-3.6.2. Perception par les corps concernés I-3.6.3. Perception par les responsables politiques I-3.6.4. Perception par les personnes ayant fait appel à ces structures	- Evaluations - Rapports divers entretiens

J-3.7. L'Indépendance de la magistrature est renforcée	<p>I-3.7.1. Evolution documentée</p> <p>I-3.7.2. Perception par les corps concernés (magistrature, mais également barreau)</p> <p>I-3.7.3. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-3.7.4. Perception par des représentants de la société civile</p> <p>I-3.7.5. Perception par les principaux organes de presse</p> <p>I-3.7.6. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations</li> <li>- Rapports divers</li> <li>- entretiens</li> </ul>
J-3.8. Les capacités humaines et matérielles des magistrats et auxiliaires de justice sont renforcées	<p>I-3.8.1. Evolution documentée</p> <p>I-3.8.2. Perception par les corps concernés (magistrats avocats, ...)</p> <p>I-3.8.3. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations</li> <li>- Rapports divers</li> <li>- entretiens</li> </ul>
J-3.9. Le cadre et l'action de la société civile et des médias sont renforcés	<p>I-3.9.1. Evolution documentée</p> <p>I-3.9.2. Perception par les corps concernés</p> <p>I-3.9.3. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-3.9.4. Perception par des représentants de la société civile</p> <p>I-3.9.5. Perception par les principaux organes de presse</p> <p>I-3.9.6. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations</li> <li>- Rapports divers</li> <li>- entretiens</li> </ul>
J-3.10. Des initiatives de justice transitionnelle sont mises en œuvre	<p>I-3.10.1. La Commission Nationale pour la Vérité, la Réconciliation et le Pardon est installée</p> <p>I-3.10.2. La Commission Indépendante des droits de l'homme fait des investigations sur les crimes passés</p> <p>I-3.10.3. Le Tribunal spécial chargé de juger les crimes des génocides commis dans le pays depuis l'indépendance est opérationnel</p> <p>I-3.10.4. La recherche de la vérité sur la nature et l'ampleur des violations a commencé</p> <p>I-3.10.5. L'identification des victimes de la violence est en cours</p> <p>I-3.10.6. Les réparations pour les victimes sont payées ou au moins prévues</p> <p>I-3.10.7. Les crimes passés sont publiés par les médias et discutés publiquement</p> <p>I-3.10.8. Un processus de réconciliation des populations divisées a commencé</p> <p>I-3.10.9. La construction de mémoriaux et de musées, pour préserver la mémoire du passé a commencé</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégies</li> <li>- Documents de projet</li> <li>- Articles de presse</li> <li>- Etudes diverses</li> <li>- Entretiens</li> </ul>
J-3.11. L'accès des plus vulnérables à la justice est facilité	<p>I-3.11.1. Evolution documentée</p> <p>I-3.11.2. Evolution du nombre de décisions de justice relatives aux violences faites aux femmes</p> <p>I-3.11.3. Perception par les corps concernés</p> <p>I-3.11.4. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-3.11.5. Perception par des représentants de la société civile</p> <p>I-3.11.6. Perception par les principaux organes de presse</p> <p>I-3.11.7. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations</li> <li>- Rapports divers</li> <li>- entretiens</li> </ul>
J-3.12. Les réalisations des interventions des DPE ont été déterminantes dans l'évolution décrite sous J3.3 à J3.11	<p>I-3.12.1. Lien causal observable entre certaines des réalisations identifiées sous J3.1 et évolutions constatées sous J3.3 à J3.11</p> <p>I-3.12.2. Lien causal non observable mais reconnu par les corps concernés entre certaines des réalisations identifiées sous J3.1 et évolutions constatées sous J3.3 à J3.11</p> <p>I-3.12.3. Evolution constatées sous J3.3 à J3.11 dues à une contribution conjointe des DPE avec d'autres bailleurs (rôle spécifique de chacun non identifiable)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations,</li> <li>- Rapports d'activités</li> <li>- Entretiens</li> <li>- Observations de terrain</li> </ul>

J-3.13. L'Etat de droit et l'application de la loi sont renforcés	I-3.13.1. Evolution documentée I-3.13.2. Perception par les corps concernés I-3.13.3. Perception par les responsables politiques I-3.13.4. Perception par des représentants de la société civile I-3.13.5. Perception par les principaux organes de presse I-3.13.6. Perception par les autres bailleurs concernés	- Stratégies - Documents de projet - Articles de presse - Etudes diverses - Entretiens
J-3.14. Le renforcement de l'Etat de droit et de l'application de la loi sont dus à l'effet conjoint des résultats évoqués sous J 3.3 à J 3.11	I-3.14.1. Evolution documentée I-3.14.2. Perception par les magistrats I-3.14.3. Perception par les corps concernés I-3.14.4. Perception par les responsables politiques I-3.14.5. Perception par des représentants de la société civile I-3.14.6. Perception par les principaux organes de presse I-3.14.7. Perception par les autres bailleurs concernés	

## Efficacité des stratégies : production agricole

### QE-4. Dans quelle mesure les DPE ont-ils contribué à améliorer la production agricole ?

#### Justification du traitement de la question :

Pour le Burundi, l'un des pays les plus pauvres au monde, l'agriculture forme la base de subsistance de la majorité de la population, fournit du travail à plus de 90% de la population active et contribue à environ 45% au PIB. Améliorer la base productive des populations contribue à satisfaire ses besoins primaires et à réduire les tensions liées à la pauvreté et à l'insécurité économique de la population sur place et des déplacés.

Cette importance du secteur agricole a été prise en compte dans les stratégies nationales du Burundi. Le Gouvernement burundais attend – à travers une relance du secteur agricole par une amélioration des techniques culturales, un meilleur accès aux intrants et semences, une meilleure gestion de l'eau pour la production vivrière et maraîchère, le renforcement de la conservation/transformation et la commercialisation – une augmentation de la production, des échanges commerciaux et des revenus. Ceci doit contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté. L'augmentation, la diversification et la sécurisation de la production et des revenus plus élevés à travers les différentes actions des DPE renforcent au même temps la résilience des populations contre des chocs externes comme les intempéries climatiques ou les variations des prix de marché.

Les DPE ont promu ces objectifs par le support à la production vivrière et maraîchère, l'appui à la transformation et commercialisation et aux infrastructures de désenclavement avec plus de 50% de leurs investissements dans le secteur agricole dans le sens large.

#### Suivant l'approche par analyse de contribution :

- La chaîne des effets traitée concerne les résultats A1R à A5R et le résultat A21R (voir l'Annexe 11 – schéma 1.III.4)
- Les DPE concernés : Pays-Bas, Belgique, CE, Suède, Royaume-Uni, Allemagne. La liste des interventions pré-identifiées dans ce cadre est présentée en annexe 4.
- Montant des interventions concernées : 37 318 194 EUR. Pour les deux projets belges suivants, manquent les données sur les décaissements : « Renforcement des capacités des producteurs agricoles de six communes des provinces Bubanza, Bujumbura Rural, Bururi et Rutana, en vue du développement intégré des filières banane, manioc et culture maraîchères et de la Protection de l'environnement » et « Programme d'appui institutionnel et opérationnel au secteur agricole (PAIOSA): augmentation et meilleure valorisation des productions agricoles et d'élevage ».

Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-4.1. Les appuis des DPE à la production agricole ont délivré les réalisations attendues.	I-4.1.1. Types de réalisations et taux d'atteinte des résultats des appuis. I-4.1.2. Budgets et taux de déboursement. I-4.1.3. Atteinte des objectifs directs des appuis.	- Rapports d'activités - Rapports d'évaluation - Entretien avec cadres nationaux et bénéficiaires.
J-4.2. Les activités des autres bailleurs sont connues et leurs contributions potentielles identifiées	I-4.2.1. Liste sommaire des activités des autres bailleurs et des contributions possibles	- Observations.



J-4.3. Les paysans ont un meilleur accès aux intrants et appliquent des techniques culturales améliorées.	<p>I-4.3.1. La disponibilité des semences améliorées a augmenté.</p> <p>I-4.3.2. L'utilisation des semences améliorées a augmenté.</p> <p>I-4.3.3. Evolution positive du pourcentage des paysans qui utilisent l'engrais organique et minéral.</p> <p>I-4.3.4. Les spéculations sont diversifiées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des projets.</li> <li>- Rapports d'évaluation.</li> <li>- Statistiques nationales.</li> <li>- Entretiens.</li> </ul>
J-4.4. L'eau disponible pour la production agricole est mieux gérée pour augmenter la productivité/ production agricole et maraîchère.	<p>I-4.4.1. Augmentation des surfaces irriguées (ha).</p> <p>I-4.4.2. Augmentation du nombre de cycles culturaux.</p> <p>I-4.4.3. Meilleure gestion des investissements dans l'irrigation.</p> <p>I-4.4.4. Augmentation des rendements des aménagements hydro-agricoles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des projets.</li> <li>- Rapports d'évaluation.</li> <li>- Statistiques nationales.</li> <li>- Entretiens.</li> </ul>
J-4.5. Les actions des DPE ont contribué en grande partie aux améliorations observées sous J-4.3 et J-4.4	<p>I-4.5.1. Nb. de bénéficiaires des interventions des DPE par rapport aux producteurs totaux.</p> <p>I-4.5.2. Superficies irriguées aménagées par les DPE par rapport aux superficies aménagées totales.</p> <p>I-4.5.3. Perception des représentants des ministères sectoriels concernés</p> <p>I-4.5.4. Perception de la société civile</p> <p>I-4.5.5. Perception des DPE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports et évaluations divers</li> <li>- Statistiques</li> <li>- Entretiens divers</li> </ul>
J-4.6. La productivité de l'agriculture a augmenté.	<p>I-4.6.1. Application plus large des techniques plus productives.</p> <p>I-4.6.2. Utilisation des mesures de fertilisation et d'augmentation de la fertilité a augmenté.</p> <p>I-4.6.3. Augmentation des mesures de conservation des eaux et des sols.</p> <p>I-4.6.4. Augmentation des rendements moyens vivriers</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports et évaluations divers</li> <li>- Statistiques.</li> <li>- Entretiens.</li> <li>- Observations.</li> </ul>
J-4.7. La production vivrière et maraîchère a augmenté.	<p>I-4.7.1. Augmentation de la production par spéculation principale.</p> <p>I-4.7.2. Augmentation des quantités commercialisées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des projets.</li> <li>- Rapports d'évaluation.</li> <li>- Statistiques.</li> <li>- Entretiens.</li> </ul>
J-4.8. L'accès à des unités de transformation des produits agricoles est plus facile.	<p>I-4.8.1. Nb. d'unités de transformation installées et fonctionnelles.</p> <p>I-4.8.2. Augmentation des quantités de produits transformés.</p> <p>I-4.8.3. Nb. de producteurs ayant accès à des unités de transformation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports et évaluations divers</li> <li>- Statistiques.</li> <li>- Entretiens.</li> </ul>
J-4.9. L'augmentation de la productivité, production et transformation et due dans une large mesure aux résultats évoqués sous J-4.6 à J-4.8	<p>I-4.9.1. Augmentation de la productivité induite par les actions des DPE par rapport à la productivité générale.</p> <p>I-4.9.2. Augmentation de la production due à l'intervention des DPE par rapport à la l'augmentation de la production nationale.</p> <p>I-4.9.3. Nb. d'unités de transformations réhabilitées ou installées avec le support des DPE par rapport au nombre total installé dans le pays.</p> <p>I-4.9.4. Perception des représentants des ministères sectoriels, de la société civile, du secteur privé et des DPE.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports et évaluations divers</li> <li>- Statistiques</li> <li>- Entretiens</li> </ul>
J-4.10. Les appuis des DPE contribuent à la stabilisation de la paix sociale entre les populations	<p>I-4.10.1. Pourcentage des actions des DPE qui intègrent les ménages les plus vulnérables d'une façon équitable (déplacés, pauvres, femmes).</p> <p>I-4.10.2. Les DPE suivent l'approche « do no harm » dans leurs interventions dans le secteur agricole</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports divers.</li> <li>- Entretiens.</li> </ul>

## Efficacité des stratégies : secteurs agricoles d'exportation

QE-5. Dans quelle mesure les DPE ont-ils contribué à améliorer les filières d'exportation de thé et café ?

### Justification du traitement de la question :

Le café et le thé sont les deux cultures de rente les plus importantes au Burundi et leurs filières contribuent à plus de 90% des revenus en devises. Les deux filières ont été durement touchées par les perturbations de la guerre civile avec pour conséquence une chute brutale de la production et de la qualité des produits et de toute la chaîne de valeur associée.

A travers une amélioration de la production, de la qualité et de la transformation des deux filières, le Gouvernement du Burundi envisage une augmentation des revenus des producteurs et des acteurs impliqués dans la transformation et commercialisation ainsi qu'une augmentation des recettes nationales. La redynamisation des deux filières contribuera à la stabilisation économique des ménages, des acteurs économiques et de l'ensemble du pays. L'amélioration de la performance des deux filières et la stabilisation économique des ménages contribuent pareillement à renforcer la résilience des acteurs des sous-secteurs contre les variations climatiques ou économiques.

### Suivant l'approche par analyse de contribution :

- La chaîne des effets traitée concerne les résultats A13R à A19R (voir l'Annexe 11 – schéma 1.III.4)
- Les DPE concernés : CE, France. La liste des interventions pré-identifiées dans ce cadre est présentée en annexe 4 (pas d'intervention spécifique à la Belgique identifiée à ce stade).
- Montant des interventions concernées 8 957 142 EUR

Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-5.1. Les appuis des DPE pour les deux filières ont délivré les réalisations attendues.	I-5.1.1. Types de réalisations et taux d'atteinte des résultats des appuis. I-5.1.2. Budgets et taux de déboursement. I-5.1.3. Atteinte des objectifs directs des appuis.	Rapports et évaluations divers Entretien avec cadres nationaux et bénéficiaires.
J-5.2. Les activités des autres bailleurs sont connues et leurs contributions potentielles identifiées	I-5.2.1. Liste sommaire des activités des autres bailleurs et des contributions possibles	Rapports des projets et d'évaluation. Textes de loi. Entretiens.
J-5.3. Le Gouvernement s'est désengagé des deux filières comme promoteur.	I-5.3.1. Les nouveaux textes sont disponibles qui définissent les différents intervenants et montrent le retrait du Gouvernement sur le rôle régulateur. I-5.3.2. Les institutions de promotion des deux filières ont été renforcées.	Rapports divers et évaluations. Statistiques nationales. Entretiens avec acteurs privés, cadres etc.
J-5.4. Les capacités des acteurs du secteur privé des deux filières sont renforcées.	I-5.4.1. Augmentation du nombre d'unité de transformation fonctionnelles (nouvelles/réhabilitées). I-5.4.2. Augmentation du nombre d'employés dans les deux filières. I-5.4.3. Augmentation des salaires des employés.	Rapports divers des projets. Statistiques. Entretiens. Observations.
J-5.5. Les capacités des producteurs des deux filières ont augmenté.	I-5.5.1. Application plus large des techniques plus productives. I-5.5.2. Augmentation de la stabilité des systèmes de production (diversification, biodiversité) I-5.5.3. Augmentation de l'utilisation d'engrais et d'autres intrants. I-5.5.4. Superficies nouvellement mises en culture ou réhabilitées. I-5.5.5. Augmentation des rendements à l'hectare. I-5.5.6. Augmentation de la qualité des produits. I-5.5.7. Augmentation des revenus des producteurs	Rapports divers. Statistiques. Entretiens.
J-5.6. La production et la commercialisation du thé et café ont augmenté.	I-5.6.1. Augmentation de la production par culture (café/thé). I-5.6.2. Augmentation des quantités commercialisées / exportées. I-5.6.3. Amélioration de la gouvernance des deux filières (transparence des procédures d'achat et de vente, existence des monopoles, etc.). I-5.6.4. Contribution des deux filières au PIB.	Rapports divers. Statistiques. Entretiens.

<p>J-5.7. Les améliorations des filières du thé et du café observées sous J5.3 à J 5.6 sont dues en grande partie aux interventions des DPE.</p>	<p>I-5.7.1. Les DPE ont participé à l'élaboration des textes.  I-5.7.2. Nombre de personnes transformateurs et producteurs formés par rapport aux acteurs du secteur.  I-5.7.3. Augmentation des superficies cultivées en thé et café avec l'appui des DPE par rapport à l'augmentation totale.  I-5.7.4. Augmentation des productions promues par les DPE par rapport à la production totale de thé et café.  I-5.7.5. Augmentation du nombre d'unités de transformation issues des projets des DPE par rapport au nombre total d'unités nouvellement installées ou réhabilitées.  I-5.7.6. Perception des experts sectoriels de l'Etat, de la société civile, du secteur privé et des DPE.</p>	<p>- Rapports divers.  - Statistiques.  - Entretiens.</p>
<p>J-5.8. Les appuis des DPE dans les deux filières contribuent à la stabilisation de la paix sociale entre les populations</p>	<p>I-5.8.1. Pourcentage des actions des DPE qui intègrent les ménages les plus vulnérables d'une façon équitable (déplacés, pauvres, femmes, jeunes).  I-5.8.2. Les DPE suivent l'approche « do no harm » dans leurs interventions dans le secteur agricole</p>	<p>- Rapports divers.  - Entretiens.</p>

### Efficacité des stratégies : éducation

QE-6. Dans quelle mesure les DPE ont-ils contribué à améliorer l'accès équitable à une éducation/formation de qualité à tous les niveaux d'enseignement ?

#### Justification du traitement de la question :

Pour la question 6, le cadre de référence pris en compte dépasse la référence à la stratégie générale de lutte contre la pauvreté et propose également des indicateurs/critères issus des OMD et des 6 objectifs évoqués dans le « Plan national d'éducation pour tous du Burundi ». En outre, dans le contexte particulier du Burundi, nous proposons que l'analyse apprécie aussi le rôle clé que peut jouer l'éducation dans la consolidation de la paix, dans l'apprentissage du « vivre ensemble » et de la démocratie. Ces préoccupations sont affichées dans les objectifs de certaines interventions des DPE.

La stratégie nationale en matière d'éducation comprend deux chaînes logiques principales :

1. une série d'interventions visant à promouvoir « un enseignement de qualité à tous les niveaux » ;
2. une série d'interventions plus spécifiquement axée sur l'amélioration de l'adéquation formation/emploi.

Afin de ne pas disperser les ressources de l'évaluation, le Comité de gestion de l'évaluation a choisi de retenir la première de ces deux chaînes.

#### Suivant l'approche par analyse de contribution :

- La chaîne des effets traitée dans ce cadre concerne les résultats E1R à E6R (voir l'Annexe 11 – schéma 1.III.5).
- Les DPE concernés : France, Belgique, Royaume-Uni (liste des interventions en annexe 4).
- Montant des interventions concernées : 49 957 722 EUR

Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
<p>J-6.1. REALISATIONS : Les appuis des DPE ont délivré les réalisations attendues.</p>	<p>I-6.1.1. Types de réalisations et taux d'atteinte des résultats des appuis.  I-6.1.2. Budgets et taux de déboursement.  I-6.1.3. Atteinte des objectifs directs des appuis.</p>	<p>- Rapports et évaluations divers  - Entretien avec cadres nationaux et bénéficiaires.</p>
<p>J-6.2. REALISATIONS : Les activités des autres bailleurs sont connues et leurs contributions potentielles identifiées</p>	<p>I-6.2.1. Liste sommaire des activités des autres bailleurs et des contributions possibles</p>	<p>- Rapports et évaluations divers  - Entretien avec cadres nationaux et bénéficiaires.</p>

J-6.3. RESULTATS : Les financements disponibles pour l'éducation ont pu être mobilisés (notamment grâce à l'appui institutionnel et à la programmation)	I-6.3.1. Taux de déboursement et répartition sous-sectorielle des financements disponibles	- Exécution du budget - Suivi du fonds commun, ...
J-6.4. RESULTATS : Du matériel didactique et des supports pédagogiques ont été mis à disposition des établissements tant publics que privés à tous les niveaux d'enseignement	I-6.4.1. Evolution des équipements et supports pédagogiques enregistrés I-6.4.2. Evolution du nombre d'élèves par livre scolaire I-6.4.3. Evolution du nombre d'élèves par unité d'équipement	- Inventaires - Observations directes - Documents de projet
J-6.5. RESULTATS : Les infrastructures ont été améliorées et augmentées, surtout dans les régions les plus défavorisées et dans l'enseignement primaire	I-6.5.1. Evolution du nombre de classes disponibles I-6.5.2. Evolution du nombre d'élèves par classe	- Rapports d'activités - Rapports sectoriels - Suivi de l'EPT
J-6.6. RESULTATS : Des enseignants ont été formés, notamment dans le secondaire	I-6.6.1. Evolution du niveau de formation des enseignants	- Rapports de suivi projet - entretiens
J-6.7. RESULTATS : L'enseignement privé a été promu, notamment dans l'enseignement supérieur	I-6.7.1. Evolution du cadre légal et institutionnel régissant le fonctionnement de l'enseignement privé I-6.7.2. Evolution des prestations offertes par les institutions privées d'enseignement I-6.7.3. Evolution des caractéristiques des étudiants formés dans ce cadre	- Rapports de suivi - Entretiens au niveau du Ministère de l'éducation, des DPE et des principales institutions privées d'enseignement
J-6.8. RESULTATS : La programmation de l'enseignement primaire est améliorée	I-6.8.1. Documents de programmation I-6.8.2. Indicateurs de mise en œuvre d'une nouvelle programmation	- Documents de suivi éducation de base - Entretiens
J-6.9. CONTRIBUTION des réalisations des DPE aux résultats : Les interventions des DPE dans le secteur ont contribué aux résultats de la stratégie burundaise décrits sous J-6.2 à J-6.8	I-6.9.1. Lien causal documenté I-6.9.2. Perception des autorités burundaises I-6.9.3. Perception des DPE	- Rapports de suivi de projets - entretiens

<p>IMPACT :</p> <p>J-6.10. CSLP: Les taux de scolarisation ont augmenté à tous les niveaux d'enseignement.</p> <p>Plus spécifiquement pour l'enseignement primaire : Des progrès sont observés par rapport à l'Objectif EPT 2 : « faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, en particulier les filles, les enfants en difficulté et ceux qui appartiennent à des minorités ethniques aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit, de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ».</p> <p>ODM 2: Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015</p>	<p>I-6.10.1. Evolution des taux de scolarisation (filles/garçons)</p> <p>I-6.10.2. Evolution de la qualité de l'enseignement (nb d'élèves par classe, niveau de formation des enseignants, accès aux équipements et manuels scolaires)...</p> <p>I-6.10.3. Analyse de l'évolution des indicateurs ci-dessous et estimation de l'atteinte ou non de l'ODM 2 en 2015:</p> <p>I-6.10.4. Tous les enfants en âge de fréquenter l'enseignement primaire disposent d'une place assise dans un local décent et équipé, et ce pendant toute leur scolarité primaire;</p> <p>I-6.10.5. Tous les enfants burundais, garçons et filles, accèdent à l'enseignement primaire et s'y maintiennent pendant toute la durée de la scolarité primaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques au niveau international, national, local et au niveau des écoles (surtout taux bruts et nets);</li> <li>- Visite d'un échantillon représentatif d'écoles</li> <li>- Entretiens avec les acteurs du système (aux trois niveaux d'enseignement)</li> <li>- Si existantes, données présentées dans divers rapports d'évaluation</li> </ul>
<p>IMPACT :</p> <p>J-6.11. Des progrès sont observés par rapport à l'ODM 3 : « Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard ».</p> <p>J-6.12. Des progrès sont observés par rapport à l'Objectif 5 EPT: « éliminer d'ici 2005 les disparités relevant du genre dans l'éducation primaire et secondaire et réaliser l'objectif de l'égalité des sexes en s'attachant à assurer aux femmes le plein accès paritaire à une éducation élémentaire de bonne qualité »</p>	<p>I-6.12.1. Analyse de l'évolution des indicateurs ci-dessous et estimation de l'atteinte ou non de l'ODM 3 en 2005 et en 2015:</p> <p>I-6.12.2. Entre 2000 et 2005, analyse de l'évolution des disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires;</p> <p>I-6.12.3. Evolution des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement (éducation de base, secondaire général et technique, supérieur) et analyse de l'atteinte ou non à l'horizon 2015 de cet objectif</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques au niveau international, national, local (surtout marché de l'emploi);</li> <li>- Visite d'un échantillon représentatif d'écoles/centres de formation;</li> <li>- Entretiens avec les acteurs du système (tous les niveaux)</li> <li>- Analyse des programmes de formation d'enseignants et de formateurs (formation initiale et continue)</li> <li>- Si existantes, données présentées dans divers rapports d'évaluation</li> </ul>

<p>J-6.13. IMPACT : des progrès sont observés par rapport à l'Objectif 3 EPT: « répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et adultes en assurant un accès équitable à une éducation et à des programmes adaptés ayant pour objet l'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires dans la vie courante. »</p>	<p>I-6.13.1. Analyse de l'évolution des indicateurs ci-dessous et estimation de l'atteinte ou non de l'Objectif 3 de l'EPT en 2015;</p> <p>I-6.13.2. L'offre d'éducation et de formation initiale et continue existe et est accessible à tous les jeunes et adultes;</p> <p>I-6.13.3. L'offre d'éducation et de formation initiale et continue à destination des jeunes et adultes est dispensée par des enseignants et des formateurs formés et recyclés;</p> <p>I-6.13.4. L'offre d'éducation et de formation initiale et continue à destination des jeunes et adultes leur permet de trouver un emploi; le taux d'efficacité externe du système est élevé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques au niveau international, national, local et au niveau des écoles et Institutions de l'ens. supérieur;</li> <li>- Visite d'un échantillon représentatif d'écoles/institutions d'ens. supérieur.</li> <li>- Entretiens avec les acteurs du système (tous les niveaux)</li> <li>- Si existantes, données présentées dans divers rapports d'évaluation</li> </ul>
<p>J-6.14. IMPACT : des progrès sont enregistrés par rapport à l' Objectif 4 EPT: « Augmenter de 50% le pourcentage des adultes alphabétisés, en particulier celui des femmes, et offrir aux adultes un accès équitable à l'éducation élémentaire et à l'éducation permanente d'ici 2015 »</p>	<p>I-6.14.1. Analyse de l'évolution des indicateurs ci-dessous et estimation de l'atteinte ou non de l'Objectif 4 de l'EPT en 2015;</p> <p>I-6.14.2. Un plan/programme particulier a été développé et mis en œuvre pour l'accès à un programme d'alphabétisation gratuit, en particulier en direction des femmes;</p> <p>I-6.14.3. Un plan/programme particulier a été développé et mis en œuvre pour offrir aux adultes un accès équitable à l'éducation élémentaire et à l'éducation permanente;</p> <p>I-6.14.4. Analyse des contraintes/obstacles dans l'atteinte de l'objectif d'augmenter de 50% le pourcentage des adultes alphabétisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques au niveau international, national, local;</li> <li>- Entretiens avec les acteurs du système (tous les niveaux)</li> <li>- Analyse des programmes de formation de formateurs (formation initiale et continue)</li> <li>- Si existantes, données présentées dans divers rapports d'évaluation</li> </ul>

<p>J-6.15.IMPACT : des progrès sont enregistrés par rapport à l'Objectif 6 EPT: « améliorer tous les aspects de la qualité de l'éducation et en assurer l'excellence dans l'ensemble pour que tous obtiennent des résultats reconnus et mesurables, en particulier en ce qui concerne l'alphabétisation, l'apprentissage du calcul et l'acquisition de compétences essentielles dans la vie».</p>	<p>I-6.15.1. Analyse de l'évolution des indicateurs ci-dessous et estimation de l'atteinte ou non de l'Objectif 6 de l'EPT en 2015;</p> <p>I-6.15.2. Les formateurs d'enseignants suivent régulièrement des programmes de formation continue afin de se tenir au courant des progrès et de l'évolution des sciences de l'éducation, afin de les transmettre et de les appliquer dans leurs propres programmes;</p> <p>I-6.15.3. Les enseignants, à tous les niveaux, disposent d'une formation initiale correspondant à leur fonction et ont accès à un programme de formation continue sur une base régulière;</p> <p>I-6.15.4. Les enseignants, à tous les niveaux, disposent de l'équipement et du matériel didactique et pédagogique minimal pour exercer leur métier;</p> <p>I-6.15.5. Les enfants, à tous les niveaux, disposent de l'équipement et du matériel didactique et pédagogique minimal pour acquérir des connaissances et des compétences;</p> <p>I-6.15.6. La "culture" de l'évaluation est existante et appliquée, non seulement en tant que certification d'un niveau d'études mais comme outil de pilotage et de prise de décision et ce à tous les niveaux du système d'éducation et de formation;</p> <p>I-6.15.7. La priorité de l'enseignement primaire est l'acquisition et la maîtrise des connaissances et compétences de base que sont la lecture, l'écriture et le calcul, sans oublier celles qui touchent à la formation d'un futur citoyen burundais.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques au niveau international, national, local (surtout test normalisés si existants, résultats scolaires);</li> <li>- Visite d'un échantillon représentatif de centres de formation d'enseignants;</li> <li>- Entretiens avec les acteurs du système (tous les niveaux)</li> <li>- Analyse des programmes de formation d'enseignants et de formateurs (formation initiale et continue)</li> <li>- Si existantes, données présentées dans divers rapports d'évaluation</li> </ul>
<p>J-6.16. IMPACT On observe un développement du pluralisme au sein du système éducatif</p>	<p>I-6.16.1. Le système éducatif encourage la coexistence d'élève d'origine et de convictions différentes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Observation directe dans les établissements</li> <li>- entretien avec les acteurs impliqués</li> <li>- Consultation des documents officiels</li> </ul>
<p>J-6.17.IMPACT : dans les priorités du système éducatif des notions telles que 'respect de l'autre', 'responsabilité', 'coopération' et 'solidarité' sont activement promues.</p>	<p>I-6.17.1. L'ouverture à l'autre (c'est-à-dire l'acceptation de l'autre comme être différent) est inscrite dans les priorités du système éducatif, dans les projets d'école/d'établissement et dans les méthodes pédagogiques;</p> <p>I-6.17.2. La coopération et la solidarité sont promues, s'inscrivent dans un cadre plus global où elles se traduisent par des rapports solidaires</p> <p>I-6.17.3. Tout nouveau programme, manuel, support pédagogique... contient les notions de 'respect de l'autre', 'responsabilité', 'coopération' et 'solidarité'.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Observation directe dans les établissements</li> <li>- entretien avec les acteurs impliqués</li> <li>- Consultation des documents officiels</li> <li>- programme scolaire, manuels, supports pédagogiques</li> </ul>
<p>J-6.18. Les évolutions décrites ci-dessus comme des « RESULTATS » ont contribué aux évolutions décrites ci-dessus comme des « IMPACTS ».</p>	<p>I-6.18.1. Analyses existantes</p> <p>I-6.18.2. Perception par les corps concernés</p> <p>I-6.18.3. Perception par les responsables politiques</p> <p>I-6.18.4. Perception par des représentants de la société civile</p> <p>I-6.18.5. Perception par les DPE</p> <p>I-6.18.6. Perception par les autres bailleurs concernés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports divers.</li> <li>- Statistiques.</li> <li>- Entretiens.</li> </ul>

## Efficacité des stratégies : appui macroéconomique

QE-7. Dans quelle mesure les appuis macro-économiques<sup>17</sup> des DPE ont-ils contribué à améliorer la gestion budgétaire ?

### **Justification du traitement de la question :**

La gestion des paramètres macro-économiques, l'amélioration des dimensions éthiques et technique de la gouvernance en matière de gestion des finances publiques, le financement de l'Etat, les choix d'allocation budgétaires, entre secteurs et zones géographiques, sont des enjeux centraux au Burundi, tant en termes de construction de la paix qu'en termes de croissance inclusive.

L'évaluation de l'efficacité de l'appui macro-économique comprend l'appréciation de l'efficacité des appuis aux réformes économiques et sociales, à la gestion des finances publiques et l'analyse des effets des instruments financiers d'appui budgétaires. Les méthodes d'évaluation de ce type d'aide sont encore en évolution. L'évaluation tiendra compte de l'expérience acquise<sup>18</sup>. Les évaluateurs s'appuient sur la logique d'intervention illustrative de l'appui macroéconomique au Burundi (voir l'Annexe 11 – schéma 1.III.6). Cette présentation servira de base à l'analyse de l'appui macro-économique à trois niveaux :

- Niveau 1 : ressources / intrants prévus de l'appui macroéconomique (financiers et non financiers tels que l'assistance technique, le renforcement des capacités, le dialogue) ;
  - Niveau 2 : résultats attendus de l'appui macroéconomique (prévisibilité, fonds gérés selon les procédures locales, cadre général de dialogue, harmonisation et alignement de l'aide) ;
  - Niveau 3 : impacts attendus de l'appui macroéconomique (discipline fiscale, recouvrement d'impôts, gestion budgétaire, processus de programmation, planification, mise en œuvre, budgétisation des dépenses, redevabilité, réduction de la corruption).
- Pour chacun de ces niveaux, l'analyse du niveau d'atteinte par rapport aux prévisions sera complétée par une analyse de la contribution des DPE aux évolutions observées.
  -

### **Suivant l'approche par analyse de contribution :**

- La chaîne des effets traitée dans ce cadre concerne les résultats M1R à M10R (voir l'Annexe 11 – schéma 1.III.6).
- Les DPE concernés : CE, France, Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas (liste des interventions en annexe 4).
- Montant des interventions concernées : 181 410 452 EUR. Absence de données de décaissement concernant deux projets menés par la Belgique : « Trademark East Africa 2008-2013 - Subvention programme DFID » et « Développement du secteur privé par un appui à la Banque nationale pour le développement économique BNDE ».

<sup>17</sup> Les appuis macro-économiques comprennent tous les appuis – essentiellement sous forme d'assistance technique - aux réformes économiques et sociales, aux finances publiques et à la lutte anti-corruption ainsi que les instruments d'aide budgétaire.

<sup>18</sup> Notamment l'application de l'Issue Paper « Methodology for evaluations of budget support operations at country level » de mai 2008 par l'évaluation des opérations d'aide budgétaire de la CE en Tunisie (Mars 2011)



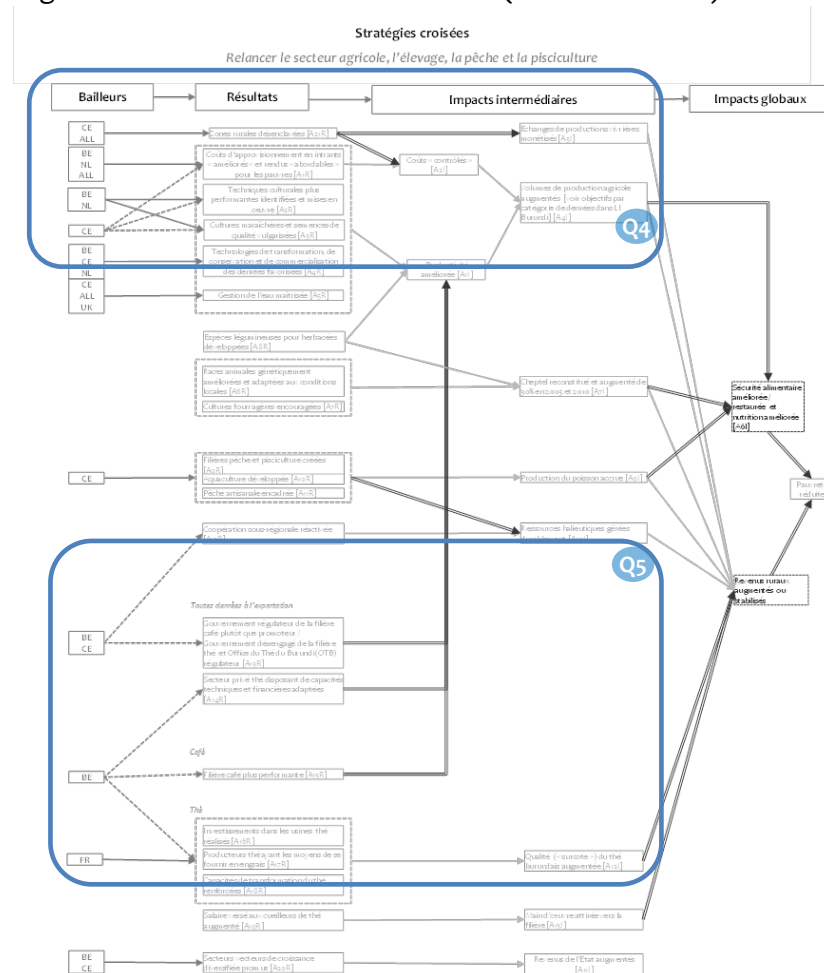
Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-7.1. Les réalisations des interventions d'appui macroéconomique ont été fournies comme prévu	I-7.1.1. Les fonds d'appui budgétaire engagés par les DPE, sont déboursés comme prévu. I-7.1.2. L'assistance technique (AT) et les activités de renforcement des capacités ont été fournies comme prévu : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'AT associée aux réformes macro-économiques et budgétaires est de plus en plus programmée et coordonnée avec le Gouvernement, se concentre sur les priorités stratégiques de la programmation nationale, et fournit des produits de bon niveau intégrés dans le processus décisionnel du Gouvernement</li> <li>• Les activités de renforcement des capacités associées aux réformes macro-économiques et budgétaires sont de plus en plus programmées et coordonnées avec le Gouvernement, se concentrent sur les priorités stratégiques de la programmation nationale et sont intégrés dans le processus décisionnel du Gouvernement</li> </ul> I-7.1.3. Un processus de dialogue sur les politiques macro-économiques et budgétaires a accompagné les appuis macro-économiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce processus bénéficie d'un cadre adéquat de dialogue avec le Gouvernement</li> <li>• Il existe des instances spécifiques de dialogue partagées avec les autres bailleurs</li> </ul>	Statistiques budgétaires,, Rapports, Evaluations, Analyses, Comptes-rendus des réunions PTF-Gouvernement, Entretiens
J-7.2. Les activités des autres bailleurs sont connues et leurs contributions potentielles identifiées	I-7.2.1. Principales interventions d'appui budgétaire général des autres bailleurs I-7.2.2. Principales opération d'AT et d'appui institutionnel à la gestion des finances publiques conduites par d'autres bailleurs	Budget de l'Etat Liste des interventions des bailleurs, Entretiens
J-7.3. Le gouvernement dispose de ressources extérieures plus prévisibles et mieux soumis à son contrôle	I-7.3.1. La proportion des fonds d'aide extérieure soumis à la gestion du Gouvernement par ses propres systèmes a augmenté I-7.3.2. La prévisibilité de l'aide s'est améliorée	Statistiques budgétaires, rapports de suivi OCDE sur l'efficacité de l'aide rapports, évaluations, analyses, comptes-rendus des réunions PTF-Gouvernement, entretiens
J-7.4. Le système de gestion des finances publiques s'est amélioré	I-7.4.1. Les recettes publiques ont augmenté (pression fiscale plus efficace, revenu des entreprises publiques...) I-7.4.2. Le circuit de la dépense est informatisé et fournit des informations fiables pour suivre l'exécution du budget I-7.4.3. Les indicateurs du CSLP sont pris en compte dans l'allocation des ressources internes et externes I-7.4.4. Les dépenses publiques sont mieux suivies et ciblées sur les objectifs stratégiques	Statistiques budgétaires, rapports,
J-7.5. Le dialogue sur les politiques avec les PTF est devenu de plus en plus centré sur les priorités stratégiques	I-7.5.1. L'appréciation des résultats généraux et spécifiques visés par les programmes est effectuée conjointement par les DPE et les autres PTF intéressés en collaboration avec le Gouvernement	Evaluations, compte-rendu des réunions PTF-Gouvernement, entretiens
J-7.6. Les appuis macro-économiques ont contribué aux évolutions observées sous J-7.3 à J-7.5	I-7.6.1. Indices de relations spécifiques entre les inputs fournis par les DPE (dialogue, conditionnalités, fonds, AT) et les effets ci-dessus, incluant par exemple la contribution de l'AB à la viabilité du cadre budgétaire à moyen terme Perception des intervenants sur le rôle des inputs fournis par les DPE (dialogue, conditionnalités, fonds, AT) en relation aux résultats ci-dessus	Evaluations, compte-rendu des réunions PTF-Gouvernement, entretiens

## Coordination des DPE

Coordination des DPE		
<p><b>QE-8. Les DPE ont-ils fait preuve d'une action coordonnée et quels en ont été les effets en termes de synergies ?</b></p>		
<p>Justification du traitement de la question : Les questions 2 à 7 permettront d'établir des constats d'interactions éventuelles entre les DPE (et éventuellement avec d'autres bailleurs) à l'échelle des interventions. La question 8 vise à identifier les actions plus générales de coordination entre les DPE et à en apprécier les effets.</p>		
Critère de jugement	Indicateurs ou sous-critères	Sources
J-8.1. La Délégation de l'UE a joué un rôle actif de coordination des DPE	I-8.1.1. Des réunions ont été tenues sur des thèmes précis relatifs à la sécurité et/ou au développement. Ces réunions ont donné lieu à des décisions collectives qui ont ensuite été appliquées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mémoire d'Accord (en cas de fonds communs)</li> <li>- Comptes rendus des réunions clés entre DPE, pour les secteurs étudiés</li> </ul>
J-8.2. La notion de chef de file a été appliquée dans les différents secteurs	I-8.2.1. Les DPE se sont coordonnés sous la conduite d'un chef de file dans le cadre de certaines interventions	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste des bailleurs actifs dans le pays</li> <li>- Mémoire d'Accord (en cas de fonds communs)</li> <li>- Comptes rendus des réunions clés entre DPE, pour les secteurs étudiés</li> <li>- Termes de référence pour les groupes de coordination dans les secteurs étudiés</li> <li>- Comptes rendus des réunions clés entre bailleurs et gouvernement, pour les secteurs étudiés</li> </ul>
J-8.3. Le Code de Conduite européen sur la complémentarité et la division du travail a été appliqué	I-8.3.1. Des démarches coordonnées de spécialisation des DPE avec souci de complémentarité ont été conduites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'action comportant les objectifs, les actions, la répartition des rôles et les critères de cette répartition, le calendrier</li> </ul>
J-8.4. Une harmonisation des politiques a été activement mise en œuvre	I-8.4.1. Harmonisation des positions des DPE dans certains débats I-8.4.2. Appui conjoint et coordonné à la formulation de politiques par le Burundi.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi des indicateurs de la Déclaration de Paris (enquêtes 2006, 2008, 2011)</li> <li>- Focus group auprès des représentants des DPE, centré sur les procédures</li> </ul>
J-8.5. Les DPE ont harmonisé leurs procédures	I-8.5.1. Recours à des instruments communs (fonds commun, appuis budgétaires coordonnés, cofinancements de projets avec système de procédures unique...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Documents de programmation des DPE pour les interventions étudiées</li> </ul>
J-8.6. Les DPE se sont alignés sur les procédures nationales	I-8.6.1. Recours à des instruments nationaux	
J-8.7. Des résultats additionnels ont été obtenus grâce à une collaboration étroite entre DPE	I-8.7.1. Identifications de synergies	
J-8.8. Des désaccords entre DPE ont affaibli l'efficacité de l'intervention.	I-8.8.1. Identifications de redondances, effets contre-productifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Focus group auprès des représentants des DPE, centré sur les procédures</li> </ul>
J-8.9. Des exemples de changement de politiques/ priorités/ allocations de ressources unilatéraux et non coordonnés ont été observés chez certains DPE	I-8.9.1. Identification de tels changements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interviews sur le terrain</li> </ul>

## Localisation des questions d'évaluation sur la logique croisée des stratégies du gouvernement burundais et des DPE

Les chaînes logiques qui feront l'objet d'une analyse d'efficacité (Q2 à Q7), sont identifiées sur les « stratégies croisées » des DPE et du Burundi (voir l'annexe 1.2).



Ce type de présentation permet d'illustrer les composantes des chaînes étudiées et leur contribution spécifique aux objectifs sectoriels.

Pourquoi travailler sur les « stratégies croisées » et non sur les stratégies propres à chaque DPE? Une évaluation conjointe doit en théorie prendre pour référence un discours stratégique commun aux bailleurs. Or chaque DPE a défini sa propre stratégie au Burundi de façon autonome. Tous se réfèrent néanmoins à un cadre commun : le discours national du Burundi (CSLP et CSCP). C'est donc ce discours national qui a servi de référence pour définir les questions d'évaluation, et c'est sur les diagrammes croisant discours national et interventions des DPE (« stratégies croisées ») qu'ont été positionnées les questions d'évaluation.

## ANNEXE 13. EFFICACITÉ – SÉCURITÉ (QE2) : DONNÉES COLLECTÉES

### Information disponible pour le domaine de la sécurité

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet après contact avec les DPE. Le code couleur appliqué est le suivant :

	Nous avons les documents nécessaires
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/ résultats observés n'était disponible (en orange) n'ont pas pu être exploités et ne sont donc pas repris dans l'analyse à ce stade.

Code projet	Code LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
<b>Allemagne</b>				
S-ALL1		Strengthening the police in Burundi	Description de projet, rapport final	
<b>Belgique</b>				
S-BE1	S5R	Appui à la formation de la police nationale du Burundi	Convention Spécifique + Dossier Technique et Financier	Pas d'info sur les réalisations effectives
S-BE2	S5R	Mécanismes d'alerte dans les différentes régions burundaises		
S-BE3	S5R	Appui à la professionnalisation de la Police nationale du Burundi	Convention Spécifique + Rapport Annuel 2010 + 2011	
S-BE4	S5R	Mécanismes d'alerte dans les différentes régions burundaises		
<b>France</b>				

<b>S-FR1</b>	S5R	MAEE - Projet FSP 2005 - 51 "Appui à la formation des nouvelles forces de police burundaises"	Rapport Annuel d'Activité 2007 + 2008 + 2009 + 2010 + 2011 + Rapport de Présentation + Note & Audit + Fiche Suivi + Note de Présentation Projet + Action de Coopération Technique + Rapport Final d'Evaluation	
<b>Pays-Bas</b>				
<b>S-PB1</b>	S5R	DVB PSO-training Burundezen	Activity Appraisal Document + PCO Estimated Cost + Instructions + Memorandum + Activités + Module 2 + End Course Report	Les réalisations des activités ne sont pas détaillées
<b>S-PB2</b>	?	Security Sector Program	Evaluation + Rapport Annuel 2010	
<b>S-PB3</b>	S5R	DMV/VG-SSR workshop Bur	Programme + Memorandum + Introduction + Official letter SSR + Review	Pas d'info sur les réalisations effectives

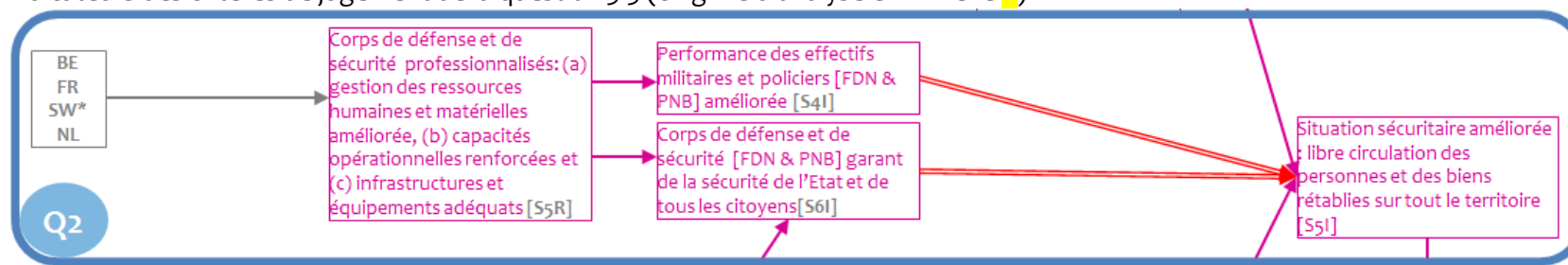
## Synthèse des réalisations et résultats des interventions des DPE dans le domaine de la sécurité (QE2)

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet, conformément au code couleur utilisé en Annexe 11.1.

	Nous avons les documents nécessaires
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge en Annexe 11.1) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/ résultats observés n'était disponible (en orange en Annexe 11.1) ne sont pas repris ici puisqu'ils n'ont pas pu être exploités.

Les réalisations et résultats attendus et observés ne sont pas repris exhaustivement, mais résumés conformément à leur contribution aux résultats de la logique d'intervention rappelée ci-dessous. Ces informations ont servi à renseigner les indicateurs des critères de jugement de la question 3.3 (cf. grille d'analyse en Annexe X).



S- BE3 S5R	Appui à la professionnalisation de la Police nationale du Burundi	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		-	143 035 €	-

Le projet a débuté en février 2010 et doit s'achever en février 2014  
 Il était prévu qu'il contribue aux impacts S4I et S6I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant au résultat S5R de la LI.

### Objectif Global

La police burundaise fonctionne comme un corps professionnel, démocratique, assurant la protection de toute la population.

### Objectif spécifique

La capacité institutionnelle de la police burundaise, y compris les attitudes et aptitudes du personnel, est renforcée afin qu'elle puisse mieux exécuter les fonctions d'une police moderne et de proximité au service de la population.

### Objectifs opérationnels

1. Au niveau poste de police : Le concept de la police de proximité est appliqué au niveau des postes de police.
2. Au niveau Commissariat provincial : Les activités de deuxième ligne sont assurées.
3. Formation : La professionnalisation de la police est soutenue par un système de formation pour l'ensemble de la police.
4. Communication : Une politique de communication globale est appliquée.
5. Stratégie et processus clé : La police est gérée selon une vision de changement par rapport aux processus clés.
6. Les synergies entre projets connexes sont renforcées en coopération avec le Groupe sectoriel et les expériences de l'intervention sont capitalisées.

### Réalisations et résultats observés :

- **R1 - BBC : Police de proximité :**
  - ✓ suivi des outils de sensibilisation développés par le projet Gutwara Neza (de la Commission Européenne) ;
  - ✓ élaboration d'un modèle de registre de mains courantes en contradiction avec le concept de police de proximité ;
- **R2 - BBC: Appui 2è ligne :** Construction de commissariats provinciaux par le PNUD ;
- **R3- BBB: Formation :** un mécanisme de communication réciproque entre Udg et le projet APPNB ; entre coopération française et APPNB a été mis en place ;
- **R4 -CAB Communication :** le projet APPNB semble le seul acteur à s'intéresser de près à cette problématique;
- **R5- BBB processus clés :**
  - ✓ Concertation avec l'UDG sur l'appui à la planification stratégique : travail en commun autour du Plan Stratégique du MSP);
  - ✓ Concertation sur la base de données du personnel et le développement informatique avec l'Udg (il conviendra avant toute chose de s'assurer que le développement technique suive le développement stratégique (et non l'inverse constaté actuellement) et que ce développement soit défini dans un schéma directeur. Sur base de ce schéma directeur qui définira les priorités de développement informatique sur base des priorités générales du MSP, l'appui de chacun des partenaires sera redéfini.);
  - ✓ Définition d'une approche complémentaire sur la gestion du charroi entre Udg et APPNB (la gestion du garage par le projet APPNB);
  - ✓ L'Udg appuiera le MSP dans une expérience pilote sur la gestion du charroi à travers un mécanisme de SMS)
- **La communication** en externe sur le projet APPNB a été réalisée sur l'ensemble du territoire (17provinces) \* Journaliste invité à débattre, 30 rencontres ont été organisée avec les communes (pilotes, communes GIZ, communes, GN)

S- FR1 S5R	<b>MAEE - Projet FSP 2005 - 51 "Appui à la formation des nouvelles forces de police burundaises"</b>	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement 97,5%
------------------	--	-----------------------	----------------------	-------------------------------

	2 000 000,00 €	1 949 997 €	
<p>Le projet a été mené de novembre 2005 à novembre 2008. Il était prévu qu'il contribue aux impacts S4I et S6I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant au résultat S5R de la LI.</p> <p><b>Objectifs globaux :</b> créer et d'améliorer un dispositif de formation professionnelle pour les cadres de la nouvelle police</p> <p><b>Objectifs spécifiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer au renforcement des capacités du ministère chargé de la sécurité publique, en matière de définition et de suivi des politiques et stratégies sectorielles (notamment en matière de formation) via un appui institutionnel</li> <li>• Contribuer à renforcer les capacités opérationnelles de la police nationale en : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Créant, formant et équipant une unité pilote d'intervention de 40 hommes du type du RAID français ;</li> <li>✓ Contribuant à doter certaines unités territoriales en matériel spécifiques</li> </ul> </li> </ul>			
<p><b>Réalisations et résultats observés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Officiers de police formés via : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 38 formations, 8 visites, 5 études, 1 stage, 1 CRI et on a pris en charge les 2 boursiers. Ces activités comprennent entre 1 semaine et 12 mois, et touchent les sphères suivantes: linguistique, protection civile, déontologie, sureté aéroportuaire, MROP, élaboration du manuel, sécurité routière, pédagogie, police technique et scientifique, informatique, management opérationnel, lutte antiterroriste</li> <li>✓ renforcement de l'organisation et des moyens - équipement mobilier et informatique - des services du MSP ;</li> <li>✓ Renforcement des compétences des personnels du MSP et de la direction générale de la police nationale (DGPN) – Visite en France du ministre (alors qu'il était DGPN) et du DGPN, formation des hauts cadres au management, etc. ;</li> <li>✓ Proposition de politiques et stratégies de formation – mise en place d'une direction de la formation Police (création du commissariat de la formation en novembre 2007) d'un schéma directeur de la formation, d'une charte de la formation et d'un statut du formateur. ;</li> <li>✓ Mise en place d'une ingénierie de la formation et son appropriation par les effectifs du commissariat de la formation (direction de la formation Police) : élaboration d'un référentiel de compétences pour les officiers de police, d'un référentiel de formations, rédaction du nouveau programme de formation initiale pour les officiers (entrée en vigueur en janvier 2011). Déclinaison de ce processus aux corps des brigadiers et des agents;</li> </ul> </li> <li>• Édification d'une nouvelle école de police : l'Institut supérieur de police (ISP)</li> <li>• Appui additionnel aux actions de formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ au dispositif de formation du ministère de la sécurité publique</li> <li>✓ Création d'une base de données statistique</li> <li>✓ Création d'un centre de documentation</li> <li>✓ Création d'une brigade de recherche et d'intervention judiciaire</li> </ul> </li> </ul>			
<p><b>Ciblage prévu :</b> En premier lieu, pour ce qui concerne l'appui institutionnel, les bénéficiaires directs sont les services centraux du ministère chargé de la sécurité publique et</p>			



la structure administrative gérant la formation.				
En second lieu, l'amélioration de la formation bénéficie directement :				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aux cadres et formateurs de l'Institut Supérieur de Police (ISP) ;</li> <li>• Aux élèves de l'ISP ;</li> <li>• Aux membres de l'unité d'intervention qui sera créée.</li> <li>• Les bénéficiaires finaux sont les populations du Burundi qui devraient voir les conditions de sécurité et leur protection s'améliorer de façon très sensible.</li> </ul>				
<b>Ciblage réel :</b>				
Formations – 37, pour 3165 bénéficiaires, 83 semaines, 66 experts français				
Visites en France – 9, pour 12 bénéficiaires, 11 semaines				
Missions d'appui – 6, 8 semaines, 12 experts français				
Bourses en France – 2, pour 2 bénéficiaires, 2 ans				
S- PB1 S5R	DVB PSO-training Burundezem	Montant budgétisé EUR 520 194 €	Montant décaissé EUR -	Taux de décaissement -
Le projet a été mené sur la période du 13 au 24 février 2006.				
Il était prévu qu'il contribue aux impacts S4I et S6I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant au résultat S5R de la LI.				
<b>Objectifs spécifiques:</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 Burundian Officers will have gained basic knowledge and skills with regard to Peace Support Operations (PSO)</li> <li>• The relations between the Burundian and the Rwandan army will have been strengthened by participating jointly in the PSO course</li> </ul>				
<b>Objectifs opérationnels :</b>				
Ten Burundian officers will travel to Rwanda in the early part of 2006 (February). At Nyakimana Rwanda Military Academy they will follow a PSO course of 15 days				
<b>Réalisations effectives :</b>				
15 Days PSO course for 10 Burundian Officers. The training objectives were achieved . Members of the RDF equally benefited from the program.				
S- PB2 S5R	<b>Security Sector Development Program</b>	Montant budgétisé EUR 30 000 000€	Montant décaissé EUR 20 000 000 €pour la phase 1 (2009-2013)	Taux de décaissement 86%

			6 000 000€ pour la phase 2	
<p>Il était prévu que les phases I et II du projet (2009-2013) contribuent aux impacts S4I et S6I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant au résultat S5R de la LI. Une phase III, au budget indicatif de 32m, est prévue en 2014-2015.</p> <p><b>Objectif spécifique:</b></p> <p><b>Objectifs opérationnels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des membres de la PNB formé sur la sécurisation des élections</li> <li>• commandement d'unité (l'ensemble des brigadiers et officiers) formé dans le cadre de la sécurisation des élections</li> <li>• Une observation du comportement des policiers est menée durant le processus électoral</li> <li>• Les capacités de gestion d'une quinzaine de postes sont renforcées</li> <li>• Le plan de communication sur le concept de police de proximité et activités en découlant est mis en œuvre dans une quinzaine de postes</li> <li>• Les comités communaux de sécurité sont mis en place, fonctionnent et élaborent un Plan Communal de Sécurité dans une quinzaine de postes</li> <li>• Des activités de prévention et de gestion des problèmes de sécurité issue du Plan Communal de Sécurité sont soutenues dans une quinzaine de postes</li> </ul> <p><b>Réalisations effectives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 15947 policiers (membres de PNB) ont suivi la formation sur la sécurisation des élections, soit une estimation d'environ 92% des effectifs policiers.</li> <li>• 3167 policiers (soit 2226 brigadiers et 907 officiers ; donc l'ensemble de commandement d'unité) ont suivi une formation au commandement d'unité dans le cadre de la sécurisation des élections. Cela représente une estimation de 83% du public cible.</li> <li>• Une observation du comportement des policiers a été menée sur 47 Événements durant le processus électoral.</li> <li>• Les capacités de gestion d'une quinzaine de postes sont renforcées : l'audit de 20 postes a été réalisé. L'analyse est en cours en vue d'identifier les problèmes prioritaires.</li> <li>• Des activités de prévention et de gestion des problèmes de sécurité issue du Plan Communal de Sécurité sont soutenues dans une quinzaine de postes : la réflexion a été entamée sur les mécanismes de soutien de ces plans, ainsi qu'une concertation avec d'autres acteurs de la décentralisation administrative.</li> <li>• Des leçons sont tirées de ces expériences et sont éventuellement reproduites ou étendues. Une enquête sur la relation police administration population a été réalisée.</li> </ul> <p><b>Ciblage prévu :</b> Le premier volet du projet relatif à la sécurisation des élections visait en premier lieu les policiers de la PNB, et indirectement la population au service de laquelle la sécurisation des élections devait être assurée.</p>				
S- PB3 S5R	DMV/VG-SSR workshop Bur	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		366 600 €	-	-

Le projet a été mené du 8 au 12 juin 2008

Il était prévu qu'il contribue aux impacts S4I et S6I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant au résultat S5R de la LI.

**Objectifs spécifiques :**

**Objectifs opérationnels :**

Atelier de 3 jours sur la réforme des systèmes de sécurité

**Réalisations effectives :**

- Un Atelier de 3 jours sur la réforme des systèmes de sécurité a été organisé
- Le dialogue entre le gouvernement burundais et les groupes non gouvernementaux a commencé. Mais il va falloir faire un effort supplémentaire et créer des structures pour leur participation régulière, pour qu'ils soient vraiment impliqués dans le processus de l'RSS.

**Résultats :**

La méfiance du public vis-à-vis la police et le service national de renseignement a réduit. Mais les relations avec la population profiteraient d'un contrôle plus strict et transparent de ces services, ainsi de leur professionnalisation. Pour la réussite de la RSS il est essentiel que la crise parlementaire soit résolue et la supervision parlementaire du pouvoir exécutif soit renforcée.

## ANNEXE 14.EFFICACITÉ – GOUVERNANCE (QE3) : DONNÉES COLLECTÉES

### Information disponible pour le domaine de la gouvernance

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet après contact avec les DPE afin de récolter la documentation manquante. Le code couleur appliqué est le suivant :

	Nous avons les documents nécessaires
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/ résultats observés n'était disponible (en orange) n'ont pas pu être exploités et ne sont donc pas repris dans l'analyse à ce stade.

Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
<b>Allemagne</b>				
G-ALL1		Projet Appui à la Réhabilitation des Institutions Judiciaires	Rapport final, Interprétation du sondage, descriptif de projet	
G-ALL2		Förderung des integrierten friedenskonsolidierungsprozesses in Burundi (in Kooperation mit der UN-peacebuilding-mission)	Fiche projet	Utilisé à titre complémentaire
<b>Belgique</b>				

Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
G-BE1	G1R	Advocacy & Legal Advice Center in Burundi (ALAC)	Initial Proposal + Rapport d'Exécution Intermédiaire 2011 + 2012 + Annexe Burundi	
G-BE2	G2I	Appui à la deuxième édition des codes et lois du Burundi + formulation	Dossier Technique et Financier + Rapport de Suivi 2005 + 2006 + Rapport d'Evaluation à Mi-Parcours + Rapport Annuel 2007 + 2009 + Informations de Base sur la Prestation	Le projet s'est prolongé jusqu'en 2011, pas de documentation sur la fin du projet et ses réalisations
G-BE3	G2R	OSS7 Afdwingen en verdedigen van de mensenrechten van kwetsbare groepen in Burundi	Specifieke doelstelling	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-BE4	G2R	Funding proposal on addressing grave violations against children's rights, including sexual violence in armed conflict		
G-BE5	G3R	Contribuer à l'établissement d'un environnement légal favorable, qui promeut les droits de la personne humaine à travers l'élimination des violences sexuelles		
G-BE6	G4R	Appui Aux Associations de Personnes en Situation de Handicap: Les associations de personnes en situation de handicap influencent les décisions qui concernent les PSH - Burundi	Programme + Rapport Narratif	
G-BE7	G4R	ONG locales Burundi 2009/ Soutien à la "Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie"	Description du projet+ accord de financement	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-BE8	G4R	Appui à la Radio Télévision Nationale Burundaise (RTNB)	Etat des lieux + Proposition Remplacement du Matériel dégradé	Pas de descriptifs de projet ni de résultats

Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
G-BE9	G4R	Cofinancement programmes radiophoniques dans le domaine du renforcement de l'Etat de droit	Budget de fonctionnement 2007 + Cadre Logique + rapport d'étape septembre 2009 – décembre 2010 + plan stratégique + projet + Rapport financier + Arrêté royal + cadre logique	Doc finaux de 2011
G-BE10	G4R	Création et fonctionnement d'un journal-école bilingue	Projet + Projet de réorientation + Cadre logique + Budget + Arrêté royal Subside	Pas d'infos précises sur les réalisations et résultats de la première phase du projet, ni de la 2ème (après la réorientation décidée en 2009)
G-BE11	G4R	Intervention auprès de la Radio Télévision Nationale Burundaise, asbl Kabondo	Fin de l'intervention auprès de la RTNB + Arrêté royal Subside + Dossier RTNB/ Kabondo + Rapport Narratif Final + Convention RTNB 2007 + Budget 2007 + Déclaration de Créance	Note de JF Bastin sur la RTNB. Pas d'infos détaillés sur les réalisations
G-BE12	G4R	Intervention radio télévision nationale et formation journalistes		
G-BE13	G4R	IWACU - Consolidation société civile - relance presse écrite	Projet + Annexe Plan de Financement Triennal Global + Annexe Plan de Financement Annuel + Budget + Cadre Logique + IWACU Phase II Evaluation et Perspectives	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-BE14	G4R	Iwacu - Projet multimédia		

Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
G-BE15	G4R	Les radios burundaises au service de la consolidation de la paix, et de l'Etat de droit	Budget 2008-2011 + Proposition de projet + Rapport intermédiaire 2011 + Cadre Logique du Projet + Budget Prévisionnel + Arrêté royal Subside	
G-BE16	G4R	ONG FCD SolSoc - pgm 2011-2013 "Renforcement des capacités d'acteurs de changement social pour la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux" OSS4	Présentation projet + Rapport Narratif 2011	
G-BE17	G4R	ONG locales Burundi 2008 / Soutien à l'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO)	Canevas de presentation du document de projet + Accord de financement	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-BE18	G4R	ONG locales Burundi / Soutien à Association Radio Sans Frontière (ARF)		
G-BE19	G4R	ONG locales Burundi / Soutien à Radio Publique Africaine (RPA)		
G-BE20	G4R	OSS3 - Versterking van de ontwikkelingscapaciteit op het niveau van de civiele samenleving	PARTNERVERSTERKING + Synthetisch eindverslag	
G-BE21	G4R	Projet d'un film Documentaire : Histoire de Burundi 1850 à 1965	Demande de cofinancement + Demande de cofinancement 2	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-BE22	G4R	Projet IWACU - Accompagner le Burundi sur le plan médiatique pour la période pré-électorale, électorale et post électorale	Projet + Rapport narratif	Pas de doc indépendants et infos narratives peu précises
G-BE23	G4R	Radios burundaises consolidation de la paix et de l'Etat de droit	Rapport Définitif	
G-BE24	G4R	Restaurer le droit des personnes à exiger des comptes sur l'accomplissement des mandats publics		
G-BE25	G4R	Appui au développement local et à la participation citoyenne dans la province de Cibitoke	Dossier Technique et Financier + Rapport de Formulation + Rapport Annuel 2011	

Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
G- BE26	G4R G11R	ONG locales Burundi / Soutien à Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits (CENAP)		
G- BE27	G4R G21 R	Programme de la Radio Publique Africaine sur la communication dans les communautés de base		
G- BE28	G4R ?	Vigilance citoyenne		
G- BE29	G5R ?	ONG locales Burundi 2008 / Soutien à "Observatoire Ineza des droits de l'enfant au Burundi - OIEDB"		
G- BE30	G7R	Appui à la justice et au renforcement de l'Etat de droit dans la région du nord du Burundi (Kirundo, Muyinga, Ngozi, Kayanza)	Dossier Technique et Financier + Rapport de Formulation + Rapport Annuel 2011 Justice	
G- BE31	G7R	Appui institutionnel central et périphérique au Ministère de la Justice	Fiche d'Identification + Dossier Technique et Financier	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G- BE32	G7R	Aide judiciaire en faveur de l'enfance en difficulté	Rapport financier final + audit + rapport narratif final	
G- BE33	G7R	Appui au Processus de Justice de Transition au Burundi - Caravane de Vérité	Demande de financement + Budget IRIBA 2008+ Rapport narratif 2009	Pas de rapport indépendant
G- BE34	G7R ,G8 R	Appui institutionnel et opérationnel à l'appareil judiciaire et pénitentiaire	Fiche d'Identification + Rapport de Formulation + Evaluation à Mi-Parcours + Rapport Annuel 2008 + 2010 + 2011 + Dossier Technique et Financier	
<b>Commission Européenne</b>				
G- EU1	G1R	L'émergence du droit à un procès équitable pour les victimes de torture au Burundi (via ONG ASF)	Rapport final Audit Financier + Rapport de Monitoring 2006 + 2007 + Contrat de Subvention + Annexe Budget + Annexe Cadre Logique + Formulaire de demande de Subvention + Synthèse de projet + Note pour les membres de la commission + Fiche Récapitulative pour les Conclusions	



Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
G-EU2		Programme d'appui à la Bonne Gouvernance	Convention de Financement + Devis Programme n° 4 2011 + n° 5 2012 + Rapport Final + Rapport de Monitoring 2007 + Fiche Récapitulative 2009 + Synthèse de projet	
G-EU3	G4R	Promotion des droits de l'homme et des aspects de la démocratie dans les quartiers nord de Bujumbura (via Diocèse d'Usumbura)	Contrat de Subvention + Annexe + Budget de l'Action + Formulaire de demande de subvention + Note pour les membres de la commission Février + Mai + Avril + Décembre	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-EU4	G4R	Projet de promotion et de sensibilisation à la démocratie et aux droits de l'homme par les ondes radio (via ONG Menya Media)	Contrat de Subvention + Formulaire de demande de Subvention + Note pour les membres de la commission Février + Avril + Mai + Décembre + Budget	Pas d'infos sur les réalisations effectives
G-EU5	G4R	Promotion de la liberté d'expression au Burundi (via ONG SFCG)	Rapport final Audit Financier + Evaluation d'impact + Annexe 2 Demandeur ASF	
G-EU6	G4R	Sensibilisation de l'opinion publique pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et pour la promotion des droits des minorités par le biais d'une série télévisée jouée par des enfants (via ONG Troupe Pili-Pili)	Rapport final, Audit Financier	Données autres que financières
G-EU7	G4R	Promotion de l'éducation pour les droits de l'homme, d'une citoyenneté active et d'une démocratie participative à un niveau de base au Burundi (via ONG Don Bosco)		
G-EU8	G4R	Programme d'appui à la justice au Burundi : Pour une égale protection devant la loi: Volet projet d'Appui à la société civile (via ONG RCN)	Formulaire de demande de Subvention + Note Programme annuel de travail révisé et mis à jour pour 2004 + Budget 2006 – 2007 + Cadre Logique + Rapport de monitoring 2006 + 2007 + Synthèse de projet Volet Justice	Evaluation finale
G-EU9	G4R	Campagne radiophonique pour la promotion des droits des groupes marginalisés ou vulnérables (via ONG Radio Culture)		

Code projet	Cod e LI	Titre du projet	Documents disponibles	Documents manquants
G-FR1	G4R	MAEE - Participation au Plan d'appui commun aux médias (PACAM)	Evaluation + Annexes + Table Ronde + Compte Rendu des Activités 2010+2011 + Rapport MOE + Termes de Référence	
G-FR2	E1R, E2R, E3R	MAEE - Projet FSP 2007 - 29 "Crédit Déconcentré / Fonds Social de Développement - Sortie de crise"	Rapport Bilan FSD 2004 – 2010 + Rapport Annuel 2008 + Rapport de présentation + Rapport Mission Evaluation + Rapport Evaluation Page de garde + Rapport Evaluation + Annexes Rapport Evaluation	
<b>Pays-Bas</b>				
G-PB1	G2R	CNCA		
G-PB2	G2R	CNCA AID COORDINATION	Projet d'Appui 2008 + 2008 - 2009 + 2010	
<b>Suède</b>				
G-SE1	G1R, - G7R	Sida/DFID Governance BUR	Rapport narratif 2012	
<b>Royaume-Uni</b>				
G-UK1	G1R	Emergence of the right to a fair trial for vulnerable people (through ASF)	ASF Final Reporting + Logic Framework + Final Narrative Report 2012	
G-UK2	G1R	Improving access to justice for vulnerable people (RCN)	Completion Report + Final Narrative Report	
G-UK3	G4R	Advancing accountability through Media (PANOS)	Rapport Final	Nous n'avons que l'évaluation d'impact qui ne permet pas vraiment de comprendre le projet
G-UK4	G4R	Common Elections media action plan (Benevolencija)	Impact Evaluation	

### Synthèse des réalisations et résultats des interventions des DPE dans le domaine de la gouvernance (QE3)

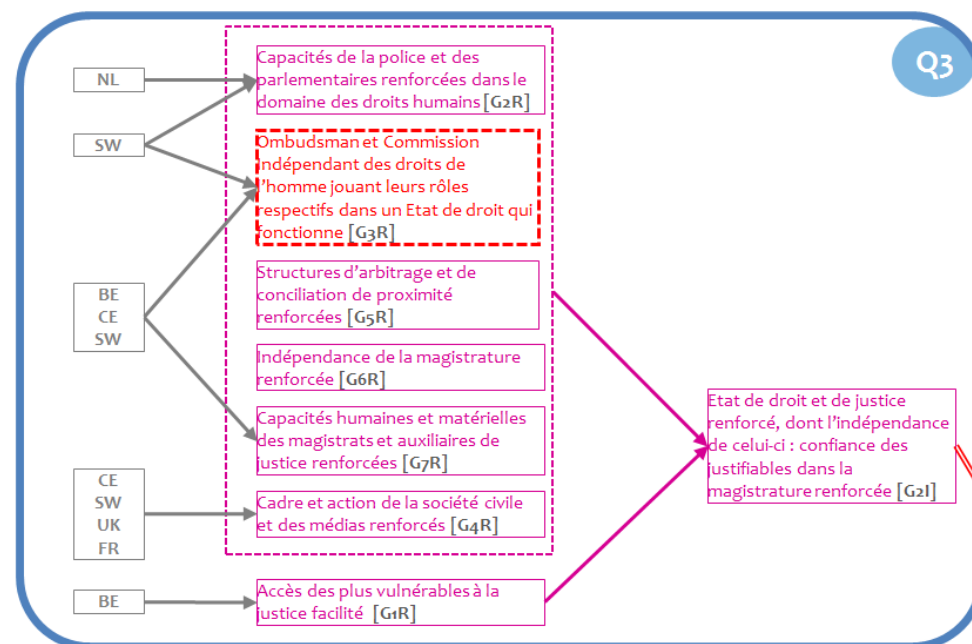
#### Annexe 5- Réalisation et résultats des interventions des DPE dans le secteur de la gouvernance démocratique

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet, conformément au code couleur utilisé en annexe 4.1 :

	Nous avons les documents nécessaires pour qualifier le niveau de réalisation et les budgets décaissés
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge en annexe 4.1) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/ résultats observés n'était disponible (en orange en annexe 4.1) ne sont pas repris ici puisqu'ils n'ont pas pu être exploités pour la phase documentaire.

Les réalisations et résultats attendus et observés ne sont pas repris exhaustivement, mais résumés conformément à leur contribution aux résultats de la logique d'intervention rappelée ci-contre. Ces informations ont servi à renseigner les indicateurs des critères de jugement de la question 3 (cf. grille d'analyse détaillée en annexe 1.4).



G- BE6	Appui Aux Associations de Personnes en Situation de Handicap: Les associations de personnes en situation de handicap influencent les décisions qui concernent les PSH - Burundi	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement 66%
		214 987 €	142 542 €	
<p>Le projet a débuté le 1er janvier 2011 et doit s'achever le 31 décembre 2013. Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R et G1R de la LI.</p> <p><b>Objectifs spécifiques :</b></p> <p><b>Objectifs opérationnels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectif 1 : Dans chaque pays des associations représentatives des personnes en situation de handicap existent, sont structurées et représentent les intérêts des PSH. Le RAPHB ainsi que ses associations membres sont structurés, leurs capacités sont renforcées et ils représentent les intérêts des PSH.</li> <li>• Objectif 2 : Les associations de personnes en situation de handicap veillent au respect des droits des PSH. Le RAPHB est capable de récolter des informations sur la situation des PSH et de faire des recommandations aux autorités burundaises pour l'améliorer.</li> <li>• Objectif 3 : Les associations de personnes en situation de handicap donnent visibilité aux PSH, à leurs droits, à leurs capacités et à leurs problèmes. Le RAPHB et ses associations membres sont capables de sensibiliser l'opinion publique sur le handicap</li> <li>• Objectif 4 : Les associations de personnes en situation de handicap participent aux processus de prise de décision à différents niveaux. Le RAPHB intègre des réseaux nationaux et internationaux relatifs au handicap et influence les décisions qui concernent les PSH au Burundi</li> <li>• Objectif 5 : L'expérience acquise tout au long du programme est capitalisée et adaptée à de nouveaux contextes</li> </ul>				
<p><b>Réalisations effectives :</b></p> <p>1) Le CNAR a les ressources humaines lui permettant d'offrir des services de meilleur qualité et une gamme de produits élargies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les 3 associations candidates sont identifiées sur base des critères prédéfinis</li> <li>• Les demandes de bourses sont introduites pour les 3 associations candidates</li> <li>• 2 techniciens du CNAR ont les compétences nécessaires à la confection d'appareils de positionnement simples pour les enfants IMC/polyhandicapés,</li> </ul> <p>2) L'accessibilité des services de réadaptation est améliorée:</p>				

- fonds de solidarité,
  - accessibilité géographique,
  - système de référence/contre référence,
  - sensibilisation (On estime à 750, le nombre de personnes qui ont pu bénéficier en 2011 d'un remboursement de leurs soins de réadaptation grâce au FSHB ; Des sensibilisations au niveau des collines de la paroisse de Muriza: 29 collines sur 32 sensibilisées.),
- 3) Des services de réadaptation de base sont offerts au niveau de 2 communautés de la province de Ruygi :
- Le comité de gestion de la maison communautaire est constitué et a défini son plan d'action 2011 ;
  - 40% du plan d'action est mis en œuvre dont 30% coordonné principalement par le comité de gestion ;
  - 60 familles sont en mesure de contribuer au développement de leur enfant ;
  - 15 personnes référencées par la SOPRAD améliorent l'accessibilité de leur lieu de vie;
- 4) Des nouveaux services spécialisés sont offerts au sein du CNAR. Production des techniciens du CNAR :
- production de 37 prothèses par an (sur 50) fabriquées avec des composants modulaires en PPP ;
  - 40 tricycles sont produits et distribués par le CNAR soit 10 par trimestre.
  - 6 appareils de positionnement simple pour les enfants IMC/polyhandicapés ont été produits au CNAR),
- 5) Le CNAR améliore ses procédures de travail en vue d'une meilleure qualité de viabilité de ses services :
- Une commande annuelle est faite directement par le CNAR avec l'appui de HI ;
  - Un modèle de dossier commun est développé et intégré par 100% des centres,
- 6) Les ministères de la santé publique et de la solidarité nationale contribuent au financement des centres de réadaptation :
- Un point focal réadaptation est mis en place au sein du ministère de la santé publique et est soutenu par l'APEFE ;
  - Une convention entre le RCPHB et le ministère de la solidarité est signée, il soutient financièrement le FSHB pour l'année 2012),
- 7) L'expérience acquise lors de la mise en place du programme est partagée, capitalisée et adaptée à de nouveaux contextes (connaissances de base liées au positionnement adapté des enfants IMC acquises)
- 8) les associations sont plus impliquées :
- Les associations ont mis en place des activités génératrices de revenus (AGR) soutenues techniquement par le projet.
  - Elles sont engagées dans des actions de sensibilisation encadrées par l'équipe AAA.
  - Depuis février 2009, un programme d'alphabétisation est en cours.
  - Leurs besoins et leurs attentes sont connus de la permanence du réseau et de l'équipe AAA grâce à une présence régulière et attentive de leur part sur le terrain.
  - Certaines activités souhaitées par les associations peuvent ainsi être réalisées telles que la mise en place de nouvelles AGR,
  - la formation de sensibilisateurs en provinces ou la formation de troupes de théâtre participatif.
  - Leurs capacités et leur participation sont ainsi renforcées : méthodologie de l'appel à projet les associations peuvent ainsi définir leurs propres projets en accord avec leurs réalités et leurs besoins.

**Ciblage prévu :**

- Les associations de personnes handicapées membres du RAPHB (Réseau des Associations de Personnes handicapées du Burundi) : ce sont 23 associations de base (dont 3 regroupant des personnes vivant avec un handicap sensoriel) qui comptent environ 3 600 PH vivant en grande majorité dans un système de survie dans lequel la satisfaction des besoins élémentaires est la priorité (avec moins d'1 dollar par jour). Leur niveau d'éducation est également très faible et la demande en alphabétisation est par conséquent très forte.

- Les associations de PSH non membres du réseau : il s'agit de l'UPHB68, du RCPHB69 et d'associations de base de PSH en attente d'un agrément ministériel ou bien restant isolées. Elles bénéficient des services offerts par la permanence du RAPHB (information, informatique, obtention des agréments) et sont impliquées lors d'évènements de visibilité. En 2009, 10 associations de base ont fait la demande pour adhérer au RAPHB et sont en cours d'obtention de leur agrément ministériel. Au-delà des membres des associations, les PSH en général bénéficieront de l'impact des actions de visibilité et de plaidoyer qui seront menées dans le cadre du Réseau et qui ont pour objectif principal le respect et la promotion des droits des PSH.

G-BE7	ONG locales Burundi 2009/ Soutien à la "Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie"	Montant budgétisé EUR 229 394€	Montant décaissé EUR 154 514 €	Taux de décaissement 67%
-------	---	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------

Le projet a été mené d'août 2008 à l'août 2011.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R et G4R de la LI.

**Objectif spécifique:**

Ce projet constitue l'une des initiatives de la FUPD en faveur de la consolidation de la paix au Burundi. Il vise à contribuer à une réintégration réussie de 400 rapatriés et retournés, dont 200 en Mairie de Bujumbura et 200 autres en province de Bururi.

**Objectifs opérationnels :**

- Les responsables administratifs et les bénéficiaires du projet adhèrent aux objectifs et font leur les activités du projet
- Les informations rassemblées sur les défis et les opportunités de réintégration, permettent de développer un programme d'apprentissage qui répond judicieusement à l'impératif de réintégration des bénéficiaires
- Les bénéficiaires du projet acquièrent des compétences et aptitudes leur permettant de se réinsérer activement et dignement dans leur nouveau cadre de vie en gagnant honnêtement leur vie par leur force de travail.

**Réalisations effectives :**

La FUPD a lancé à partir de 2007, conjointement avec le Ministère en charge de l'enseignement des métiers, les activités du Centre de Formation professionnelle de Kanyosha.

- Construction des infrastructures du centre
- Equipement des sept filières pour l'enseignement pratique (mécanique automobile, construction métallique et soudure, la menuiserie, l'électricité, le bâtiment plomberie, coupe – couture et le secrétariat professionnel en équipement didactique)
- Enseignement dispensé à plus de 350 élèves (sept filières)
- Réalisation d'un projet de réintégration socio-économique des jeunes rapatriés (à Ruyigi et Gisuru) : mise en place dans les deux communes de 15 associations lucratives (mécanique, soudure, menuiserie, bâtiment-plomberie, agropastoral, couture)
- Réalisation d'un programme scientifique et de supports pédagogiques en 2009
- Création et construction d'un centre de transit pour les enfants de la rue (commune urbaine de Buterere Bujumbura-Mairie) en 2007 pour leur prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire, scolaire et psychoaffectif

#### Ciblage prévu :

Les bénéficiaires directs de ce projet sont :

- des rapatriés rentrant d'exil, des deux sexes et de toutes les ethnies ;
- des retournés constituée de personnes ayant regagné leurs collines après un long séjour dans des camps de déplacés intérieurs.

La zone d'intervention de la phase pilote se concentre sur les provinces de Bujumbura (Ouest) et de Bururi (Sud) car les rapatriés et des retournés y sont nombreux et ces provinces abritent des centres de formation professionnelle (dans les communes de Kanyosha de Rutovu) initiés par la Fondation et qui seraient mis à contribution dans la composante « apprentissage professionnel » du projet.

G- BEg	Cofinancement programmes radiophoniques dans le domaine du renforcement de l'Etat de droit	Montant budgétisé EUR 323 812 €	Montant décaissé EUR 200 000 €	Taux de décaissement 62%
-----------	--	------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------

Le projet a été mené de septembre 2009 à septembre 2011.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R et G4R de la LI.

#### Objectif global :

- Promouvoir un Etat de droit par le renforcement de la prise de conscience du citoyen à revendiquer ses droits et à s'acquitter de ses devoirs,
- Renforcer la culture des droits de l'homme d'une culture des droits de l'homme et la conscientisation des dirigeants.

**Objectifs spécifiques :**

- Amener le citoyen à mieux connaître et revendiquer ses droits et à s'acquitter de ses devoirs
- Amener l'autorité publique à respecter et faire respecter les droits des citoyens

**Objectifs opérationnels :**

Renforcer les capacités de la radio Isanganiro via plusieurs actions ciblées

**Réalisations effectives : (au 31 décembre 2010)**

- conception et 168 diffusions de 8 microprogrammes (des théâtres radiophoniques de 2 ou 3 minutes)
- Production, diffusion et rediffusion de 80 magazines interactifs (émission en studio et en direct, un expert est invité à répondre aux questions qui lui sont posées directement par la population)
- Production, diffusion et rediffusion de 22 émissions publiques (jeu-concours) barushe nguhere (divertir pour éduquer autour d'un thème)
- Production de 27 tables rondes (cadre de dialogue positif entre les composantes d'une localité donnée, échanges sur les problèmes clés à résoudre)
- Réalisation de 167 reportages (compte-rendu des événements qui se passent sur le terrain) d'une durée de 1 minute 30 dans les journaux en français et en kirundi.
- Réalisation de 11 « reportages à la source « Karimanzira » (des reportages d'investigations qui conduisent le journaliste sur le lieu de l'action)
- Organisation de 5 panels (débat en direct regroupant les différentes personnalités : parlementaires, ministres et la société civile, les associations de défense des droits de l'homme).

G- BE10	Création et fonctionnement d'un journal-école bilingue	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		199 723 €	180 000 €	90%

Le projet a été mené de mai 2007 à avril 2010.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R et G4R de la LI.

**Objectif global :**

Contribuer à la démocratisation et à la pacification en améliorant l'information des citoyens grâce à une presse écrite professionnelle et bien structurée

**Objectifs spécifiques :**



- Renforcer de façon durable le quatrième pouvoir que constituent des médias libres et de qualité
- Réintroduire le goût de la lecture dans le public burundais

#### Objectifs opérationnels :

- Mise en place d'« journal – école » avec transfert progressif des responsabilités aux burundais, accueillant des journalistes locaux qui s'y formeront pour faire profiter ensuite les médias du pays de leur apprentissage.
- Formation de l'équipe dirigeante permanente (au journalisme, gestion, formation) du journal – école à la gestion professionnelle d'un organe de presse entièrement pris en charge localement.
- Publication et diffusion au Burundi pendant trois ans d'un hebdomadaire en français et en kirundi proposant une variété de rubriques (judiciaires, socio-économique) et de reportage et tenant compte du faible pouvoir d'achat, notamment hors capitale. Diffusion assurée en profitant des réseaux existants (Eglises).
- Renforcement des acteurs locaux œuvrant dans ce sens, comme la Maison de la presse de Bujumbura : impression du journal-école en interne (le budget du projet prévoit l'acquisition de matériel d'impression par la Maison de la presse). Mises à disposition de ce matériel à d'autres médias (voir infra, 3.7.2)

#### Réalisations effectives :

- 13 magazines ont été publiés sous format papier, tirés en 500 exemplaires et distribués par portage à Bujumbura ;
- une version en ligne de Ukuri a été lancée en 2008 ;
- 10 équipes de stagiaires ont été formées (un total de 120 individus).

G- BE11	Intervention auprès de la Radiotélévision Nationale Burundaise, asbl Kabondo	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		2 355 199 €	2 752 029 €	

Le projet a été mené de mars à avril 2008

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R et G4R de la LI.

#### Objectifs opérationnels :

- Technique :
  - ✓ Terminer la numérisation des régies de diffusion par l'installation et la mise en route des serveurs ;
  - ✓ Interconnecter l'ensemble de la RTNB en un seul réseau informatique ;
  - ✓ Poursuivre la formation sur le nouveau matériel, y compris la formation spécifique d'une nouvelle catégorie de travailleurs chargés de programmer et alimenter les serveurs ;
  - ✓ Former le nouveau Directeur technique à la maîtrise des principaux paramètres du marché audiovisuel mondial

- Structure et fonctionnement :
  - ✓ réorganisation des services,
  - ✓ Revalorisation du travail et des responsabilités,
- Programmes radio et TV :
  - ✓ nouvelles grilles,
  - ✓ rénovation visuelle,
  - ✓ formation,
- Commercial : installation du service dans l'enceinte de la RTNB.

**Réalisations effectives :**

- le matériel livré (onduleurs, matériel informatique, serveurs, fibre optique, correcteurs de câbles, câbles licences et logiciels) à permis l'amélioration du fonctionnement de la chaîne télévisée
- 4 techniciens chevronnés ont réalisés les installations et les réparations, ils ont réglé :
  - ✓ le chrom key datvidéo
  - ✓ le SPG production
  - ✓ la phase studio JT
  - ✓ révisé toutes les unités de montage Avid
  - ✓ editshare remis en service
  - ✓ mise à jour des programmes informatiques
- fonctionnalité du système de production testée et optimisée
- processus de formation du personnel relancé : maintenant à la hauteur de ses responsabilités
- direction technique a fait des choix (société Vivek pour les connexions internet) qui ont eu des effets contre-productifs pour la pérennité du système.

G- BE13	IWACU - Consolidation société civile - relance presse écrite	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		-	199 723 €	-

Le projet a débuté en mai 2010 et doit s'achever le 31 mai 2014

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R et G4R de la LI.

**Objectif Globaux :**

- Consolidation de la société civile par la relance de la presse écrite avec la publication d'un bimensuel en Français et en Kirundi

- Accompagner le processus démocratique au Burundi
- Contribuer à consolider la société civile et processus de paix

**Objectifs spécifiques :**

- Contribuer à la renaissance de la presse écrite au Burundi
- Contribuer au renforcement de la liberté des médias burundais

**Objectifs opérationnels :**

- Etre une source d'information objective au Burundi et à l'étranger (via internet)
- Contribuer à élever le niveau de l'éthique et de l'exigence professionnelle du journalisme burundais
- Former les journalistes burundais aux techniques de l'écriture journalistiques

**Réalisations effectives :**

C'est une ASBL, le « Centre d'Echanges Belgo-Burundais », CEBB en sigle, qui a initié la création du Journal IWACU en 2008.

- Constitution et fonctionnement effectif d'une équipe de 26 personnes:
  - ✓ 14 journalistes professionnels (rédaction centrale de Bujumbura)
  - ✓ 5 correspondants permanents en provinces (full-time),
  - ✓ deux graphistes,
  - ✓ deux gestionnaires vente, marketing et développement, et
  - ✓ 3 collaborateurs de logistique
- Production et diffusion du journal :
  - ✓ le journal, d'abord mensuel puis bimensuel, a bien évolué et est devenu un hebdomadaire (en 2009) connu et reconnu tant dans la capitale Bujumbura que dans les provinces.
  - ✓ édité dans les deux langues : une édition en français et une édition en kirundi.
  - ✓ Le journal tire plus ou moins 8.000 exemplaires par mois. Mais compte tenu d'une pratique bien burundaise de se « prêter » le journal, il faut compter au minimum 4 lecteurs pour un numéro, ce qui donne plus de 20.000 lecteurs...

Aujourd'hui, il est plus pertinent de parler du « Groupe IWACU », car au-delà du journal imprimé (en kirundi et en français), il existe également

- un site web
  - ✓ très largement visité - plus de 140.000 par mois - le gros de nos visiteurs sont nos compatriotes de la diaspora et tous ceux qui s'intéressent au Burundi (diplomates, ONG, organismes internationaux, etc.)
  - ✓ actualisé chaque jour et devient de plus en plus, par voie de conséquence, un Journal quotidien du Web.
  - ✓ IWACU vient de lancer une Newsletter, La Lettre d'IWACU, avec une livraison électronique quotidienne destinée aux abonnés. une phase d'essai et, à la longue, nous réserverons notre Newsletter aux lecteurs qui auront payé leur abonnement. L'idée c'est de générer des

recettes pour contribuer à l'autofinancement.

- une intense activité via deux réseaux sociaux : Facebook (plus de 5000 amis) et Twitter

Une subvention de la Coopération canadienne a permis au journal l'équipement de ces journalistes (lap top + appareils photos) ainsi que la prise en charge des salaires. Grâce au soutien de la coopération canadienne, « Au cœur du pays » fait d'IWACU le seul journal qui s'intéresse et fait remonter des informations du Burundi rural.

- Liens avec médias étrangers :
  - ✓ IWACU a également noué des liens avec des journaux étrangers. (partenaires du programme suisse « En quête d'Afrique », deux journalistes d'IWACU se sont déjà rendus en Suisse dans un programme d'échange, deux journalistes suisses ont été accueilli au Burundi)
  - ✓ Les articles d'IWACU sont ponctuellement repris par Courrier International.

G- BE15	Les radios burundaises au service de la consolidation de la paix, et de l'Etat de droit	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		599 305 €	359 893 €	60%

Le projet a été mené du 22 janvier 2008 au 31 décembre 2011.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R et G4R de la LI.

#### Objectifs globaux :

#### Objectifs spécifiques :

- Renforcer le processus démocratique et promouvoir la paix et la réconciliation au Burundi à travers le soutien aux radios privées et le renforcement de leurs capacités d'information, d'éducation et de relais des préoccupations des populations du pays.
- Favoriser le renforcement de la citoyenneté
- Permettre au public d'accéder à une information de qualité et diversifiée ;
- Mettre à la disposition de la société civile des plates-formes d'expression radiophonique ouvertes à leurs contributions

#### Objectifs opérationnels :

- Mettre à la disposition des différentes initiatives de formation des personnels radiophoniques un lieu de centralisation et de capitalisation qui puisse servir au suivi, à la mise en application et à l'approfondissement des connaissances acquises pour les différentes catégories de personnel (techniciens, journalistes, animateurs, gestionnaires, commerciaux... ) ;
- Constituer un centre de ressources et de services mutualisés pour les radios privées burundaises : centrale d'achat pour la commande groupée de pièces détachées, atelier de réparation et de maintenance, studio pour traitement du son, montage et mixage, archives sonores, documentation... ;
- Renforcer les capacités des radios burundaises à identifier et planifier leurs besoins et à mettre en œuvre des stratégies pour y répondre,

collectivement ou individuellement.

- Consolider l'Association Burundaise des radiodiffuseurs (ABR)
- Accroître les capacités de gestion et d'administration de l'ABR ;
- Renforcer la légitimité et l'efficacité de l'ABR dans la représentation des intérêts des acteurs du paysage radiophonique burundais.

### Réalisations effectives :

#### Centre de ressources :

- Existence effective d'un centre de ressources de l'ABR opérationnel :
  - ✓ construction d'un studio-école en 2009,
  - ✓ local destiné à héberger son secrétariat exécutif situé dans l'enceinte de la Maison de la Presse
- Stratégie :
  - ✓ stratégie globale du Centre,
  - ✓ plan de développement chiffré
  - ✓ calendrier de mise en œuvre
- Mise en œuvre du plan d'affaire 2009 -2011 du CERA : 80 000 euros de bénéfices (couvrir les frais de fonctionnement, payer les salaires et à consolider le stock de matériel de la centrale d'achat en 2012) :
  - ✓ vente et location de matériel technique,
  - ✓ réalisation de 'Synergies' ayant couvert l'ensemble du cycle électoral :
    - la précampagne,
    - les campagnes électorales successives,
    - les 5 scrutins (les Communales du 24 mai, la Présidentielle du 28 juin, les Législatives du 23 juillet, les Sénatoriales du 28 juillet, l'investiture du Président le 27 août et les Collinaires du 7 septembre),
    - et l'après-scrutin.
  - ✓ Réalisation des prestations techniques de son coordinateur
- Formation et accompagnement du coordonnateur CERA local du Centre et de l'équipe de l'ABR intervenant dans le projet (renforcement des compétences, et en septembre 2010, coaching sur les techniques de productions numériques et d'un accompagnement destiné à valoriser le développement commercial de la Centrale d'achat : contact et fichier clientèle, stratégie de communication,...)
- Equipement :
  - ✓ Acquisition du matériel technique pour compléter l'unité de production (le studio école) ;
  - ✓ Acquisition du matériel audio destiné à alimenter de manière régulière le stock de la Centrale d'achat ;
  - ✓ Acquisition et distribution d'un lot de matériel auprès des radios partenaires du CERA pour améliorer leur capacité de production lors des élections 2010 ;

- ✓ Acquisition d'une unité de production TV ;
- ✓ Acquisition d'ouvrages techniques pour le centre de documentation

#### **Services aux radios membres :**

- Recrutement et formation de la personne du service de maintenance des équipements :
  - ✓ Le CERA est équipé du matériel technique de base;
  - ✓ Les formations techniques mises en œuvre en 2010 et 2011 pour le personnel technique des radios et des TV préviennent de nombreuses pannes ont permis de consolider les acquis d'un noyau de 12 techniciens sur les différents aspects des techniques son (production, postproduction, basse et haute fréquence).
- Mise en place d'une Centrale d'achat de pièces détachées toujours en activité, fortement sollicitée en 2010 en raison des élections. De nombreux médias s'y sont approvisionnés en matériel neuf et pièces détachées,
- Mise en place d'un Centre de documentation (En 2010 et 2011, le fonds documentaire du CERA a été complété par un apport supplémentaire de 17 livres techniques),
- Ouverture d'un Centre d'archivage des productions (qui peut également collecter et mettre à disposition des éléments sonores venus de l'extérieur et servir de banque de sons)
- En 2010 et 2011, l'accessibilité du studio-école en tant que studio de production a permis l'enregistrement de nombreux magazines radio et émissions diffusées en direct ; Le studio est désormais utilisé pour l'enregistrement de la plupart des Synergies thématiques, réalisées par les radios membres de l'ABR ; Le studio a été utilisé pour la couverture médias des élections en 2010, dans le cadre du PACAM ;
- Constitution de projets de développement et de stratégies de prospection financière pour chaque volet d'activités (Les 4 axes de développement du CERA sont mis en œuvre pour assurer sa pérennisation au terme du projet )
- l'ABR/CERA a mis un signal commun à la disposition des 15 radios. Ensemble, ces médias ont produit :
  - pour la campagne électorale : des journaux parlés midi et soir en kirundi, kiswahili, français et anglais, soit 3 h de production par jour, pendant 7 jours ;
  - pour le jour J et J +1 : 30 heures d'émissions spéciales,
  - pour le jour J+2 : des journaux parlés midi et soir en kirundi, kiswahili, français et anglais, soit 3 h de production par jour.

#### **Formation « in situ » :**

- Besoins des radios membres de l'ABR identifiés, formateur susceptible de leur apporter un appui « in situ » sur la problématique concernée identifié
- Mise en œuvre du programme de formation CERA 2010 et 2011 ;
- autres formations :

<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ A la demande de RFI : Appui à la formation en prise de son studio et extérieur - Du 4 au 17 mars 2010,</li> <li>✓ A la demande du Centre de Formation des Médias : Appui à la formation Production Magazine radio - Du 20 au 24 décembre 2010),</li> <li>• Séjour du formateur dans les différentes entreprises radiophoniques demandeuses pour travailler avec les paramètres internes à chaque radio (En 2010, une session de formation in situ a été organisée au sein des deux télévisions (RTNB et Renaissance) sur le thème de la réalisation TV ; Pour les formations en maintenance technique, chaque atelier de formation est suivi d'une session in situ afin de vérifier l'appropriation des acquis par le technicien),</li> <li>• Choix d'un homologue local pour chaque thématique de formation capable de suivre la mise en œuvre des recommandations après le passage du formateur (En 2010 et 2011, le programme de formation technique a été assuré à 80 % par des formateurs locaux, coachés précédemment par des formateurs internationaux),</li> <li>• Identification du matériel à acquérir pour chaque session de formation et acquisition et installation du matériel (logiciels de montage numérique, de comptabilité, outil de gestion des interventions en direct sur les antennes, enregistreurs numériques... ) (RAS),</li> <li>• Identification et acquisition de la documentation de référence sur la thématique (manuels sur la maintenance des équipements, sur l'animation d'antenne, sur la construction de journaux parlés... ) (RAS)</li> </ul>				
G- BE16	ONG FCD SolSoc - pgm 2011-2013 "Renforcement des capacités d'acteurs de changement social pour la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux" OSS4	Montant budgétisé EUR  215 928 €	Montant décaissé EUR  207 460 €	Taux de décaissement  96%
<p>Le projet a débuter en janvier 2011 et doit s'achever en décembre 2013. Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R, G1R de la LI.</p> <p><b>Objectifs opérationnels :</b> Les partenaires ADISCO, la CNAC, 35 mutuelles, 5 Unions de mutuelles et une Fédération d'Unions de mutuelles renforcent leurs capacités à concevoir et mettre en œuvre des activités de développement génératrices de changement social en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'accès à la santé,</li> <li>• De démocratisation des politiques de développement et des institutions</li> <li>• De réduction de l'inégalité sociale entre les femmes et les hommes, par rapport à la place des jeunes et aux discriminations sociales en général.</li> </ul>				
<p><b>Réalisations effectives :</b> <b>Résultat 1 – axe « vision »</b></p>				

**Niveau micro :**

- Journées bilan semestrielles (suivi et évaluation, planification),
- Appuis aux MS de Kabarore, Kajabure, Gishambusha, Gitobe, Bushaza, Nyamurenza dans l'élaboration de leur plan d'actions (ce sont les MS les plus récentes),
- Appuis aux Unions de MS du Mumirwa, de Ngozi, de Kayanza, de Kirundo-Muyinga et du Kirimiro dans l'élaboration des plans d'actions,
- Sensibilisation des populations aux raisons d'adhérer à une MS et à ses concepts ;

**Niveau méso :**

- Réflexion sur le rôle de la Fédération des Unions de MS et appui dans l'élaboration de son plan d'action, Accompagnement de la PAMUSAB (présidence) dans son travail de plaidoyer,
- Organisation de diverses rencontres bilatérales (politiques, techniques, stratégiques,...) en lien avec les deux chantiers de plaidoyer : MS et privatisation de la filière café, Participation active aux ateliers sur le Programme National de protection sociale et contribution à son élaboration, Conduite et participation à des actions concrètes de plaidoyer sur la privatisation de la filière café ;

**Niveau macro :**

- Préparation à Bruxelles (13-15/10 et 5-7/12) puis co-organisation d'un atelier international de 6 jours sur la vision sociopolitique (Ngozi du 12 au 16/12/2011),
- Participation à l'atelier international sur l'économie sociale et solidaire (Brésil-Fortaleza, octobre 2011),
- Présentation et débat sur la privatisation de la filière café à des représentants d'ONG et des députés – Genève 17-19/11/2011,
- Présentation et débat sur la privatisation de la filière café à des représentants d'ONG et des parlementaires européens - Bruxelles le 8/12/2011),

**Résultat 2 – axe « compétences »****Niveau micro :**

- Réunions mensuelles de suivi des activités,
- Journées bilan semestrielles (planification, suivi et évaluation),
- visites des MS, des projets complémentaires, suivi de terrain quotidien (animateurs), bimensuel (assistante au coordonnateur), trimestrielle (coordonnateur),
- Formation des élus des MS de Bururi, Makamba, Mizero, Magarameza, Kayanza, Karusi, Butaganza et Bugenyuzi, Formation de recyclage des gérants des MS et des comités de surveillance du Munirwa, de l'Union Kirundo-Muyinga, Union de Kayanza, Union de Ngozi, Organisation des AG constitutives (MS de Butaganzwa, MS de Rugazi, MS de Korane),
- Contrôle formatif des MS (Gatara), Appui de 26 MS dans leur reconnaissance juridique, 5 Ateliers genre (Kirembe, Kabarore, Mugina et Korane et CNAC),
- Appui des MS dans l'adaptation de leurs textes pour qu'ils tiennent compte du genre (statuts et ROI),
- Mise en place de 25 cellules de veille sur l'inclusion du genre et de l'autonomie des femmes et organisation de séances de sensibilisation avec les



comités des femmes,

- Appui technique des comités de gestion des fonds rotatifs (mieux suivre les projets en cours) ;

Niveau méso :

- Accompagnement de la CNAC dans son travail de plaidoyer pour une privatisation qui inclut les caféiculteurs,
- Acquisition et formation à l'utilisation d'un logiciel de gestion analytique, Formation en GAR des responsables de l'ADISCO, Co-organisation de la sélection du secrétaire exécutif de la CNAC ;

Niveau macro : Visite d'initiatives d'économie sociale et solidaire dans le Nord Est du Brésil),

### Résultat 3 – axe « synergies »

Niveau micro :

- Accompagnement des Unions de MS,
- Négociations pour la signature des conventions avec les prestataires de soins (Bururi, Kirimiro,...) ;

Niveau méso :

- Accompagnement de la Fédération des Unions de MS,
- Recherche d'informations sur les conditions d'adhésion à la CANE (Collectif des Acteurs Non Etatiques),
- Soutien financier de la PAMUSAB (Plate-Forme des acteurs des mutuelles de santé du Burundi) ;

Niveau macro : Rencontre avec le syndicat HORVAL),

### Résultat 4 – axe « ressources »

Niveau micro :

- Appui aux caféiculteurs dans l'accès au crédit (lors de la mission SUPREMO),
- Mise en place de l'usine de Nyarunazi et de tous ses mécanismes de gestion,
- Réunions de sensibilisation pour l'adhésion aux MS (avec les animateurs endogènes, les comités de femmes, les comités des MS et les Présidents des Unions de MS),
- Suivi des projets d'activités complémentaires destinés à générer des revenus, Accompagnement des comités de gestion des fonds rotatifs au recouvrement ;

Niveau méso : Co-animation d'un atelier sur les appuis à la SC de l'UE ;

Niveau macro : Rédaction de deux demandes de financement : WBI (pharmacies mutuellistes) et Loterie nationale (FEMUSCABU))

### Ciblage prévu :

35 mutuelles et 5 Unions, Organisations communautaires de base : caféiculteurs mutualistes

G- BE25	Appui au développement local et à la participation citoyenne dans la	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
------------	--	-----------------------	----------------------	----------------------

	province de Cibitoke	4 491 644 €, dont 4M € - contribution de la Belgique	4 491 644 €	100%
<p>Le projet a débuté en décembre 2009 et doit s'achever en décembre 2013. Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R et G4R de la LI.</p> <p><b>Objectif</b> <span style="float: right;"><b>globaux :</b></span> « Assurer une bonne gouvernance dans la résolution des problèmes majeurs de développement local et communautaire ».</p> <p><b>Objectifs</b> <span style="float: right;"><b>spécifiques :</b></span> « Les autorités communales de Cibitoke contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté »</p> <p><b>Objectifs opérationnels :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités communales de maîtrise d'ouvrage du développement local.</li> <li>• Amélioration de la gouvernance administrative et financière des communes pour une meilleure gestion des services publics.</li> <li>• Renforcement des capacités des services centraux et déconcentrés de l'Etat pour améliorer le contrôle et l'appui-conseil aux communes</li> </ul>				
<p><b>Réalisations effectives :</b></p> <p>Les capacités communales de maîtrise d'ouvrage du développement local sont renforcées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La réalisation de l'étude de référence (il ne manque que la validation des indicateurs par la SMCL),</li> <li>• L'élaboration du manuel FADL,</li> <li>• Pour la mise en œuvre des PCDC ; <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ les dotations des communes leurs ont été notifiées ;</li> <li>✓ les administrateurs communaux, les conseillers techniques ont été formés aux procédures FADL et à l'élaboration de leur plan d'action triennal (PTD) d'où est issus les futurs projets financés sur le FADL.</li> <li>✓ Le règlement des arriérés de l'INSS, qui conditionnait la suite du FADL, a été complètement exécuté,</li> </ul> </li> <li>• Une 1ere évaluation des performances selon les procédures nationales a été soutenue par l'UGP,</li> <li>• Un audit organisationnel est en cours de préparation pour le début de l'année 2012,</li> <li>• Des appuis ponctuels à l'inspecteur de finances ont eu lieu</li> </ul> <p>La gouvernance administrative et financière est renforcée pour une meilleure gestion des services publics :</p>				

- Communes appuyées par 2 bureaux d'études pour améliorer la sincérité des budgets et la transparence de la comptabilité (sur base du manuel de procédures administrative et financière). Un des prestataires n'a pas donné satisfaction, production d'un rapport de mission sur les 7 attendus;
- Recrutement d'un expert administratif et financier en octobre 2011, au sein de l'UGP pour suivre et appuyer les communes en gestion administrative et financière ;
- Audit organisationnel organisé en 2012 (Etat des lieux des profils de l'administration communale) ;
- acquisition et distribution de formulaires comptables et de fournitures pour la tenue de la comptabilité et formation des équipes communales (Cinq formations en 2011, 160 personnes formées dont les personnels des communes sur L'évaluation des performances, Le manuel de procédures administratives et financières, Le manuel des procédures FADL, Initiation au code des marchés publics: ).
- Organisation de de 7 Tables rondes provinciales en 2011 avec les administrateurs et conseillers techniques communaux, le cabinet du gouverneur, et selon les thèmes (Restitution des consultations des parlementaires, Présentation du rapport 2010 et planification 2011 du PADLPC, Présentation du Manuel de Procédures administratives et financières, Harmonisation et lancement des prestations des bureaux FENRAJ et BECAF, Analyse du cadre logique dans le cadre de l'étude de référence du PADLPC, Présentation des résultats de l'étude de référence du PADLPC, Evaluation de la mise en application des procédures administratives et financières) les différents services techniques ou des personnes ressources.
- Appuis aux communes pour la mobilisation des impôts, taxes et revenus du patrimoine (Cette activité est issue de l'ancien résultat 3, aucune sous activité n'a été réalisée pour le moment.
- Elaboration et mise à disposition d'outils (Il était prévu l'élaboration du guide des marchés publics. Le marché a été infructueux 2 fois. Il est prévu de le relancer début 2012) ;

Les capacités des services centraux et déconcentrés de l'Etat sont renforcées pour améliorer le contrôle et l'appui-conseil aux communes :

- Appui au comité provincial de développement (Cette activité est principalement liée à l'organisation des CPD dans le cadre de la validation des DAP),
- Appui aux services de l'Etat pour le suivi et l'assistance conseil aux communes : (Les activités suivantes ont été financées sur l'ancien résultat 2)
- Appui logistique à la Direction des Finances Communales pour la réalisation de l'inspection des six communes de la province Cibitoke,
- Appui à la formation de 3 cadres de la Direction des Finances communales sur les nouvelles procédures budgétaires et comptables des communes,
- Appui à la DGD (Appui aux cadres de la Direction Générale de la Décentralisation et Direction Générale du Développement Communal pour participer aux différentes tables rondes),
- Appui à la DGAT (Cet appui est une requête issue du programme APIP concernant l'informatisation de la DGAT. Le PADLPC doit exécuter cette requête et bénéficier du reliquat de fonds de APIP)

#### **Ciblage prévu :-**

**Ciblage réel :** Pour cette année 2011, les acteurs communaux et les services déconcentrés ont été les premiers bénéficiaires des appuis du projet à savoir :

- Les six Administrateurs communaux dont cinq nouvellement investis ;
- Les six Présidents de Conseil Communal ;
- Les six Présidents des commissions économiques et financières des communes ;

- Les douze conseillers techniques communaux ;
- Les six comptables communaux ;
- Les caissiers communaux ;
- L'Inspection des finances Communales, le responsable de l'Antenne du plan et le conseiller du Gouverneur chargé des questions économiques et sociales ;

Le niveau central des Ministères en charge de la Décentralisation et du Développement Communal (contributions aux séances de travail sur les thématiques liées à la Décentralisation).

Les bénéficiaires directs sont les 500 000 habitants des six communes de la province de Cibitoke et les administrations communales de la Province.

G- BE30	Appui à la justice et au renforcement de l'Etat de droit dans la région du nord du Burundi (Kirundo, Muyinga, Ngozi, Kayanza)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
			131 724 €	7%
		Contribution belge – 2 000 000 €		

Le projet a été mené de décembre 2008 à décembre 2011.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R, G1R et G3R de la LI.

#### Objectif Global :

renforcement de l'Etat de droit au niveau de la justice à travers un cadre institutionnel approprié est renforcé

#### Objectif Spécifique :

Les capacités individuelles et organisationnelles pour rendre la justice plus performante sont renforcées à travers :

- une contribution permettant que le droit soit davantage adapté, diffusé, connu et compris par les acteurs de la justice, afin qu'il soit mieux appliqué dans les décisions judiciaires et que les citoyens bénéficient d'une meilleure justice
- une contribution pour améliorer l'administration et le fonctionnement de la justice, afin que celle-ci soit plus efficace, impartiale et équitable, conformément à l'objectif général de la Politique sectorielle du Ministère de la Justice (2006-2010).

#### Objectifs opérationnels :

- Les textes de lois, la jurisprudence et la doctrine sont compilés, diffusés et expliqués
- Les connaissances théoriques et pratiques des magistrats et des agents de l'ordre judiciaire sont renforcées
- Le Ministère de la Justice utilise des méthodes et outils de travail performants pour réaliser ses fonctions de coordination sectorielle et d'administration du système judiciaire

- Les juridictions sont mieux organisées pour contribuer à l'efficacité et l'équité de la justice

#### **Réalisations effectives** (année 1):

Avec le retrait de DFID, le projet s'est recentré sur les administrations ayant pour mandat d'assurer l'encadrement du système judiciaire tout en continuant à appuyer le développement du CFPJ (Volet C) afin d'assurer le renforcement des capacités des acteurs judiciaires.

#### **Résultat 1: Les lois sont harmonisées et adaptées :**

changements de pratiques professionnelles déjà perceptibles (planification, actions des TGI sur le terrain, début de coordination des acteurs) mais nécessitent un investissement encore plus important des acteurs judiciaires bénéficiaires et de la hiérarchie ministérielle et judiciaire (le projet a déjà attiré l'attention sur l'atteinte de ses limites « techniques »; des arbitrages institutionnels, politiques, devaient prendre le relai pour que les dynamiques soient suivies, pérennisées. C'est le cas notamment dans l'appui à la planification effectué et du problème de la transparence de la planification posée par certains acteurs judiciaires qui s'y opposent, c'est le cas également de l'absence de volonté des procureurs des provinces pour l'instant de s'investir davantage dans le pilotage des groupes techniques provinciaux laissant aux conseillers provinciaux du projet tout le travail. C'est pourquoi régulièrement dans le processus de circulation de l'information TOP-DOWN / BOTTOM UP du Programme Justice que le projet élabore notes de constats, informations de la hiérarchie sur les réalisations pour que tous soient conscients que si le niveau supérieur ne contrôle pas, le renforcement opéré ne sera pas pérenne et donc les résultats pour les justiciables ne seront pas atteints.

#### **Résultat2.**

Les effets des activités ne sont pas encore généralisables et il est trop tôt pour en tirer des conclusions sur l'atteinte effective du résultat. Le constat effectué par le projet est l'importance des formules d'appui-conseil qui ne nécessitent pas beaucoup de moyens matériels mais un appui notable en moyen humain (un expert pour un petit groupe de bénéficiaire) et un appui technique notable, en petit groupes et directement sur le lieu de travail des acteurs judiciaires. Les premiers appuis conseils dispensés en 2011 ont montré à court terme (pré-post tests) une amélioration de la compréhension des acteurs judiciaires de certains concepts, pratiques de base (exemple : appui en rédaction d'actes des secrétariats de parquet et greffe des TGI de Cibitoke et de Mwaro ou progression du savoir-faire constaté) mais la question demeure sur l'utilisation effective future de ces progrès par les acteurs judiciaires dans leur travail quotidien ; le projet suivra le processus. La collaboration du projet avec le CFPJ pour les formations (sessions spécifiques générales au corps d'acteurs judiciaires ciblés) permet au projet de rester dans sa dynamique « pilote » et d'alimenter le CFPJ par les appuis conseils réalisés. 2012, année 2 du projet permettra d'évaluer la contribution de ces actions à l'atteinte du résultat.

#### **Résultat3.**

La stratégie d'accueil des justiciables auprès des juridictions réalisée par le projet a été validée au niveau central au sein du Ministère de la Justice de sorte que l'action sera déployée dans une province puis progressivement dans les 3 autres à titre pilote. Pour l'instant aucun élément ne nous permet de considérer le degré d'atteinte par ces mesures du résultat. Notons tout de même l'appui central qui s'est opéré sur ce dossier. Pour développer des actions au niveau communal, le projet va se rapprocher notamment à Cibitoke du projet CTB décentralisation pour étudier les voies et moyens d'initier une dynamique.

G- BE33	Appui au Processus de Justice de Transition au Burundi - Caravane de Vérité	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		300 000 €	253 540 €	85%
<p>Le projet a été mené de février 2008 à février 2011. Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R, G1R, G4R et G3R de la LI.</p> <p><b>Objectif général:</b> Contribuer au processus de lutte contre l'impunité par la promotion de la justice de transition au Burundi.</p> <p><b>Objectifs spécifiques:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amener les populations à participer dans la définition des politiques de justice de transition au Burundi;</li> <li>• Sensibiliser la population à adhérer au processus opérationnel des mécanismes de justice de transition;</li> <li>• Vulgariser les travaux de la commission et leurs recommandations à travers toutes les couches de la population;</li> <li>• Inciter les autorités publiques à les mettre en application;</li> <li>• Susciter la création d'une mémoire collective du peuple burundais</li> </ul> <p><b>Objectifs opérationnels :</b></p>				
<p><b>Réalisations effectives (en aout 2009):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui des structures communautaires existantes de la société civile et du Comité de Pilotage Tripartite dans la mise en œuvre du projet. Réalisé.</li> <li>• Contact avec les partenaires étrangers. En cours.</li> <li>• Organisation d'un séminaire à l'intention du personnel de la caravane et des partenaires sur les stratégies de communication et les expériences des autres pays. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Deux responsables formés par l'ICTJ à la transmission des notions de justice de transition au personnel local ainsi qu'aux membres délégués par les partenaires locaux</li> <li>✓ Deux membres du personnel chargés de la conception des outils de sensibilisation formés : " Programme de formation sur la Justice de Transition et les principes des Consultations Nationales à l'intention des professionnels des médias » et « Stratégies de monitoring des consultations nationales au Burundi ».</li> <li>✓ En cours : Cette formation sera dispensée à tous les membres d'Iriba, bénévoles et salariés et à tous les collaborateurs locaux clés identifiés</li> </ul> </li> </ul>				

afin d'harmoniser les notions de base sur la justice de transition, de développer des stratégies de communication conjointes.

- Production et diffusion de spots publicitaires à travers tout le pays pour sensibiliser la population à la nécessité de participer au processus des consultations nationales. (Le film a été lancé officiellement le 25 juin 2009) et est en cours de projection à travers toutes les communes du Burundi jusqu'à la fin des consultations nationales prévue au mois de janvier 2010.
- Constitution d'une base de données des films sur la justice de transition.
  - ✓ Juillet – septembre 2009: Achat de films DVD et demande d'autorisations diverses (droits d'auteur, droit de traduction...)
  - ✓ Octobre 2009: Envoi des films sélectionnés au Burundi.
- Capitalisation des expériences des pays qui ont connu le processus de justice de transition : Publication de la Caravane de Vérité

#### Ciblage prévu :

- La masse populaire burundaise dans sa nouvelle configuration post conflit à savoir :
  - les nouveaux arrivants de retour d'exil depuis 1965,
  - les déplacés de l'intérieur du pays,
  - les rescapés des massacres et génocides,
  - les populations restées sur les collines.
- Les acteurs du conflit armé: l'armée burundaise nouvellement constituée d'anciens rebelles, d'anciens militaires de l'armée régulière, le corps de police.
- La diaspora burundaise installée principalement en Europe et au Canada depuis les années soixante.

#### Ciblage réel : -

G- BE34	Appui institutionnel et opérationnel à l'appareil judiciaire et pénitentiaire	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		8 700 000€	1 542 076 €	18%

Le projet a été mené de janvier 2006 à février 2010

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G7R, G1R, G4R et G3R de la LI.

#### Objectif Global

Contribuer au renforcement de l'Etat de droit au Burundi.

### Objectif Spécifique

L'accès à une justice équitable, crédible et efficace dans le Centre-Ouest du Burundi (Mwaro, Muramvya, Bubanza et Cibitoke) est amélioré.

### Objectifs opérationnels :

- Les institutions de la chaîne judiciaire fonctionnent de manière plus efficace.
- La qualité de la justice rendue est améliorée.
- Les citoyens sont mieux informés et sont responsabilisés par rapport au système de la justice.

### Réalisations effectives (retrait de DFID, néanmoins) :

- Organisation d'une étude sur l'adéquation du corpus législatif burundais avec la constitution, les standards internationaux et l'évolution de la société ainsi qu'une priorisation des actes à réviser, validée par une assemblée composée de tous les acteurs intervenant dans le processus législatif puis présentée dans un atelier sur les missions du SNL.
- La réalisation, en partenariat avec le CEDJ, d'un glossaire juridique bilingue au bénéfice de tous les acteurs du secteur de la justice
- les activités d'« organisation du CEDJ est renforcée » ont été maintenues :
  - ✓ renforcement institutionnel, opérationnel et individuel du CEDJ.
  - ✓ Mandat du CEDJ clarifié
  - ✓ Collaboration à mettre en œuvre avec la CS clarifiée
  - ✓ mise en place d'un comité de suivi des publications (CSP) qui est en charge de définir la stratégie éditoriale du CEDJ.
  - ✓ le staff administratif et informatique formé sur les logiciels d'édition
  - ✓ pools de juriste une formées en rédaction juridique (indexation, mot-clé, référencement).
- modification des méthodologies de production :
  - ✓ BOB est maintenant réalisé en framemaker
  - ✓ Le CEDJ a édité deux ouvrages thématiques

### Résultat 3 :

- CFPJ est fonctionnel depuis 2010 (devançant les résultats escomptés) , la CTB a été le premier partenaire à inscrire ses formations dans le cadre du centre favorisant une plus grande capitalisation et devenant un agent de coordination entre les PTF (BNUB, TDH, PABG) et l'institution.
- La formation des magistrats des tribunaux de résidence en complémentarité avec le PABG influence positivement la manière de fonctionner des



tribunaux de résidence, la rédaction des jugements, le management des services et l'accessibilité de la justice pour le justiciable.

- validation par le CFPJ d'un module sur la justice juvénile et la définition d'une formation au bénéfice des magistrats supérieurs est un résultat inattendu et fera l'objet d'une mise en œuvre en 2012.

Résultat 4 (assez mitigé lors des deux premières années du projet) :

- L'informatisation du Ministère de la Justice a fait l'objet d'une planification stratégique.
- L'élaboration de la politique sectorielle avec une commission du Ministère et de la politique pénale a permis une réelle appropriation renforcée par la tenue de réunion de service afin de communiquer la planification du Ministère de la Justice.
- La gestion documentaire a été lancée au sein des services centraux, à titre pilote, à la Direction de l'organisation judiciaire.
- La coordination a permis de structurer le dialogue politique et technique et de faire avancer certains dossiers dont le renforcement de l'encadrement hiérarchique par le Ministère de la Justice, la mise en place du CFPJ, la réalisation de la politique sectorielle, l'évaluation du secteur dans le cadre du CSLP et CSCP et la réduction de la surpopulation carcérale.
- Un système d'information et de suivi de l'activité judiciaire est en cours d'implémentation par le service de statistique judiciaire.
- le soutien aux inspections de la DGAP et de l'IGN a été complété par des outils de récolte, d'analyse et de suivi.

Résultat 5 : la Cour Suprême met petit à petit en place un système d'encadrement et de contrôle hiérarchique interne qui permet de suivre l'action des juridictions inférieures et de promouvoir l'interprétation et l'application correctes de la loi.

- Les causeries judiciaires constituent un autre moyen de mettre tous les magistrats ensemble et d'échanger sur les méthodes de travail, de les harmoniser et de s'enquérir des difficultés vécues. Les causeries judiciaires constituent aussi le meilleur moyen de sensibiliser autour des actions de soutien et de collaboration entre la justice et l'administration locale dans le partage et l'utilisation efficiente des moyens
- La mise en place d'un Bureau d'accueil qui fonctionne offre la possibilité d'accueillir et d'informer les justiciables, d'effectuer un filtrage des dossiers et de réduire le nombre de demandes et de recours en cassation.
- Il est patent qu'il y a depuis le début du projet une augmentation du nombre de décisions judiciaires stimulé par le bureau d'accueil, les itinérances, l'assistance technique et l'encadrement des magistrats. Cependant l'augmentation de la demande de justice devant la Cour Suprême est largement supérieure créant une augmentation du nombre de dossiers pendants.
- 

G- EU1	L'émergence du droit à un procès équitable pour les victimes de torture au Burundi (via ONG ASF)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		1 048 094 €	1 026 710 €	98%

Le projet a débuté de 1er janvier 2008 et doit s'achever le 31/12/2016

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**Objectif Général :**

Contribuer à la lutte contre la torture et prévenir les actes de torture commis par les agents de l'état. Le projet visent un changement culturel en profondeur dans le pays, il s'adresse tant aux victimes de la torture, qu'aux potentiels tortionnaires et fonctionnaires.

**Objectifs Spécifiques :**

- Faciliter l'accès à la justice des victimes de torture
- Renforcer les capacités des acteurs judiciaires, administratifs et policiers pour une prévention de la torture et pour une meilleure prise en charge des victimes de torture et mettre fin à l'impunité des auteurs.
- Promouvoir le droit et sensibiliser la population à la problématique de la torture.

**Réalisations effectives :**

- 219 visites dans les 11 prisons du pays et les 137 cachots communaux et ceux de la police, qui ont permis la sensibilisation de 5650 détenus
- 335 consultations individuelles ont été données
- 53 cas d'allégation de torture ont été confiés aux avocats
- 8 débats radiophoniques en kirundi et en français sur les 10 prévus
- 170 cas de tortures retenus sur les 250-300 déclarés, 9 dossiers pendants, 7 dossiers jugés
- 6 tables rondes et une formation des magistrats militaires ont été organisées
- Depuis juillet 2007, des sessions de formations sont organisées pour les magistrats et militaires, effets :
  - ✓ Remise à niveau des bénéficiaires,
  - ✓ jugements mieux motivés,
  - ✓ meilleur traitement des dossiers,
  - ✓ harmonisation du corps
- Mise en place d'un réseau de relais en cours (doivent transmettre le message au reste de la population après sa formation, servir d'interface, informer et sensibiliser les victimes et les orienter vers la justice)

G- EU2	Programme d'appui à la Bonne Gouvernance	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		25 120 205 €	18 903 901 €	75%

Le projet a été mené de 07/02/2007 à 31/12/2010.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**L'objectif global**

contribuer au renforcement du processus de paix et de croissance au Burundi, dans une perspective de lutte contre la pauvreté, de développement durable et d'égalité des genres.

L'objectif spécifique est de promouvoir un contexte de bonne gouvernance participative et d'Etat de droit. Cet objectif s'articule autour de trois composantes :

- le renforcement de l'Etat de droit,
- l'accompagnement d'une gestion transparente et équitable des affaires publiques,
- l'accompagnement et l'avancement du processus de décentralisation

**Réalisations effectives :**

**La justice de proximité :**

**PGB Tribunal de Résidence (TR) :**

- 44 TR construits/réhabilités
- Les juges de 74 TR ont bénéficié d'une formation
- Autonomisation financière des TR en cours : mise en place de 63 CLJ dont 36 opérationnels
- IGJ a été techniquement, matériellement et humainement renforcée
- Mise en service de 3 bureaux communaux d'aide juridique

**La décentralisation :**

- Amélioration de la gouvernance locale,
- formation étendue à l'ensemble de territoire (nouveaux administrateurs estimés à 70%, décentralisation des services de base pour le foncier uniquement

**Le PCDC :**

- 116 PCDC validés au niveau communal dont 109 au niveau ministériel
- CCDC en place dans toutes les communes
- 240 micro projets déjà mis en œuvre dans la zone PBG
- 4 programmes de développement rural vont utiliser

**Processus de décentralisation des terres lancé :**

- les deux services fonciers pilotes fonctionnent
- 6 autres guichets soutenus par AVSI et ADPH sont sur le point d'être opérationnel. (peu de certificats fonciers sont retirés à ce stade)

**Les capacités, l'indépendance et les performances de la justice sont renforcées et plus spécialement la justice de proximité**

**Réorganisation et renforcement du statut, carrière et compétences du personnel judiciaire en général et celui des Tribunaux de Résidence en particulier :**

- recueil de textes sur l'indépendance de la magistrature et les qualités du juge
- charte de déontologie
- module de déontologie destiné à la formation des magistrats des TR ;

**Formation des TR**

- 450 magistrats des 72 TR de la zone d'intervention GN ont bénéficié de formations
- Formation de 15 formateurs
- 75 Session de formation (avril 2009 à mai 2010)

**Promotion de l'équilibre en genre dans la représentativité de la justice**

- Octroi de 13 bourses à des femmes chercheuses
- Dans le cadre de l'AO « *Campagne d'information, d'éducation et de communication sur le rôle des femmes dans un Etat de droit* » : 12 émissions radio + 30 pièces théâtrales
- 2 ateliers de réflexion en collaboration avec l'université Lumière.

**Appui à la direction des titres fonciers :**

- Etude sur modernisation TF
- Mise en œuvre plan de modernisation sur Gitega (Archivage, scannage et base données)
- Etude extension bureau Buja
- Voyage d'étude Madagascar

**Appui aux juridictions administratives :**

- Atelier d'identification

- Séminaire « rédaction et motivation des arrêts »
- Conférence Justice administrative et droits de l'homme
- Réalisation et diffusion d'un code annoté
- Formation contentieux de la F et droit des marchés publics

**Renforcement de la chaîne pénale :**

- Contrat de subvention Rcn pour logiciel chaîne pénale
- 41 ordinateurs et 23 imprimantes, onduleurs et multiprises dans 3 provinces (Ruyigi, Gitega, et Bururi)

**Appui à la réforme du fonctionnement des TR, reconstruction/réhabilitation et équipement des TR :**

- Mise en place des comités techniques locaux
- Infrastructure DP1
- 31 TR construits +9 réhabilités
- 4 TR réhabilité en voie de réception
- 44 TR équipés

**Réhabilitation de 4 prisons**

2 secteurs construits (femmes/mineurs) X 4 prisons.

**Les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que la réconciliation nationale sont promus et renforcés**

**Révision et adaptation du cadre juridique et institutionnel de protection des DH**

- code pénal réalisé (BINUB)
- trois projets sur la dépénalisation des délits de presse bloqués

**Appui mise en place Commission vérité et réconciliation**

- Mandat très politique pertinemment confié au BINUB
- Appui conseil aux acteurs de base en matière de renforcement des mécanismes de résolution :
  - 88 séances de sensibilisation,
  - 440 affiches,

- 4300 brochures diffusées

### **Appui au conseil et à l'assistance**

- Appui conseil aux populations et aux acteurs à la base :
  - outils réalisés
  - Formation des formateurs en cours.
- Deux juristes X 4 prisons (sous traité à PRI) pour 18 mois
- Expérience pilote : service juridique au niveau de 3 communes

### **Appui aux centres universitaires et médias**

- Pas d'activité sur les cursus
- Contrat de subvention au centre de recherche de la chaire Unesco et subventions sectorielles à média

### **Les capacités de la police civile de proximités sont renforcées**

#### **Renforcement des capacités de la police communale**

- Mauvaise identification : il n'existe pas de commissariats.
- construction de 4 postes de police communaux : Réalisés à 80 %.
- Formation Administrateurs communaux (police communale), Non réalisée

#### **Promotion dialogue entre police et population**

- Appel à proposition infructueux.
- Deux audits en communication (i) interne et (ii) externe réalisés.
- Plan de communication.
- Création d'une pièce de théâtre non encore exploitée.
- Outils complémentaires en cours de fabrication

### **GESTION TRANSPARENTE ET EQUITABLE DES AFFAIRES PUBLIQUES**

#### **L'Etat met en œuvre une stratégie de gestion transparente et équitable des affaires publiques**

#### **Soutien à l'amélioration des procédures F et H au sein des Ministères**

- Audit organisationnel du MJ réalisé

- Audit organisationnel du ministère Décentralisation réalisé
- Audit ministère Bonne Gouvernance réalisé

#### **Soutien à la mise en œuvre de la BG adm dans les Ministères**

La formation dispensée en management / planification / gestion des ressources humaines a souffert de l'absence d'audit préalable ou absence impact audits.

#### **Appui aux réunions de coordination sectorielles Gouvernement-PTF nationale de prévention et de lutte contre la corruption et coopération avec les autres Ministères concernés par le Projet**

Excellente coordination pour le volet décentralisation, bonne pour le volet justice, moyenne + avec le Ministère de la solidarité, et très moyenne - avec le Ministère BG. validée niveau gouvernement. Accord du ministre pour définition plan action lutte anti-corruption appuyé par GN

#### **L'application des méthodes de BG administratives suivies et évaluées**

NON mis œuvre

Résultat mal formulé. Renvoi à appui à l'IGE, organe de contrôle interne de l'exécutif

#### **ACCOMPAGNEMENT ET AVANCEMENT DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION**

##### **Le dispositif législatif et réglementaire de la décentralisation est complété**

##### **Revue du dispositif législatif et réglementaire / Concertation avec les administrateurs communaux**

Appui au renforcement du processus de sécurisation du régime foncier de manière décentralisée et formations spécifiques d'agents communaux dans ce cadre :

- structuration des CCDC
- fonctionnement du Comité de pilotage du processus de formulation de la politique nationale de décentralisation.
- L'ensemble des mairies des 8 provinces sont équipées en informatique
- Equipement des 8 provinces en motos

##### **Appui à la mise en œuvre d'outils d'aide à la gestion communale Formation des élus et du personnel communal notamment à la gestion des Finances locales**

- Formation des formateurs sur :
  - ✓ *les concepts de base*
  - ✓ *l'exécution budget communal* dans toutes les communes du pays (129) sauf mairie Bujumbura Rutana : 2 X 116 pers. X 6 j
- Formation des bénéficiaires sur ces 2 modules (18 bénéf. x 116 communes x 6 jours pour concept de base et 5 x 101 communes x 6 jours).

- Projet code foncier révisé et bloqué au niveau du Parlement
- Décret présidentiel sur Lettre politique foncière.

**Une méthode de planification participative du dvt communal est définie et les plans d'investissements des communes sont élaborés et mis en œuvre**

**Appui à la mise en place outils de planification / Définition concertée d'une approche méthodologique de planification du développement communal /**

**Appui à la mise en place outils de planification / Renforcement des capacités des communes en matière de maîtrise d'ouvrage et investissement :**

- Guide de planification terminé et diffusé dans tout le pays lors d'ateliers régionaux
- CCDC en place dans toutes les communes. A partir de ce Comité ont été mis en place (i) l'équipe communale de planification (ii) le comité de gestion des infrastructures
- 116 PCDC validés au niveau communal dont 109 au niveau ministériel
- Base de données : Etat des lieux réalisé par le PNUD en 2005 pour tout le pays sauf Bujumbura mairie et rural. GN a complété Buja rural. Base données PCDC par GN via site internet
- Budget alimenté par les bailleurs (PRADECS) mais FONIC peu alimenté (2 % des seconds micro projet financés par Pradecs. Les premiers avaient été financés par les communes)
- Formation sur processus de passation des marchés et la gestion financière. (6 jours X 10 pers. X 60 communes de la zone d'intervention sauf Buja mairie). Pradecs a dupliqué dans sa zone d'intervention (8 provinces). Rutana pris en charge par le FENU (même méthodologie)

**Les capacités des services centraux et déconcentrés de l'administration sont adaptées et renforcées**

Etat des lieux et révision du cadre juridique et des services du Ministère de l'Intérieur et des services provinciaux/ Renforcement capacités services centraux et déconcentrés :

- Audit organisationnel du M. de la décentralisation a été réalisé. Celui du M. de l'intérieur a été refusé par le bénéficiaire
- Ont été **formés** sur le processus de décentralisation : les Directeurs de la décentralisation et des finances communales, un inspecteur d'Etat, et le conseiller national décentralisation du Programme
- Formation sur le cycle de projet : (30 cadres des M. de l'intérieur, de la décentralisation et de la BG) x (10 jours)
- Formation sur le pilotage de la décentralisation : (30 cadres des M + Fonnic + santé) x (10 jours)
- Un voyage d'études :
  - ✓ Rwanda : Vice-ministre du développement communal et FONIC, ainsi qu'un atelier de réflexion regroupant les CP, les gouverneurs, et leur staff.
  - ✓ Rwanda : M. décentralisation et santé ;
  - ✓ Bénin avec M intérieur et 2 gouverneurs de province.



- **Equipment :** Les deux DG du Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal (DGAT/DGMAD) ont réceptionné 21 unités informatiques complètes + mobilier.

G- EU5	Promotion de la liberté d'expression au Burundi (via ONG SFCG)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		943 434 €	943 434 €	100%

Le projet a été mené de 1er janvier 2007 à 31 mai 2009.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**Objectif global :** Promouvoir l'effectivité de la liberté d'expression au Burundi en incluant les groupes marginalisés et isolés

**Objectif spécifique :**

- renforcer les capacités des femmes et des hommes journalistes et des médias pour augmenter leur professionnalisme, leur responsabilité, et leur autonomie afin de renforcer le processus démocratique
- Etendre et améliorer la couverture médiatique en donnant une voix aux groupes marginalisés et isolés et en améliorant leur accès à l'information

**Objectifs opérationnels :**

**Réalisations effectives :**

« **Promotion de la liberté d'expression au Burundi** »

- 120 journalistes formés sur le journalisme responsable et le management des projets ;
- Tables rondes et émissions hebdomadaires sur la liberté d'expression ;
- Diffusion de programmes et émissions radio dans les marchés ;
- Séances d'échange et de feedbacks dans les Clubs d'écoute sur les émissions produites par le studio Ijambo et les autres radios et portant sur la liberté d'expression

« **Appui à la réconciliation nationale au Burundi** »

- Au total 3627 litiges ont été réglés par la CNTB et les autorités locales grâce à l'appui de SFCG dans les 17 provinces du Burundi
- 42 séances de formation dont 37 sur la résolution pacifique des conflits et 5 sur la transformation des conflits
- 5 journées de solidarité ;
- 39 tables rondes dont :

- ✓ 27 traitants du thème de la justice transitionnelle,
- ✓ 12 portants sur le rôle de la Commission Nationale Terre et autres Biens (CNTB),
- ✓ 5 sur l'élaboration de projets communautaires,
- ✓ 4 consacrés à la préparation des événements de solidarité, 3 sur la résolution pacifique des conflits

**« Promotion de la gouvernance démocratique au Burundi »**

- 6 formations dans 25 communes
- 15 Parlements Scolaires fonctionnels mis en place auxquels participent 322 députés juniors dont 45% de filles
- députés juniors formés sur les procédures législatives, le rôle et les relations entre institutions, la séparation des pouvoirs et le fonctionnement d'un Parlement
- Formations supplémentaires en résolution pacifique des conflits, communication non violente, éducation citoyenne
- 2 visites au Sénat et 2 visites à l'Assemblée Nationale pour le Président et le Vice-président de chaque Parlement Scolaire
- 74 émissions sur les Parlements Scolaires ont été produites

**Ciblage prévu :**

- Journalistes
- Institutions de médias, organes de presse et structures de réglementation (privées et publiques)
- Groupes marginalisés et isolés (populations en générale)
- Gouvernement et institutions étatiques

G-EU8	Programme d'appui à la justice au Burundi : Pour une égale protection devant la loi: Volet projet d'Appui à la société civile (via ONG RCN)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		952 041 €	952 041 €	100%

Le projet a été mené de 1<sup>er</sup> janvier 2006 à 1<sup>er</sup> février 2008.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**objectif général :** « La justice est accessible, reconnue par tous les citoyens burundais, et offre une égale protection devant la loi » et un objectif spécifique : « la société civile reprend progressivement confiance en la justice et devient actrice dans la promotion des valeurs de justice et de démocratie ».

**Objectifs opérationnels :**

- l'ouverture d'espaces de dialogues et de démocratie est encouragée ;
- la population est sensibilisée aux droits humains fondamentaux et aux valeurs positives qui les fondent ;

- les associations locales sont renforcées dans leurs compétences et expertise du droit.

#### **Réalisations effectives :**

##### **L'ouverture d'espace de dialogue et de démocratie est encouragée :**

- 200 représentations des pièces de théâtre « SI AYO GUHORA » et « HABUZE IKI ? » sur les collines du Burundi à l'attention d'un total de 160 000 spectateurs, ce qui représente une moyenne de 800 personnes par représentation (estimation réalisée sur base des résultats déjà atteints en 2004).
- Au travers des groupes de parole création d'un lieu de dialogue, d'écoute et de compilation des doléances et propositions de la population sur les questions de justice.
- Diffusion de 400 supports vidéo/DVD des spectacles à l'attention des associations culturelles et de droits de défense et de promotion des droits de l'Homme.
- Diffusion des supports audiovisuels de chacune des pièces à la Radio Télévision Nationale du Burundi, public estimé à 240 000 téléspectateurs (2 X 120 000 téléspectateurs).
- Diffusion des supports audiovisuels de chacune des pièces dans le cadre d'un cinéma mobile.
- 

##### **La population est sensibilisée aux droits humains fondamentaux et aux valeurs positives qui les fondent :**

- Double diffusions de 104 émissions radiophonique « Ntunganiriza » d'information et de promotion des droits à l'attention de 500 000 auditeurs radiophonique.
- Réalisation de 104 émissions développant l'ensemble des thématiques et problématiques de droits qui intéressent la population au quotidien. Ces émissions sont des sources juridique, historique, sociologique et anthropologique reproductibles à tout instant.
- 3500 livres de lecture rassemblant une série de contes issus des valeurs culturelles et sociales burundaises porteuses de sens de justice sont publiés et distribués à un groupe test d'institutions du secteur éducatif.
- 1080 autorités de base (bashigantahe, administrateurs communaux, chefs de colline, magistrats des tribunaux de résidence, représentants de la société civile, Officiers de Police Judiciaire) participeront aux séminaires de promotion de la justice.

##### **Les associations locales sont renforcées dans leurs compétences et expertise du droit :**

- 160 membres de 24 associations de la société civile implantées en milieu rural, bénéficient de 3 modules de formation portant sur « Les procédures judiciaires / Comment saisir la Justice ? » « Comment le droit protège-t-il la famille, la femme et l'enfant ? » « Elaboration de projet de promotion du droit ».
- les 24 associations bénéficiaires ont l'opportunité d'être soutenues dans la conception et la réalisation d'un projet qui s'inscrit dans la promotion et

la défense des droits humains.

- Les associations urbaines de défense et de promotion des droits humains, ont l'opportunité de bénéficier d'un appui dans le cadre d'initiatives de promotion et de défense des droits humains.
- 60 000 outils de vulgarisation du droit seront conçus et diffusés aux associations de la société civile pour leurs activités d'information et de sensibilisation de leur public cible.
- des ouvrages juridiques et de doctrine du droit et des droits de l'Homme sont mis à la disposition des associations locales de promotion et de défense des droits humains.

#### Ciblage prévu et réel :

##### Les groupes cibles:

- 160 représentants de 24 associations rurales « partenaires » (formations et soutien à la réalisation de projets) ;
- 50 associations rurales et urbaines de la société civile (appui en documentation/OV et soutiens ponctuels)
- 120 000 spectateurs (pour les 2 spectacles et leur projection)
- 120 000 téléspectateurs
- 500 000 auditeurs radio
- milieux éducationnels : les écoles, centres d'alphabétisation, associations, commissions religieuses, villages SOS enfants ...
- 1080 représentants des autorités de base (administrateurs locaux, Bashingantahe, magistrats)

**Bénéficiaires directs :** la population rurale et urbaine au sens large ; la population en conflit avec la loi ; les populations discriminées ; les réfugiés et déplacés ; les enfants scolarisés ; les membres des associations de la société civile ; les groupes et catégories de populations dont les associations défendent les droits (orphelins, femmes, enfants, ...)

**Bénéficiaires indirects :** l'ensemble des justiciables à l'échelle nationale ; par un effet multiplicateur : transmission des acquis des publics cibles vers leurs cercles social et professionnel élargis ; par un effet de prévention de conflit : l'ensemble de la population de la sous-région est visée.

G- FR1	MAEE - Participation au Plan d'appui commun aux médias (PACAM)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		3 000 000 €	3000 000 €	100%

Le projet a été mené de 1<sup>er</sup> avril 2009 à 20 décembre 2010.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**Objectifs opérationnels :**

L'orientation stratégique du PACAM s'articule sur 6 axes :

- Appui à la régulation et l'autorégulation des médias.
- Appui à la synergie des médias en périodes préélectorale, électorale et post-électorale.
- Formations générales et professionnelles : renforcement des capacités des instances, associations et médias (techniques journalistiques, « coaching » in situ, formations juridiques, connaissance des textes réglementaires et électoraux, etc.).
- Appui technique conjoncturel (équipement, logistique, etc.).
- Appui à la gestion managériale : en matière de gestion des « entreprises-médias » et des directions rédactionnelles (y compris les cadres intermédiaires).
- Production de programmes et reportages, constitution et formation d'un « Pool de journalistes spécialisés » opérationnel pour la couverture de l'actualité électorale.

**Réalisations effectives :**

- « Le club de la presse » (émission hebdomadaire « club de la presse » visant à promouvoir le débat d'idées, la règle de droit, la bonne gouvernance) . production sans interruption depuis mars 2011 jusqu'en janvier 2012, date de rédaction de ce rapport.
- l'émission TV est aussi reprise par 5 radios et un hebdomadaire (IWACU) fait un compte-rendu écrit des grands thèmes développés. Les professionnels des médias se sont approprié l'émission qui est encouragée par l'Observatoire de la Presse Burundaise (OPB) et où participent volontiers le Vice-président de l'instance de régulation (CNC). L'émission est en français.
- « Allons à l'essentiel » (émission faite des reportages recueillis sur le terrain où les populations rurales soulèvent les défis sur les enjeux de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et élevage et sensibiliser les décideurs politiques sur ces thématiques) a été diffusé hebdomadairement sur 5 radios (Rema FM, Bonesha FM, Isanganiro, Radio Culture, RPA et STAR FM). Entre juin et décembre 2011, 16 émissions ont été produites dont 4 sur l'éducation, 4 sur la santé, 4 sur l'agriculture et l'élevage et 4 sur la problématique de l'emploi. Une convention de subvention a été établie pour une période de 6 mois entre le poste et l'Institut Panos Paris.
- « La vie des institutions » : établissement d'une convention entre le poste avec le Journal IWACU comme chef de file de la presse écrite. Cet appui a

permis la production d'un page hebdomadaire pendant 20 semaines diffusée de manière concomitante et commune dans trois journaux de ligne éditoriale différente (Le Renouveau (journal d'Etat), Iwacu (journal privé) et Arc-En-Ciel (journal privé). Les articles produits en commun par ces 3 organes de presse ont traité de la règle de droit, la gouvernance démocratique, la santé, l'éducation, la lutte contre la pauvreté, etc.). Un formateur français, M. Jean-Claude Allanic (invité sur les crédits bourses et invitations) a encadré les journalistes lors d'une session spéciale.

### La formation professionnelle

- La formation « marketing radio », du 10 au 15 octobre 2011 formation sur :
  - ✓ audience d'écoute,
  - ✓ identité propre du média,
  - ✓ développement d'un secteur marketing indispensable.

L'objectif était de s'approprier la méthodologie et les stratégies de conquête d'annonceurs publicitaires. Ouvert à un éventail exhaustif de médias (Rema FM, RTNB, TV Renaissance, Bonesha FM, radio Culture, Isanganiro), ce séminaire était d'abord destiné aux dirigeants des médias. Ceux-ci n'ont pas daigné venir suivre (ou pour partie) le séminaire. Cependant les attachés commerciaux, administratifs (une douzaine) envoyés ont vivement apprécié la formation et mis en avant la faiblesse et la méconnaissance du secteur

- la formation presse écrite :
  - ✓ Intervention 1 (du 07 au 11 novembre 2011) - Les fondamentaux de l'écriture journalistique. Neuf journalistes ont participé à cet atelier: 3 pour « Iwacu », 2 pour Net Press, 2 pour « Arc en ciel » et 2 pour « Le Renouveau ».
  - ✓ Intervention 2 (du 14 au 16 novembre 2011) -Enquête institutionnelle commune à trois médias (« Le Renouveau », « Arc en ciel » et « Iwacu »).
  - ✓ Intervention 3 : le coaching à IWACU (sur un jour et demi) Analyse critique du nouveau magazine mensuel et manière d'améliorer la rédaction des titres de l'hebdomadaire afin de les rendre plus attrayants et plus percutants.
- La formation journaliste-reporter d'images : Le formateur a été « plébiscité » par l'opérateur IPP ainsi que par les stagiaires. La RTNB a envoyé plus de stagiaires que de places proposées. Les médias bénéficiaires (RTNB, TV Salama, TV Héritage, TV Renaissance) ont demandé à ce que cette formation soit renouvelée pour d'autres groupes et qu'une formation d'un degré supérieur puissent enchaîner cette formation.

G-FR2	MAEE - Projet FSP 2007 - 29 "Crédit Déconcentré / Fonds Social de Développement - Sortie de crise"	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		1 500 000 €	1 500 000 €	100%

Le projet a été mené de novembre 2007 à novembre 2010.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**Objectifs spécifiques:**

Mis à part les appuis budgétaires, dont la poursuite, au moins à court terme, serait justifiée, compte tenu du contexte budgétaire prévisible dans les prochaines années, pour les cinq années à venir, les actions de l'aide publique française au Burundi seront donc concentrées sur les axes stratégiques suivants :

- la reconstruction du système éducatif;
- la gouvernance démocratique et la consolidation de l'Etat de droit ;
- la formation des élites ;
- le soutien et la promotion de la langue française.
- l'appui à la réinsertion socio-économique des populations vulnérables.

**Objectifs opérationnels :**

Sur le plan opérationnel, et afin d'identifier, négocier et instruire dans des délais raisonnables de nouveaux projets, les stratégies suivantes mises en place il y a deux ans restent en vigueur :

- concentrer les interventions sur un nombre restreint de projets de taille importante afin d'en faciliter l'instruction, la gestion et le suivi, de même que la visibilité et l'impact par rapport aux interventions des autres bailleurs de fonds ;
- cibler des interventions spécifiques pour en assurer la lisibilité ;
- enfin, mettre en synergie, dans le cadre des interventions retenues, l'ensemble des instruments de l'aide publique française (bourses, assistance technique, invitations, missions, Fonds de Solidarité Prioritaire).

Les prérogatives qui sont données à la cellule dans la convention AFVP-SCAC sont les suivantes:

- apporter conseil et appui aux porteurs de projets
- mettre au point et rédiger des fiches d'analyse à l'intention de l'Ambassade de France
- mettre en place des outils de suivi et évaluations
- assurer le suivi et l'évaluation des projets

**Réalisations effectives :**

En 2008, le travail de la Cellule s'est resserré sur deux axes :

- le suivi des projets en cours
- l'étude de nouveaux projets

La prospection a pris une part marginale du travail car les acteurs connaissent mieux les critères de sélection et, par conséquent, le nombre de projet déposé est en baisse (mais leur qualité en hausse).

**Suivi des projets en cours** (financés en 2006 et 2007) :

- Le projet de jardin public de l'association « Action Ceinture Verte pour l'Environnement, ACVE » est quasiment achevé, le jardin est entretenu même si l'association connaît encore des difficultés pour trouver les moyens financiers d'assurer le fonctionnement. Il sera inauguré le 7 mars 2009.
- Le Centre de Formation de l'association « Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et malades du Sida, ANSS » et la Cantine fonctionnent. Il y a eu quelques difficultés pour finir les travaux, une médiation a été nécessaire, les détails de finition sont sur le point d'être achevés. Les nouveaux bâtiments seront inaugurés le 26 février 2009 en présence de Rama Yade, Secrétaire d'Etat chargée des Affaires Etrangères et des Droits de l'Homme.
- La relance de l'hôpital de Buye par la Croix-Rouge Burundi est quasi-achevée également. Reste un problème de citerne d'eau qui devrait se régler au début de cette année.
- Le projet d'appui à la conservation du poisson est toujours en cours. Un volontaire des Pays de la Loire est arrivé en juillet et s'occupe de près de ce projet. Il doit renforcer les capacités de l'Association pour le Développement et l'Encadrement des Pêcheurs de Rumonge « ADEP ». La Cellule suit attentivement son travail et apporte des conseils sur la méthode en le laissant gérer le projet directement avec les pêcheurs. Ceci rend plus cohérent l'intervention car ils ne sont en relation qu'avec une seule personne. La machine à glace fonctionne depuis octobre et la commercialisation de la glace est en cours.
- Le projet de Tournoi de football féminin pour la lutte contre les violences faites aux femmes avec la Fédération de Football du Burundi, « FFB » s'est bien déroulé et s'est achevé en 2008.

**Etudes des nouveaux projets** (En 2008, trois projets ont été effectivement financés):

- la réhabilitation de la piscine et du gymnase du campus Kiriri pour un montant de 116 774 euros.
- les événements pour la paix et la réconciliation dans les quartiers nord de Bujumbura pour un montant de 116 000 euros
- les équipements des ateliers de menuiserie du Centre de Formation Professionnelle de Kanyosha pour un montant de 29 115 euros..
- 

**Ciblage prévu :**

bénéficiaire : Burundi (Etat, société civile, organisations internationales). La Cellule FSD s'est efforcée de promouvoir la diversité géographique des dossiers qu'elle sélectionnait. Ainsi, de nombreux projets subventionnés par l'enveloppe 2004 couvrent tout le pays, et ce sont dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bubanza, Gitega et Bujumbura Rural que l'on retrouve le plus d'interventions.

G- PB2	CNCA AID COORDINATION	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		2 413 674 €	625 599 €	26%



Le projet a été mené de janvier 2008 à janvier 2010.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

#### **Objectifs opérationnels :**

- Elaborer un mécanisme de collecte, de partage et de dissémination de l'information, y compris par le groupe de Coordination des Partenaires (GCP) en tenant compte des deux cadres stratégiques : le CSLP et le CSCP
- Mise en place d'un nouveau Système de Gestion de l'Information sur l'Aide (AMP) et son internalisation auprès des différents acteurs nationaux et internationaux impliqués dans ce domaine
- Analyser l'impact du soutien des partenaires sur l'exécution du CSLP
- Appuyer à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'Aide
- Renforcement des capacités institutionnelles du Secrétariat Permanent du CNCA

#### **Réalisations effectives (2010) :**

- L'accélération du fonctionnement et de l'opérationnalisation du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) :
  - ✓ tenue régulière des réunions du Forum Stratégique et du Forum politique (fréquence mensuelle)
  - ✓ tenue des réunions de Groupe de Suivi-Evaluation du CLSP (fréquence mensuelle)
- La dynamisation du Fonctionnement des groupes sectoriels à travers l'encadrement accru et l'implication visible des cadres du SP/CNCA ;
- L'appui à la production du rapport semestriel de mise en œuvre du Cadre Stratégique de la Consolidation de la Paix pour la première fois par les Groupes sectoriels du CSLP qui a été un succès en matière d'appropriation par la partie nationale ;
- La production du rapport sur les flux d'aide, Edition 2009, qui a mis en exergues les problèmes de cohérence dans les fonctions de Planification/Budgétisation/Coordination de l'Aide ainsi que la problématique de la fragmentation de l'aide octroyée au Burundi ;
- La contribution au dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'Etat de droit. Cette initiative est une recommandation issue du Forum de Haut Niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide. Dans ce cadre, une équipe de cadres burundais a participé à la conférence de Dili tenue en avril 2010 muni d'un rapport national qui est l'aboutissement d'un processus de consultation des différents intervenants dans le domaine de la construction de la paix et de l'Etat de droit ;
- Redynamisation du Comité inter-ministériel de suivi des ONG dont la régularité des réunions a permis le renforcement du dialogue entre le Gouvernement et les ONG ;
- Campagne d'évaluation des ONG, dont le rapport qui a été soumis à la réunion des Ministres du CNCA pour analyse, a permis d'éclairer des décisions du Gouvernement en matière de reconduction des agréments des certaines ONG et d'octroi des permis de travail de leurs personnels expatriés ;

- L'élaboration d'une étude de référence sur la coordination, l'harmonisation et l'alignement de l'aide au Burundi suivant les principes de la Déclaration de Paris. Les recommandations de cette étude seront analysées par le Comité de pilotage du projet au cours de sa prochaine session
- Finalisation et début de mise en œuvre du Plan de renforcement des capacités des mécanismes de coordination de l'Aide au Burundi qui a été validé par le Comité de Pilotage du projet. Deux cadres ont déjà bénéficié d'une formation appropriée sur base des besoins identifiés dans ledit Plan ;
- Elaboration et adoption de l'Addendum au projet d'Appui au Renforcement des Capacités Nationales en vue d'une meilleure efficacité de l'aide dont l'objectif est d'élargir les activités du Basket Fund aux ministères du CNCA et SP/REFES pour arriver à l'établissement effectif des liens fonctionnels entre les fonctions de planification, de budgétisation et de coopération internationale ;
- Actualisation du site Web du SP/CNCA ;
- L'appui à la participation Burundaise à certains forums internationaux dont le Sommet sur les OMDs (y compris la préparation des notes techniques, discours et discussions pour les différentes audiences du Deuxième Vice-Président) ;
- La première réunion de l'équipe spéciale CAD-OCDE sur la passation de marché qui a été mise en place dans le cadre du renforcement et l'utilisation des systèmes nationaux ;
- L'appui à plusieurs missions prioritaires du gouvernement dont celle de New York pour la validation du quatrième rapport du Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix ;
- La préparation et l'organisation de deux réunions du Comité National de Coordination de l'Aide (CNCA) dont la première a permis d'adopter le projet de loi sur les ONG et la deuxième de valider l'Addendum au Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Nationales en vue d'une meilleure efficacité de l'aide ;
- La tenue de trois réunions du Comité de Pilotage du projet qui ont notamment permis de valider le PTA 2010 ; d'adopter les rapports d'avancement et de donner des orientations pour la mise en œuvre du projet ; et de revoir les résultats stratégiques du projet en adoptant l'Addendum qui a élargi les activités du Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Nationales en vue d'une meilleure efficacité de l'aide ;
- Actualisation de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) et son internalisation progressive auprès de toutes les parties prenantes ;

**l'expertise mise à la disposition du SP-CNCA a permis:**

- L'implication à la production du Mémoire Economique de Pays (CEM) élaboré conjointement par la BM, le Gouvernement du Burundi, la BAD et le DFID. Son objectif est d'identifier les sources, les contraintes et les perspectives de croissance économique à moyen terme ;
- Animation des conférences organisées par les partenaires locaux comme l'Université du Burundi, les organisations de la société civile, les médias etc. sur les thèmes intéressant l'efficacité de l'aide et la coordination ;
- Participation aux conférences, séminaires et ateliers à l'étranger ;

- Participation aux travaux de négociation des commissions mixtes avec la Belgique, Pays Bas et Allemagne ;
- Mobilisation des fonds (EnDev pour le secteur de l'énergie, négociation des fonds dans le cadre de l'ORIO avec les pays Bas) ;
- Appui au processus d'évaluation du CSLP I et au processus d'élaboration du CSLP II ;
- Participation aux travaux du Comité Technique chargé du Suivi des projets financés par la Banque au Burundi. Ce Comité technique assure le lien entre le Gouvernement et la BM pour maximiser les performances du portefeuille

**Activités qui ont enregistré des retards :**

- Le remplacement de l'Expert International en Finances Publiques qui a pris beaucoup plus de temps que prévu, ce qui handicape en partie le maintien du rythme de travail et de la performance du SP/CNCA ;
- L'irrégularité des réunions du CNCA (deux réunions en 2010) quasi permanente handicape le fonctionnement des mécanismes de coordination en ce sens qu'elle occasionne une insuffisance de cohésion entre les différentes institutions impliquées dans la gestion de l'Aide ;
- La production du rapport de l'étude de référence qui a débuté au mois de mars 2010 a également pris du retard et le Bureau recruté à cet effet n'a pu produire son rapport final qu'à la fin du mois de janvier 2011

G-UK1	Emergence of the right to a fair trial for vulnerable people (through ASF)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		142 542 €	567 701 €	

Le projet a été mené du mois d'août 2010 au 31 mars 2012.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**Objectifs opérationnels :**

- Outcome 1: Vulnerable people are informed of their rights and services available through the Law Clinics and the Mobile Law Clinics.
- Outcome 2: The right of vulnerable people to effective and quality judicial assistance
- Outcome 3: Pilot Legal Aid Program effectively implemented by the Bar of Bujumbura
- Outcome 4: The Legal Aid Forum is established and operational

**Realisations effectives:**

**Outcome 1: Vulnerable people are informed of their rights and services available through the Law Clinics and the Mobile Law Clinics**

- The first indicator was to reach 5776 people as beneficiaries of the 3 Law Clinics (Gitega, Ngozi and Makamba) and the Mobile Law Clinics by the end of the project. In total, 3528 persons actually received legal counsel
- As per the second indicator, the target was to get 60% of the total number of interviewed beneficiaries claim that they had gained a better

understanding of their rights. Overall, 93% of the respondents claimed so.

- 

### **Outcome 2: The right of vulnerable people to effective and quality judicial assistance**

- indicator: to assist vulnerable persons in 248 new cases, including 80 sexual violence cases, 160 cases of incarcerated women and children, and 8 sensitive cases. the project assisted 435 new individuals (among which 70% of women) in 379 new cases, broken down as follows 170 cases of sexual violence (187 beneficiaries); 201 cases of incarcerated women and minors (207 beneficiaries); and 8 sensitive cases (41 beneficiaries).
- Indicator: to get a “Decrease in the % of pre-trial detainees between the beginning and the end of the project”. While in December 2010 when the pilot project started in Bubanza prison 67% of detainees were awaiting trial, in January 2012 48% of prisoners were pre-trial detainees. In the new target prisons the changes are less perceptible, given the delays generated by magistrates’ strikes: while in July 2011 62%, 45% and 15,5% of prisoners were pre-trial detainees respectively in Bururi, Muramvya and Rumonge prisons, in January 2012 58%, 38% and 11% of detainees were pending trial. This represents a 4 percentage points decrease in Bururi, a 7 percentage points decline in Muramvya prison, and a 4.5 percentage points reduction in Rumonge prison. However, these encouraging results are not entirely accountable to the project as some detainees were released following an order from the General Prosecution Office
- indicator : “45% of trained lawyers who achieve more than 10/20 at the pre and post-training tests”. The cumulative results of the post-training tests since the beginning of the project outnumber the amended target, as 61.5% of lawyers got more than 10/20 at the post-tests (16.5 percentage points difference). Besides, the difference between the percentage of lawyers who got more than 10/20 at the pre-training tests – 21.7% - and the one of lawyers who got more than 10/20 at the post-training tests (+39.8 percentage points) attests to the significant improvement of lawyers’ knowledge, skills and competences in the given topics
- According to the fourth indicator added, “ASF lawyers average performance rating equals to 3 out of 5 by the end of the project”. In late 2011, all the 24 lawyers were assessed for the period October/December 2011 and the result was an average of 2.48 out of 5. In March 2012, all the members of the pool were assessed for the period January/March 2012, and the result show progress as the average performance rating was 2.64/5. The cumulative result for the whole project period is thus 2.55/5, which means that lawyers, on average, are close to perform at the expected level of performance
- The amended fifth indicator reads “the percentage of detained women and minors and pre-trial detainees assisted who benefit from favourable judicial decisions” with 45% as target for pre-trial detention cases and 80% for detained women and minors cases. The outcomes of the pre-trial detention project show that, in total, 38% of assisted pre-trial detainees benefited from a favourable ruling. As for the detained women and minors, overall, out of the judged cases, 60% of them were granted a favourable court decision (acquittal or significantly mitigated sentence)

**Outcome 3: Pilot Legal Aid Program effectively implemented by the Bar of Bujumbura**

- The first indicator was to get 1640 individuals who received legal advice at the Bar-managed Law Clinics. Overall, 715 people benefited from legal counsel (30% women)
- The second indicator was to have 840 pro bono cases taken-up by the end of the project. Overall, 159 pro bono cases au fond have been taken and 1,000 pre-trial detention cases were taken at Mpimba prison (however this figure should be taken cautiously, as explained below)
- The third indicator relates to the Bar's capacity to implement a sustainable legal aid strategy. The Bar's legal aid strategy has been defined and implemented, to some extent. The Bar's fundraising strategy has not been defined and no fundraising proposals have been submitted, essentially because of the high volatility of the Bar's human resources structure over the course of the project. However, the foundations of an illegal pre-trial detention project have been laid over a one-week project development workshop in October 2011 (stakeholders' analysis, problems tree, objective tree, risk analysis, logical framework, budget and workplan)

**Outcome 4: The Legal Aid Forum is established and operational**

- The first indicator is to have an Action Plan defined and implemented by the Legal Aid Forum. The Action Plan has been designed as part of the National Strategy on Legal Aid (NSLA) document (page 43 to 45)
- 23 monthly meetings were planned. 9 meetings have been held. The frequency of the meetings has been dependent on the calendar of execution of the activities, in particular the baseline study, which was delayed, the benchmark visits, and the activities to develop the NSLA. However, taking into account all the smaller group meetings and workshops held to develop the NSLA, this figure corresponds to 16 meetings
- Legal Aid Strategy developed and communicated to the Government: The NSLA has been developed, shared within the Sub-Cluster "Demand for Justice", and will be submitted to the Minister and Cluster "Justice and Rule of Law" in early May 2012

G-UK2	Improving access to justice for vulnerable people (RCN)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		750 000 €	480 797 €	64%

Le projet a été mené de 15 octobre 2007 à 15 janvier 2009.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G7R de la LI.

**Objectif global :**

L'objectif du programme contribue à la restauration progressive d'une justice et d'espaces de parole garantis par les institutions.

**Objectifs opérationnels :**

Réalisation visées :

- Ateliers « Justice dans la société burundaise » à l'attention des juges des Tribunaux de Résidence et de Grande Instance
- Appui logistique aux Tribunaux de Résidence, de Grande Instance, Parquets de la République et départements de la justice
- Production, traduction et diffusion de textes de loi
- Appui à la participation des acteurs judiciaires dans l'espace public
- Formation pour améliorer les compétences des greffiers
- Séminaires « Promotion de la justice, des droits et des pratiques démocratiques auprès des autorités de base et des autorités supérieures »
- Appui à des initiatives de promotion de la justice, de gestion des conflits et de protection des droits humains (appui aux projets)
- Conception et diffusion de supports de vulgarisation du droit, diffusion des textes de loi
- Production et diffusion des émissions hebdomadaires de reportages radio « justice, droit et société »
- Reportages radio sur l'histoire de la justice au Burundi
- Promotion de valeurs de la culture burundaise fondatrices de justice par le conte
- Formation de journalistes au traitement de l'information juridique et judiciaire

#### **Réalisations effectives:**

##### **Result 1: Abilities and skills of the professionals of the justice sector are deeply improved**

##### **Activity 2: Workshops on “Justice in Burundian society” for the magistrates of the Courts of Residence and of First Instance**

##### **OVI: Improvement in the quality of the grounds given in judgments**

- 438 judges have been trained
- 40,5% of all the Courts of Residence's judges and 60% of all the Courts of first instance's judges have attended the training
- Amelioration of the quality of motivation in the judgements (83,4% of the judges-presidents answers noted an improvement of the drafting competencies of judges, and 20% of the judges have noticed a general enhancement of the motivation of judgements)

##### **OVI: Better application of the Code of Civil Procedure, the Code of Judicial Organization and Competence and the Land Act**

- 94,08% of the judges who attended the training affirmed that their knowledge of law has improved
- 64% of achievement to the test of acquired knowledge

##### **OVI: Imbalances between texts of law and local practices better analyzed**

- Distortions between legal dispositions and common practices have been identified and listed
- Difficulties in law enforcement have been identified and listed

##### **OVI: Promotion of the function of magistrate**

- 83,4 % of hierarchical superiors of the trainees questioned noticed an enhancement of the judges behaviours
- 80% of judges who attended the training took some concrete initiatives in order to improve their public image

##### **Activity 5: Logistical support to the Courts of Residence, Courts of First Instance, Public Prosecutor's Departments of the Republic, Criminal Investigation Department and justice departments**

**OVI:** Global working conditions are improved and case records are of better quality in the Courts of Residence and the Courts of First Instance (filing, conservation, equipping of rooms)

- Logistical support to all the beneficiaries as planned
- Punctual support and maintenance of writing machines: 51 writing machines, 1 photocopier and 2 fax repaired
- This logistical support made the beneficiaries able to carry out their missions all timely
- Case instruction did not fall behind
- Equipment is available in tribunals
- Filing order of criminal and civil cases is more and more respected

**Activity 6:** Production, translation and dissemination of texts

**OVI:** Improvement in the quality of the grounds given in judgments

- Better quality of the judgements motivation :
- 84,61% of the analyzed judgements relies on a close link between the facts and the legal bases

**OVI:** Increase the availability and accessibility of texts of law in the courts and the judicial departments

- Legal texts get more and more available in jurisdictions
- Punctual support to various public administrations, universities, civil society organisations...
- Translation in Kirundi, publication in French and Kirundi and dissemination of the compilation of legal forms, standards procedures

**OVI:** Increased frequentation of CEDJ by legal actors

- Since its opening, the CEDJ library activities increased. It became more popular and more frequented. From now on the officials hold meetings in the CEDJ
- The courthouse library activity, which is administered by the CEDJ, has been revitalized by the input of new books
- Releases of the BOB<sup>19</sup> became again regular since December 2006

**Result 2: Increased participation of judicial players in the public forum**

**Activity 7:** Support for the participation of the judicial players in the public forum

**OVI:** Increase of cases where the judicial authorities speak into the public forum

- 269 participants in four talks on judicial matters held in Makamba, Rutana, Muyinga, Bujumbura
- Increase of the judiciary authorities interventions into the public forum due in particular to the raise of the SYMABU as a major actor of the judiciary sector

---

<sup>19</sup> Bulletin Officiel du Burundi

**OVI: Progressive affirmation of the independence of the judiciary at local and national level**

- Initiatives of the SYMABU in order to protect the independence of the Magistracy, at list 2 times through a broadcast radio program

***Result 3: Enforcement of judgements is improved***

**Activity 9: Seminar on “Promotion of justice, rights and democratic practices among local-level authorities and higher authorities”**

**OVI: better collaboration between political/administrative, judicial and customary authorities and civil society in the settlement of disputes**

- 359 local authorities (of whom 19% of women), made aware of their responsibilities and areas of competences, through 5 seminars of 4 days
- A better knowledge of the law, and a better understanding of the competencies and the function of each protagonist of the authorities lead to a better collaboration between them
- 79% of success to test
- Renunciation to practices which aren't conform to the law
- Development and amelioration of the relations between the different actors: Bashingantahe and Hills representative, OPJ and PSI, OPJ and Civil services...
- The beneficiaries of this action have shared their knowledge with their peers
- Mapping of conflicts and problems by regions on different topics: allocation of competencies, land conflicts, family conflicts and criminal conflicts

**activity 10: Training to improve the competences of the court clerks**

**OVI: Enforcement of judgments is carried out by qualified and competent staff**

- 250 court clerks trained through 8 training sessions (56% women)
- Proceedings of instruction and judgement are better respected by clerks and judges and judgements execution is led by qualified staff
- Bad and best practices are identified

Results of the tests show a better understanding of the civil and penal procedures

***Result 4: The population has a better knowledge of conflict management methods and of its rights and its duties, and refers to these and organises itself to promote them***

**Activity 11: Support for initiatives promoting justice, conflict management and the protection of human rights (support to projects)**

- An overall of **670 beneficiaries** of whom **30.4% of women**

**OVI: Increase in the quality of enforcement of local initiatives for the promotion of the law and the legal system**

- **198 members of 7 partner NGOs (56% women)** acquired practical knowledge in organizational, administrative and financial management of non-profit



### organization

- The competencies of local NGOs have been developed and their functioning is much more effective ; they are able to request the application of their rights
- 4 projects of Human rights promotion and defence have been realized by 4 partner NGOs on the following topics:
  - Eradication and prevention of the “compromising relations between educator and educated young people in school”, organised by CAJEBU (93 beneficiaries, 7 women) in Rumonge and Matana, (province of Bururi)
  - Consciousness raising of student leaders on transitional justice, organised by FOCODE (260 beneficiaries, 4 women), in Bujumbura, Ngozi, Gitega, Bururi
  - Fight against widows and orphans rights violations by BATWA DE SHORE, (45 beneficiaries, 19 women), Shore
  - Orphans and vulnerable children rights by FVS AMADE, (44 beneficiaries, 22 women)
- 30 moderators (5 women) trained on debate on transitional justice method (RCN & UNESCO)
- Local associations are better organised, more accountable
- Some local associations have been able to solve internal problems and have improved their management.
- The quality of financial and activity reports of the local associations supported has improved significantly

### OVI: Increased initiatives opposing cases of abuse and infringements of rights

- The women and children’s rights are much more protected by local associations
- A networks to fight against violation and children’s rights abuses has been developed
- The Batwa of Shore community has improved its social integration (all the children are now registered to school)
- Teachers condemned for sexual harassment on students, misbehaviour or corruption are nowadays automatically punished

### OVI: Improvement in collaboration between the associations and players in the legal system

- Local authorities refers to local associations for resolving conflicts
- Local associations are becoming more important actors

### Activity 12: Conception and dissemination of law popularization media, dissemination of the texts of laws

#### OVI: Increased initiatives opposing cases of abuse and infringements of rights

- Beneficiaries take advantage of the information tools received in order to assert their rights to local authorities
- Strengthening of orientation, mediation and legal information at local level with the use of the information tools by the “para-jurist” and local authorities
- In some cases on the basis of the information tools ordinary people managed to get their case solved

**OVI: Better knowledge among the people of the possibilities for proceeding to obtain justice**

- Distribution of information tools to partner NGOs<sup>20</sup> which use the tools to sensitised the population through their own activities :
  - 3200 information tools on the questions of “The allocation of competencies” and “Forms of review” given to 10 NGOs
  - 35 785 information tools on the topics of the succession, the protection of property in couple, the legal protection of children, the legal protection of partners, how to apply for a judicial review, information tools on the anti-corruption law in French and Kirundi has been given to 7 NGOs
- Distribution of legal texts to GutwaraNeza programme ASJEV and Radio culture
- Availability for the population of legal information necessary for the settlement of conflicts
- Information tools are used as explicative supports into the community, especially between authorities and population
- Increase of children registered on civil register and regularization of weddings in the area of intervention of the CPDO NGO (Gitega province)

**Activity 13: Production of radio reports on “Justice, the law and society****OVI: Increase in the number of cases of people in general and civil society speaking out in the public forum**

- Radio programs are accessible to 3 millions of listeners (audience of Isanganiro radio station )
- 37 Ntunganiriza programs have been produced and diffused
- 65 repeated broadcasts
- Involvement of the judiciary actors in the public forum: in 2008, 70 experts of justice.
- Apparition of a dialogue space where the population is invited to express questions and needs.

**OVI: The quantity and quality of listeners’ feedbacks justify the pertinence of the information**

- Popularity of the programme “Ntunganiriza” in Bujumbura but also on the isolated hills
- Good understanding of the message by the population as shown by the question after the broadcast
- The population is an active actor of off shored programs

**OVI: Increased initiatives opposing cases of abuse and infringements of rights**

- People attest that they are using the information diffused through the radio programs in order to protect their rights
- Justice actors changed their behaviours after learning legal proceedings from radio programs

**OVI: Better knowledge of the forms of review by the population**

- The 26 journalists trained by RCN were more accurate in their use of legal terminology and they are mastering the Burundian judiciary framework
- Population and Justice actors acquired new knowledge in terms of Justice

**Activity 14 : Radio documentaries on the history of the legal system in Burundi****OVI: Better knowledge of the history of Burundian justice by the population**

- 10 documentaries have been produced, 7 were finalized during 2008
- 39 important people (witnesses of historical periods as person involved in the justice story) have been interviewed
- 7 radio stations broadcasted the documentaries
- History memory of Burundian justice has been preserved and put at the disposal of the population
- The feedbacks of listeners show that they have learnt a lot about the history of justice.
- Preserved some very valuable testimonies of key persons in the judicial history of Burundi

**Activity 15 : Publication of a story book, used for the promotion of founding values of Burundian culture underpinning justice****OVI: Better knowledge of Human Rights and re-appropriation of Burundians cultural and social values which are seen as founders values of justice**

- The Ministry of Education integrated the storybook in the civic course and Kirundi classes curriculum of primary and second education
- 8450 storybooks et 590 teachers handbook have been transmitted to the Ministry of National Education for primary and secondary school
- The storybooks will be used by 267763 children of 4477 school classes
- The children are able to understand the positive values and to identify the positive behaviours of the tales

**Résultats observés:**

Ce programme a permis la réalisation de quatre résultats :

- Les capacités et les compétences des formateurs et des professionnels de la justice sont améliorées
- Le Pouvoir Judiciaire est valorisé et mieux reconnu
- L'exécution des jugements est améliorée
- La population connaît mieux les modes de gestion des conflits, ses droits, ses devoirs, s'y réfère et s'organise pour les promouvoir

G- UK3	Advancing accountability through Media (PANOS)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		1 145 519€	1 099 054 €	96%

Le projet a été mené de 1 avril 2008 à 31 mars 2011.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R de la LI.

**General Objective of the Project**

Our primary goal is to support the implication of pluralist and responsible media in the process of democratization and peace in progress in Burundi.

**Objectifs opérationnels**

- To reinforce the capacities of the press agencies through a shared resource center;
- To develop in Burundi professional competences of the journalists to support the circulation of regular, complete, rigorous and useful information for the citizen;
- To support Burundi in the exchanges between the public authorities, the elected officials, the media, the organizations of the civil society and the citizens to instigate and diversify the public debate.

**Réalisations effectives:****Action 1 reinforce the ability of burundian private radios****Activity 1.1 Realization of a topic monitoring**

- Following the baseline study written in November 2009 “baseline study”, the OMAC monitored the 8 media partners until March 2011.
- 5 agents of monitoring trained in October 2009 by the consultant Jean-Claude Guyot declare:  
Two of the 5 agents will be charged with monitoring AMES
- 17 reports of topical monitoring analyzing the data of the recordings were written. Periodically, they were the subject of presentations with accompanying notes with the radios, with ONG and actors concerned.

**Activity 1.2 Support in the realization of an audiovisual resources Center CERA**

- A training on the reinforcement of the organizational capacities of ABR/CERA with the method AURA (car accompanied reinforcement) was given in November 2008;
- CERA is installed at the House of the Press of Burundi since August 2008 and was officially inaugurated on February 24, 2009.
- This Information center is supplemented by technical references put on line on the website of ABR/CERA ([www.abr.bi](http://www.abr.bi));

**Action 2 Professionalize journalists on question relative to good governance****Activité 2.1 Coaching of journalists and producers in practice**

- The 4 sessions of topical and journalistic trainings are organized with the assistance of national and international trainers
- 64 trained journalists, group by group, with the major stakes of the 4 sets of themes

**Activité 2.2 Support to topical production.**

- 16 emissions “Let us go to essence - Akarikumatima” were carried out.

**Action 3: favorize the citizen participation in the process of information production****Activité 3.1 Coaching on NGO Communication**

- Diagnosis of 5 NGO targeted for the training courses: CAFOB, OLUCOME, Iteka League, OAG and FORSC

- December 2008, organization by the consultants Thierry Brésillon and Jean Marie Kavumbagu of a collective training course for 10 employees of 5 NGO
- December 2008, 5 individual sessions of work to at headquarters of 5 NGO on their communication strategy.
- December 2008, an intervention of the Director of radio operator Bonesha FM on the relation between the media and the civil society. The media and NGO exchanged on the manner of promoting their collaboration
- At the end of 2008 and at the beginning of 2009, the radios and NGO could get along and understand each other on the founded good to collaborate systematically on the questions of good governance, in particular those relating to the basic services like health, education, the elections and management of the public thing, and on the actions of communication to be carried out.
- 3 missions of in situ formation were organized by the two trainers Brésillon and Kavumbagu enabling them to intervene individually or collectively with 5NGO

G-UK4	Common Elections media action plan (Benevolencija)	Montant budgétisé EUR	Montant décaissé EUR	Taux de décaissement
		142 080 €	366 600 €	

Le projet a été mené de mars à novembre 2010.

Il était prévu qu'il contribue à l'impact G2I de la logique d'intervention (LI) via des réalisations contribuant aux résultats G1R, G4R, G7R de la LI.

**Objectifs globaux :**

**Objectifs opérationnels :**

Objectif visé par la Recherche sur l'impact de l'action de ces opérateurs dans le cadre de leur appui aux médias pour le processus électoral : réaliser une "enquête barométrique" en deux phases :

- phase pré-électorale, baseline (moment 1),
- phase post-électorale (moment 2), celle-ci vise à mesurer l'impact imputable aux activités de La Bénévolencija et de Search For Common Ground auprès de la population en âge de voter.

**Réalisations effectives :**

- **La synergie des médias (Les journalistes de la synergie et ABR) :**

Les différentes radios se sont coordonnées pour diffuser ensemble les résultats des élections en temps réel ainsi que ce qui se déroulait le jour des scrutins et lors des campagnes. Partage des ressources humaines et matérielles.

- **Les magazines Mbariza Ntore (Pool Bénévolencija) :**

ils visaient à expliquer aux citoyens les différents enjeux des élections, en donnant entre autre la parole aux politiciens pour qu'ils puissent expliquer leur

programme. Ces magazines ont évoqué les grandes préoccupations de la population : agriculture, accès à la justice, inflation, accès à l'eau, éducation, santé, ... Magazines diffusés de manière hebdomadaire sur 10 radios et publié dans 7 médias de la presse écrite entre mi-janvier et fin octobre 2010

- **Les débats TOMORA (Pool Bénévolencjia et ABR) :**

ils visaient à faire le point sur les projets de société proposés par les 23 partis politiques candidats aux élections communales. Les débats étaient axés sur quatre volets essentiels : la politique interne et la bonne gouvernance, la situation socio-économique, la politique étrangère et la décentralisation du pouvoir. Débats diffusés quotidiennement entre le 5 et le 19 mai 2010 en synergie sur 15 radios et 2 télévisions.

- **Les Sketchs Mbariza Ntore (La Bénévolencjia) :**

ils visaient à lutter contre les violences électorales à travers différents messages qui encouragent à être vigilant face aux manipulations. Diffusés quotidiennement sur 5 radios à hauteur de 5 jours par semaine (mi-mai à mi-septembre 2010).

- **Les sketches du Studio Ijambo (SFCG) :**

ces sketches informaient principalement sur l'éducation électorale. Diffusés 3 fois par semaine sur 4 radios (mi-janvier à fin décembre)

- Les émissions Ntore Kazoza (SFCG) : ces émissions visaient à informer la population : Diffusés de manière hebdomadaire sur 5 radios (mi-janvier à fin décembre)
  - ✓ sur l'organisation des élections,
  - ✓ sur les droits et responsabilités des citoyens, notamment au niveau de leur participation au processus de gouvernance,
  - ✓ sur la résolution des conflits politiques en période électorale pour maintenir une bonne cohabitation malgré la diversité d'appartenance politique.

- **Les émissions « Isanganiro ry'Urwaruka » (SFGC) :**

Ces émissions tentaient de donner une information à la population sur l'analyse des actualités du processus électoral en l'occurrence le calendrier électoral, la campagne électorale et les défis liés au processus électoral. Les jeunes ont été invités en studio pour discuter et donner leur avis sur le sujet du jour. Diffusés 3 fois par semaine sur Isanganiro (mi-janvier à fin décembre)

## ANNEXE 15. EFFICACITÉ – AGRICULTURE VIVRIÈRE (QE4) & CULTURES D'EXPORTATION (QE5) : DONNÉES COLLECTÉES

### *information disponible pour le domaine de l'agriculture*

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet après contact avec les DPE afin de récolter la documentation manquante. Le code couleur appliqué est le suivant :

	Nous avons les documents nécessaires
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document
	Le projet est hors champ (commencé trop tard)

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/ résultats observés n'était disponible (en orange) n'ont pas pu être exploités et ne sont donc pas repris dans l'analyse à ce stade.

Code projet	Code LI	Titre de l'intervention	Documents Disponibles
A-ALL1	A1; A4I	Programme Prévention des Crises et Reconstruction de la province Bujumbura Rural	Final Report + Plan Cadre 2007 + Rapport sur les Indicateurs 2007 + Rapport projet
A-BE1	A2R	ONG locales Burundi 2009/ Soutien à "CEPRODILIC-ADEPE": Mise en place d'un centre de production et de formation agro-sylvo-pastoral	Cadre logique de l'intervention
A-BE2	A4R	ONG locales Burundi 2010/Renforcement des capacités des producteurs agricoles de six communes des provinces Bubanza, Bujumbura Rural, Bururi et Rutana, en vue du développement intégré des filières banane, manioc et culture maraichères et de la Protection de l'environnement	Description projet + budget + 4 annexes
A-BE3	A1 ???	ONG locales Burundi 2010/Acquérir plus de compétences et d'autonomie par: le renforcement des capacités de l'AHD siège - le renforcement des capacités des ateliers des Groupements de l'AHD - la création d'un centre de perfectionnement permanent à Bujumbura	Projet en dehors des questions QE4 ou QE5
A-BE4	A4R	Programme CARITAS 2009- /OSS3 - Steun aan fruitproducenten om vers fruit te produceren, te verwerken en te vermarkten - Burundi	Programme DGCD 2009 – 2014 Cadre Stratégique + rapport annuel 2009-10+ Evaluation 2011
A-BE5	A1 ???	synergie CARITAS 2010-/ PADI Appui au développement intégré de Kansega (Burundi)	Programme DGCD 2009 – 2014 Cadre Stratégique + rapport narratif intermédiaire 2011 et 2012 et tt annexes
A-BE6	A3R	FAO 6 mois ...Appui à la mise en place et à l'adoption rapide du système de certification de semences par les producteurs privés et les organisations paysannes agricoles	Proposition de Projet+ Memorandum + fiche suivi 2011+ rapport final
A-BE7	A3R	CTB / 2003-2006 APPUI ISABU FILIERE SEMENCIERE	Dossier Technique et Financier + Rapport Final
A-BE8	A6I	CARITAS/FBSA PIADSA Projet intégré d'amélioration durable de la sécurité alimentaire en province de Muyinga	Evaluation mi-parcours + fiche projet phase 2 (2012-2015)+ rapport annuel 2011 et 2012+ rapport comparatif ménages entre 2006 et 2011



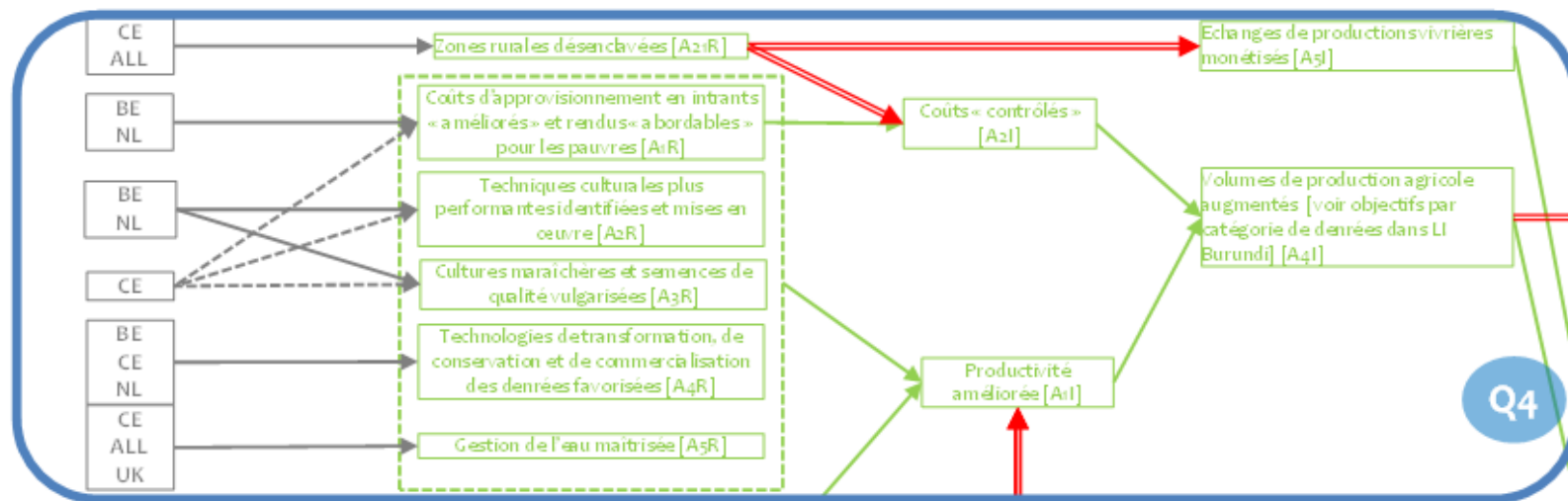
A-BE9	A3R	CTB 2007-2009 / Appui et relance du secteur semencier au Burundi	Dossier Technique et Financier + Rapport Annuel 2008-2009,2009-2010, 2010 + Evaluation à mi parcours
A-BE10	A1l ???	CTB 2007-2010 / Appui au développement agricole dans la province de Kirundo	Dossier Technique et Financier + Rapport Annuel 2008 + 2010(x2)+ 2011 + rapport final + évaluation
A-BE11	A1l ???	CTB 2010- / PADAP Appui au développement agricole dans la province de Cibitoke	Rapport Annuel 2011
A-BE12	A2R	CTB 2007-2010 / Programme d'appui aux populations vulnérables de la province de Ruyigi financement FBSA	Dossier Technique et Financier + Rapport Annuel 2008 , 2010 + Rapor Annuel Template + Evaluation à Mi-Parcous
A-BE13	A2R ; A4R	Programme d'appui institutionnel et opérationnel au secteur agricole (PAIOSA): augmentation et meilleure valorisation des productions agricoles et d'élevage	PAIOSA Fiche d'Identification + Dossier Technique et Financier PAIOSA + Rapport Annuel 2011+ Rapport de formulation
A-BE14	A2R	Bioversity Intrnat - CIALCA Improving livelihoods - Musa-based systems (restricted core RC - part BUR)	Suite A-BE17
A-BE15	A2R	CIP - Sweet potatoe weevils / virusses (restricted core RC)	Proposition de projet + rapport technique 2006 et rapport technique 2008
A-BE16	A2R	CIP - Yam bean Central & West Africa - part Burundi	Fiche projet + budget + Cadre logique + tech report 2009 et 2010
A-BE17	A2R	IITA -CIALCA Sustainable banana-based systems for African Great Lakes region (part BUR)	proposition de projet + budget+midterm review report+ tech report 2009+ final tech report
A-BE18		Accompagnement des caféiculteurs (INADES)	Rapport 2010, rapport 2011, Evaluation finale
A-BE19			Aide au secteur privé par l'activation d'un don de 2,5 millions € en faveur de la BNDE
Commission Européenne			

A-EU1	A2R ; A5R	Contribution à la restauration de la fertilité des sols et à l'augmentation de la production agricole à travers la promotion des actions de lutte antiérosive et de gestion conservatoire des eaux (via ONG COPED)	Contrat+ budget + cadre logique+ description du projet + tableau de suivi 2010
A-EU2	A2R	Contribution à la restauration de la fertilité des sols et à l'augmentation de la production agricole à travers la promotion des actions de lutte antiérosive et de gestion conservatoire des eaux (via Autorité communale de Buyengero (Partenaire ONG: COPED)	Annual Action Programme + Formulaire Complet de demande + Cadre Logique+ rapport narratif et financier 2011+ PV comité de suivi 2011
A-EU3	A3R	Projet de multiplication des boutures de Manioc et d'aide alimentaire aux ménages vulnérables en commune Butezi (via ONG CASOBU) 2007-2010	Formulaire de demande de Subvention + Rapport Narratif Final + Convention de Financement + Avenant n°1 au Contrat FOOD Budget + Annexe III - Budget de l'Action + Cadre logique + Lettre Rapport Final du contrat + Liste des Dépenses par Ligne Budgétaire + Rapport financier final+ rapport narratif intermédiaire + rapport narratif final
A-EU4	A3R	Renforcement de la filière de production de semences de qualité pour l'amélioration de la production agricole à Karusi (via ONG CISV)	Formulaire de demande de subvention + Questionnaire+ Rapport final + Evaluation
A-EU5	A12I	STABEX - Filière thé	rapport final évaluation programmes STABEX de août 2011 de AGRER
A-EU6	A3R	Projet de multiplication et de diffusion de matériel de plantation de colocase en province de Rutana (via ONG ISCOS) 2007-2010	Convention de Financement + Formulaire de demande de Subvention + Cadre Logique + Annexe III - Budget de l'Action + ISCOS Cession des Biens + Réponse à la Demande de Clarifications + Fiche Technique de la Colocase + Rapport financier final+ rapport narratif final + évaluation
A-EU7	A2R (+ A20R ?)	Appui au redémarrage agricole dans 6 communes des provinces frontalières (via ONG CARITAS)	Proposition de Projet Caritas + Evaluation Grid + Grant Contract CE - Caritas + Budget Détaillé + Cadre Logique + évaluation

A-EU8	A2R ; A5R	Contribution à la stabilisation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux par l'amélioration de leur capacité de gestion conservatoire des eaux et des sols (via ONG COPED)	Formulaire de Demande de Subvention + Annex Action Fiche + Décision de la commission + rapport intermédiaire d'avancement 2011
A-EU9	A2R ; A5R	Contribution à la stabilisation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux par l'amélioration de leur capacité de gestion conservatoire des eaux et des sols (via ONG COPED)	Annexe I Description de l'Action + Avenant du Budget + Budget de l'Action + Lettre Réaménagement Budgétaire + Cadre Logique + Action Fiche for Call for Proposal + Commission Decision on the Annual Action Programme 2007 + Avenant au Budget de l'Action + Memorandum 2007+ rapports narratifs 2009 2010 et 2011 + rapport
A-EU10	A2R	Valorisation Intégrée des Marais en Appui à la Sécurité Alimentaire dans la Province de Gitega, Burundi (VIMASA) (via ONG CISV)	Termes de Référence Audit Financier + Annexe C Budget + Annexe D Cadre Logique + Contrat Cadre Audit + Note d'Approbation des Procédures Ecrites + Annexe B Formulaire de demande de Subvention+ rapports intermédiaires *3 + rapport final
A-EU11	A2R ; A5R; A10R	AMiAsZI : Aménagement des Marais et intégration Agro-sylvo-Zootechnique à Isale (via ONG PROTOS)	Contrat+ réaménagement budgétaire
A-EU12	A2R	Amélioration de la gestion rationnelle des ressources naturelles des communes de Makamba et Mabanda (via ONG Cruz Roja Española)	PV comité de pilotage+
A-EU13	A21R	STABEX - Réhabilitation de pistes	rapport final évaluation programmes STABEX de août 2011 de AGRER
A-EU14	A13R	STABEX - Filière café	rapport final évaluation programmes STABEX de août 2011 de AGRER
A-EU15	A2R	STABEX - Appui à la production vivrière	rapport final évaluation programmes STABEX de août 2011 de AGRER

A-EU16	A2R	Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi (PAIVA-B) (via FIDA)	Fiche d'Action + Commission Decision + Draft Commission Decision + Annexe 1A description of the Action+ Rapports d'avancement+ Rapprt d'achèvement+ Rapport final
A-EU17	A5R	Contribution à l'allégement de la flambée des prix des denrées alimentaires par l'amélioration des capacités de production des associations exploitant les périmètres irrigués de l'Imbo (via FAO)	Fiche d'Action pour Burundi + Fin Décision + description projet+ rapports annuels 2010 et 2011+ rapports d'avancement 2011
A-EU18		Programme Post-Conflict de Développement Rural (PPCDR 2006 – 2013)	Evaluation à Mi-parcours + Convention de Financement + Synopsis du Projet + Synopsis volet Infrastructures + Fiche Récapitulative pour les Conclusions 2009 + 2011 +Rapport final Audit Financier + rapport d'activité
France			
A-FR1	A13R	AFD - Contribution au renforcement de la qualité dans la filière thé - OTB	L'activité du groupe Agence Française de Développement + Présentation d'opération
Pays-Bas			
A-PB1	A1R	DMV/HH BI FAO CAP 2005	Explanatory Note + Note Assistance Agricole + Rapport Final + Document de Projet
Royaume-Uni			
A-UK1	A5R	DFID contribution to GTZ - Burundi Water and Sanitation National Programme	Final Report 2011

### Synthèse des réalisations et résultats des interventions des DPE dans le domaine de l'agriculture (QE4)



Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-ALL1	Programme Prévention des Crises et Reconstruction de la province Bujumbura Rural	2,250,000 €	1,950,000 €	87%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a été mené d'octobre 2004 à décembre 2007 Il était prévu qu'il contribue aux résultats A1R à A5R de la LI.</p> <p>Il avait en effet les objectifs opérationnels suivants: Distribuer du bétail et des compostières Réhabiliter 6 centres semenciers et 1 marais Former en techniques culturales modernes et techniques de conservation des semences des cultures principales de la région toutes les associations multiplicatrices des semences.</p> <p>Et les objectifs opérationnels suivants : Une augmentation de la productivité en aliments de base les plus importants de 20% Une augmentation de la productivité des semences de 80% au niveau des centres semenciers</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>D'après le rapport final du projet, les taux d'atteinte des réalisations attendues sont très satisfaisants, entre 95% et 100% selon les activités. L'utilisation de ces réalisations est de 100% au niveau des centres semenciers et également satisfaisant chez les ménages bénéficiaires.</p> <p>Les résultats au niveau des centres semenciers semblent relativement satisfaisants puisque malgré des données partielles, on observe les augmentations de productivité suivantes : Haricot: 49% Maïs: + 100%, Soja:73%</p> <p>Au niveau des ménages, le taux d'atteinte du résultat d'augmentation de 20% de la productivité est estimé à 84%.</p> <p>D'après ces informations, on peut dire que les objectifs spécifiques et objectifs opérationnels sont atteints. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluations indépendantes corroborant ces informations.</p>				
A-BE4	OSS3 - Steun aan fruitproducenten om vers fruit te produceren, te verwerken en te vermarkten – Burundi	421,259 €	421,259 €	100%

(projet P3 fruit- CARITAS)				
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Ce projet a débuté en septembre 2009 et a été évalué à mi-parcours en juillet 2011.</p> <p>Il s'inscrit dans le Programme triennal 2009-2011 « Programme d'appui au développement des communautés rurales des Grands lacs » - RD Congo - Rwanda - Burundi – Belgique de l'ONG CARITAS Belgique, dont l'objectif global est « améliorer la sécurité alimentaire de la population pauvre en zone rurale et favoriser la participation de cette population au développement de sa région ».</p> <p>Le projet mené au Burundi concerne les producteurs de fruits avec pour objectif que « les bénéficiaires appuyés soient durablement capables de produire et de mettre en marché des fruits frais ou transformés, qui répondent aux besoins des consommateurs, afin d'améliorer leur condition de vie ».</p> <p>Ce projet devait ainsi contribuer principalement aux résultats A2R et A4R de la LI. En effet, ses activités étaient centrées sur le soutien aux producteurs d'ananas et d'agrumes de 3 régions (Cibitoke, Burura et Bujumbura) pour la culture, les opérations post-récolte et la commercialisation de leurs produits suivant une approche filière.</p> <p>Le nombre de bénéficiaires prévu était de 600 paysans producteurs de fruits. Le nombre atteint est estimé à 859 (346 par BDD dans 13 associations et 513 par COPED à Rumonge dans 14 associations)</p>				
<p>Réalizations et résultats observés :</p> <p>L'évaluation du projet menée en 2011 indique des résultats satisfaisant en termes d'augmentation du prix de vente de la production et de constitution de filières et un peu moindre en termes d'augmentation de la production. La courte période de mise en œuvre ne permet pas de porter un jugement définitif sur les résultats et le projet se poursuit actuellement.</p>				
Code A-BE5	Nom de projet PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DU SECTEUR KANSEGA 2010 – 2012, EN COMMUNE BUGANDA “ PADI KANSEGA » (Caritas AB-Synergie)	Montant budgétisé 424,998 €	Montant décaissé 339,998 €	Taux de décaissement 80%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a officiellement démarré le 1er novembre 2010, mais les activités n'ont effectivement commencé qu'en février 2011. Il était prévu pour une durée fixe de 24 mois, réduit à 20 mois dans la pratique.</p>				

Il était prévu qu'il contribue aux résultats A1R à A5R de la LI.

En effet, les trois résultats attendus ainsi que les principales actions prévues pour ce projet étaient :

L'augmentation de la production et de la productivité agricoles via :

La construction d'un canal d'irrigation permettant l'augmentation du nombre d'hectares irrigués, notamment en saison sèche ;

L'amélioration de la gestion collective de l'eau ;

La protection des bassins versants et la lutte contre l'érosion ;

La recapitalisation du cheptel caprin ;

L'amélioration des techniques agricoles (essentiellement sur les cultures du manioc, de l'arachide et de la banane sur les bassins versants, ainsi que sur la culture du riz dans le périmètre irrigué) ;

L'amélioration de l'accès aux intrants de qualité.

L'amélioration de la conservation et de la commercialisation des produits agricoles via :

La mise en place d'une coopérative agricole et le renforcement des capacités de ses membres ;

La construction d'un hangar de stockage et son équipement, y compris avec une décortiqueuse.

L'amélioration des compétences des ménages en gestion ainsi que de leurs capacités d'investissement via :

La promotion de l'épargne et du crédit par la mise en place d'Associations d'Epargne cumulée et de Crédits internes (ASSEC) ;

La facilitation de l'accès des ménages aux institutions de micro-finance.

Réalisations et résultats observés :

Le rapport narratif à mi-parcours établi en juin 2012 rapporte des résultats concrets pour le premier axe du projet mais peu de résultats pour les deux autres :

L'augmentation de la production et de la productivité agricoles : la réhabilitation du canal d'irrigation, principale réalisation de cet axe (41% du budget) a été menée à bien. Des activités ont été menées dans tous les autres domaines de cet axe les résultats attendus sont partiellement atteints.

L'amélioration de la conservation et de la commercialisation des produits agricoles : du fait de la situation foncière difficile au Burundi, le hangar de stockage prévu n'est pas encore construit. La formation des membres de la structure qui sera en charge de la gestion du hangar est en cours.

L'amélioration des compétences des ménages en gestion ainsi que de leurs capacités d'investissement : suite à la sensibilisation et aux formations organisées, 40 ASSEC (Associations d'Epargne Cumulée et de Crédits Internes) sont en place et 905 personnes, dont 503 femmes, participent à cette activité. Il n'y a pour l'instant pas de résultat concernant l'accès au IMF extérieurs.



Code A-BE6	Nom de projet Appui à la mise en place et à l'adoption rapide du système de certification de semences par les producteurs privés et les organisations paysannes agricoles	Montant budgétisé 499,780 €	Montant décaissé 499,780 €	Taux de décaissement 100%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a été mené du 1er décembre 2010 au 1er septembre 2011 par la FAO</p> <p>Ses réalisations devaient contribuer aux résultats A1R à A4R de la LI.</p> <p>Les réalisations attendues étaient: Un total de 490 ha sont emblavés en 2011A : pomme de terre (30 ha), riz (100 ha), maïs (100 ha), sorgho (200 ha), haricot (50 ha), arachide (10 ha) par 470 multiplicateurs ; Au moins 50 % de semences produites sont certifiées pour poursuivre la chaîne de multiplication ;Au moins 70 T de pomme de terre, 10 T d'arachide et 30 T de haricot certifiées sont rachetées pour la saison 2011B pour couvrir 410 ha en appui à 775 multiplicateurs. Au moins 8 hangars communautaires sont réhabilités et mis en valeur. Au moins 2 représentants des groupements bénéficiaires sont formés dans la gestion de hangars communautaires. Trente-deux (32) agronomes à raison de 2 par DPAE sont formés pour le contrôle et la certification de semences pour relayer l'équipe du DPSP .</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>Le rapport final du projet montre que les réalisations attendues ont été obtenues :</p> <p>Distribution de 100 tonnes de chaux, 80 tonnes d'engrais et 6 000 sacs en polypropylène.</p> <p>Emblavement de 30 ha de pomme de terre, 100 ha de maïs et 50 ha de haricot, 100 ha de riz, 10 ha d'arachide et 200 ha de sorgho pour les activités de multiplication de semences des saisons 2011A/2011B.</p> <p>Rachat de 70 tonnes de plançons de pomme de terre, 30 tonnes de haricot et 6 tonnes d'arachide auprès des associations multiplicatrices pour la mise en place de la saison 2011B/2011C.</p> <p>Réhabilitation de huit hangars communautaires.</p> <p>Formation de 18 techniciens agronomes du Ministère de l'agriculture et de l'élevage sur la certification et le contrôle de la qualité des semences.</p> <p>Formation de 36 représentants des groupements ou associations de producteurs de semences sur les techniques de production de semences et de gestion des hangars communautaires.</p> <p>Le rapport final liste que les résultats suivants découlent des réalisations observées :</p> <p>Production de 365 tonnes de plançons de pomme de terre, 420 tonnes de semences de riz, 14 tonnes de semences d'arachide, 178 tonnes de semences de maïs, 42 tonnes de semences de haricot et 186 tonnes de semences de sorgho.</p> <p>Renforcement et augmentation de la qualité des filières semencières.</p>				

Constitution de stocks stratégiques de semences pour les futures saisons agricoles.  
 Certification d'au moins 50 pour cent des plançons de pomme de terre produits.  
 Renforcement des capacités de techniciens agronomes leur permettant de mieux contrôler/certifier les parcelles de multiplication.  
 Meilleure gestion des hangars communautaires.

Les réalisations et résultats semblent donc atteints. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluation indépendante corroborant les affirmations du rapport final.

**Tableau 4: Ménages bénéficiaires des semences remboursées/rachetées (2011C)**

Culture	Quantité prévue rachat/remboursement (tonnes)	Quantité rachetée et/ou remboursée (tonnes)	% de réalisation	Ménages bénéficiaires	Quantité par ménage (kg)
Pomme de terre	70	70	100	2 800	25
Haricot	30	30	100	3 000	10
Arachide	10	6	60	600	10
<b>Total</b>				<b>6 400</b>	

470 paysans multiplicateurs et 6.400 ménages finaux ayant reçus les semences démultipliées.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE7	APPUI ISABU FILIERE SEMENCIERE	1,447,811 €	756,663 €	52%

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené 1er septembre 2003 au 30 mars 2006.

Ses réalisations devaient contribuer principalement au résultat A3R de la LI. En effet, son objectif spécifique consistait à renforcer les capacités de l'ISABU à produire en quantité et qualité suffisantes les semences de souche et de pré-base de manière à satisfaire la demande.

Pour réaliser cet objectif, quatre résultats intermédiaires avaient été identifiés :

Résultat 1 : La production des semences de souche et de pré-base de qualité pour les principales cultures vivrières dont la pomme de terre (66 T, 255 T), la patate douce (1,2 T, 140T), le manioc (1,2 T, 510 T), le maïs (0,8 T, 24 T), le riz (0,5 T, 24 T), le blé (0,5 T, 30 T), le sorgho (20 kg, 2 T), le haricot (3 T, 30 T), le soja (0,4 T, 4 T), l'arachide (0,4 T, 4 T) et le petit pois (0,1 T, 1,5 T), est assurée.

Résultat 2 : Le contrôle interne de la qualité de semences est assuré par la réhabilitation et l'équipement des laboratoires, les inspections phytosanitaires des champs et des hangars de stockage ainsi que l'analyse qualitative au laboratoire des échantillons

assez représentatifs des stocks physiques.

Résultat 3 : Les capacités techniques des cadres et techniciens impliqués dans la gestion sont renforcés à travers la formation spécialisée de courte durée (stages de trois mois, formation locale de groupes, conférences et séminaires) dans les domaines de la biométrie, la technologie semencière, la phytopathologie, la gestion financière et comptable, la virologie nématologie, l'hortofruticulture, la biotechnologie et la maintenance des équipements.

Résultat 4 : Le germoplasme est reconstitué et conservé en lieu sûr à travers l'acquisition d'infrastructures et équipements appropriés, la collecte locale et l'introduction de nouvelles variétés, la caractérisation, l'élaboration des fiches techniques et du catalogue national des espèces et variétés ainsi que l'enrichissement de la banque de gènes.

Réalisations et résultats observés :

Le responsable national de l'exécution estime dans le rapport final du projet que « Les résultats sont satisfaisants malgré la durée courte et le contexte de crise que vivait l'institution nationale d'exécution. Les productions obtenues des semences de souche et de pré-base ont atteint les niveaux d'avant la guerre pour l'essentiel des cultures ciblées. Les infrastructures et équipements de contrôle interne de la qualité et de conservation du germoplasme ont été réhabilités. Le personnel a été formé même s'il faut encore intervenir pour mieux les spécialiser en contrôle de qualité et de conservation du germoplasme. La synergie avec les autres partenaires a été positive.»

Ceci est détaillé dans le rapport final, qui rapporte que les indicateurs sont pour la plupart atteints voire dépassés.

Les réalisations et résultats semblent donc atteints. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluation indépendante corroborant les affirmations du rapport final.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE8	CARITAS/FBSA PIADSA Projet Intégré d'Amélioration Durable de la Sécurité Alimentaire via l'autopromotion des populations dans les communes de Mwakiro et Buhinyuza en province de Muyinga	2,302,293 €	2,302,293 €	100%

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené du 1er octobre 2005 au 30 avril 2012, suite à une extension de 7 mois (date de clôture initialement prévue : 30 septembre 2011).

Il était prévu qu'il contribue aux résultats A1R à A5R de la LI.

En effet, les résultats et réalisations attendues étaient :

Résultat 1 : La production agricole est augmentée, conservée et diversifiée

Mettre à disposition de semences et boutures de qualité

Appuyer la mise en place de structures de stockage communautaires

Promouvoir la disponibilité des intrants agricoles

Vulgariser les techniques adaptées de production, fertilisation, conservation

Augmenter les surfaces emblavées / exploitées

Promouvoir les cultures de rente

Promouvoir les plantations forestières/fruitières

Résultat 2 : L'élevage caprin et bovin est redynamisé

Développer l'élevage caprin

Développer l'élevage bovin

Améliorer les soins vétérinaires

Promouvoir la disponibilité des intrants d'élevage

Promouvoir la stabulation du bétail

Résultat 3 : Des marais et bassins versants sont aménagés

Réaliser les travaux d'aménagement des marais

Mettre les marais en valeur

Aménager les courbes de niveau

Résultat 4 : les capacités communautaires sont renforcées

Réaliser une évaluation des CDC / CCC et formuler un plan de développement institutionnel

Actualiser les Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC)

Organiser des formations visant au renforcement des capacités des CDC / CCDC

Appuyer les CDC (CCDC) dans l'identification / formulation / financement de projets

Renforcer les caisses de développement communautaire

Résultat 5 : les activités génératrices de revenus sont promues

Résultat 6 : l'accès aux services micro-financiers est amélioré

Identifier les besoins de la population en matière de services micro financiers

Faciliter l'implantation de guichets micro-financiers Sensibiliser la population à l'épargne				
Réalisations et résultats observés :				
<p>L'évaluation à mi-parcours effectuée en 2008 et les rapports des dernières années de mise en œuvre du projet donnent des indications sur la l'obtention effectives des réalisations et résultats prévus. Ceux-ci apparaissent mitigés.</p> <p>Les réalisations liées aux résultats 1 et 2 sont dans l'ensemble satisfaisants. Seule l'activité liée aux cultures de rente n'a pas été mise en œuvre.</p> <p>Concernant le résultat 3, l'évaluation à mi-parcours effectuée en 2008 rapporte que si l'aménagement du marais prévu a été mis en œuvre, ses résultats n'étaient pas satisfaisants car sa gestion ne fonctionne pas. Les activités liées à la protection des bassins versants n'étaient pas non plus mis en œuvre de manière satisfaisante. Le rapport annuel pour 2012 notait des améliorations, mais les résultats n'étaient pas atteints.</p> <p>La plupart des activités liées au résultat 5 ont été annulées, on ne peut donc pas considérer que ce résultat est atteint.</p> <p>Concernant l'accès au microcrédit, les IMF ont été remplacées par des ASSEC, on peut en déduire que l'envergure du financement accessible est moindre et ainsi que ce résultat n'est que partiellement atteint.</p>				
Code A-BE9	Nom de projet Appui et relance du secteur semencier au Burundi (RAFS)	Montant budgétisé 3,000,000 €	Montant décaissé €1,737,108 €	Taux de décaissement 58%

**Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :**

Le projet a été mené de mai 2008 à août 2011.

Ses réalisations devaient contribuer principalement au résultat A3R de la LI. En effet, son objectif spécifique était l'augmentation de 5% de la production et l'utilisation de semences et plants de qualité, afin de contribuer à un objectif général d'augmentation de 5% de la production agricole.

Cinq résultats étaient ainsi visés par le projet :

Résultat 1 (648 K€) : des semences de pré base en quantité, qualité, diversité et aux époques propices à leur utilisation sont produites par l'ISABU

Résultat 2 (115 K€) : la production, distribution et la commercialisation des semences dans le pays sont coordonnées par l'administration burundaise

Résultat 3 (600 K€) : le contrôle qualité de l'ensemble des productions semencières est réalisé par un service performant

Résultat 4 (688 K€) : les opérateurs de la filière semencière sont privatisés et sont professionnalisés

Résultat 5 (52 K€) : les opérateurs de la filière semencière sont organisés au sein d'un syndicat professionnel

**Réalisations et résultats observés :**

L'évaluation à mi-parcours effectuée en 2010 et le rapport annuel 2010 rapportent que le résultat 1 n'est pas atteint de manière satisfaisante, ni le critère de quantité ni le critère de qualité n'étant remplis.

Concernant le résultat 2, l'adoption de la législation est un fait, ainsi que le plan national semencier

Le retard d'adoption légal, du aux processus électoral, impactait sérieusement la réalisation du résultat 3.

Le résultat 4 était pour sa part atteint de manière mitigée, en raison de la faiblesse des acteurs privés.

Le rapport d'évaluation était assez négatif vis-à-vis de l'atteinte du résultat 5 en raison du faible nombre de membres du syndicat.

Dans l'ensemble, le projet n'a pas atteint ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE10	Appui au développement agricole dans la province de Kirundo	3,500,000 €	1,709,849 €	49%

### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené d'octobre 2008 à avril 2012.

Ses réalisations devaient contribuer aux résultats A1R à A5R de la LI. Il avait en effet l'objectif spécifique suivant : « Les productions agricoles sylvicoles zootechniques et halieutiques sont augmentées, améliorées et valorisées dans la Province de Kirundo ».

Les résultats et sous-résultats suivants étaient attendus :

Résultat 1 Les services de la DPAE au monde agricole et les synergies entre acteurs sont améliorés.

Résultat 1.1 La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes.

Résultat 1.2 La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne.

Résultat 1.3 Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies.

Résultat 1.4 Les expériences locales sont valorisées au niveau national.

Résultat 2 Les services aux acteurs privés agricoles, bénéficiaires du PADAP/CAI, sont renforcés

Résultat 2.1 Les OPs sont professionnalisées.

Résultat 2.2 Les services d'appui aux OP et aux acteurs privés sont développés.

Résultat 2.3 Le financement du secteur agricole est amélioré.

Résultat 3 Les productions ASZH sont sécurisées, développées et valorisées

Résultat 3.1 Des filières prioritaires sont renforcées.

Résultat 3.2 La structuration des filières est engagée.

### Réalisations et résultats observés :

L'évaluation à mi-parcours menée en mai 2011 a constaté que le projet avait connu des difficultés au début de sa mise en œuvre.

Les réalisations sont jugées relativement satisfaisantes (p.31), mais elles sont inférieures aux objectifs fixés ce qui explique une atteinte seulement partielle des résultats poursuivis (pp. 20-30):

« Liés aux activités de la composante 1. L'évaluation a constaté :

. des effets positifs sur les conditions de travail des agents de la DPAE liés à la réhabilitation des bureaux et logements, branchement internet ;

- . des effets positifs constatés sur l'accroissement des capacités des agents de la DPAE ;
- . des effets attendus à court terme sur l'accroissement de la production de bananes et sur le revenu de 526 exploitants ;
- . des effets positifs attendus à moyen et long terme sur la conservation des berges des lacs et de la ressource halieutique.
- . une meilleure intervention sur la gestion et la conservation des ressources en eau et halieutiques avec la mise en place d'un Comité de coordination des activités sur les lacs de la province.

Liés aux activités des composants 2 et 3. L'évaluation a constaté :

- . des effets significatifs sur l'accroissement de la productivité et sur la sécurisation des productions vivrières sont attendus à très court terme. En effet, la facilitation du Projet a permis à 32 associations réunissant 1139 producteurs et à 10 producteurs individuels d'accéder au crédit. Au cours de la campagne actuelle (B 2011), ces crédits permettent de sécuriser et d'améliorer la productivité d'environ 54,5 ha de cultures vivrières (haricots, maïs).
- . des premiers effets positifs sur les revenus liés aux activités de stockage et de commercialisation sont attendus. La Journée mondiale de l'alimentation a permis d'accroître les ressources financières de 5 associations qui se sont engagées dans ces activités.
- . des effets positifs liés à l'accroissement des capacités essentiellement techniques des producteurs à travers les formations reçues.
- . des effets potentiels et à venir pour les membres de 8 associations récemment engagées dans la production de tomates en serre.
- . la situation qui perdure depuis février 2011 avec la saisie des filets illicites a pour effet de priver les pêcheurs de revenu et à la ressource halieutique de se régénérer. La protection des berges des lacs a été source de revenu, mais cet effet n'est pas durable. L'approvisionnement en filets réglementaires au profit des membres de 106 associations de pêcheurs aura un effet positif sur l'accroissement des captures (filet performant) et la conservation de la ressource (taille des mailles).
- . des effets réels sur les revenus des gestionnaires de 5 boutiques d'intrants (2,8 millions BIF). » (p.31 du rapport d'évaluation)

« L'analyse des effets liés aux différentes activités du Programme permet à l'évaluation de porter une appréciation globale et synthétique sur le degré de réalisation des 3 résultats du cadre logique et au-delà de son objectif spécifique.

R1 Les services de la DPAE au monde agricole et les synergies entre acteurs sont améliorés.

L'évaluation considère que le Projet a globalement cheminé vers la réalisation de ce résultat de façon satisfaisante en ce qui concerne l'amélioration des capacités d'intervention de la DPAE pour apporter des services aux producteurs. Des progrès restent possibles en matière de coordination et de synergie.

R2 Les services aux acteurs privés agricoles, bénéficiaires du PADAP/CAI, sont renforcés.

- L'évaluation a constaté que le Projet a peu cheminé vers l'émergence du CAI dont les objectifs ne sont pas perçus de la même façon par le Projet et par les producteurs.
- L'évaluation a noté la bonne performance du Projet en matière de facilitation d'accès au crédit avec une perspective de durabilité.



La facilitation de l'accès au crédit est un point fort du Projet.

- Pour faciliter l'accès aux intrants, l'évaluation a noté une amélioration à travers les 5 boutiques d'intrants mise en place à titre pilote. La perspective de durabilité reste incertaine dans le contexte d'un approvisionnement subventionné à prix fixé par l'Administration.
- Pour faciliter l'accès aux formations, le Projet a été performant en mobilisant contractuellement des prestataires.

Sur la base de ces constats, l'évaluation considère que le Projet n'a cheminé que partiellement vers la réalisation de ce résultat.

R3 Les productions ASZH sont sécurisées, développées et valorisées  
 Une première campagne vivrière en saison B 2010 a eu des résultats très mitigés. Ce n'est qu'au moment de cette évaluation au cours de la campagne B 2011 avec la mise en culture de 54,5 ha de cultures vivrières, la diffusion de rejets de bananiers, et l'approvisionnement en engrais par 5 boutiques d'intrants que le Projet est vraiment engagé dans la réalisation de ce résultat en matière de production. En matière de post-récolte, les 4 hangars du Projet restent en construction et les 7 du PPCDR géré par le Projet sont fonctionnels

L'évaluation considère que ce résultat est très faiblement atteint

Prises individuellement, les activités élémentaires du Projet sont efficaces car elles contribuent toutes à réaliser plus ou moins l'objectif spécifique et donnent satisfaction aux bénéficiaires rencontrés par la mission.  
 Toutefois, la réalisation très partielle des résultats attendus liée à la faible activité du Projet au cours de sa première phase fait que l'objectif spécifique relatif à l'accroissement des productions est faiblement atteint. [...] il est exclu d'apprécier la cible de 10% indiquée dans le cadre logique. »

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE12	Programme d'appui aux populations vulnérables de la province de Ruyigi	6,844,385 €	5,518,553 €	81%

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a débuté en octobre 2007 avec une clôture prévue en octobre 2012.

Ses réalisations devaient contribuer aux résultats A1R à A5R de la LI. Il avait en effet l'objectif spécifique suivant : L'augmentation de la production agricole et un meilleur accès aux services socio-économiques de base dans la Province de Ruyigi».

Les actions et résultats suivants étaient attendus :

Action 1 : Augmenter d'une manière durable la production agricole dans les 3 bassins versants (y compris les marais)

Aménagement des marais,

Aménagements anti-érosif des collines des bassins versants et

Production/vulgarisation agricole

Résultat 1: « la production agricole dans les 3 bassins versants (y inclus les marais) est augmentée d'une manière durable »

Action 2 : Mieux organiser le monde rural pour améliorer durablement la production et la valorisation des produits agricoles

Création des Unités de Production Agricole (UPA),

Professionnalisation des UPA,

Accès aux intrants et

Intégration des communes dans la conduite des activités

Résultat 2 est formulé ainsi : « le monde rural est mieux organisé pour améliorer durablement la production et la valorisation des produits agricoles ».

Action 3 : Renforcer la gestion foncière décentralisée, par le pilotage de la mise en place d'un guichet foncier dans une des trois communes,

Résultat 3 est formulé ainsi : « les communes sont renforcées dans leur rôle de sécurisation foncière »

Action 4 : Financer directement les infrastructures définies dans les plans de développement communaux

Résultat 4 est formulé comme suit : « les infrastructures sociales et économiques sont réhabilitées ou construites et maintenues, en lien avec les priorités des plans de développement communal ».

Réalisations et résultats observés :

L'évaluation à mi-parcours datant de juillet 2011 indique des résultats mitigés, ce qui était cohérent avec le rapport annuel 2010. En particulier, l'aménagement des marais a pris un retard important.

Le système de M&E fortement (absence de baseline, absence d'indicateurs quantifiés) défaillant rend difficile l'évaluation des résultats et de l'impact du projet.

Ainsi, il est difficile d'évaluer concrètement l'atteinte des objectifs spécifiques et objectifs opérationnels, mais il semble que l'à la date de l'évaluation de mi-parcours, le projet ne les ai pas atteints.

Tableau 4. Préviation DTF et exécution du projet : Aménagement et intrants

	2008		2009		2010		2011		2012	
	DTF	RP	DTF	RP	DTF	RP	DTF	RP	DTF	RP
Hectares aménagés en marais ha			400	0	400		300	378		
Semences riz en kg			3.600		7200	36 741	9900	1500	9900	
Semences de haricot en kg			7.000		14000		19300	3638	19300	
Semences d'arachides en kg						1681		1492		
Boutures de manioc (1.000)			135		450					
Engrais en Tonne			12		240		330		330	

Tableau 16 : Effectifs des adhérents aux UPAs

UPA	Adhérents
Nyabigozi	128
Nyarumuri	158
Kirumbu	127
Nyabikere	52
Nyamutetema	85
Nyaruganda	54
Bwome	96
<b>TOTAL</b>	<b>700</b>

Code A-BE16	Nom de projet CIP - Yam bean Central & West Africa - part Burundi	Montant budgétisé 472,915 €	Montant décaissé ND	Taux de décaissement ND
----------------	---	--------------------------------	------------------------	----------------------------

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Ce projet s'inscrit dans un programme plus large englobant plusieurs pays. Il devait contribuer aux résultats A1R à A3R.

Réalisations et résultats observés :

Le rapport annuel 2010 dont nous disposons ne liste pas beaucoup d'activités ou de résultat à part une distribution de matériel auprès de l'ISABU.

Dans ces conditions, il est difficile d'évaluer l'atteinte des objectifs spécifiques et objectifs opérationnels.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE 17	IITA -CIALCA Sustainable banana-based systems for African Great Lakes region (part BUR)	1,079,631 €	ND	ND
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Ce projet s'inscrit dans un programme plus large englobant plusieurs pays et comprenant deux phases. La phase 1 a été menée de 2006 à 2008 et la phase 2 est actuellement toujours en cours. Il devait contribuer principalement au résultat A2R.</p> <p>Ce projet est structuré autour de 4 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire avancer la science</li> <li>En favoriser l'adoption et l'application</li> <li>Avoir un impact</li> <li>Développer des capacités</li> </ul>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>Le rapport final pour la phase 1 indique des taux de réalisations satisfaisants (entre 75% et 100%) pour la plupart des activités concernant le Burundi, à l'exception de la création d'un centre de ressource à Bujumbura.</p> <p>Ainsi, on peut considérer que le projet a atteint les objectifs spécifiques et objectifs opérationnels liés à l'axe 1.</p> <p>Le rapport technique 2009 note les réalisations des différents axes pour la seconde période du projet:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire avancer la science : 14/20</li> <li>En favoriser l'adoption et l'application : 9/20</li> <li>Avoir un impact : 9,5/20</li> <li>Développer des capacités : 14,5/20</li> </ul> <p>Cette méthode de notation n'est pas reprise dans le rapport 2010, mais le suivi des indicateurs confirme les différences d'avancement entre les différents axes.</p> <p>Le projet étant toujours en cours et des rapports plus récents n'étant pas disponibles, il est difficile d'évaluer précisément l'atteinte des objectifs spécifiques et objectifs opérationnels, mais il semble que l'à la date du dernier rapport technique disponible (2009), les objectifs spécifiques et objectifs opérationnels liés aux axes 1 et 4 soient atteints dans leur majeure partie, alors que ceux liés aux axes 2 et 3 ne le sont pas encore.</p>				
A-EU2	Contribution à la restauration de la fertilité des	149,422 €	75,610 €	51%

	sols et à l'augmentation de la production agricole à travers la promotion des actions de lutte antiérosive et de gestion conservatoire des eaux (via Autorité communale de Buyengero (Partenaire ONG: COPED)			
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a débuté en janvier 2011 et est programmé pour une durée de 26 mois. Il devrait contribuer principalement au résultat A5R de la LI. En effet, il a pour objectif global de « Contribuer à la protection et à la restauration de la fertilité des sols à travers des techniques de bonne gestion conservatoire des eaux et des sols. » et pour objectif spécifique « d'aménager 250 hectares et reboiser 100 hectares du bassin versant de Mujigo afin d'augmenter la production agricole et la disponibilité du bois pour 250 ménages. »</p> <p>La mise en œuvre de ce projet vise deux résultats opérationnels :</p> <p>R.1 Le bassin versant de Mujigo est aménagé et les sols des exploitations sur la colline sont protégés contre l'érosion</p> <p>R.2 La capacité de gestion conservatoire des eaux et des sols des associations et des moniteurs agricoles est améliorée</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>Le rapport d'évaluation réalisé en juin 2012 et couvrant la période janvier 2011- février 2012 montrent des réalisations conformes voire légèrement supérieures aux prévisions. Toutefois, le projet n'étant pas terminé, les résultats ne sont pas encore intégralement atteints.</p>				
Code A-EU3	Nom de projet Projet de multiplication des boutures de Manioc et d'aide alimentaire aux ménages vulnérables en commune Butezi (via ONG CASOBU)	Montant budgétisé 155,135 €	Montant décaissé 136,406 €	Taux de décaissement 88%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a été mené d'août 2007 à août 2010. Il devait contribuer principalement au résultat A3R de la LI. En effet, ce projet devait contribuer aux objectifs globaux suivants :</p> <p>l'amélioration de l'état phytosanitaire des cultures vivrières, la réduction de la vulnérabilité des populations burundaises face à la famine et au déséquilibre nutritionnel des enfants,</p>				

l'amélioration des connaissances des agriculteurs en matière d'agriculture durable incluant la protection des sols et celle de l'environnement.

L'objectif spécifique du projet était d'améliorer l'état phytosanitaire du manioc et la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables en commune Butezi.

Pour ce faire, 3 résultats étaient visés et les activités suivantes ont été programmées :

R1 : installation du projet, achat des équipements et sensibilisation des groupements : Organiser trois ateliers de formation pour 75 leaders des 25 groupements bénéficiaires sur l'agriculture durable avec 3 jours par atelier.

R2 : octroi d'une aide alimentaire aux ménages vulnérables : distribution de 48 tonnes d'aide alimentaire à 800 ménages vulnérables et permettant l'augmentation des disponibilités alimentaires et nutritionnelles

R3 : multiplication des boutures de manioc résistantes à la mosaïque : distribution de 320 000 boutures de manioc indemnes de mosaïques à 1200 ménages cibles, 25 groupements d'agriculteurs participent à la multiplication

Réalisations et résultats observés :

Le rapport narratif final conclut que « Globalement, les résultats attendus ont été atteints à plus de 100 % mis à part que les 70 tonnes de manioc frais ne sont atteints à peine qu'à 50%. Cela n'a toutefois aucune influence négative car la continuité de la multiplication des boutures à laquelle les recettes de la vente de cette production étaient destinées est déjà en cours et en main des groupements. »

Plus précisément :

R1 : Au cours du projet, 81 leaders des groupements d'agriculteurs de la commune Butezi sur 75 prévus, ont été formés via 3 ateliers.

R2 : Au cours du projet, 8,7 tonnes de soja sur 6 prévues, 20 tonnes de haricot et 22 tonnes de riz ont été distribuées à 800 ménages vulnérables et à 125 associations de la commune Butezi et ont contribué à réduire les carences nutritionnelles et les risques de famine.

R3 : 356 000 boutures sur 320 000 prévues, sont disponibles dans les champs de multiplication des groupements et 1/3 des récoltes vont être distribuées d'ici fin décembre 2010 à 25 autres groupements qui vont faire le relais de cette multiplication. 95 000 boutures sont déjà distribuées à 58 groupements (deuxième et troisième année) qui ont déjà fait la multiplication. 32 tonnes de manioc frais vont être récoltées avec les boutures et 2 autres tonnes ont été récoltées sur le site Misugi.

D'après ces informations, la majorité des objectifs spécifiques et objectifs opérationnels sont atteints. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'une évaluation finale indépendante corroborant les affirmations du rapport final.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-EU4	Renforcement de la filière de production de semences de qualité pour l'amélioration de la production agricole à Karusi (via ONG CISV)	298,625 €	298,625 €	100%

<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a été mené de février 2006 à février 2008. Il devait contribuer principalement aux résultats A3R et A5R de la LI. En effet, il avait pour objectif spécifique « d’apporter un appui concret aux agriculteurs des communes de Mutumba, Shombo et Nyabikere, en province de Karusi, pour l’approvisionnement en semences de qualité sélectionnée et pour améliorer la productivité en quantité et en qualité pour l’autoconsommation et pour l’accroissement des revenus. »</p> <p>Pour ce faire, 3 résultats étaient visés et les activités suivantes ont été programmées :</p> <p>Résultat 1 - Les agriculteurs ont à disposition des semences améliorées</p> <p>Activité 1.1 – Multiplication des boutures de manioc résistant au virus de la mosaïque sévère</p> <p>Activité 1.2. – Multiplication des semences améliorées de haricot</p> <p>Activité 1.3. – Multiplication des semences améliorées de pommes de terre</p> <p>Activité 1.4 – Multiplication des semences améliorées de riz.</p> <p>Résultat 2- La production de riz dans les marais aménagés est augmentée</p> <p>Activité 2.1 – Aménagement de 25 ha de marais.</p> <p>Résultat 3 - Les bassin versant ont été mis en sécurité et le risque hydrogéologique est diminué</p> <p>Activité 3.1 – Aménagement de 75 ha de bassin.</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>Le rapport narratif final indique que le résultat 1 n’est atteint complètement que pour le riz, que le résultat 2 est atteint, et que le résultat 3 est dépassé puisque 85ha de bassins ont été aménagés. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d’une évaluation finale indépendante corroborant les affirmations du rapport final.</p>				
Code A-EU6	Nom de projet Projet de multiplication et de diffusion de matériel de plantation de colocase en province de Rutana (via ONG ISCOS)	Montant budgétisé 390,416 €	Montant décaissé 324,222 €	Taux de décaissement 83%
<p>Le projet a été mené d’août 2007 à juin 2010. Il devait contribuer principalement au résultat A2R. En effet, il avait pour objectif spécifique de « multiplier et diffuser des plants de colocase sains et tolérants aux maladies dans la commune de Giharo. »</p> <p>Pour ce faire, 3 résultats étaient visés :</p> <p>Résultat 1 : 130.000 vitro plants de colocase sont produits</p> <p>Résultat 2 : 617.500 plants de colocase sont produits au centre semencier et disponibles pour une remultiplication</p>				

Résultat 3 : 3.087.500 plants de colocase sont diffusés dont 617.500 distribués à 6.175 ménages vulnérables				
Réalizations et résultats observés :				
Le rapport narratif final indique que le résultat 1 est partiellement atteint, du fait de problèmes liés aux appels d'offre et à la capacité des fournisseurs à livrer les quantités commandées. Cela a impacté l'atteinte des résultats 2 et 3, qui ne sont également que partiellement atteints. Nous noterons également que nous ne disposons pas d'une évaluation finale indépendante corroborant les affirmations du rapport final.				
Iscos Food Rutana (20.06.2010)		Effectif	Objectif	Différence
S2 en production		24	26	-2
# associations		52	26	26
# bénéficiaires directs		835	702	133
# vitro plants au départ		81.800	130.000	-48.200
# plants en production		453.465	617.000	-163.535
# plants acheté/et planté		73.847	X.Violaceum	
# plants produits		2.267.325	3.087.500	-820.175
# rejets acheté/ et diffusé		237.214	ADO/Avenant/+4 mois	
Diffusion des rejets/total		1.674.500	3.087.500	-1.413.000
# bénéficiaires 'tous'		16.745	30.875	-14.130
Code A-EU7	Nom de projet Appui au redémarrage agricole dans 6 communes des provinces frontalières (via ONG	Montant budgétisé 457,185 €	Montant décaissé 1,457,185 €	Taux de décaissement 100%



CARITAS)				
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a été mené de décembre 2004 à mars 2006. Il devait contribuer principalement aux résultats A1R et A2R de la LI. Il visait les résultats suivants :</p> <p>R1 : Les intrants agricoles sont distribués à 10.000 ménages R2 : Des chèvres et boucs sont distribués à 5000 ménages et un mécanisme de « chaîne de solidarité » est mis en place R3 : Une sensibilisation aux techniques agricoles optimales est assurée aux 10.000 ménages bénéficiaires</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>L'évaluation finale menée par CARITAS indique que les résultats 1 et 2 ont été atteints, mais que leur effet a pu être réduit par la sécheresse qui a frappé la région au premier semestre 2006. Le résultat 3 est plus mitigé.</p>				
Code A-EU8	Nom de projet Contribution à la stabilisation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux par l'amélioration de leur capacité de gestion conservatoire des eaux et des sols (via ONG COPED)	Montant budgétisé 654,251 €	Montant décaissé 357,422 €	Taux de décaissement 55%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a démarré en juillet 2010 avec une clôture prévue en 2013. Il devait contribuer principalement aux résultats A1R à A5R de la LI. Il visait les réalisations et résultats suivants :</p> <p>R1- Infrastructures d'irrigation aménagées R.1.1 -Dans ce marais 232 ha sont irrigables et exploitables toute l'année; R.1.2-environ 1500 ménages ont chacun une parcelle d'au moins 15 ares dans ce marais R2- Aménagement du bassin versant de Kamira et protection des sols contre l'érosion R.2.1 Longueur plantée de haies sur courbes de niveau: 120 km (nombre d'éclats de souche plantés: 750000 Tripsacum et 750000 Bana Glass) R.2.2 Nombre de plants agroforestiers, de plants fruitiers et de vitro-plants de bananier plantés: 20040 Grevillea, 480000 Calliandra, 15000 plants fruitiers et 30000 plants de bananier</p>				

<p>R.2.3 Nombre de plants forestiers produits et plantés: 90000 Eucalyptus</p> <p>R3- Accès des ménages ciblés aux semences pour les cultures à haut potentiel de production</p> <p>R.3.1. Quantité de semences distribuées et nombres de ménages bénéficiaires: 30 T de pomme de terre distribuées à 5 associations et 150 kg de semences maraîchères distribuées à 1500 ménages</p> <p>R.3.2. Production obtenue: 150 T de semences commerciales de pomme de terre et 600 T de légumes au cours de la durée du projet (3 ans). Après chaque saison 15 T de semences de pomme de terre remboursées par les associations sont distribuées à 300 ménages.</p> <p>R4- Capacity building</p> <p>R.4.1 20 membres des associations locales sont formés sur différents thèmes: agroforesterie, aménagement du bassin versant, entretien des infrastructures en marais, maraîchage, etc.</p> <p>R.4.2 Au moins 70% des membres formés sont satisfaits et ont assimilé la matière des formations</p> <p>R.4.3 Une visite d'échange d'expérience est organisée pour 20 responsables des associations</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>Le rapport d'évaluation réalisé en mai 2012 souligne le retard pris dans l'aménagement du marais de Kamira (Résultat 1). Le rapport d'avancement d'activité réalisé en décembre 2011 indique des taux d'atteinte relativement satisfaisants pour les autres résultats.</p>				
Code A-EUg	Nom de projet Valorisation Intégrée des Marais en Appui à la Sécurité Alimentaire dans la Province de Gitega, Burundi (VIMASA) (via ONG CISV)	Montant budgétisé 684,216 €	Montant décaissé 414,030 €	Taux de décaissement 61%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a débuté le 1er mars 2009 et est programmé pour 48 mois.</p> <p>Il vise 5 résultats principaux, qui devraient lui permettre de contribuer aux résultats A1R à A5R de la LI :</p> <p>Résultat 1 : 124 ha de marais sont aménagés par une meilleure gestion de l'eau et 200 ha de bassins versants sont protégés</p> <p>Résultat 2 : Le rendement par ha de riz, maïs, pomme de terre et produits maraîchers est amélioré et les semences de qualité sont diffusées</p> <p>Résultat 3 : Le rendement par ha de riz, maïs, pomme de terre et produits maraîchers est amélioré et les semences de qualité sont diffusées parmi les paysans</p> <p>Résultat 4 : Les capacités des acteurs locaux sont renforcées en matière de gestion de l'eau, de la valorisation agricole des marais et gestion intégrée des bassins versants par des formations spécifiques et adaptées</p>				

Résultat 5 : La gestion Intégrée des ressources en eau (GIRE) est un cadre de référence adapté à tous les niveaux pour la concertation entre les acteurs autour du développement durable

Réalisations et résultats observés :

Le rapport annuel pour la période mai-décembre 2011 indique les résultats suivants :

Résultat 1 : en cours de mise en œuvre

Résultat 2 : satisfaisant

Résultat 3 : en cours de mise en œuvre

Résultat 4 : satisfaisant, certaines activités prévues pour la dernière année

Résultat 5 : La plupart des formations ont été organisées sauf celles prévues pour la dernière année de mise en œuvre du projet. Par contre, aucun des émissions radiophoniques prévues n'ont été enregistrées.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-EU10	Diversification des revenus agricoles au Burundi par l'intensification de l'arboriculture et la fruiticulture (DRABIAF) (via ONG Caritas International)	748,512 €	598,810 €	80%

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené de mars 2007 à juillet 2011.

Il devait contribuer aux résultats A1R à A4R de la LI. Il avait pour objectif spécifique l'intensification de l'arboriculture et de la fruiticulture et visait trois résultats :

- 1- La culture du palmier à huile est vulgarisée dans 4 régions écologiquement adaptées
- 2- les collines non exploitables sont regarnies par la mise en place de petits boisements privés
- 3- La diffusion de plants fruitiers et la transformation des fruits sont soutenues

Réalisations et résultats observés :

Le rapport final indique les taux d'atteinte des trois résultats suivants:

le résultat 1 a été atteint à 92 %

le résultat 2 a été atteint à 171 %

le résultat 3 a été atteint à 68 %

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-EU16	Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi (PAIVA-B) (via FIDA)	4,500,000 €	4,200,000 €	93%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le projet a été mené du 1er avril 2009 au 31 décembre 2011, suite à une prolongation de 3 mois de la durée initialement prévue. Projet financé avec les fonds de « facilité alimentaire »</p> <p>Le projet devait contribuer aux résultats A1R à A5R ainsi que A21R puisqu'il intégrait 3 composantes principales :</p> <p>1- Accroissement de la production agricole et de la disponibilité alimentaire : réhabilitation de 552 ha d'anciens marais, aménagement de 540 ha de nouveaux marais, protection de 10.920 ha de bassins versants, développement d'une chaîne de solidarité de gros et petit bétail dans les communes et bassins versants d'intervention</p> <p>2- Infrastructures rurales : réhabilitation de 51 km pistes pour l'accès aux marchés et de 5 magasins de stockage.</p> <p>3- Renforcement des capacités locales : appui aux CDC de ces communes et aux organisations paysannes qui seront constituées et appuyées</p>				
<p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>Le rapport final indique que le résultat 2 a été atteint à 100% pour les pistes et que 6 magasins au lieu des 5 prévus ont été construits.</p> <p>Le rapport final indique que les objectifs du résultat 3 ont été largement dépassés, mais que ces excellents résultats ne sont pas entièrement dus au projet.</p> <p>Concernant le résultat 1, les résultats sont également majoritairement atteints. En particulier, la superficie des marais aménagés et réhabilités est de 99% de l'objectif initial et cela représente 24% de la superficie des marais devant être réhabilités dans la zone du projet.</p>				

**Tableau n° 3: Données physiques sur les périmètres des marais**

Province	Aménagement						Réhabilitation					
	Marais (nbre)	Péri-mètres (nbre)	Sup. (ha)	Bénéficiaires		Coût/ha (BIF)	Marais (nbre)	Péri-mètres (nbre)	Sup. (ha)	Bénéficiaires		Coût/ha (BIF)
				total	% fem.					total	% fem.	
Gitega	2	13	138	1 676	33%	3 957 243	3	22	283	4 068	28%	2 159 996
Karusi	3	5	119	1 994	22%	2 780 421	4	19	370	8 314	28%	2 470 497
Kayanza							1	10	176	2 458	17%	2 244 547
<b>Total / moyenne</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>257</b>	<b>3 670</b>	<b>27%</b>	<b>3 412 333</b>	<b>8</b>	<b>51</b>	<b>829</b>	<b>14 840</b>	<b>26%</b>	<b>2 316 530</b>

Code A-EU17	Nom de projet Contribution à l'allègement de la flambée des prix des denrées alimentaires par l'amélioration des capacités de production des associations exploitant les périmètres irrigués de l'Imbo (via FAO)	Montant budgétisé 5,500,000 €	Montant décaissé 5,000,000 €	Taux de décaissement 91%
-------------	---	----------------------------------	---------------------------------	-----------------------------

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené du 1er mai 2009 au 31 juillet 2011.

Le projet devait contribuer aux résultats A1R à A5R ainsi que A21R puisqu'il visait 3 résultats principaux :

R1: Les infrastructures d'irrigation et les capacités de gestion de l'eau par les usagers sont rétablis : réhabilitation d'infrastructures d'irrigation, de terres irrigables, de pistes rurales, d'une digue et curages de rivières

R2. L'accès des producteurs aux intrants agricoles de qualité est assuré : Appui aux associations pour la mise en place du maraîchage et des cultures vivrières de contre saison (arachide, soja), construction de hangars de stockage, distribution d'engrais (NPK et urée) aux associations de riziculteurs, distribution de bœufs et d'outils.

R3. Les capacités d'appui à la production des organisations paysannes sont renforcées : formations

Réalisations et résultats observés :

Le rapport final indique que les résultats 2 et 3 ont été atteints, et que les réalisations liées à ces résultats ont dépassé les initialement objectifs fixés.

L'atteinte du résultat 1 est plus mitigée : le principal problème rencontré a été une sous-estimation majeure du coût du dragage de 17,5km prévu, qui n'a donc pas pu être effectué. 17,5km de rivière ont été rectifiés mais il s'agit d'une solution temporaire non durable. Faute de budget également, seuls 8 km de digue ont été réparé contre 20 prévus. Toutefois, la superficie d'hectares réhabilités et mis en valeur par irrigation a été plus importante que prévu.

Enfin, également pour des raisons budgétaires, seuls 60km de pistes rurales ont été réhabilités contre un objectif de 72.

Aucun suivi de l'effet sur les prix agricoles, contrairement à ce que suggère le titre du projet

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-EU18	Programme Post-Conflict de Développement Rural (PPCDR 2006 – 2013)	71.600.000 €		

L'objectif global de développement auquel prétend contribuer le projet est la « réduction de la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie et de travail en milieu rural ». L'objectif spécifique est « l'augmentation durable et équitable des revenus en milieu rural ».

Les résultats attendus sont :

R1) Des outils de sécurisation alimentaire commencent à être mis en place ;

R2) Les capacités des acteurs intervenant dans le monde rural (institutions publiques et acteurs non étatiques) commencent à être renforcées ;

R3) Des infrastructures rurales sociales et économiques sont construites et

R4) Les activités productrices sont relancées dans les zones d'accueil des sinistrés, les infrastructures rurales sociales et économiques sont réhabilitées et/ou construites dans ces mêmes zones et la valorisation des terres disponibles est favorisée.

Sur la base des quatre résultats le projet s'articule autour des quatre composantes suivantes :

(C1) La mise en place d'outils de sécurisation alimentaire;

(C2) La réhabilitation et la construction d'infrastructures rurales;

(C3) Le renforcement des capacités des institutions publiques et des acteurs du monde rural et

(C4) la mise en place des conditions d'accueil des sinistrés. A noter que cette dernière composante est exécutée par le biais des agences spécialisées des Nations Unies.

Le rapport d'évaluation à mi-parcours (en word) de décembre 2009 donne les éléments appréciatifs

Les effets du programme en termes d'augmentation de revenus sont peu visibles. D'autre part l'appréciation de l'efficacité est rendue très difficile par le fait que le programme a complètement ignoré le système d'indicateurs prévus dans la CF, qui, si opportunément suivis permettraient de mesurer adéquatement les effets. Par contre l'UGP ne maintient aujourd'hui qu'un simple suivi des activités et des produits. Par conséquent on ne peut que se limiter à spéculer sur les effets : (i) pour la composante infrastructure (C2), la principale réalisation jusqu'à présent, la réhabilitation du tronçon Ruyigi-Canzuko de la RN13, contribue sans doute à la mobilisation plus rapide et moins coûteuse des biens et des personnes, ayant ainsi une retombée, même indirecte, sur l'économie rurale ; (ii) les effets économiques prévus en faveur des sinistrés (C4) par contre n'ont pas été atteints vu que la composante 4 s'est limitée à réaliser des abris et des infrastructures sociales qui de toutes façons constituent, une contribution en termes de qualités de vie et des services pour ce groupe vulnérable; (iii) pour la composante sécurité alimentaire (C1) l'intervention n'est intervenue jusqu'à présent que sur environ 200 des 1.100 ha d'aménagements prévus, 400 des 3500 bovins ont été distribués, 19 des 30 magasins de stockage ont été construits et plusieurs pépinières réalisées. Un jugement sur la capacité de ces investissements de produire des revenus additionnels pour les bénéficiaires est très prématuré. On peut constater dans certains cas que la qualité des travaux est médiocre (aménagements déjà réalisés) et que le niveau d'encadrement des bénéficiaires est insuffisant, de manière qu'une attention beaucoup plus profonde semble être nécessaire pour les prochaines réalisations. Les mécanismes de ciblage ne paraissent pas être bien définis non plus, car beaucoup des options offertes aux populations semblent ne pas se prêter aux ménages les plus démunis. Dans le cas du projet bovins, on observe une stratégie assez claire et prometteuse qui doit être toutefois perfectionnée pour la partie commercialisation et transformation, tandis que pour d'autres volets (palmiers à huile) la stratégie ne paraît pas encore bien définie; (iv) finalement en matière de renforcement des acteurs (C3) les actions paraissent un peu dispersées vu le manque d'une politique nationale structurée et d'un cadre institutionnel mûr. Les appuis aux institutions nationales (DIGEBU, SIP, GR) sont des apports utiles mais pas déterminants en vue de la « restauration des capacités de conception programmation et suivi des politiques et stratégies sectorielles » tel que souhaitée par la CF. Au niveau provincial, on s'est limité à fournir des équipements aux DPAE et des Plans d'Aménagement Territoriaux (SPAT) aux Gouvernorats, mais sans beaucoup d'efforts pour les impliquer réellement dans le Programme. Finalement la stratégie pour renforcer les organisations paysannes et leur permettre de bien utiliser et sortir les bénéfices des investissements du programme, n'a été pas été claire jusqu'à présent. On a alterné des approches différentes (suivi direct ou par le biais d'ONG) sans arriver à une formule efficace. Les actions à caractère productif nécessiteront un suivi intensif et coordonné au niveau de l'organisation et de la gestion, pour lequel une stratégie globale reste à définir. Ceci dit, l'impression est qu'il reste au programme encore beaucoup à faire pour atteindre les effets espérés. La longue expérience (et les erreurs) mûrie jusqu'à présent constitue un capital sur lequel le programme pourrait bâtir ses futurs résultats pour atteindre le PP original. Mesurer adéquatement ces effets reste, entre autres, un défi du programme.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-PB1	Assistance agricole d'urgence aux populations	1,000,150 €	1,000,150 €	100%

rurales vulnérabilisées par le conflit et les aléas naturels ainsi qu'aux groupes spécifiques chroniquement vulnérables. DMV/HH BI FAO CAP 2005			
--	--	--	--

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené du juin 2005 à juin 2006 par la FAO

Le projet devait contribuer principalement aux résultats A1R à A3R puisqu'il avait pour objectif de rétablir la capacité de production de 100.000 ménages ruraux vulnérables via la distribution de semences et de houes.

**Tableau 1: Bilan des achats et des distributions réalisés dans le cadre du projet**

Article	Quantité prévue	Quantité commandée/ achetée/distribuée	Origine des fournitures
Haricot (Mélange de haricots nains)	1 000 tonnes	1 200 tonnes	Local
Soja	50 tonnes	59 tonnes	Local
Maïs	100 tonnes	0	
Blé	30 tonnes	0	
Arachide	0	23 tonnes	Local
Sorgho	100 tonnes	0	
Patate douce	2 000 000 boutures	2 000 000 boutures	Local
Manioc	1 000 000 boutures	0	
Bananier	50.000 vitro-plants	50 000 vitro-plants	Local
Semences maraîchères <sup>1</sup>	1 000 kg	1 040 kg	International
Houes	100 000 pièces	105 000 pièces	International
Plants fruitiers	50 000 plants	50 000 plants	Local
Agro forestiers	100 000 plants	100 000 plants	Local

Réalisations et résultats observés :

Le rapport final indique que les quantités de semences distribuées correspondaient aux objectifs initiaux du projet sauf pour le manioc, le sorgho, le blé et le maïs, dont les allocations ont été transférées aux achats de haricot dont le prix était plus élevé que prévu. A part le manioc, les autres semences dont la distribution a été annulée étaient minoritaires, cette modification n'a donc pas d'impact décisif sur

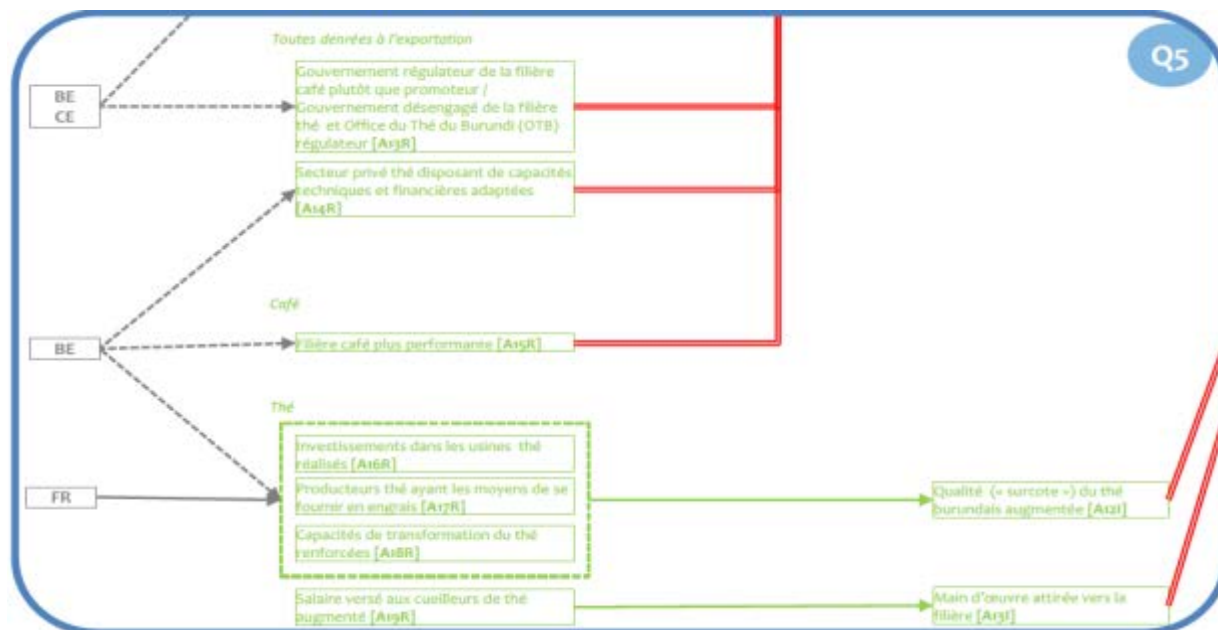


l'efficacité du projet dont les résultats sont jugés satisfaisants. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluations indépendantes corroborant ces informations. <sup>21</sup>				
Code A-UK1	Nom de projet DFID contribution to GTZ - Burundi Water and Sanitation National Programme	Montant budgétisé 1,066,000 €	Montant décaissé 1,066,000 €	Taux de décaissement 100%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</p> <p>Le financement du DFID s'inscrit dans un programme de coopération technique et financière de la GTZ dans le domaine de l'eau de 9 ans, lancé en 2007. Le co-financement du DFID concernait plus particulièrement la composante numéro 5 du programme "Integrated Water Resources Management" durant une période initiale du 1er janvier 2009 au 31 mars 2011. Ce projet devait ainsi contribuer au résultat A5R de la LI.</p> <p>L'objectif spécifique de la composante 5 est « l'amélioration du cadre institutionnel et juridique pour une gestion nationale intégrée des ressources en eau ». La participation du DFID visait spécifiquement à créer un système d'information sur les ressources en eau disponibles qui servirait de base à leur gestion.</p> <p>Les réalisations prévues étaient :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. A hydro(geo)logical baseline study of national and border ground and surface water resources.</li> <li>2. Provision of Geographic Information Systems (GIS) IT equipment and training to enable exact location of water sources and meteorological stations.</li> <li>3. Extension of the existing national data base on improved and non-improved sources of water to include groundwater resources.</li> <li>4. Rehabilitation of meteorological stations.</li> <li>5. Training of partner staff in GIS use, data collection, entry and analysis and capacity building in water quality management.</li> </ol> <p>Réalisations et résultats observés :</p> <p>D'après le rapport final du projet, réalisé en avril 2011, les résultats du projet sont satisfaisants pour les quatre dimensions. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluations indépendantes corroborant ces informations.</p>				

---

<sup>21</sup> Rapport final décembre 2006 p.11

### Synthèse des réalisations et résultats des interventions des DPE dans le domaine de l'agriculture (QE5)



Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE18	Accompagnement des caféiculteurs Broederlijk Delen & INADES Formation	2005: 54.000€ 2006: 55.000€ 2007: 55.000€ 2008: 62.000€ 2009: 62.000€ 2010: 100.000€ 2011: 90.000€ Total: 478 000€	478 000€	100%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

L'accompagnement des organisations des caféiculteurs par Inades-Formation Burundi a eu lieu sur la période de 1999 à 2010. IL visait le résultat A15R de la LI.

Les objectifs pour les périodes comprises dans le champ de la présente évaluation étaient :

Pour la période 2006-2008 :

Aider les OP à développer des alternatives de financement de leurs activités et des sous-projets de leurs membres en vue d'avoir accès facile aux services de base (santé, habitat, scolarisation, intrants,..)

Développer des stratégies susceptibles de promouvoir la mise en pratique les valeurs d'éducation à la paix pour un développement organisationnel et économique du monde rural.

Aider les OP à saisir des opportunités de financement dans leur milieu et celles en rapport avec la gestion durable des ressources naturelles

Pour la période 2009 à 2011, Inades est resté dans sa ligne de mire en retenant les objectifs qui visent à permettre aux caféiculteurs :

de bien s'organiser en associations et en coopératives opérationnelles et d'être plus actif dans la gestion des activités en amont et en aval de la filière ;

d'être associés dans la prise de décision sur l'orientation politique de la gestion de la filière ;

de devenir des artisans de la paix et de contribuer à la promotion d'un Etat de droit dans la société et dans la bonne gouvernance locale.

de considérer l'aspect genre dans toutes les initiatives qui se prennent au sein des associations et des coopératives.

D'après le rapport d'évaluation de janvier 2011, es résultats attendus étaient :

« entre autres le fait qu'il y a des associations qui sont bien structurées et qui gèrent les activités en amont et en aval de la filière ainsi que les caféiculteurs qui influencent les décisions sur la gestion de la filière café.

Nous pouvons souligner aussi que certains leaders des associations sont capables d'assurer la prévention et la gestion pacifique des

conflits au sein de leur communauté en vue de la promotion d'un Etat de droit.

Dans le domaine du commerce, les coopératives commencent à participer à la commercialisation du café, assurer l'approvisionnement en intrants et offrir des crédits aux membres. Enfin l'aspect genre est pris en compte dans la gestion quotidienne des associations et des coopératives. »

Réalisations et résultats observés :

Le rapport d'évaluation rédigé en janvier 2011 identifie des résultats dans les 6 domaines suivants :

Structuration du mouvement associatif: INADES a réussi à faire évoluer les mentalités, passant d'une logique de participation à une coopérative contre des avantages en nature à une implication des producteurs dans logique d'auto promotion, entre autre grâce à la mise en place de caisses de prévoyance internes aux associations.

Le tableau suivant donne la situation du mouvement associatif des caféiculteurs à la fin de 2009<sup>22</sup> :

Noms de l'organisation	Localité	Type	Nombre d'unions membres	Nombre d'associations membres	Nombre de membres
BONAKURE	KAYANZA	Fédération	26	592	20.529
MFASHANGUFASHE	KIRUNDO-MUYINGA	Fédération	31	858	24.042
MUCO W'IKAWA	MUMIRWA	Fédération	27	516	19454
NKORERANGUKIZE	NGOZI	Fédération	29	705	15.658
SHIRAMAZINDA	KIRIMIRO	Fédération	32	397	27.709
TOTAL			145	3.068	107.392

Au cours des années 1999-2010, IFB a consacré énormément de temps à implanter dans le périmètre des cinq SOGESTALS, des associations de caféiculteurs à la base. Cette activité a été réalisée directement par l'IFB surtout depuis 1999 à 2005. En 2005, IFB a presque clôturé les activités d'appui direct à la structuration. L'activité s'est poursuivie par des acteurs-relais qui avaient été préalablement formés pour l'étendre dans les autres zones où les caféiculteurs n'avaient été contactés par L'IFB.

Renforcement des capacités opérationnelles des associations des caféiculteurs : des résultats sont atteints à quatre niveaux :

<sup>22</sup> Rapport annuel 2009, IFB, p.12

Les associations des caféiculteurs à la base : S'agissant du renforcement des capacités dont ont bénéficié les leaders de ces associations à la base, nous avons remarqué des impacts du côté des bénéficiaires d'une part et dans le milieu environnant d'autre part. En effet, les leaders des associations affichent souvent un comportement fort apprécié dans la communauté.[ ... ] Nous avons cependant relevé une insuffisance au cours de nos échanges. Nous nous sommes rendu compte que les leaders des associations à la base ne savent pas à quel genre d'association ils appartiennent ( ABL ou ASBL).

Les Unions : nous avons constaté que toutes les unions des caféiculteurs s'acquittent bien de leur mission, principalement celle de faciliter aux caféiculteurs un meilleur accès aux usines. Les comités d'observation des services de pesées et des paiements aux planteurs, travaillent à la satisfaction de ceux qui les ont désignés. Ceux qui apportent leurs cerises aux centres de collecte gérées par les associations ou les coopératives des caféiculteurs ne se plaignent pas non plus. Ils sont satisfaits de l'organisation de ces centres. Nous considérons donc que l'appui d'IFB apporté aux comités des unions a créé un impact.

Les Fédérations des caféiculteurs : nous avons constaté que les fédérations sont bien équipées en moyens matériels et moyens humains. Nous estimons donc qu'elles sont capables de renforcer les capacités des leaders des unions dans l'identification et l'élaboration des microprojets, quitte à ce que à leur tour, ils puissent appuyer les leaders des associations à la base dans la confection de leurs microprojets dont leur réalisation augmenterait leurs revenus.

La confédération nationale des associations des caféiculteurs : Comme la confédération est une structure qui a en sa charge, la représentation des caféiculteurs au plus haut niveau, si IFB n'était pas resté à ses côtés matériellement et techniquement, il aurait été difficile à cette jeune structure, sans ressource humaine expérimentées et ressources matérielles suffisantes d'être à la hauteur de sa mission. Aujourd'hui, la confédération dispose de bonnes capacités d'analyse et de proposition parmi d'autres acteurs concernés par la filière café. Elle dispose d'une administration, produit des rapports à envoyer aux partenaires grâce aux appuis-conseils qu'IFB lui a apporté. Elle s'organise aussi pour essayer de rester en contact régulier avec les structures intermédiaires (fédérations et unions) pour s'enquérir des préoccupations des caféiculteurs à la base.

Prise en compte de l'aspect genre : La prise en compte de l'aspect genre a été au centre des préoccupations d'IFB durant tout le processus d'accompagnement des associations des caféiculteurs. En effet depuis 2005, la sensibilisation a été continue, invitant les associations des caféiculteurs à se préoccuper de l'aspect genre, dans la composition des organes dirigeants, la gestion des revenus ainsi que dans toutes les dynamiques collectives en rapport avec les filières agricoles.

Des appuis-conseils transversaux ont été également donnés à l'occasion des réunions, sur la prise en compte des intérêts des femmes dans les organes de gestion et de prise de décision.[...] De manière générale donc, à tous les différents niveaux de structuration, les points de vue des femmes sont de plus en plus pris en considération dans la gestion des revenus et des activités sur le café

Mobilisation des ressources financières endogènes : IFB a constamment insisté sur la notion de développer l'auto-suffisance autant que possible au sein des associations, en initiant des microprojets générateurs de revenus. Des ateliers ont été alors organisés pour renforcer les capacités des leaders de ces associations.

D'après les informations récoltées auprès de différentes fédérations par la mission d'évaluation, ces microprojets sont en cours de mise

en œuvre mais la plupart des fédérations ne disposent toujours pas de moyens financiers suffisant à leur fonctionnement.

Positionnement des associations des caféiculteurs face à la réforme de la filière café : D'après le rapport d'évaluation, dans l'objectif d'appuyer les associations des caféiculteurs à se positionner pour défendre les intérêts de leurs membres face à la réforme de la filière café, IFB leur a apporté des appuis substantiels à travers la facilitation et l'organisation des activités suivantes :

Publication d'articles dans le bulletin « Tumenyane » pour informer le public sur la position des producteurs face à la réforme ;

Appui à la confédération pour sensibiliser les décideurs et l'opinion publique en général à la cause des producteurs de café ;

Organisation d'un atelier de réflexion à l'intention des leaders des caféiculteurs afin d les aider à faire une analyse de la situation actualisée du processus de la réforme de la filière et de pouvoir formuler des propositions, ;

Organisation ou soutien à l'organisation régulière de réflexions consécutives aux décisions ou déclarations des autres acteurs sur la réforme de la filière café ;

Appui-conseil aux leaders des fédérations pour bien négocier leurs cahiers de charge et leur mise en œuvre afin de trouver une solution au problème global de collaboration entre les organisations des caféiculteurs, l'administration territoriale et les DPAE. Publication de cette mise en œuvre du plan d'encadrement dans le bulletin trimestriel «Tumenyane »;

Appuis –conseils à la confédération et aux fédérations(1) dans la négociation d'un budget de fonctionnement à partir d'un prélèvement sur les recettes de la filière,(2) dans la maîtrise de la filière café dans un contexte de désengagement de l'Etat, ainsi que(3) dans l'organisation et fonctionnement des unions dans une perspective de participation à la gestion des stations de dépulpage et lavage des cerises ;

Facilitation de la mise en relation des leaders de la confédération nationale et des fédérations avec les acteurs influents en matière d'orientation de la réforme de la filière.

Le rapport d'évaluation considère les résultats des actions d'appui et d'information d'INADES comme satisfaisants, tout en ajoutant que « le positionnement des caféiculteurs face au désengagement de l'Etat dans la filière café connaît encore des difficultés. L'accompagnement de leurs leaders reste indispensable en vue de bien poursuivre les négociations auprès des acteurs influents dans la démarche dudit désengagement.

Gestion organisationnelle des coopératives: IFD a entrepris une série d'activités pour les appuyer à la création de ces coopératives. Il s'agit de l'appui à l'élaboration des textes légaux (statuts et règlement d'ordre intérieur) et la mise en place des comités de gestion de ces coopératives.

D'après les informations récoltées auprès des 17 coopératives -pilotes par la mission d'évaluation « Parmi ces 17 coopératives, certaines ne sont pas fonctionnelles, les leaders formés risquent d'oublier les notions apprises pendant la formation par manque d'apprentissage. Pour d'autres coopératives dont quelques activités ont démarré, elles sont fonctionnelles seulement pendant la période de campagne café. Le risque d'oubli est presque le même, car la période de campagne café est très courte pour favoriser un véritable apprentissage.

La production et la publication des articles dans un numéro du bulletin d'information « Tumenyane » sur l'organisation et le fonctionnement des coopératives ainsi que le modèle de règlement d'ordre intérieur des coopératives a été une bonne méthode ; Elle

met à la disposition des membres des coopératives, une source intéressante pour orienter l'élaboration de ces textes. Cette publication est doublement intéressante car elle peut aider d'autres coopératives naissantes à confectionner leurs propres textes engageant leurs membres. »

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-BE19	CTB- Développement du secteur privé par un appui à la BNDE	1.994.035	991.574	50%

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

A la lecture du rapport de démarrage 'L'appui belge aux objectifs de « secteur privé thé disposant de capacités techniques et financières adaptées » [A14R] et de « filière café plus performante » [A15R] se fait via l'appui aux opérateurs privés, « notamment ceux intervenant au niveau de la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles et d'élevage » (PIC 2010-2013).

C'est dans ce cadre que nous avons recherché des appuis aux opérateurs privés pour vérifier s'il y a une corrélation effectivement inscrite ainsi que des résultats atteints.

Mais ces résultats n'ont jamais été spécifiés pour les investissements dans les deux secteurs (du moins je ne dispose pas (encore) de document démontrant cette volonté et conditionnalité par rapport à ces deux filières.

Réalisations et résultats observés :

La première tranche du financement du don Belge qui s'élevait à 991 574,10 EUR, soit environ 1,5 milliards de francs burundais, a été entièrement consommée par la BNDE et a permis le financement de neuf (9) projets (Entre avril 2010 et septembre 2011). (Taux d'intérêts des crédits octroyés varie entre 14 et 18%).

Deux projets (20%) concernent la filière café : parachèvement de la construction de deux stations de lavage de café à Kayanza (Kabuye) et à Muyinga (Mwakiro) pour une enveloppe globale de 210 millions de francs burundais. Il s'agit de nouvelles stations dont la création a été favorisée par la privatisation du secteur du café burundais entamé depuis 2010

Le don belge a permis de financer deux projets d'achèvement de stations de lavage de café privées pour une enveloppe globale de 210 millions de francs burundais. Il s'agit de nouvelles stations dont la création a été favorisée par la privatisation du secteur du café burundais entamé depuis 2010. Une seule a pu participer à la campagne de 2011 (2011 la station a dépulvé 1126 tonnes de café cerise et obtenu la 4ème place du « Concours Prestige Café ». L'autre est construite mais se trouve devant des sérieux problèmes de liquidité.

Conclusion (extrait du rapport d'évaluation<sup>23</sup>)

<sup>23</sup> Audit de l'utilisation de la première tranche de la « ligne de crédit » du projet belgo-burundais p.24

Des financements des projets dans l'agro-alimentaire, et plus spécialement dans le café, nous pouvons en retirer les conclusions suivantes :

- Les montants crédits octroyés respectent les limites et les délais fixés par la convention
- Les crédits ont été octroyés à des personnes morales existantes conformément à la convention.
- Pour tous les crédits, les fonds ont été avancés par la BNDE puis récupérés sur la ligne belge.
- Les projets agro-alimentaires remplissent les conditions et s'inscrivent totalement dans l'esprit du don belge, notamment en termes de promotion des exportations, de création d'emplois et d'investissement dans les industries de production. Néanmoins, la rentabilité financière et l'impact économique et social ne sont pas des conditions suffisantes pour l'obtention d'un crédit auprès de la BNDE puisqu'un crédit peut être refusé pour le seul motif que les garanties sont insuffisantes sachant que dans le cas de la station de lavage de Muyinga, la station de lavage était en 1er rang d'hypothèque.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-EU5	STABEX - Filière thé	4.600.000 €	2.457.142 €	53%

Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels et réalisations et résultats observés :

La composante thé du programme STABEX devait contribuer aux résultat A13R, A14R, A16R et A18R de la LI.

Comme nous ne disposons que de l'évaluation finale du programme STABEX, nous présenterons ici les objectifs spécifiques et objectifs opérationnels et réalisations et résultats observés ensemble, comme c'est le cas dans l'évaluation.

L'intervention visait l'amélioration de la compétitivité de la filière via:

l'extension de la culture théicole ; et

la réhabilitation de 5 usines de traitement.

Le rapport d'évaluation donne les informations suivantes sur ces deux activités:

« La filière thé est plus compétitive après réhabilitation des 5 usines, car elle est passée au 2<sup>o</sup> rang Africa Tea Brookers (voir le chapitre sur la réhabilitation des usines). Cependant le projet PROTHEM d'extension à Mwaro s'est soldé par un échec et a tendance à porter préjudice aux deux usines de Tora et Ijenda. En conséquence l'OTB a été contrainte de poursuivre les pépinières mises en place par le STABEX et d'accélérer le processus de labellisation. »

« Il était prévu d'installer des pépinières sur cinq sites : Vyuya, Ruguhu, Fota, Nyandirika, et Yanza avec des productions variant de 400 à 500 000 plants dans chaque site, ce qui correspondait à environ 190 hectares d'extension. Les visites organisées par la cellule STABEX en septembre 2008, montraient que les cinq pépinières étaient opérationnelles. Il avait cependant été constaté un laxisme dans la gestion



des pépinières, un nombre important d'employés, des techniques d'entretiens non respectées, la dispersion géographique des sites d'implantation, et la mise en place tardive des plants. D'autre part il était convenu que PROTHEM assure le paiement des salaires pour la période non couverte par les DP, or il semble que de nombreuses revendications ont eu lieu. En conséquence après deux ans de mise en place les résultats des pépinières et des replantations étaient très faibles. Au moment de la mission [d'évaluation}, seules deux pépinières restaient opérationnelles, reprises ensuite par l'OTB qui a pris conscience de la nécessité de s'investir sur les extensions du fait de la concurrence sévère de PROTHEM sur les deux usines OTB de Tora et Ijenda. »

« Le troisième DP, de janvier à juin 2009, prévoyait la mise en place d'une Cellule technique de gestion du projet, avec un ingénieur agronome et trois techniciens, pour assurer les plantations théicoles et assurer les entretiens de ces plantations ainsi que des pépinières. Les réalisations ont été très limitées. Les résultats sont donc très loin des extensions prévues pour lesquels 1 million d'Euros ont été déboursés. Le troisième DP est donc un échec total »

« La réhabilitation des 5 usines à thé sur l'ensemble de la chaîne de processing a eu des effets positifs importants sur l'optimisation de leur capacité d'usinage, et en conséquence sur la qualité du thé sec avec un meilleur pourcentage de Grade I. »

On peut en conclure que l'intervention n'a pas atteint ses objectifs en matière d'extension de la culture de thé, mais les a atteints pour ce qui est de la réhabilitation des outils industriels.

Nous noterons également que malgré la présence de cette activité dans la programmation aucune action n'a été entreprise en matière de privatisation des usines de l'OTB, excepté deux études sur la libéralisation et le désengagement réalisées entre 2000 et 2002.

Thé	Engagement €	Paiement €	RAL €
Equipements usines	1 940 393.85	1 381 756.62	558 637.23
S/Total Régie	157 818.63	876.97	156 941.66
<b>TOTAL Usines Thé COM 1</b>	<b>2 098 212.48</b>	<b>1 382 633.59</b>	<b>715 578.89</b>
Extension Mwaro	1 076 102.56	620 322.61	455 779.95
<b>TOTAL Mwaro COM 1</b>	<b>1 076 102.56</b>	<b>620 322.61</b>	<b>455 779.95</b>
Equipements usines	975 556.20	949 756.20	25 800.00
Travaux en Régie	112 147.63	14 209.42	97 938.21
<b>TOTAL Thé COM 2</b>	<b>1 087 703.83</b>	<b>963 965.62</b>	<b>123 738.21</b>
<b>TOTAL THE COM 1 + 2</b>	<b>4 262 018.87</b>	<b>2 966 921.82</b>	<b>1 295 097.05</b>

Code A-EU14	Nom de projet STABEX - Filière café	Montant budgétisé 5.461.671 €	Montant décaissé 6.500.000 €	Taux de décaissement 119%
<p>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels et réalisations et résultats observés :</p> <p>La composante café du programme STABEX devait contribuer principalement au résultat A15R de la LI. Comme nous ne disposons que de l'évaluation finale du programme STABEX, nous présenterons ici les objectifs spécifiques et objectifs opérationnels et réalisations et résultats observés ensemble, comme c'est le cas dans l'évaluation.</p> <p>L'intervention visait l'amélioration de la compétitivité de la filière via: l'extension de la culture caféicole ; et la réhabilitation des stations de lavage</p> <p>Le rapport d'évaluation donne les informations suivantes sur ces deux activités:</p> <p>« Malgré les investissements importants du STABEX dédiés à cette composante (près de 10.6 MEuros), la compétitivité de la filière Café n'a pas été améliorée, car de nombreux aspects du diagnostic et prévus, comme le renouvellement du verger ou le renforcement des capacités, n'ont pas été pris en compte ; le verger est très vieillissant et aucune action de remplacement n'a pas été menée bien que prévue. En revanche la lutte contre l'antracnose ciblée sur 1/3 du verger a été efficace et a suscité des répliques ».</p> <p>Le rapport d'évaluation note également que « la production globale n'a pas augmenté, si l'on prend en compte les effets des années off et on24, malgré les investissements importants concédés à la filière café. La tendance est à une légère baisse de production. “</p> <p>« La réhabilitation des stations de lavage s'est faite sur l'ensemble des 5 SOGESTAL à partir d'un concept de SDL standardisé, mais très obsolète et fortement dégradé. Il s'agissait d'un contrat clé en mains. Certains équipements comme les pompes de 3 m3 sont surdimensionnés, parfois non justifiés, d'autres comme les treillis sont non conformes. »</p> <p>On peut en conclure que l'intervention n'a pas atteint ses objectifs en matière d'extension de la culture de café, même si elle a eu un effet positif sur la lutte contre les maladies, et ne les a atteints que partiellement pour ce qui est de la réhabilitation des outils industriels.</p> <p>Au sujet des activités liées à la privatisation, le rapport d'évaluation note « OCIBU/ARFIC. Le STABEX ne s'est pas directement impliqué dans le processus de privatisation, cependant s'il existe un différentiel de prix entre les SOGESTAL et WEBCOR, l'élément le plus positif</p>				

---

24 Sur la base d'une moyenne mobile de 2 ans

déoulant de cette privatisation est qu'il a permis un meilleur prix aux producteurs d'une année sur l'autre. Cependant, le volet production reste toujours un goulot d'étranglement de la filière. L'ARFIC à ce jour n'a pas statué définitivement sur les rôles à jouer par les différents acteurs au niveau de la production surtout en ce qui concerne la mise en place des équipes d'encadrement en charge de piloter les programmes de mise en place des pépinières, la sensibilisation et l'encadrement des caféiculteurs au renouvellement des vergers vieillissants. »

Code	Nom de projet	Montant budgétisé <sup>25</sup>	Montant décaissé	Taux de décaissement
A-EU13	STABEX - Réhabilitation de pistes	3.250.000 €	2.237.598 €	69%
Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :				
Ce projet devait contribuer au résultat A21R puisqu'il visait exclusivement à la réhabilitation de 3 types de pistes :				
70km de pistes prioritaires (par rapport à l'évacuation de produits d'exportation) :				
177km de pistes d'accès aux Stations de Dépulpage et de Lavage (SDL)				
47km de pistes de desserte des palmeraies				
Il faut préciser que ces objectifs ont été revus à la baisse par rapport à la programmation initiale qui était de 16 pistes rurale au lieu de 5 prioritaires et 132km de piste de desserte des palmeraies.				
Réalizations et résultats observés :				

25 Ces montants tirés du rapport d'évaluation du projet ne correspondent pas aux montants indiqués dans l'évaluation finale des programmes STABEX. En **jaune** les montants donnés dans le rapport d'évaluation du programme STABEX de 2011. Ces montants sont de 2.658.573 € (13.853.313 -11.194.740) plus élevés.

		Budget €	Décaissement €	
A-EU5	STABEX Thé	4.600.000,00	2.457.142,00	53%
		4.262.018,87	2.966.921,82	70 %
A-EU14	STABEX Café	5.461.671,00	6.500.000,00	119%
		10.583.913,00	9.152.041,64	86 %
A-EU13	STABEX Pistes	3.250.000,00	2.237.598,00	69%
		1.737.139,96	1.734.351,67	100 %
A-BE17	Inades Formation	478.000,00	478.000,00	100%
A-BE18	BNDE	1.994.035,00	991.574,00	50 %

L'évaluation finale du programme STABEX fait apparaître quelques divergences entre objectifs prévus et objectifs effectivement atteints : 70km de pistes prioritaires. Si l'ensemble des pistes prévues ont été réalisées et réceptionnées, leur qualité n'est pas toujours conforme et couplé au manque d'entretien, leur durabilité n'est pas assurée. Le rapport d'évaluation précise ainsi « le défaut d'entretien ramènerait bientôt ces axes à leur mauvais état initial si rien n'était fait à cet effet ». « Trois ans après la fin des travaux, deux des pistes visitées [sur les 5 construites] sont dans un état de circulation acceptable » « L'une des pistes, celle de Bubanga se trouve dans un état impraticable, coupée à certains endroits avec la plupart des dalles préfabriquées des ouvrages de traversée démolies sous circulation, confirmant ainsi la mauvaise qualité d'exécution ». « A ce jour, de nombreux ouvrages de traversée sur l'une des pistes sont déjà détruits et la circulation s'y trouve entièrement coupée. »

127km de pistes d'accès aux Stations de Dépulpage et de Lavage (SDL) : soit une différence de - 50km. L'évaluation indique « D'une façon générale les pistes réhabilitées ont permis d'améliorer l'accès aux SDL à partir des routes principales, bien que de nombreuses contradictions sur les spécifications techniques en termes de qualité et quantité de travaux, relevées dans les Dossier d'Appel d'Offres et un manque de professionnalisme pour la réalisation et le suivi des travaux ont affecté largement la qualité des travaux réalisés. »

34km de pistes de desserte des palmeraies : soit une différence de -13km. La qualité constatée par la mission d'évaluation semble meilleure ici.

Ainsi, on peut conclure que cette intervention a partiellement atteint ses objectifs et que la durabilité de ses réalisations n'est pas assurée.



## ANNEXE 16.EFFICACITÉ – ÉDUCATION (QE6) : DONNÉES COLLECTÉES

### Information disponible pour le domaine de l'éducation

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet après contact avec les DPE afin de récolter la documentation manquante. Le code couleur appliqué est le suivant :

	Nous avons les documents nécessaires
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/ résultats observés n'était disponible (en orange) n'ont pas pu être exploités et ne sont donc pas repris dans l'analyse à ce stade.

Code projet	Bailleur	Code LI	Projet	Documents de Programmation	Doc manquants
<b>Belgique</b>					
E-BE1	BE	E4R	APEFE - COOPERATION EN FORMATION	Descriptions de projet+ budgets + cadres logiques+ rapport narratif final	
E-BE2	BE	E1R	Expertise CTB - Fonds commun de l'éducation		
E-BE3	BE	E1R	Fonds commun de l'éducation (FCE)	Lettre d'Entente du Fonds Commun de l'Education + Evaluation à Mi Parcours+ RAPPORT ANNUEL DE SUIVI TECHNIQUE ET FINANCIER rep du Burundi 2011	
E-BE4	BE	E2R	Fabrication et distribution de Bancs Pupitres pour des écoles primaires & de Livres pour les élèves de deuxième primaire & pour leurs enseignants dans le cadre du Programme d'Urgence 2006-2007 du Gouvernement	Dossier Technique et Financier + rapport final	

E-BE5	BE	E2R	CIUF UNIVERSITE BURUNDI - COOPERATION INSTITUTIONNELLE 2003-2007	Mission de Suivi + Rapport d'Activité 2005 +Rapport d'Activité 2006 Volume 1 + Programme 2007 + Evaluation à Mi-parcours	En fait rien sur résultats observés pour cette période, les documents sont les même que pour E-BE6 et ne concernent que 2009-2012
E-BE6	BE	E2R, E4R	CIUF-CUD Coopération Universitaire Institutionnelle (CUI) 2008-2012 - Université du Burundi	Programme 2008+Programme 2010+ Evaluation à mi-parcours+Rapport 2011+ programme 2012	
E-BE7	BE	E2R	Kiryama Ecole Technique secondaire agrandissement équipement		
E-BE8	BE	E3R? E2R?	INFRASTRUCTURES SCOLAIRES ET EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES - PISEP	Document Technique et Financier pour une Prolongation + Rapport de Suivi + Rapport d'Activités 2007 + Rapport Final	
E-BE9	BE	E4R	Assistance à la faculté de Droit, Université du Burundi	Aanvraag voor ten laste neming van een project "Bijstand aan de Rechtsfaculteit van de 'Université du Burundi'"	Selon représentation locale du DPE au Burundi, ni évaluation ni rapports ne sont disponibles. Rapport financier dispo en version papier
E-BE10	BE	E4R	Développer la Citoyenneté responsable - Les étudiants du secondaire au service de la paix	Budget 2009 (2) + Fiche Projet (2) + Narrative Report	Rapport final, évaluation
E-BE11	BE	E4R	Appui institutionnel au ministère de l'Education Nationale et de la Culture	Fiche d'Identification Projet + Rapport de Formulation + Rapport Annuel + Evaluation à Mi – Parcours + Rapport Annuel 2010 + Rapport Annuel 2011	
E-BE12	BE	E4R	Formation initiale des enseignants de l'enseignement primaire et secondaire	Rapport Annuel 2011 + Dossier Technique et Financier + Annexe 1 Identification 2010	Le projet n'a commencé qu'en août 2011, seul le diagnostic a été réalisé

E-BE13	BE	E4R	KIRYAMA, "L'intelligence des mains" - Renforcement de l'enseignement technique par la modernisation des ateliers et l'accompagnement des enseignants	Rapport final 2007	Un seul doc
E-BE14	BE	E6R	Appui aux actions pédagogiques des écoles à programme belge d'Afrique Centrale - EPB-EJM		
E-BE15	BE	E2R?	ONG locales Burundi / Soutien à Action Humanitaire contre la délinquance (AHD)	Audit + rapport financier final + rapport narratif final	
<b>France</b>					
E-FR1	FR	E13R	MAEE - Projet FSP 2006 - 68 "Projet d'appui au renforcement de l'enseignement supérieur" (PARES)	Rapport de présentation + Revue à Mi-parcours + Cahier des Clause Techniques Particulière + Compte Rendu Comité de Pilotage + Rapport d'Activités + Rapport Prise en fonction	Evaluation finale
E-FR2	FR	?	Projet IFADEM (formation des maîtres - AUF)		CBI 6001 IFADEM Rapport technique T1+ AFD IFADEM
E-FR3	FR	?	AFD - Education inclusive (HI)	Décision d'octroi d'un concours de faible montant + description de projet + fiche projet révisée 2010, L'activité du groupe Agence Française de Développement	Evaluation de mi-parcours, rapports en cours de projet rapport et/ évaluation finale
E-FR4	FR	E1R	AFD - Fonds d'Etudes et de Renforcement des Capacités – FERC		Véritable description de projet, rapport narratifs, rapports d'évaluations
E-FR5	FR	E1R	AFD - Aide budgétaire 2007	Etat de l'aide budgétaire globale juin 2007 + octobre 2007	
E-FR6	FR	E1R	AFD - Aide budgétaire 2008	Etat de l'aide budgétaire globale mai 2008	
E-FR7	FR	E1R	AFD - Aide budgétaire 2006		



E-FR8	FR	?	AFD - ABS Enseignants (C2D)	AFD fiche Contrat de Désendettement et de Développement+ Accord cadre + conclusion du comité de fin mai 2010 + CA 2010 affectation+ CA 2010 note d'information + contrat de développement + CA AFD Subvention financement du Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation du Burundi sur la période 2010-2013 + contrat de désendettement	Tout, nous avons seulement un 1 pager sur le FCE et la stratégie générale de l'AFD au Burundi et un doc de suivi très court.
E-FR9	FR	E1R	AFD - Contribution au Fonds Commun de l'Education – FCE	DFID Contribution presentation to FCE + L'activité du groupe Agence Française de Développement + RAPPORT ANNUEL DE SUIVI TECHNIQUE ET FINANCIER rep du Burundi 2011	Evaluations
E-FR10	FR	E2R	MAEE - Projet FSP 2005 - 80 "Projet de Coopération et d'Echanges en matière Linguistique, Educative et Culturelle ( CELEC )"	Rapport de présentation + Evaluation mi-parcours CELEC	Rapports en cours de projet, en particulier postérieurs à novembre 2008, évaluation finale
E-FR11	FR	E1R, E2R, E3R	MAEE - Projet FSP 2007 - 29 "Crédit Déconcentré / Fonds Social de Développement - Sortie de crise"	Rapport Bilan FSD 2004 – 2010 + Rapport Annuel 2008 + Rapport de présentation + Rapport Mission Evaluation + Rapport Evaluation Page de garde + Rapport Evaluation + Annexes Rapport Evaluation	? Fonds financant une multitude de projets chaque année dont seul une partie (15% selon l'évaluation thématiquesur 2007-11) ont trait à l'éducation Les annexes du bilan 2004-10 pourraient être utiles
<b>Royaume-Uni</b>					
E-GB1	GB	E2R	Burundi: Contribution to UNICEF for provision of Primary School Learning Materials	Final Report	Nous n'avons qu'un seul document, mais contient des infos sur réalisations et résultats. Nous

## EVALUATION CONJOINTE BURUNDI

					n'avons pas les évaluation au fil de l'eau
E-GB1	GB	E3R	Burundi: Free Primary Education		
E-GB3	GB	E4R	Secondary School Access for Returning Refugees (RET)	Fianal Report + Project Completion	
E-GB4	GB	E6R	Strengthening in primary schools schools governance (SAGE-P)	Final Report	Nous n'avons qu'un seul document, mais contient des infos sur réalisations et résultats
E-GB5	GB	E6R	Supporting Improved Delivery of Education	Completion Form	Nous n'avons qu'un seul document, mais contient des infos sur réalisations et résultats

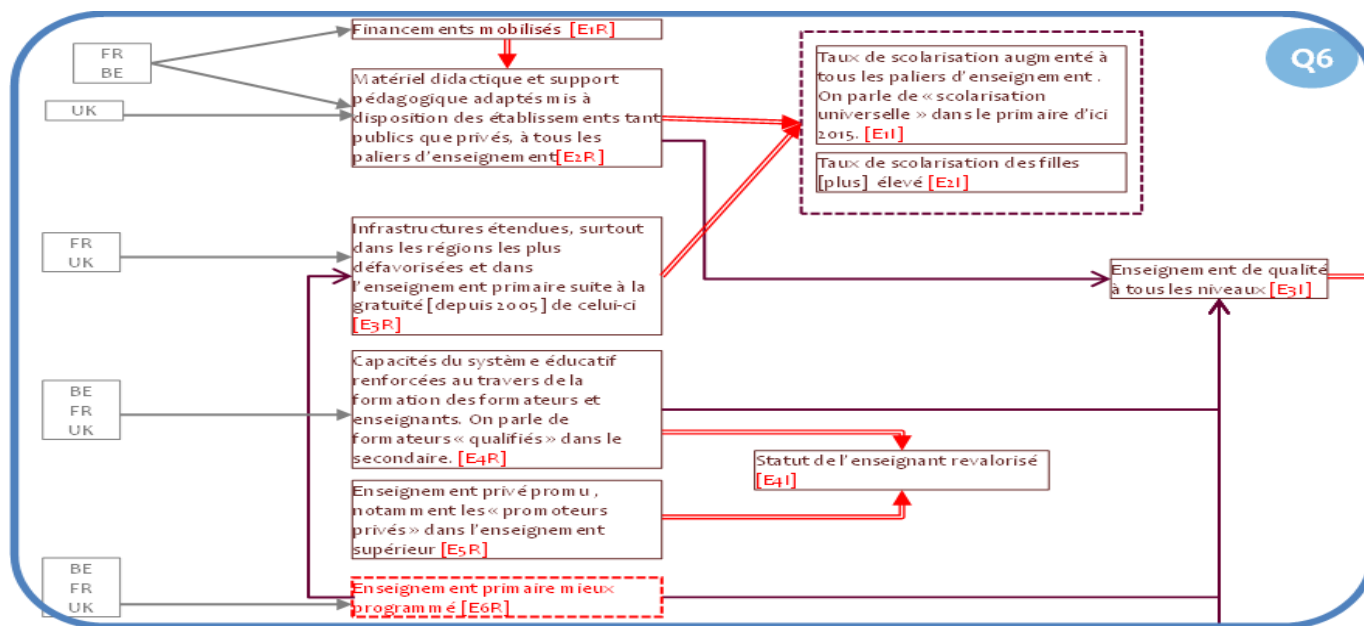
### Synthèse des réalisations et résultats des interventions des DPE dans le domaine de l'éducation (QE6)

Les couleurs indiquent le niveau de disponibilité de l'information pour chaque projet, conformément au code couleur suivant, utilisé en annexe 6.1 :

	Nous avons les documents nécessaires
	Nous avons des informations, mais peu précises sur les réalisations attendues et observées
	Nous n'avons aucune information concernant les réalisations observées
	Nous n'avons aucun document

Les projets pour lesquels aucune information n'était disponible (en rouge en annexe 6.1) et pour lesquels aucune information sur les réalisations/résultats observés n'était disponible (en orange ou rouge en annexe 6.1) ne sont pas repris ici puisqu'ils n'ont pas pu être exploités pour la phase documentaire.

Les réalisations et résultats attendus et observés ne sont pas repris exhaustivement, mais résumés conformément à leur contribution aux résultats de la logique d'intervention rappelée ci-contre. Ces informations ont servi à renseigner les indicateurs des critères de jugement de la question 6 (cf. grille d'analyse détaillée en annexe 1.4).



Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE1	APEFE - COOPERATION EN FORMATION	3,247,120 €	N.C	N.C
<b>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</b>				
<p>Cette intervention fait partie de la seconde phase du programme APEFE, qui s'est déroulée de 2008 à 2010. Le programme APEFE au Burundi se compose de trois thématiques (santé, éducation et gouvernance). Sa composante éducation avait pour objectif global « <i>La qualité du système de formation technique et professionnelle formelle et non formelle et l'adéquation formation emploi ont été améliorées</i> » et pour objectif spécifique « <i>Les compétences des lauréats et leur accès à l'emploi ont été améliorés par le renforcement des capacités des structures de formation technique et professionnelle</i> ». <b>Il visait ainsi le résultat E4R de la LI.</b></p> <p>Chacun de ses trois objectifs opérationnels concernait un acteur différent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le premier (R1) concerne les Centres d'Enseignement des Métiers (CEM);</li> <li>• Le deuxième (R2), le Bureau d'Etudes de l'Enseignement technique et professionnel (BEET) ;</li> <li>• Le troisième (R3), l'Ecole Normale Supérieure (ENS).</li> </ul> <p>Ces objectifs opérationnels étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• R1 : Les capacités des CEM à assurer la formation et l'insertion des jeunes déscolarisés et non scolarisés a été renforcée par la diversification et l'amélioration de l'offre de formation, et la mise en place de bonne pratique de gestion.</li> <li>• R2 : Les capacités d'encadrement pédagogique du BEET ont été renforcées par l'adaptation des curricula et le perfectionnement des formateurs des formateurs</li> <li>• R3 : les compétences des formateurs de l'enseignement technique ont développées par l'appui technique et pédagogique au département des sciences appliquées de l'ENS</li> </ul>				
<b>Réalisations et résultats observés :</b>				
<p>L'évaluation réalisée en juin 2011 indique des résultats mitigés, principalement du fait de la faiblesse des institutions soutenues.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>R1 : Les capacités des CEM à assurer la formation et l'insertion des jeunes déscolarisés et non scolarisés a été renforcée par la</b></li> </ul>				

**diversification et l'amélioration de l'offre de formation, et la mise en place de bonnes pratiques de gestion** : l'évaluation déplore la faiblesse méthodologique du CL du projet, qui ne permet pas de l'évaluer correctement. On constate des réalisations, dont certaines non prévues par le projet initial comme la construction d'une CEM supplémentaire, **mais les résultats sont décevants.**

- **R2 : Les capacités d'encadrement pédagogique du BEET ont été renforcées par l'adaptation des curricula et le perfectionnement des formateurs** : si les réalisations ont bien été atteintes (les conseillers ont été formés, les curricula ont été définis), **les résultats de ces réalisations laissent à désirer.** Ainsi, seuls environ 50% des conseillers formés semblent capables de conseiller les enseignants. De la même façon, il n'existait pas de manuels correspondant aux nouveaux curricula.
- **R3 : les compétences des formateurs de l'enseignement technique ont développé par l'appui technique et pédagogique au département des sciences appliquées de l'ENS** : les indicateurs objectivement vérifiables fixés par le cadre logique ne sont pas pertinents, ce qui rend difficile l'appréciation de l'atteinte de cet objectif. **L'évaluation considère en tout cas cette intervention comme ponctuelle et ne pouvant apporter un changement fondamental au fonctionnement de l'ENS.**

D'après ces informations, on peut conclure que **ce projet n'a pas atteint l'ensemble de ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels.**

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE3	Fonds commun de l'éducation (FCE)	5,000,000 €	5,000,000 €	100%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le FCE est un fonds multi-bailleurs (Belgique mais également, France, Luxembourg, GB) dont la période initiale d'intervention devait être 2008-2010 mais a été prolongée jusqu'en 2012.

Il ne s'agit donc pas d'un projet à proprement parler mais un mécanisme de financement visant à « appuyer le Gouvernement dans la réalisation de sa stratégie sectorielle en matière d'éducation ». C'est ainsi **le résultat E1R de la LI qui est visé.**

« Les objectifs spécifiques du PSDEF sont :

1. Atteindre la scolarisation primaire universelle à l'horizon 2015 ;
2. Améliorer la qualité de l'enseignement primaire ;
3. Assurer un développement harmonieux du post-primaire ;

4. Améliorer la qualité et la pertinence des formations post-primaires ;  
5. Améliorer la gestion et la gouvernance. »

#### Réalisations et résultats observés :

L'évaluation à mi-parcours réalisée en janvier 2012 porte le jugement suivant sur cette intervention:

« Dans son montage initial (2008-2010), le Fonds Commun de l'Education (FCE) était peu performant, avec des scores décevants sur tous les critères d'évaluation.

La nouvelle mouture du FCE, en tant que Budget d'Affectation Spéciale ou BAS-FCE, qui a été préparée en 2010 et implémentée depuis janvier 2011, présente un acquis très important en tant que mécanisme d'aide et de financement. Dans d'autres domaines (« dialogue et pilotage sectoriel » et « développement institutionnel et renforcement des capacités », les résultats sont plus mitigés.

Le potentiel d'une poursuite du BAS-FCE, couplé à un véritable appui institutionnel et intégré dans un Programme Commun Education, est très élevé dans les différents domaines et vis-à-vis de tous les critères d'évaluation. Toutefois, il reste beaucoup de défis à relever, dont aboutir pour fin mars / début avril 2012 à un plan sectoriel révisé et endossé par les PTF (tant les PTF du FCE que les autres PTF). »

**On peut en conclure que malgré des résultats en nette amélioration en 2011, ce projet n'a pas atteint tous ses objectifs spécifiques sur la période évaluée.**

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE4	Fabrication et distribution de Bancs Pupitres pour des écoles primaires & de Livres pour les élèves de deuxième primaire & pour leurs enseignants dans le cadre du Programme d'Urgence 2006-2007 du Gouvernement	6,750,000 €	4,500,000 €	66.7%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Cette intervention fait partie du programme d'urgence pour le secteur éducation mené par la CTB. Elle a été mise en œuvre d'octobre 2006 à

octobre 2008. Elle visait le résultat E2R de la LI. En effet, elle avait pour objectif spécifique « Les conditions d'apprentissage pour les enfants du premier degré de l'enseignement primaire sont améliorées. » décliné en quatre objectifs opérationnels :

- **Résultat 1** : 340.000 livres pour les élèves de 2<sup>ième</sup> année sont imprimés et distribués
- **Résultat 2** : 18.000 livres de maîtres de 2<sup>ième</sup> année sont achetés et distribués
- **Résultat 3** : 50.000 bancs pupitres sont achetés et distribués parmi les écoles primaires éligibles
- **Résultat 4** : Les enseignants de la 2<sup>ième</sup> année ont reçu une formation sur l'emploi des fournitures scolaires et elles sont exploitées en classe

#### Réalisations et résultats observés :

Le rapport final de l'intervention indiquait des réalisations observées de 99% (en moyenne, mais avec de très faibles disparités) par rapport aux objectifs opérationnels. L'envergure du projet laisse supposer qu'il a pu avoir un impact significatif sur l'objectif spécifique.

On peut en conclure que le projet a atteint ses objectifs opérationnel et son objectif spécifique. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluation indépendante corroborant ces informations.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE6	CIUF-CUD Coopération Universitaire Institutionnelle (CUI) 2008-2012 - Université du Burundi	1,185,189 €	N.C	N.C

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Ce projet devait être mené de 2008 à 2012 mais a été prolongé jusqu'en mars 2013. Il vise les résultats E2R et E4R de la LI. En effet, il avait pour objectif spécifique la « Hausse de la qualité des missions de l'UB par une formation mieux adaptée au marché de l'emploi et une recherche et des services plus adéquats aux besoins de la société burundaise. », décliné en six objectifs opérationnels :

- **R1**: « Une licence et des masters dans les thématiques ciblées, adaptés au processus de Bologne et répondant au marché de l'emploi, sont mis en place ou renforcés.
- **R2**: « Les compétences des enseignants, du personnel scientifique, technique et administratif sont renforcées de manière à réaliser mieux et adéquatement leurs missions respectives au sein de l'UB.
- **R3**: « Adéquation de la recherche et des services rendus par l'UB aux besoins de la société. »
- **R4**: « La gouvernance universitaire est appuyée dans le renforcement de sa politique scientifique et dans la modernisation de la gestion des services académiques. »
- **R5**: « Développement de l'informatique et des NTIC au sein de l'UB».
- **R6** : « Accessibilité et augmentation de ressources documentaires de qualité ».

**Réalisations et résultats observés :**

L'évaluation à mi-parcours menée en mai 2011 conclut que « *plusieurs résultats appréciables sont atteints ou en voie de l'être.*

Toutefois l'efficacité n'est pas totalement à la hauteur des espérances, en particulier pour deux activités :

- Optimisation/rationalisation des ressources (humaines et matérielles) pour la formation d'ingénieurs et de techniciens qualifiés par la fusion FSA/ITS et le passage à un programme de cours compatible avec Bologne (principalement du fait du retard de la réforme LMD.) (E4R)
- Amélioration de l'accès de la population universitaire des 1er et 2e cycles en priorité et en appui au 3e cycle à des ressources documentaires de qualité à l'Université du Burundi.(E2R)

**On peut en conclure que l'intervention a partiellement atteint ses objectifs spécifiques et opérationnels.**

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE8	INFRASTRUCTURES SCOLAIRES ET EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES - PISEP	1,021,210 €	N.C	N.C

**Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :**

L'objectif spécifique de cette intervention était « *L'amélioration de l'enseignement au niveau des écoles primaires et de 10 collèges communaux.* »

Elle comprenait deux phases :

- PISEP 1 (2003-2005) qui avaient pour objectifs opérationnel la construction de 10 collèges communaux et la distribution de matériel pédagogique (manuels de chimie et de français et formation des professeurs de chimie) et
- PISEP 2(2005-2009) dont l'objectif opérationnel était la construction de 10 écoles primaires.

Ainsi le résultat E3R de la LI était visé.

**Réalisations et résultats observés :**

**Le rapport final du projet indique que tous les objectifs ont été atteints.** Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluation indépendante corroborant ces informations.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE10	Développer la Citoyenneté responsable - Les étudiants du secondaire au service de la paix	668.080 €	668.080 €	100%



**Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :**

Le projet a été mené de juin 2009 à juin 2010. D'après la fiche projet, son objectif spécifique était « faire des écoles secondaires des lieux de réconciliation en développant la citoyenneté responsable de 22.500 élèves et de leurs 700 enseignants dans 36 écoles dans 8 provinces des 18 provinces du pays. ». Ainsi, il visait le résultat E4R de la LI.

Ses deux objectifs opérationnels étaient:

- **Objectif 1 :** Enseigner des compétences spécifiques pour développer la citoyenneté responsable de 22.500 élèves et de leurs 700 enseignants dans 36 écoles secondaires et ainsi bâtir la paix au quotidien au sein et au-delà des communautés scolaires (« software »)
- **Objectif 2 :** Briser les goulots d'étranglement urgents qui empêchent les écoles cibles de travailler à pleine capacité (« hardware »)

**Réalisations et résultats observés :**

Le rapport narratif de mai 2010 indique que **le premier résultat opérationnel est atteint de manière satisfaisante. Il ne fait pas mention du second objectif.** Nous ne disposons pas de documents ultérieurs ni d'évaluation indépendante corroborant ces informations.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE11	Appui institutionnel au ministère de l'Education Nationale et de la Culture	800.000 €	397.621 €	49,7%

**Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :**

Cette intervention a débuté en mars 2010 et doit prendre fin au 30 octobre 2012.

Elle a pour objectif spécifique « Les capacités de planification, de coordination et de suivi-évaluation du secteur de l'éducation sont renforcées », décliné en trois objectifs opérationnels :

- **Résultat 1.** Le MENRS a mis en place un système intégré de planification, de coordination et de suivi-évaluation du secteur de l'éducation.
- **Résultat 2.** Les compétences de planification, de coordination et de suivi évaluation sont renforcées.
- **Résultat 3.** Le cycle de planification est mis en application.

**Ce sont donc les résultats E4R et E6R qui sont visés.**

**Réalisations et résultats observés :**

L'évaluation à mi-parcours effectuée en octobre 2010 juge que l'intervention atteint une « **très faible réalisation vis-à-vis des indicateurs** » permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs opérationnels et de l'objectif spécifique.

D'après le rapport 2011, en l'absence d'un plan sectoriel, le projet n'a toujours pas pu progresser.

On peut en conclure que **le projet n'a pas atteint ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels**

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-BE15	ONG locales Burundi / Soutien à Action Humanitaire contre la délinquance (AHD)	99.753 €	94.753 €	94,99%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet a été mené de mars 2006 à mars 2008.

Ses quatre objectifs opérationnels étaient:

- **Résultat 1** : donner une formation de formateur à 60 jeunes de la rue et orphelins sans assistance en métier de mécanicien-soudeurs à raison de 15 jeunes
- **Résultat 2** : alphabétiser ces jeunes
- **Résultat 3** : Mettre ces jeunes en stage dans des ateliers spécialisés pendant une période de 18 mois
- **Résultat 4** : Equiper ces associations en matériel de production, les mettre en association de production en vue de leur auto prise en charge tout en formant à leur tour d'autres enfants.

Certaines de ces activités visait donc **le résultat E4R et de la LI**.

#### Réalisations et résultats observés :

D'après le rapport narratif final du **projet l'intervention a atteint les trois premiers objectifs à 100% et le dernier était en cours de réalisation**. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'une évaluation indépendante corroborant ces informations.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-FR1	MAEE - Projet FSP 2006 - 68 "Projet d'appui au renforcement de l'enseignement supérieur"	2.000.000 €	1.453.316 €	72,67%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Ce projet été programmé en février 2007 pour une durée prévue de 3 ans. Toutefois, il a réellement démarré en septembre 2007 et il était toujours

en cours en mars 2012. **Il visait les résultats E2R et E4R de la LI.**

Ce projet est articulé autour de quatre composantes techniques :

- *La composante 1 (150 000 €) porte sur la réforme d'ensemble de l'Enseignement supérieur burundais ; elle vise à apporter un appui institutionnel au Ministère de l'Education nationale et de la Culture, pour renforcer ses capacités en matière de définition et de suivi des politiques et stratégies sectorielles.*

Dans le cadre ainsi redéfini, les composantes 2, 3 et 4 doivent fournir à la seule Université du Burundi un appui, sous trois formes :

- *appui institutionnel à l'aménagement des structures et de l'offre de formation (composante 2, 150 000 €) ;*
- *appui à l'amélioration des conditions d'enseignement dans l'ensemble de l'Université (informatisation, documentation, méthodes pédagogiques, composante 3, 620 000 €) ;*
- *appui, dans des secteurs prioritaires (Santé...), au renforcement et à la diversification des enseignements, à la relance de la Recherche ainsi qu'à l'enrichissement des ressources humaines (composante 4, 980 000 €).*

Ses objectifs spécifiques et opérationnels sont :

- **Composante 1** : Appui institutionnel à la définition et à la mise en œuvre d'une réforme d'ensemble de l'Enseignement supérieur
  - **Volet 1.1.** : Appui à la conception de la réforme l'Enseignement supérieur
    - 1.1.a. Constituer, faire fonctionner une structure nationale de pilotage du processus de réforme
    - 1.1.b. Préparer un programme de travail
    - 1.1.c. Contribuer à l'établissement d'un « état des lieux » de l'Enseignement supérieur, avec l'aide d'experts nationaux et en mission
    - 1.1.d. Contribuer à l'élaboration de politiques et stratégies, avec l'aide d'experts nationaux et en mission
  - **Volet 1.2.** : Appui à la mise en œuvre de la réforme de l'Enseignement supérieur
    - 1.2.a. Constituer et faire fonctionner des groupes de travail chargés chacun de piloter la réforme dans chacun des domaines identifiés.
    - 1.2.b. Solliciter des experts (nationaux ou étrangers) pour obtenir des propositions dans les domaines identifiés.
    - 1.2.c. Elaborer et adopter des propositions précises (y compris des projets de textes) dans les domaines identifiés
- **Composante 2** : Renforcement des capacités institutionnelles de l'UB
  - **Volet 2.1.** : Réforme des structures et renfort des capacités de gestion
    - 2.1.a. Mise en place d'une commission des structures
    - 2.1.b. Elaboration et mise en œuvre de propositions précises de réforme
    - 2.1.c. Renforcement des capacités de gestion (expertises, formation...)
  - **Volet 2.2.** : Refonte et diversification de l'offre de formation
    - 2.2.a. Mise en place de commissions d'experts (nationaux et étrangers)

2.2.b. *Elaboration et mise en œuvre de propositions précises (progr....)*

- **Composante 3** : *Modernisation de la pédagogie et développement des NTIC*
  - **Volet 3.1** : *Développement de l'utilisation des NTIC*
    - 3.1.a. & b *Installation de centres de ressources informatiques*
    - 3.1.c. *Connexion haut débit au réseau Internet*
    - 3.1.d. *Appui au Service informatique en cours de création*
    - 3.1.e. *Formation à l'informatique des personnels et des étudiants*
  - **Volet 3.2** : *Augmentation des ress. documentaires et acq. de mat. pédagog.*
    - 3.2.a. *Acq. d'ouvrages, documents et matériels à vocation pédagogique*
    - 3.2.b *Acquisition d'ouvrages et documents à vocation scientifique*
  - **Volet 3.3** : *Enrichissement de la pédagogie universitaire*
    - 3.3.a. *Méthodes d'enseignement et d'évaluation*
    - 3.3.b. *Conception et utilisation de supports pédagogiques*
    - 3.3.c. *Intégration des NTIC*
- **Composante 4** : *Appui au renforcement des enseignements et à la relance de la Recherche (dans des domaines prioritaires).*
  - **Volet 4.1** : *Appui à des formations jugées prioritaires*
    - 4.1.a. *Appui au lancement de formations à l'informatique*
    - 4.1.b. *Appui au lancement du Diplôme d'Université de VIH/SIDA*
    - 4.1.c. *Appui aux formations de troisième cycle de la Fac. de Médecine*
    - 4.1.d. *Soutien à la formation continue et à la création de cycles courts*
  - **Volet 4.2** : *Appui à la Recherche dans des domaines prioritaires*
    - 4.2.a. *Soutien à la création d'une école doctorale pluridisciplinaire*
    - 4.2.b. *Appui aux laboratoires scientifiques (équipts, techniciens. maint.).*
    - 4.2.c. *Autres appuis à la Recherche*
  - **Volet 4.3** : *Appui au renforcement du potentiel d'enseignants-chercheurs*
    - 4.3.a. *Séminaires de formation au bénéfice des enseignants*
    - 4.3.b. *Participation à des colloques*
    - 4.3.c. *Aide à la mobilité des enseignants (disciplines déficitaires)*

**Réalisations et résultats observés :**

Le projet a pris un important retard. La revue à mi-parcours de 2009 note un taux de décaissement de seulement 28%, illustrant ce retard. Ce même document indique que les avancées dans les composantes 1 et 2 sont satisfaisantes alors que les composantes 3 (en particulier les aspects ayant trait à l'informatique) et 4 connaissent des difficultés. Le CR du Comité de pilotage tenu en mars 2012 confirme ces difficultés, tout en notant des

améliorations. On peut en conclure que **le projet n' a que partiellement atteint ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels**. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluation indépendante corroborant ces informations.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-FR2	Projet IFADEM (formation des maîtres - AUF)	817 685 €	N.C	N.C

**Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :**

Cette intervention vise à améliorer la qualité de l'éducation en renforçant les compétences professionnelles des instituteurs en accompagnant les Ministères de l'Education dans la mise en place d'un dispositif de formation continue en partie à distance. **Il vise donc a priori le résultat E4R de la LI.**

Un projet-pilote a été mené au Burundi en 2008/09 au Burundi auprès 627 professeurs de 5<sup>ème</sup> année primaire. Son succès a mené à la présente intervention, programmée pour la période novembre 2010- mars 2012.

Le rapport concernant la période septembre 2010- août 2011 note toutefois un objectif spécifique plus orienté vers le français : « *renforcer les compétences des enseignants pour améliorer la qualité de l'enseignement du et en français* ».

Les documents dont nous disposons ne détaillent pas plus les objectifs spécifiques ni les objectifs opérationnels.

**Réalisations et résultats observés :**

Le rapport concernant la période septembre 2010- août 2011 détaille les réalisations suivantes :

- Rénovation de bâtiments scolaires
- Equipement informatique (120 ordinateurs + périphériques, connexion Internet)
- Productions des contenus de formation des instituteurs (7 livrets thématiques) distribution de dotations pédagogiques (dictionnaires) et de 750 postes de radio
- 16 sessions de formations de formateurs
- 2 regroupements d'instituteurs, qui leur permettent de prendre connaissance du contenu pédagogique avant de commencer leur autoformation

Cela indique que **ce projet peut contribuer aux résultats E2R, E3R et E4R de la LI.**

**Il rapport conclut que la quasi-totalité des actions programmée pour la période ont été réalisées, seules quatre activités mineures ont pris du retard. Nous ne disposons toutefois pas du CL initial du projet.**

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-FR9	AFD - Contribution au Fonds Commun de			

	l'Education – FCE	10.000.000 €	6.576.265 €	65,76%
<b>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels / Réalisations et résultats observés :</b>				
Ce projet vise le résultat E1R de la LI.				
→ Voir projet E-BE3, tout en notant que l'AFD est le principal contributeur du FCE.				
<b>Code</b> E-FR10	<b>Nom de projet</b> MAEE - Projet FSP 2005 - 80 "Projet de Coopération et d'Echanges en matière Linguistique, Educative et Culturelle ( CELEC )"	<b>Montant budgétisé</b> 2.100.000 €	<b>Montant décaissé</b> 1.594.939 €	<b>Taux de décaissement</b> 75,95%
<b>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</b>				
Cette intervention était programmée commencer en avril 2006 pour une durée de 3 ans. Elle visait les résultats E2R et E4R la LI.				
En effet, elle s'articule autour de trois composantes, ayant les objectifs opérationnels suivants :				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• " <b>Composante 1</b> : améliorer l'enseignement du français <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mise en place d'un pôle de recherches sur les langues</li> <li>○ Echanges inter universitaires</li> <li>○ Attribution de 4 bourses de stage</li> <li>○ Formation de 18 encadreurs principaux</li> <li>○ Conception d'un livret pédagogique</li> <li>○ Formation de 60 formateurs relais</li> <li>○ Formation de 600 professeurs de français de 6ème</li> <li>○ Formation des 1600 instituteurs de CM2 et de 160 inspecteurs</li> <li>○ Formation de 160 formateurs des instituteurs dans les écoles normales</li> <li>○ Organisation de 3 séminaires à l'Université du Burundi</li> <li>○ Dotation des bibliothèques des instituts de formation universitaire (l'ENS et l'IPA)</li> <li>○ Mis en place dans les 6 centres relais de moyens d'accès à l'espace francophone</li> <li>○ Formation de 32 documentalistes</li> <li>○ Attribution de 12 bourses de stage au profit de formateurs et de cadres nationaux</li> <li>○ Appui à l'organisation de cours FLE au CELAB</li> </ul> </li> </ul>				

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Organisation d'un séminaire annuel de suivi au CELAB</li> <li>○ Appui au fonctionnement du CELAB</li> <li>○ Attribution annuelle de 3 bourses de stage aux formateurs du CELAB</li> <li>○ Achat de fournitures et matériels</li> <li>● <b>Composante 2</b> : développer l'usage du français et l'environnement francophone       <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mise en place et animation d'ateliers de français dans 8 lycées pilotes</li> <li>○ Dotation en livres des 8 lycées pilotes</li> <li>○ Diffusion de la revue ""Planète Jeune""</li> <li>○ Subvention du projet d'établissement de l'APEEB</li> <li>○ Mettre en œuvre le programme de ""rencontres francophones""</li> <li>○ Fourniture de matériels</li> </ul> </li> <li>● <b>Composante 3</b> : promouvoir la langue française dans les médias       <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Promotion des échanges entre journalistes nationaux et français</li> <li>○ Développement des sous titrages en kirundi et en français</li> <li>○ Organisation d'un stage annuel de formation de journalistes</li> <li>○ Mise en place d'un fonds spécial de financement de projets audiovisuels</li> <li>○ Appui technique à la RTNB</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Réalisations et résultats observés :</b></p> <p>L'évaluation à mi-parcours de novembre 2008 indique « Malgré un démarrage tardif, le projet CELEC a connu une réelle efficacité dans la mise en oeuvre du plan d'action constituant pour le poste un véritable opérateur francophone. Au 30 novembre 2008, 58% (1.224.071€ / 2.100.000€) des crédits ont été consommés, 59% (457.531€ / 780.000€) pour la composante 1, 79% (473.684€ / 600.000€) pour la composante 2 et 38% (189.145€ / 500.000€) pour la composante 3.»</p> <p>L'ensemble des actions prévues dans la composante 1 ont été réalisées.[...] L'appui aux initiatives promouvant le contexte francophone ( ) composante 2) par la création d'ateliers en milieu scolaire est incontestablement une réussite quant au dispositif mis en place, la fréquence et la créativité des activités. »</p> <p>La composante 3 quant à elle n'était qu'au début de sa mise en œuvre, un état des lieux du paysage médiatique burundais ayant été conduit.</p> <p>Nous ne disposons toutefois ni d'évaluation indépendantes, ni de rapports de projets permettant de mettre cette revue à mi-parcours en perspective et de détailler les avancées du projet après novembre 2008.</p> <p>Dans ces conditions, on peut conclure que <b>le projet a au moins partiellement atteint ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels.</b></p>

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-FR11	MAEE - Projet FSP 2007 - 29 "Crédit Déconcentré / Fonds Social de Développement - Sortie de crise"	1.500.000 €	1.440.414 €	96%

### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Cette intervention, mise en œuvre sur la période 2007-11 est un fonds géré par l'ambassade de France et visant à financer des projets locaux d'envergure moyenne, voire des micro-projets. **Le résultat de LI concerné est donc E1R.**

Si le fonds n'est pas dédié à l'éducation, ce secteur est le plus appuyé sur la période en nombre de projets (6 sur 31) et se place second derrière le social en termes de budget (15% du budget total).

Les 5 projets appuyés présentés dans l'évaluation sont listé ci-dessous. **Nous ne disposons toutefois pas de documents listant leurs objectifs spécifiques et objectifs opérationnels respectifs.**

Intitulé	Objectifs	Activités	Secteur	Porteurs	Bénéficiaires	Date demande et acceptatin	Localisation
Formation et encadrement des jeunes défavorisés de Buyenzi	Décloisonnement des jeunes par leur accès aux activités artistiques, culturelles et sportives et divers échanges	Construction du mur d'enceinte et équipements sportifs	Education	Communauté des Missionnaires d'Afrique	2500 jeunes de Buyenzi, Bwiza, Jabe et Quartier Asiatique encadrés dans le centre.	17/12/09 27/10/2010 40 208 €	Buja Mairie
Appui au Centre d'Etudes des Langues au	Organisation d'activités linguistiques, pédagogiques et	Aménagement des locaux et mise à disposition de mobiliers divers	Education	Centre d'Etudes des Langues au Burundi	Formateurs-Professeurs- Etudiants- Elèves	5/11/010 25/11/010 36	Buja Mairie



Burundi.	culturelles					842 €	
Education au changement des mentalités rétrogrades	Développer l'esprit de compétition	Implanter et encadrer les clubs scolaires dans les écoles pilotes	Education	Parole-Action-Réveil-Conscience-Evolution Mentalités	400 élèves des 5 Ecoles secondaires réunis en clubs	20/1/011 20/5/011 24 104 €	5 Ecoles Mairie Buja
Animation socio sportive au service de la jeunesse	Sensibiliser étudiants autorités familles l'approche SSF	Soutenir la structuration de l'association des animateurs socio-sportifs.	Education	Sport Sans Frontière	4000 jeunes 30 professeurs 25 Etudiants de l'Institut d'EPS	5/1/011 20/5/011 46 288 €	Tout le Pays
Construction salle jeux - Cafétéria Institut Paramédical .Buyenzi	Sport et loisirs	Construction salle	Education	Fondation-Salama	50 élèves et 10 enseignants	4/11/011 11 480€	Buja Mairie

**Réalisations et résultats observés :**

Le rapport d'évaluation dont nous disposons n'avait pour objectif de mener une évaluation globale du FSP et non une évaluation spécifique de chacun des projets soutenus. Ainsi, nous ne disposons d'éléments permettant d'évaluer les réalisations et résultats du projet.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-GB1	Burundi: Contribution to UNICEF for provision of Primary School Learning Materials	1.105.000 €	1.105.000 €	100%
<p><b>Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :</b>  Le projet a été mené de septembre 2009 à juin 2010. Il visait les résultats E2R et E4R de la LI. En effet il avait deux objectifs spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif 1:</b> Enhance teacher preparation for improved teaching and learning through the provision of minimum “teaching kits” to all teachers; and</li> <li>• <b>Objectif 2:</b> Improve access and retention to primary education through the provision of essential “learning kits” to pupils in selected provinces.</li> </ul> <p>Associés aux objectifs opérationnels suivants.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OP 1:</b> 37,000 primary school teachers engage in better lesson preparation and delivery in light of improving the quality of primary education;</li> <li>• <b>OP2:</b> 735,000 children enjoy their right to access basic learning materials in five provinces with lowest education indicators (Table 4);<sup>26</sup></li> <li>• <b>OP3:</b> 70,000 marginalized children such as returnees, ethnic minority gain access to schooling<sup>27</sup>;</li> <li>• <b>OP4:</b> 43 communes become aware and take necessary steps to ensure primary education for their children.</li> </ul>				
<p><b>Réalisations et résultats observés :</b>  D’après le rapport final de septembre 2010, les réalisations et résultats observés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>OP 1:</b> 37,000 primary school teachers engage in better lesson preparation and delivery in light of improving the quality of primary education: le matériel était acheté</li> <li>• <b>OP2:</b> 735,000 children enjoy their right to access basic learning materials in five provinces with lowest education indicators (Table 4): <b>résultat dépassé:</b> “ Due to the increase in the number of pupils projected for the new school year as well as the reduced unit cost of an exercise book, an additional 51,000 children were served with the learning kits, making the total number of beneficiaries <b>786,000</b>”</li> <li>• <b>OP3:</b> 70,000 marginalized children such as returnees, ethnic minority gain access to schooling:</li> </ul>				

<sup>26</sup> A study "Problématique de la Scolarisation des OEVs" (CARE & CRS, 2008) illustrates that the lack of essential learning materials are a key element of vulnerable children not accessing or dropping out of school.

<sup>27</sup> This result is being included because the activity of distribution of learning kit falls within the framework of community dialogue and EFA, hence ensuring that children, who are over aged and previously dropped out, have access to school.

- **OP4:43 communes become aware and take necessary steps to ensure primary education for their children.: atteint**

L'information partielle **ne permet pas de conclure sur l'atteinte de tous les réalisations et résultats observés.**

#### Ciblage prévu :

##### Primary beneficiaries

- 735,000 children enjoy their right to access basic learning materials in five provinces with lowest education indicators;
- 37,000 primary school teachers supported for better lesson preparation and delivery in light of improving the quality of primary education;
- 70,000 marginalized children such as returnees, ethnic minority gain access to schooling.

##### Secondary beneficiaries

43 communes become aware and take necessary steps to ensure primary education for their children.

For the teaching kits, the target was all 17 provinces of the country following the gap analysis conducted together with the Ministry of Education and partners of the sector. For the learning kits, the intervention targeted **five provinces (Gitega, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Ngozi)** which were selected using key indicators: net enrollment rate (NER); gender parity index; achievement rate (those entering in grade one and completing grade 6 in six years); literacy rate; and estimated number of out-of-school children.

Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-GB3	Secondary School Access for Returning Refugees ()	3.487.522 €	3.510.000 €	99,36%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels et réalisations et résultats observés :

The second phase of the RET's DFID-funded programme aiming at the effective reintegration of returnee secondary students in Burundi has been implemented between November 2009 and March 2012.

**Il visait les résultats E2R, E3R et E4R de la LI.** En effet il avait pour objectif global "Secondary schooling conditions have improved to the mutual benefit of returnees and resident children in four provinces with large number of returning refugees"

Cet objectif devait être atteint grâce à quatre objectifs spécifiques :

- **Output 1:** Improved and expanded secondary school infrastructure in four provinces of high return (pondération: 35%)

- **Output 2:** Responsible phase out of Mobile Technical team providing maintenance & rehabilitation of small infrastructures equipment to secondary (pondération: 15%)
- **Output 3:** French & Kirundi language skills of returning refugees upgraded to enable their sustainable reinsertion into main-stream education (pondération: 30%)
- **Output 4:** Improved English language teaching through pilot and innovative use of returnees English skills (pondération: 15%)

(Les derniers 5% correspondent à un objectif de capitalisation du projet: Experience, results and evidence gathered through the programme documented and disseminated to policy-makers)

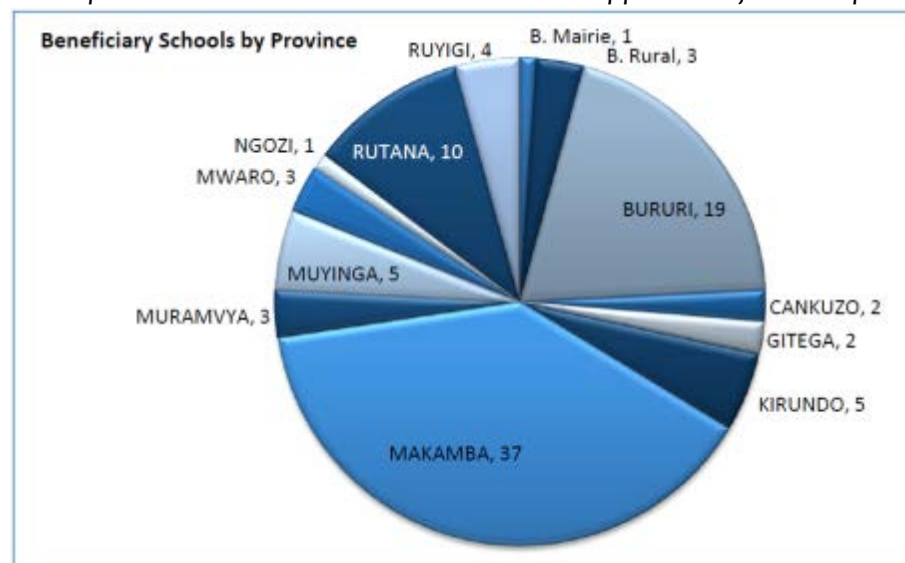
Le rapport narratif final donne une vision claire des réalisations et résultats observés par rapport aux objectifs spécifiques et objectifs opérationnels, repris ci-dessous. **On peut en conclure que les objectifs spécifiques et objectifs opérationnels ont été en grande majorité atteints, voire dépassés.** Seuls deux cibles, reliées à l'objectif global présentent des taux d'atteinte inférieurs à 80% : la baisse du nombre d'étudiants par classe (atteint à 53%) et le % d'amélioration au tests d'anglais (atteint à 60%). A l'inverse, la cible en % de professeur ayant amélioré leurs méthodes a été atteinte à 157%. Nous noterons toutefois que nous ne disposons pas d'évaluation indépendante corroborant ces informations.

Programme Title		Effective Reintegration of Returnee Secondary Students (revised July 2011)		
<b>GOAL</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
Sustainable and peaceful reintegration of Burundian returning refugees	% of returnee students who have enrolled and remained in target schools since 2009	0	n/a	MaN beneficiary students: 100% [167%] (vs. non-beneficiaries: 48%)
		<b>Source</b>		
		Statistics from school and provincial education authorities, school monitoring visits.		
<b>PURPOSE</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
Secondary schooling conditions have improved to the mutual benefit of returnees and resident children in four provinces with large number of returning refugees	Average student per classroom and student per latrine ratios in 16 supported schools	Classroom: 65 in 10 target schools of first phase	Classroom: 50.6 9 target schools of first phase and 190.6 (baseline) for 4 target schools of second phase	Classroom: 59 for 13 target schools [53%]
		Latrine: 289 in 10 target schools of first phase	Latrine: 38.1 for 10 target schools of first phase and 305.0 (baseline) for 4 target schools of second phase	Latrine: 40 for 14 target schools [97%]
	<b>Source</b>			
	Baseline: 2009/10 EMIS database9. Targets: RET reports based on school records and independent PCR (official EMIS will not be available until after the end of project)			
	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
	% of beneficiary returnee school dropouts that re-enrol as a result of French & Kirundi language classes	0%	73.3%	83% [104%]
		<b>Source</b>		
		RET Monitoring visits and control of individual school records		
	<b>Indicator</b>	<b>Baseline April 2011</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
	Average % improvement in English test scores among students of 26 pilot schools (vs. 26 non-beneficiary schools)	0%	Pre-tests administered	9 vs. 5 [60%]
		<b>Source</b>		
		Pre- and post-tests results with control sample.		

<b>OUTPUT 1</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
Improved and expanded secondary school infrastructure in four provinces of high return	Number of classrooms built / rehabilitated	0	60	68 [81%]
		<b>Source</b>		
	Bills with buildings lists and reports from contractors and RET staff, monitoring visits and interviews with school and provincial education authorities.			
	Number of latrines built	0	128	145 [104%]
		<b>Source</b>		
	Bills with buildings lists and reports from contractors and RET staff, monitoring visits and interviews with school and provincial education authorities.			
<b>IMPACT WEIGHTING</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
35%	Number of rooms in teacher homes built	0	60	60 [100%]
		<b>Source</b>		
		Bills with buildings lists and reports from contractors and RET staff, monitoring visits and interviews with school and provincial education authorities.		
<b>OUTPUT 2</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
Responsible phase out of Mobile Technical team providing maintenance & rehabilitation of small infrastructures equipment to secondary schools	Number of schools where equipment and minor infrastructures has been fixed	20	51	51 [98%]
		<b>Source</b>		
		Itemised bills and reports from MTT teams.		
<b>IMPACT WEIGHTING</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
15%	% of schools in target areas that have adopted measures to protect facilities & equipment as a result of school & community sensitisation campaigns on responsibility for maintenance of school premises	0	Field research conducted	80% [133%]
		<b>Source</b>		
		RET Monitoring visits and observations; questionnaires and interviews with teachers, directors, students and parents;		

<b>OUTPUT 3</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
French & Kirundi language skills of returning refugees upgraded to enable their sustainable reinsertion into mainstream education	Number of youth benefitting from language training	0	879 Level 0 and 1226 Intermediate Level	862 Level 0 [86%] and 1591 Intermediate Level [159%]
		<b>Source</b>		
		Monitoring visits; teachers' reports; individual school records; provincial education authorities' records.		
<b>IMPACT WEIGHTING</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
30%	% of beneficiary returnees who re-enrol after language training at a grade at least equivalent to the grade reached in Tanzania	0%	81%	81% [95%]
		<b>Source</b>		
		Monitoring visits; teachers' reports; individual school records; provincial education authorities' records.		
<b>OUTPUT 4</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline April 2011</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
Improved English language teaching through pilot and innovative use of returnees English skills	% of students whose English has improved between pre and post- tests	0%	Pre-tests administered	72% [121%] (vs. 62% amongst non-beneficiaries)
		<b>Source</b>		
		Pre- and post-tests results with control sample.		
<b>IMPACT WEIGHTING</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline April 2011</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
15%	% of teachers who improved teaching methodology	n/a (Report of baseline evaluation to be available in Oct 2011)	Pre-training interviews conducted	94% [157%]
		<b>Source</b>		
		Measured through a qualitative evaluation based on questionnaires, interview and classroom observation		
<b>OUTPUT 5</b>	<b>Indicator</b>	<b>Baseline 2009</b>	<b>Milestone December 2011</b>	<b>March 2012</b>
Experience, results and evidence gathered through the programme documented and disseminated to policy-makers	Existence of documented lessons, evidence and results on all 3 outputs above	None	Field research conducted	Paper produced on lessons learned, evidence and results from the programme and disseminated to policy-makers [100%]
		<b>Source</b>		
		Paper shared with DFID and key stakeholders.		
<b>IMPACT WEIGHTING</b>				
5%				
<b>Ciblage :</b>				
"In total, 50,000 students (40% girls) and 1,500 teachers across 95 schools in 13 provinces have benefitted from the RET's interventions. Amongst these are 8,900 young returnees who have benefited from the programme. Language training at school level has allowed for a 100% retention rate amongst				

beneficiary returnee youth compared to a 52% drop-out rate amongst non-beneficiary returnees. 570 returnee secondary students have been able to regain four years of schooling they had lost upon return to Burundi and 160 who had dropped out of school upon return were able to go back to school.”



Code	Nom de projet	Montant budgétisé	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-GB4	Strengthening in primary schools schools governance	975.000 €	710.151 €	72,84%

#### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet SAGE-P est une initiative du gouvernement burundais financé par le DFID et SIDA et ayant pour but d'améliorer la gouvernance des écoles dans le cadre de la réforme de l'école primaire visant à la rendre accessible à tous.

Il a été mené de juin 2010 à mars 2012. **Il visait les résultats E4R et E6R de la LI.**

Ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels étaient :

- The **purpose** is to strengthen the governance of the primary school sector as a whole and of all primary schools in 2 provinces: Kayanza and Muramvya.
- The expected outputs, as originally stated, were:
  - **Output 1:** strengthened capacity in the Ministry of Primary and Secondary Education (MINEPS) to provide leadership in improving



- *governance of primary schools;*
- **Output 2:** *improved management in all primary schools in two provinces through greater participation of pupils, parents and teachers in the life of the school;*
- **Output 3:** *inspectors and other professionals able to provide a range of support services to help schools improve;*
- **Output 4:** *harmonised support to the strengthening of school governance;*
- **Output 5:** *documentation and dissemination of lessons learned to encourage similar action in the education sector or in other areas of civic affairs.*

**Réalisations et résultats observés :**

Le rapport d'évaluation effectué en mars 2012 rapporte que « SAGE-P was originally designed to have a lifespan of 3 years but changes internal to DFID caused this to be reduced to 22 months. This was reflected in revisions to the logframe at mid-term, notably the removal of Output 4 and adjustments to targets. »

Le rapport d'évaluation donne une excellente vision d'ensemble des réalisations et résultats observés sur base des objectifs révisés, reprise ci-dessous.

**On peut conclure de ce graphique que les objectifs spécifiques ainsi que la majorité des objectifs opérationnels révisés ont été atteints de manière satisfaisante, mais que le projet n'a pas réalisé tous les objectifs initialement prévus.**

Level	Indicator	Category	Baseline	Target	Achieved
Goal	Percentage of schools where Parents, Teachers and Students have information on the workings of their school management committees	Male %	48	78	56
		Female %	57	82	54
Purpose	Number of responses in the baseline study closed card sorting exercise where 'true but it does not bother me' is selected by participants	Total cards:	1075		1030
	Percentage of schools in the two pilot provinces where parents are aware of school financial information	Fathers %	44	70	76
		Mothers %	43	70	60
	Percentage of schools where male and female parents in the two pilot provinces who report the payment of irregular fees when registering their children in school	Males%	7	2	0
		Females%	8	2	4
Number of statements in Baseline Study closed card sorting exercise where 'true and bothers us a lot' was selected by 31% or more of participants	Total cards	37	40	17	
Output 1	Annual planning for good governance reflected in Ministry of Education plan for 2012/13	Ministry Directive Created, Two full time employees leading on Good Governance, country wide top-up training for Directors and SMC Presidents undertaken	Workplan for 2012 in Place, Good Governance Unit confirmed within ministry organogram	5-year "Sustainability Roadmap" articulated, CNBGE established, Detailed workplan for April-September elaborated	
	MEBSEMFA is providing technical support to schools and inspectors based on evidence from schools	Ad hoc support and training based on partner research	Four (4) Equipe de Base workshops resulting in 12 tools developed, based on ministry initiated research	Six (6) Equipe de Base workshops plus ±25 sub-team design days resulting in 13 tools developed, based on ministry initiated research (baseline study + repeat of baseline)	

Output 2	Percentage of schools where male and female parents report that they are informed about - and understand	Fathers%	52	73	83
		Mothers%	50	73	72
	Percentage of schools with current development plans which male and female parents and teachers have seen	Fathers:%	29	50	75
		Mothers:%	25	60	58
		Male teachers%	4	20	42
		Female teachers %	29	60	38
	Percentage of male and female parents, teachers and students who answer FALSE to the statement: Our school toilets are <i>dirty</i>	Males:%	39	62	52
Females:%		43	72	43	
Output 3	Proportion of schools where school management committee presidents say the inspector has sought them out to talk about quality issues	4/20 schools visited	16/20 schools visited	24/24 schools	
	Proportion of schools where teachers can talk accurately about the tools used to monitor school, teacher, pupil and SMC performance	10/30 schools visited	22/30 schools visited		
Output 4	Evidence of Sage-P baseline/final evaluation data and lessons learned being used in education governance discussions and policy		0	8	25+
	References to SAGE-P/Ministry good governance activities in local national press and official ministry documents	Occurences	0	8	25+
Output 5	Participation of partner organisations in harmonisation-focussed activities		0	75	
	Incidence of partner organisations using tools and materials produced under the auspices of the project in their own programmes		0	50	

Code	Nom de projet	Montant budgétisé (contribution britannique)	Montant décaissé	Taux de décaissement
E-GB5	Supporting Improved Delivery of Education	5.200.000 €	5.200.000 €	100%

### Objectifs spécifiques et objectifs opérationnels :

Le projet s'est déroulé de mars 2008 à mars 2012.

Cette intervention n'est pas un projet à proprement parler mais un mécanisme de financement pour les actions découlant de la mise en œuvre par la Burundi de sa stratégie d'éducation. Outre la contribution britannique, le fonds étaient abondé par la France, la Belgique et le Luxembourg.

**Le projet visait le résultat E1R de la LI et par percolation les résultats E2R, E3R, E4R et E6R.**

En effet, ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels étaient :

“The expected outcome was the successful development and implementation of the Burundi Education Sector Strategy. Through this strategy, Burundi would improve children’s access to education, and the quality of this education. This outcome rested on four specific results:

- (i) *A credible and results-oriented education sector strategy, endorsed by Development Partners: this was about clarifying policy priorities at each level of the education system, to achieve both access and quality;*
- (ii) *Successful implementation of sector strategy priorities through the common fund: this focused on expanding the number of schools places, equipping schools and teachers with the means and skills to teach well, and helping the Ministry of Education provide adequate support and oversight for schools, both centrally and at the local level.*
- (iii) *The common fund builds the basis for a sector-wide approach: the aim was that the common fund developed into an efficient instrument through which to disburse aid, and that foreign aid for the education sector became more effective by facilitating joint monitoring and reviews of progress in implementing education priorities; and*
- (iv) *Increased financial management capacity in the Ministries of Education: this was about enabling the Ministry of Education to better plan, budget and resource the education sector.*

#### Réalisations et résultats observés :

**Le rapport final d’évaluation du projet attribue une note globale « B » (moderately did not meet expectation)** à l’atteinte des objectifs spécifiques et objectifs opérationnels du projet. Cette note moyenne est liée principalement à des difficultés de mise en route du fonds qui a provoqué des retards dans l’atteinte de la plupart des objectifs.

De manière plus détaillés, les notes attribuées à la réalisation des différents objectifs spécifiques sont :

- **Output 1: A credible and results-oriented education sector strategy endorsed by Development Partners: B (output moderately did not meet expectations):** En mars 2012, une version préliminaire avancée de la stratégie existait Ses objectifs et les budget’s correspondants étaient toutefois déjà déterminés, ce qui est positif.
- **Output 2: Successful implementation of sector strategy priorities through the basket fund: B (output moderately did not meet expectations):**
  - o **Number of classrooms built:** *the original target was that by March 2012, 75 schools (480 classrooms, of which 360 primary and 120 secondary) would be built. The last annual review noted that in 2010, GoB and donors revised this down to 288 classrooms, so that all*

*schools (incl. classrooms) could also be fully equipped [DFID operational plan headline results are based on this revised number].*  
**This (revised) target is likely to be met, but late.** Even though works have been contracted for 36 primary schools (216 classrooms) and 9 secondary schools (72 classrooms) plus latrines and equipment, the procurement process took longer than anticipated<sup>28</sup> and no classrooms have yet been completed. The third party handling the procurement process and construction oversight on behalf of GoB now estimates that the first schools will be finished by October 2012 and the last by January 2013<sup>29</sup>.

- **The number of textbooks provided.** The original target was to provide 3 million textbooks. This was revised based on needs assessments carried out by the Ministry, aiming for a textbook: pupil ratio of 1:1 for key subjects at primary level and 1:3 at secondary level. The 2010 and 2011 assessments found that 2,340,575 needed to be provided<sup>30</sup> [DFID operational plan headline results are based on this revised target].

**This target was met.** All the textbooks provided for in the consecutive annual budgets agreed between GoB and Donors were procured, although data on how many have already been distributed will only become available in June 2012<sup>31</sup>. A copyright dispute between GoB and the publisher threatened to delay the procurement of French textbooks for grades 1-2. This was resolved after DFID funded legal counsel to help GoB understand the terms and implications of the Publisher's legal claims and negotiate an agreement agreeable to both parties.

- **The number of vocational training centres equipped in market-relevant disciplines.** The target was for 40 centres to be equipped.

**This target is likely to be met, but late.** The number of centres for which equipment was procured since the fund started operating exceeds the target (43)<sup>32</sup>. In four centres this equipment, although delivered, has not yet been installed, as prior work to bring electricity to the centres is required. A separate contract has been launched to carry out this work<sup>33</sup>. Equipment procured in the latter part of 2011 for 13 centres has not yet been delivered by the contractor<sup>34</sup>.

- **Output 3: Basket fund focused on results and builds basis for sector-wide approach: : B (output moderately did not meet expectations):** le principal probleme rencontré dans l'atteinte de cet objectif est qu'en 2011, seul 31% des fonds alloués étaient dépensés. Ceci était en grande

<sup>28</sup> The Ministry of Education subcontracted to a third party the procurement and construction oversight responsibility. (Maitre d'Ouvrage Délégué). The process of contracting this third party was itself very long (2 years) because the Ministry had no prior experience of this modality. The third party subsequently had to contract constructions firms to carry out the work. This procurement process also took several months.

<sup>29</sup> ABUTIP (Maitre d'Ouvrage Délégué), Constructions specifications, calendar and costs for FCE-funded schools, updated Jan 2012 (series of documents in email), Quest 3445035.

<sup>30</sup> List of FCE-funded learning materials 2010/11, Quest 3451258

<sup>31</sup> This information will be provided in the annual sector technical report, due June 2012.

<sup>32</sup> 30 different centres equipped in 2010/11 (some equipped across several disciplines – only counted once) and an additional 13 due to be equipped in 2011/12 (those that were already equipped the previous year in different disciplines have not been double-counted). see "List of equipped VTCs; FCE Budgets 2010 & 2011", Quest 3169755,

<sup>33</sup> FCE monthly meeting minutes, 15/03/2012, p.5.

<sup>34</sup> Monthly financial reports for January and February 2012 give a status update for contract signed in 2011 and closed during the first two months of 2012. The contract for equipment of these 13 centres is not included in this list, meaning that as of end February 2012 it had not yet been completely fulfilled.

partie lié au fait que la majeure partie des dépenses étaient des dépenses d'investissement liées à l'output 2 pour lesquelles les paiements s'étalent sur plusieurs années. Les modifications de procédure instaurées en 2011 (transfert de la gestion au Ministère de l'Education) ont grandement amélioré le taux de déboursement et l'enveloppe révisée (4M£ lieu de 6M£) allouée par la GB étaient intégralement dépensée en mars 2012.

- **Output 4: Increased financial management capacity in the Ministry of Education: A (output met expectations):** en 2011, la gestion des fonds a été transféré d'une unité spéciale en charge du fonds au Ministère de l'Education, ce qui a eu pour effet de renforcer ses procédures et sa capacité de gestion, d'autant plus que « *Assistance to help the Ministry plan, budget, account for expenditure and report on it was funded separately by Belgium, and assistance to strengthen procurement capacity was funded by France (DFID funded regular independent audits).* »

**On peut en conclure que le projet a quasiment atteint ses objectifs spécifiques et objectifs opérationnels.**

## Répartition du portefeuille éducation des DPE par sous-secteur

Sous-secteur	Intervention/projet	DPE	Période	Montant	Instrument	Taux de décaissement
Système	Fonds commun de l'Education (E-GB5, E-Fr9, E-Be3)	DfID	2008-12	€5.2M	Budgétaire	100%
		AFD	2007-12	€10M		65.8%
		Be	2008-12	€5		100%
	Appui institutionnel au ministère de l'Education Nationale et de la Culture (E-Be11)	Bel-gique	2010-12	€800k	Projet	49.7%
Primaire/ base	Projet de Coopération et d'Echanges en matière Linguistique, Educative et Culturelle (E-Fr10)	MAEE	2006-09	€2.1M	Projet	76.0%
	Contribution to UNICEF for provision of Primary School Learning Materials (E-GB1)	DfID	2009-10	€1.105M	Projet	100%
	Strengthening primary schools governance (E-GB4)	DfID	2009-12	€975k	Projet	72.8%
	Appui à l'Initiative de Formation à Distance des Maîtres (E-Fr2)	France: AFD/ OIF	2010-12	€1.8M	Projet	nc
	Fabrication et distribution de Bancs Pupitres & de Livres pour les élèves de deuxième primaire & pour leurs enseignants (E-Be4)	Bel-gique	2006-08	€6.75M	Projet	66.7%
	Infrastructures scolaires et équipements pédagogiques (E-Be8)	Bel-gique	2005-09	€1M	Projet	nc
Secondaire	Secondary School Access for Returning Refugees (E-GB3)	DfID	2008-12	€3.51M	Projet	99.4%
	Développer la citoyenneté responsable: les étudiants du secondaire au service de la paix (E-Be10)	Bel-gique	2009-10	€668k	Projet	100%
Formation prof/tech	Projets de formation professionnelle BEET – ENS - CEM (E-Be1)	Bel-gique	2008-10	€1.405M	Projet	
Supérieur	Appui au renforcement de l'enseignement supérieur (E-Fr1)	MAEE (Fr)	2007-2012	€2M	Projet	72.7%
	Coopération universitaire institutionnelle (E-Be6)	Bel-gique	2008-2012	€1.1852M	Projet	nc
Autre	Subvention - Handicap International (E-Fr3)	AFD	2009-12	€400k	Projet	
	Soutien à Action Humanitaire contre la délinquance (E-Be15)	Bel-gique	2006-08	100k	Projet	95.0%
	Crédit Déconcentré / Fonds Social de Développement - Sortie de crise (E-Fr11)	France-MAEE	2007-11	€225k <sup>b</sup>	Fonds géré par l'ambassade de France	

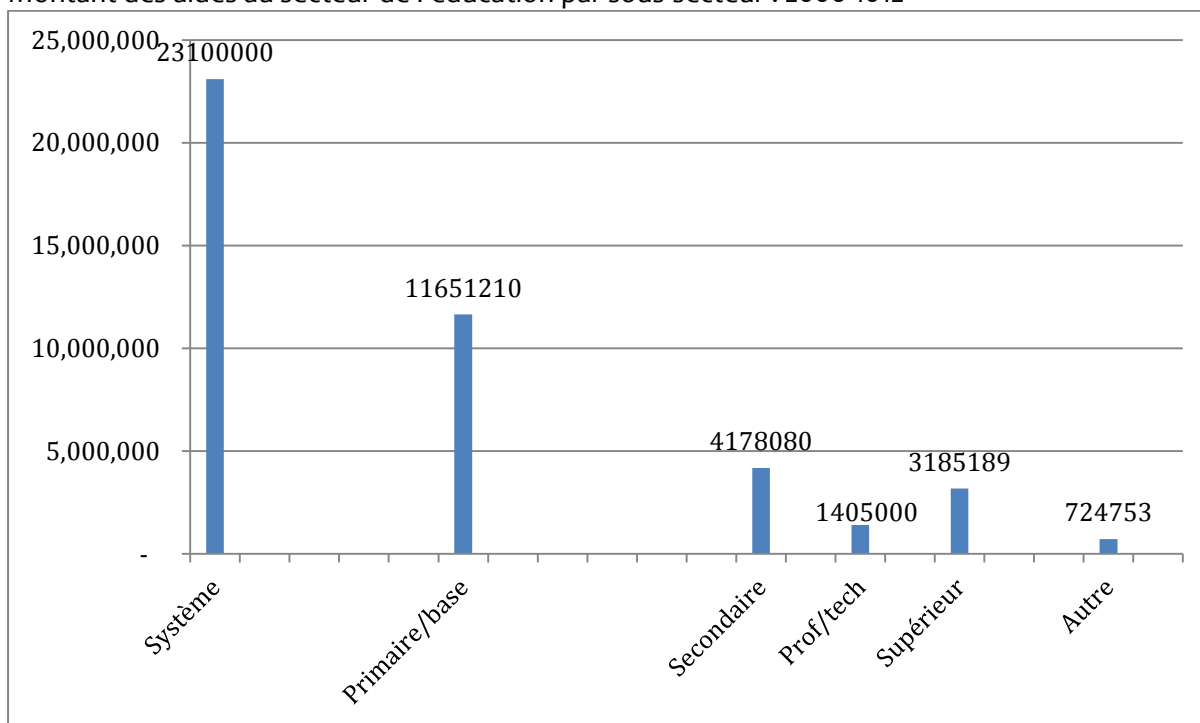
<sup>a</sup> budgétisé

<sup>b</sup> Le montant des six micro-projets locaux dans le domaine de l'éducation financés par ce fonds.

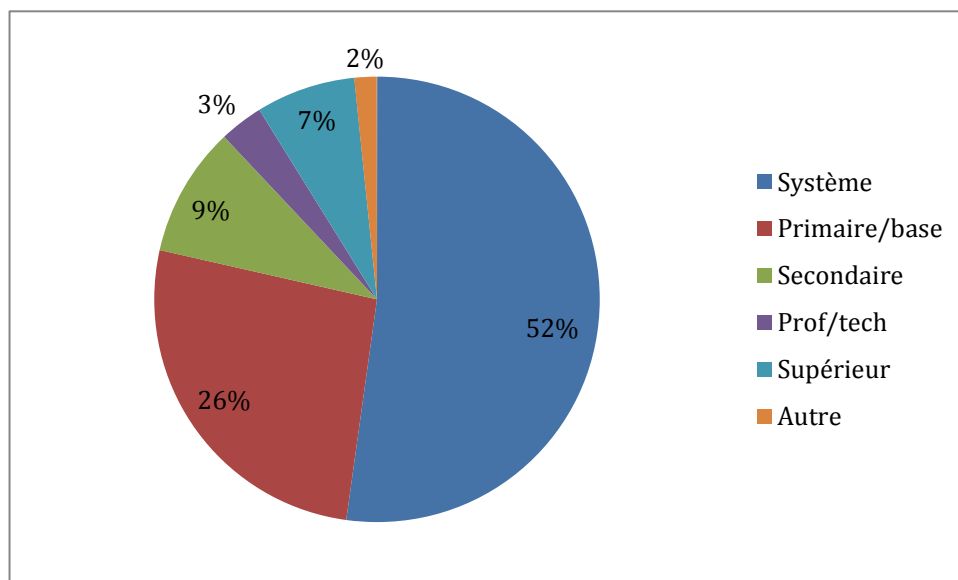
Sources : Chiffres fournis par See plus rapports des projets.

### Les aides au secteur de l'éducation

Montant des aides au secteur de l'éducation par sous-secteur : 2006-1012



Source : Documentation projet



Source : Documentation projet



## Indicateurs statistiques sur système éducatif burundais

Source : INDICATEURS 2010/2011 Sur l'Enseignement au Burundi, Novembre 2011

Tableau 1. L'enseignement primaire

Année	Nombre d'écoles	Salles de classe	Enseignants			Élèves			Croissance des effectifs	Eleves/maitre	Parité filles/garçons	Eleves/salle de classe
			F	M	F+M	F	M	F+M				
2001	1727	11613	8671	7546	16217	353692	452522	806214		49.7	0.78	69.4
2002	1793	12542	9320	7977	17297	391952	488300	880252	9.2%	50.9	0.80	70.2
2003	1858	13629	9994	8441	18435	432229	520750	952979	8.3%	51.7	0.83	69.9
2004	1955	13397	11419	9246	20665	471730	550737	1022467	7.3%	49.5	0.86	76.3
2005	2132	15172	13103	10657	23760	623506	685881	1309387	28.1%	55.1	0.91	86.3
2006	2334	17402	14529	12558	27087	709602	764291	1473893	12.6%	54.4	0.93	84.7
2007	2536	18768	15855	13684	29539	772411	813128	1585539	7.6%	53.7	0.95	84.5
2008	2909	20806	17448	15683	33131	845693	874594	1720287	8.5%	51.9	0.97	82.7
2009	3109	22241	18958	16862	35820	908650	920735	1829385	6.3%	51.1	0.99	82.3
2010	3358	24390	2923	18518	39441	963171	959253	1922424	5.1%	48.7	1.00	78.8

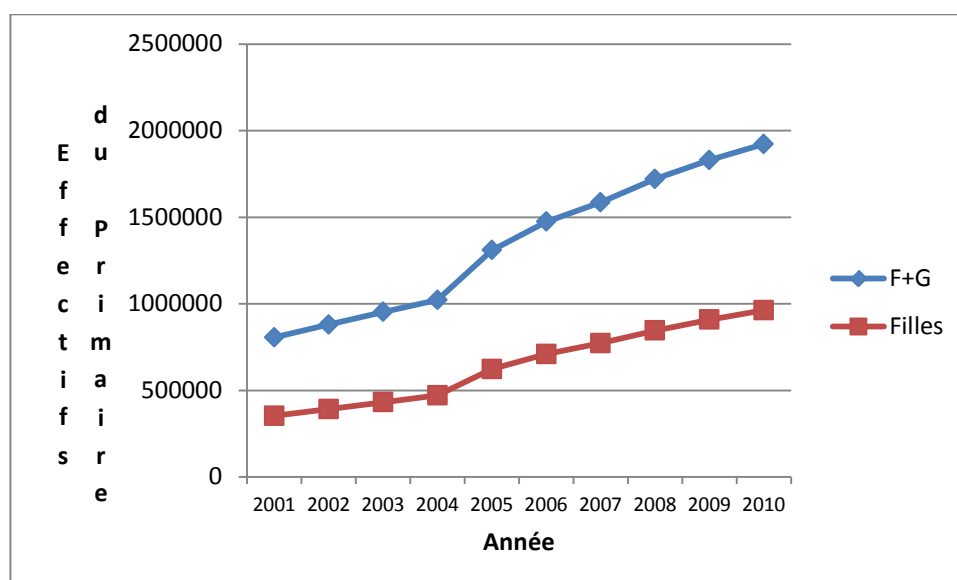


Tableau 2. L'enseignement secondaire public

Année	Nombre d'écoles	Salles de classe	Enseignants			Élèves			Croissan	Eleves/ens.	Parité filles/garçon
			F	M	F+M	F	M	F+M			
2001	348	2317	821	2980	3801	42542	58257	100799		26.52	0.73
2002	370	2559	948	3084	4032	46355	62083	108438	7.58%	26.89	0.75
2003	390	2762	940	3194	4134	55382	76680	132062	21.79%	31.95	0.72
2004	424	2981	1026	3666	4692	60125	86688	146813	11.17%	31.29	0.69
2005	451	3203	1168	3897	5065	67840	97470	165310	12.60%	32.64	0.70
2006	385	3431	1191	4504	5695	76400	111104	187515	13.43%	32.93	0.69
2007	492	3882	1341	4933	6274	85282	126798	212080	13.10%	33.80	0.67
2008	652	4302	1515	5995	7510	103206	147272	250478	18.11%	33.35	0.70
2009	816	5,107	1,837	6,984	8,821	122,850	175,500	298,350	19.11%	33.82	0.70
2010	922	5842	2184	7964	10148	139082	195109	334191	12.01%	32.93	0.71

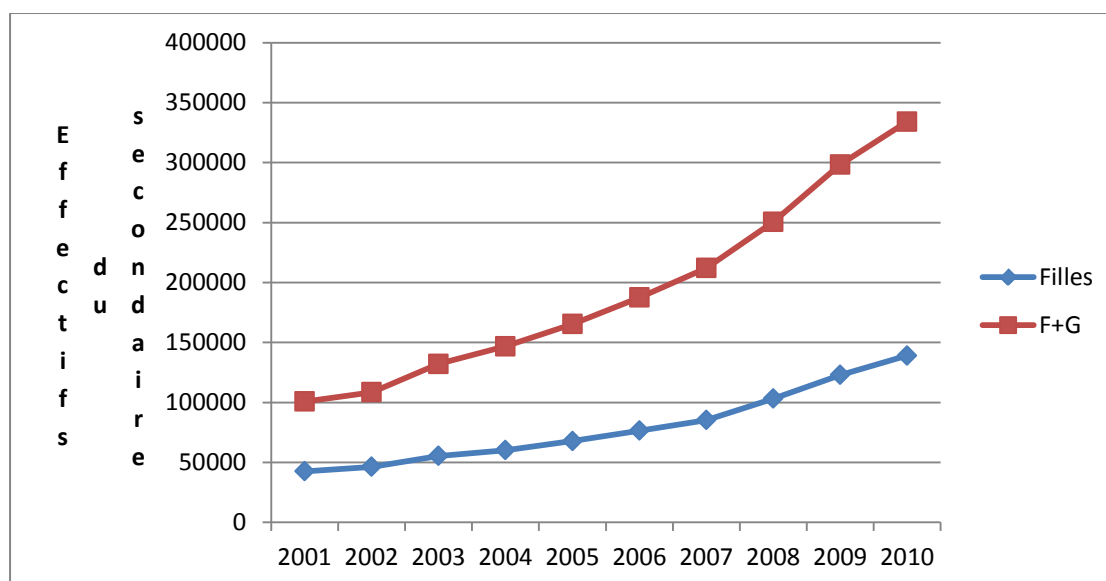


Tableau 3. L'enseignement supérieur

Année	Enseignants			Étudiants			Croissance des effectifs	enseignants	filles/garçons
	F	M	F+M	F	M	F+M			
1998			294	1455	3546	5001			
1999			327	1657	4694	6351	27.0%	11.2%	0.41
2000			360	1909	5068	6976	9.8%	10.1%	0.35
2001			386	1862	5305	7167	2.7%	7.2%	0.38
2002			410	2551	6944	9505	32.6%	6.2%	0.35
2003			446	2841	7814	10655	12.1%	8.8%	0.37
2004			-	-	-	10152	-4.7%	#VALUE!	0.36
2005						10502	3.4%	#VALUE!	#VALUE!
2006			378			10207	-2.8%	#DIV/0!	#DIV/0!
2007			378			10109	-1.0%	0.0%	#DIV/0!
2008							-100.0%	-100.0%	#DIV/0!
2009	77	370	447	2265	9000	11265	#DIV/0!	#DIV/0!	

Tableau 4. L'enseignement secondaire technique et professionnel

Année	Ecoles	Enseignants	Eleves	% filles	% croissance effectifs
2001	35	456	4625	29%	
2002	35	461	6080	34%	31%
2003	35	478	6411	34%	5%
2004	35	481	6502	32%	1%
2005	35		6409	34%	-1%
2006			8101	30%	26%
2007			8699	28%	7%
2008	35	742	8237	28%	-5%
2009	42	802	9504	28%	15%
2010	48	885	11597	26%	22%

## Revue de la documentation évaluative par intervention

### 1) **Appui système : Fonds Commun de l'éducation**

- E-Be3 : Evaluation à mi-parcours du FCE (CTB, Stoop, 22/01/12)

#### Atouts :

- Nouveau montage budgétaire, programmatique avec manuel des procédures
- Effets de levier sur la déconcentration, la comptabilité, les procédures de gestion et de suivi
- Responsabilisation harmonisation de plusieurs PTF
- A eux-seuls, ces atouts justifient la poursuite du FCE. Appréciation d'une nouvelle dynamique de dialogue

#### Faiblesses :

- Très faible taux d'exécution
- Concentration initiale sur le hardware (qui, pourtant devrait permettre un décaissement rapide)
- Peu d'intégration entre FCE et autres projets
- Faiblesses dans les mécanismes de cadrage et de programmation — peu d'appropriation
- Non endossement par les PTF du plan sectoriel
- Trop de planification mécanique, pas assez de dialogue et de consultation
- Peu d'initiatives relatives au renforcement des capacités
- Carence de coordination/pilotage des appuis visant au renforcement des capacités

#### Opportunités

- Le mécanisme FCE permet d'attirer des PTF qui hésitent devant les risques fiduciaires
- Poursuivre le renforcement des capacités
- Développer une vision institutionnelle intégrée du secteur de l'éducation, avec un appui institutionnel
- Effectuer une transition d'incitations malsaines vers des incitations saines

#### Menaces :

- Risques de continuité et fiduciaires
- L'absence d'un véritable plan de développement institutionnel pourrait diminuer la pertinence, durabilité, efficacité et impact du FCE
- ❖ Evaluation vis-à-vis des critères de base

#### Pertinence :

- Le FCE est en accord avec les politiques/stratégies nationales, mais le non-endossement du plan sectoriel crée un problème
- Faible taux d'exécution
- Faible leadership du ministère

#### Cohérence (par rapport aux différentes interventions de la Coopération belge en éducation) :

- Initialement faible et encore insuffisante. Maigre bilan

#### Efficiences :

- Beaucoup d'acquis suite à la mise en place du manuel de procédures pour la gestion financière
- Importantes carences au sujet du plan sectoriel et d'appropriation de rôles de coordination, programmation, suivi et pilotage
- Faibles capacités d'implémentation et de leadership du ministère

#### Efficacité :

- Le FCE contribue à une partie des fonds indispensables pour atteindre les objectifs du plan sectoriel
- Mais, vu le très faible taux d'exécution, l'efficacité initiale est très faible
- L'amélioration en gestion et en gouvernance commence à être visible.
- Bilan mitigé

#### Durabilité et impact

- Toute conclusion sur la durabilité et l'impact du FCE est encore prématurée
  - Potentiel élevé.
- E-Frg : pas d'évaluation ; plutôt des rapports de mission et rapport de suivi technique et financier.
- L'exécution financière du FCE au 30/05/10 =
    - 59% pour les activités du plan d'action 2009 ;
    - 99% pour des activités pédagogiques
    - 92% pour la formation en planification
  - Au 31/12/2011, le taux d'engagement financier = 93,8% et le taux d'exécution financier = 31%
  - Faible exécution du budget : 44% pour l'enseignement primaire ; 15% pour l'enseignement secondaire général et technique ; 37% pour la formation professionnelle ; 54% pour l'administration générale ; 31% en total
- GB5 : NB: Ce rapport est largement basé sur celui de Stoop (E-Be3), mais avec un système de notation propre.
- Score final: le projet n'a plutôt pas atteint ses objectifs
    - L'objectif d'une stratégie en mars 2012 n'est pas atteint
    - L'objectif d'un cadre budgétaire avec objectifs était plutôt atteint
    - L'objectif d'une mise en œuvre réussite de la stratégie sectorielle financé par le FCE n'est plutôt pas atteint
    - L'objectif de l'approche sectorielle n'est plutôt pas atteint
    - L'objectif d'une meilleure capacité en matière de gestion financière a été atteint
    - Le projet n'était pas exécuté dans les délais et le budget prévus
    - Projet à haut risque
  - Ce rapport présente les résultats; peu d'analyse

**2) E-Be11 : Appui institutionnel au ministère de l'éducation** (Stoop, *Rapport évaluation à mi-parcours*, 12/10/10) ; *Rapports annuels*

- Les objectifs de développement institutionnel n'étaient pas explicités dans le dossier technique → manque de véritable approche institutionnelle
- Sous-implication des acteurs burundais
- Instabilité institutionnelle et organisationnelle
- Très faible réalisation vis-à-vis des indicateurs
- Pertinence : très haute, mais sous-réalisation à défaut de véritable approche institutionnelle et d'efficacité dans la mise en œuvre du projet.
- Efficience : mauvaise
- Efficacité: bilan très maigre
- Durabilité: bilan beaucoup trop maigre
- Cohérence : bilan négatif de mise en œuvre : maintes opportunités restent non-exploitées
- Impact : trop tôt pour en juger
- Faible appropriation

**3) E-Fr10 : Projet de Coopération et d'Echanges en matière Linguistique, Educative et Culturelle.** *Evaluation à mi-parcours.*

- Malgré un démarrage tardif, le projet CELEC a connu une réelle efficacité dans la mise en œuvre du plan d'action constituant pour le poste un véritable opérateur francophone
- Ce projet a incontestablement assumé avec succès le rôle qui lui était dévolu : celui d'un opérateur francophone dans un pays en sortie de crise

**4) E-GB1 : Improving Quality Primary Education in Burundi: Provision of Teaching and Learning Materials** (Unicef Report to DfID, September 2010)

- Distribution de cahiers et stylos à 40% des élèves et de manuels d'enseignement et matériel pédagogique à 100% des enseignants
- Ces fournitures ont contribué à l'appropriation des objectifs EPT
- Les objectifs attendus ont été plutôt atteints

**5) E-GB4 : Soutien à l'amélioration de la gouvernance de l'école primaire** (Final Report, DfID, Burundi Ministry of Education, March 2012)

- Objectifs: renforcement des capacités ministérielles pour l'amélioration de la gouvernance des écoles primaires ; meilleure management de toutes les écoles primaires ; inspecteurs et autres professionnels mieux à même d'accompagner les écoles ; documenter et faire connaître les enseignements du projet
- Activités clés: développement d'un outil de gouvernance ; formation ; suivi/évaluation ; communication et activités orientées vers les médias ; renforcement de capacités ; voyages d'études
- Les objectifs ont été largement atteints, selon les multiples indicateurs utilisés pour chaque résultat attendu

**6) E-Fr2 : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)** (Rapport de septembre 2010 à août 2011)

- Fait suite à une évaluation positive d'une expérimentation faite entre 2008-10 dans 2 provinces
- Large consultation des partenaires (ministère, OIF, AUF, AFD)

- Quelques difficultés signalées; elles ne sont pas majeures
- Le projet semble se dérouler correctement et sa mise en œuvre technique ne pose pas de difficultés dans l'ensemble.
- Les apports du projet pas assez valorisés et pris en compte dans les discussions relatives à la formation continue.
- Les 4 actions qui accusent des retards ne concernent pas le cœur du projet
- Décaissement de >70% est satisfaisant
- Les défis à relever concernent l'appropriation et une intégration dans la politique générale du ministère.

**7) E-Be4 : Projet : Programme d'urgence (Fabrication et distribution de Bancs Pupitres & de Livres pour les élèves de deuxième primaire & pour leurs enseignants) (Rapport Final, septembre 2008).**

- Pertinence : Très satisfaisant
- Performance : Entre satisfaisant et très satisfaisant
- L'appréciation globale de la prestation est très satisfaisante : pertinente par rapport aux besoins du pays ; les délais respectés ; bonne collaboration
- Aspects négatifs : l'assistance technique était initialement insuffisante; capacités des programmations des directions provinciales variable, souvent faible; participation des bénéficiaires est toujours difficile à obtenir; l'instabilité des enseignants réduit l'efficacité de leur formation
- Tous les résultats intermédiaires de la prestation ont été atteints à 100% ou ont même été dépassés.
- Il dégage quelques leçons pratiques d'exécution
- Très apprécié par les populations

**8) E-Be8 : Projet d'infrastructures scolaires et d'équipements pédagogiques (Rapport de suivi (2006) ; Rapport final (2009))**

- Construction et équipement de 10 nouvelles écoles primaires
- Projet financé par des reliquats d'anciens projets suspendus puis réaffectés dans le cadre de la relance de la coopération
- Problèmes lors de l'identification des sites
- Pertinence : peu satisfaisant
- Mise en œuvre de la prestation : satisfaisant
- Aucune différence entre le prévisionnel et le réalisé, sur le plan quantitatif
- La plupart des entreprises attributaires des travaux de construction ont fait preuve de bonnes capacités techniques ; quelques-unes ont adopté des comportements spéculatifs
- Les groupes cibles ont perçu la prestation comme positive
- Réalisé de façon satisfaisante et bien reçu par les bénéficiaires

**9) E-GB3 : Secondary school access for returning refugees ( Project Completion Review, March 2012; Phase II Final Narrative Report - April 2012.)**

- Activités : Construction et réhabilitation des écoles ; réparation d'équipements ; cours de perfectionnement en français et en kirundi ; clubs d'anglais et d'hygiène

- Selon le Project Completion Report, les objectifs semblent avoir été réalisés, mais on a besoin d'informations sur leur système de codification
- Bonne appropriation par les parties prenantes
- Bon taux de réintégration dans les écoles après leur formation (81%)
- En langues, le taux de rétention des bénéficiaires est à 100% par rapport à 52% pour les non-bénéficiaires.
- Réalisation des constructions satisfaisante
- 2250 jeunes de retour au pays ont trouvé une place dans ces écoles et 8900 jeunes en tout ont bénéficié du programme et, ensuite, se sont inscrits dans des écoles secondaires
- Le ratio élève/salle de classe dans les 13 écoles cible réduit de 147 :1 à 59 :1
- 83% des déscolarisés ont pu retourner à l'école
- Résultats scolaires de bonne qualité ; preuves (pré-test/post-test) de progrès dans les apprentissages
- Mobile technical team : une intervention innovante et efficace
- Preuves de réintégration réussie
- Obtenir le "in-depth research report" du RET
  - Obstacles indiqués ainsi que des enseignements retenus
  - Les cours de langues pourraient ne pas survivre le projet
  - Grands besoins non-satisfaits des compétences linguistiques

#### 10) **E-Be10 : Développement de la citoyenneté responsable** Narrative Report

- Objectif : consolider la paix, promouvoir la réintégration des jeunes réfugiés à l'école secondaire et à la communauté ; apprendre des compétences spécifiques 22500 élèves et leurs 700 enseignants dans 36 écoles secondaires
- Programmes radio
- Ciblage : enseignants, élèves et communautés ensemble ; 40 écoles dans 7 provinces
- La formation est axée sur des savoir-faire pratiques
- Au départ (baseline), tous les participants (enseignants, étudiants, formateurs de formateurs) avaient une vision superficielle de la notion de citoyenneté
- Grand impact décelé après la deuxième formation des enseignants; exemples de changement d'attitudes et de comportement.
- L'évaluation du programme de formation des formateurs a trouvé que 95% des participants pensaient que leur formation aurait un impact positif sur leur travail; 100% des enseignants pensaient qu'il aurait un impact
- Forte demande des formateurs et des enseignants pour étendre le programme à toutes les écoles du pays
- 97% des enseignants disent utiliser le livre "Esprit de Civisme" dans leurs classes

#### 11) **E-Be1 : Rapport de mission d'évaluation du programme de formation professionnelle (BEET/ENS/CEM)** (P. Jalet, mission du 19-29 juin 2011).

- Bureau d'Etudes de l'Enseignement Technique : est chargé, entre autres de la conception, l'animation, la coordination et le contrôle des activités pédagogiques relatives à l'enseignement secondaire technique
- L'Ecole Normale Supérieure : assure la formation et le perfectionnement des enseignants

- Les Centres d'enseignement des Métiers sont chargés de donner une formation professionnelle aux jeunes qui ont abandonné les filières d'enseignement classique
- *Pertinence* : réduite par manque d'appropriation (CEM, BEET), et de ressources (ENS)
- *Efficacité* : résultats mitigés des 3 projets ; de nombreux facteurs à l'origine, dont la faiblesse des Institutions appuyées et le niveau de compétence de leurs personnels respectifs. Ce niveau de compétence paraît avoir été soit surévalué, soit tout simplement ignoré lors de la formulation des projets. Les outils de management mis en place dans les conventions de partenariat n'ont pas été utilisés efficacement. Les multiples changements d'organigramme et de stratégie éducative des ministères concernés n'ont pas favorisé l'atteinte des résultats des 3 projets
- *Efficience* : trop d'équipements fournis n'ont pas été utilisés ;
- *Durabilité* : Plus que de la durabilité des CEM renforcés, il y a lieu de s'interroger sur la place de l'ensemble de la formation professionnelle dans la réforme prévue de l'enseignement fondamental. Le problème de l'entretien et de la maintenance des bâtiments réhabilités et des équipements fournis. L'absence effective d'un plan de gestion prospective dans les établissements aidés est un facteur d'inquiétude réelle à ce sujet.
- Genre : Absent des 3 projets
- Bilan mitigé ; management déficient; impréparation de certains experts; relations insuffisamment formelles avec les partenaires
- Recommandations : Meilleur management, mieux informé par des statistiques; conventions de partenariat; meilleure visibilité des interventions

#### 12) E-Fr1 : Projet d'appui au renforcement de l'enseignement supérieur

- *Rapport de la revue à mi-parcours* (juin 2009) ;
- 5 composantes (i) définir la réforme institutionnelle; (ii) la réforme des structures de l'Université du Burundi; (iii) améliorer les conditions d'enseignement à l'Université du Burundi, dans les domaines de l'informatique et des ressources documentaires; (iv) renforcer les enseignements et à relancer la recherche dans des secteurs prioritaires; (v) la gestion du projet.
- Faible taux de décaissement global (28%) expliqué par plusieurs facteurs :
  - travail préalable de sensibilisation des différentes parties prenantes au projet, surtout auprès des enseignants et aux étudiants
  - inadéquation entre les objectifs et les ressources humaines mises à disposition.
- Les activités de la composante 1 sont mises en œuvre de manière satisfaisante
- Composante 2 : le LMD est mis en place progressivement à l'UB
- Composante 3 : mise en place du matériel informatique peu satisfaisante
- Composante 4 : cinq projets de recherche sélectionnés
- L'effet levier du projet est confirmé
- De nombreuses conditions sont donc réunies pour que le projet aboutisse
- *Compte-rendu du Comité de coordination et de suivi* (20 mars 2012)
- Toutes les actions prévues pour les composantes 1 & 2 ont été exécutées; la composante 3 est presque entièrement exécutée ; pour la composante 4, plusieurs actions restent soit en cours d'achèvement soit à exécuter



**13) E-Be6 : Evaluation à mi-parcours du programme de Coopération universitaire institutionnelle** (J-P Ledant, 03/08/2011)

- Pertinence : le programme est pertinent au sens où il répond à des besoins et s'aligne sur la vision stratégique de l'Université du Burundi
- Efficacité : Des résultats appréciables sont atteints ou en voie de l'être, mais l'efficacité n'est pas totalement à la hauteur des espérances. 2 activités sur 7 sont en deçà des attentes.
- Efficience : relativement satisfaisante mais elle est grevée par de nombreux facteurs
- Durabilité : l'autonomisation envers l'aide extérieure n'est encore qu'un espoir lointain.
- L'impact attendu est positif, mais les contraintes à l'efficience et à la durabilité limitent l'impact
- L'articulation avec les autres programmes est bonne, malgré une faible capacité de l'UB à coordonner et harmoniser elle-même les appuis dont elle bénéficie
- Recommandations principales : (i) meilleure harmonisation plus transversale avec les autres bailleurs ; (ii) développer un cadre de planification stratégique, de suivi et d'harmonisation des interventions ; (iii) meilleure coordination au sein de l'Université.

**14) E-Fr3 : Subvention à Handicap International France au Burundi pour favoriser l'accès des enfants handicapés à l'éducation.**

- Pas de rapports d'évaluation ou de suivi
- L'analyse de la situation réalisée avec les différents acteurs dans la province de Gitega montre que les enfants handicapés au Burundi vivent une situation de discrimination et d'exclusion.
- Le projet participera à la promotion de l'éducation inclusive par une approche « petits pas » qui créera les conditions de la réussite et pourra faire boule de neige dans le cadre d'une politique nationale plus ambitieuse.
- Finalité du projet : Les enfants handicapés sont intégrés dans la politique nationale de l'éducation au Burundi et sont inclus au sein des écoles et des communautés dans les zones pilotes

**15) E-Be15 : « Formation des enfants de la rue et des enfants indigents au métier de mécanicien ainsi que leur réinsertion économique »** (*Rapport d'évaluation opérationnelle et financière du projet*, FenRaj conseil ; février 2010).

- L'audit comptable donne un quitus plutôt (mais pas entièrement) favorable
- 60 jeunes formés et ont fait des stages dans différents garages

**16) E-FR11 : Fonds Social de Développement** (Mission d'évaluation, Lazare GAHUNGU, 21 novembre 2011)

- Financement de 24 micro-projets, dont 6 en éducation, tous réalisés en Mairie de Bujumbura
- L'appui à un centre de formation professionnelle (Kanyosha) figure dans cette évaluation qui ne fait pas d'analyse utile du projet
- Le micro-projet pour l'éducation des jeunes scolarisés pour le changement des mentalités rétrogrades atteint son objectif par l'implantation et l'encadrement des clubs scolaires au cours desquels des débats sur les valeurs positives de la jeunesse et celles rétrogrades seraient animées.

- « Tout le monde est d’avis que les interventions soutenues par le FSD 2007-29 de même que ceux qui l’ont précédé en tant qu’initiatives d’appuis à un Pays en sortie de crise ont été bénéfiques sur tous les plans. Elles ont contribué à la restauration de la paix et de la sécurité, à la réconciliation. »
- Un meilleur suivi serait utile

## Autres données

## Les effectifs

Tableau 1. Evolution des effectifs scolarisés par niveau

	2000/01	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Préscolaire	7 297	28 951*	32 051*	37 470*	42 388*	47 305	59 923	55 103
Primaire	750 699	968 488	1 038 859	1 324 937	1 490 844	1 603 100	1 739 450	1 849 861
Secondaire général								
1 <sup>er</sup> cycle	80 656	116 017	128 283	148 155	166 967	191 927	224 273	261 451
2 <sup>nd</sup> cycle	14 503	20 145	21 987	24 143	22 728	22 834	29 085	35 282
Enseignement Pédagogique	nd	10 155	11 453	12 049	14 515	15 979	21 802	25 379
Enseignement technique	4 991	7 187	12 428	12 782	14 736	15 488	13 799	14 465
1 <sup>er</sup> cycle				2 307	2 618	2 410	1 797	1 200
2 <sup>nd</sup> cycle				10 475	12 118	13 078	12 002	14 265
Enseignement des métiers et Formation professionnelle								
Centre d'Ens. des Métiers				2 397	2 524	3 698	nd	2 665
CFP/CFPP							744	2 141
Enseignement Supérieur	8 450	16 364	18 802	17 772	19 128	20 479	17 768	29 305

Source : Rapport d'état du système éducatif burundais (dit « RESEN »), juin 2012

\* Estimations

Tableau 2. Comparaison de l'évolution des effectifs avant et après l'année scolaire 2005/06

	Taux de croissances annuel moyen des effectifs pour les périodes	
	2003/04 - 2005/06	2005/06 - 2009/10
Préscolaire	13,8%	10,8%
Primaire	17,4%	8,7%
Secondaire général		
1 <sup>er</sup> cycle	13,0%	15,3%
2 <sup>nd</sup> cycle	9,5%	10,8%
Enseignement Pédagogique	9,0%	20,9%
Enseignement technique	37,9%	3,5%
Enseignement Supérieur	4,7%	1,1%

Source : Calculs à partir du Tableau 1.

**La couverture scolaire**

Tableau 3. Taux d'admission et de scolarisation dans l'enseignement primaire

	Taux brut d'admission	Taux brut de scolarisation
1999	71	60
2000	77	65
2001	31	71
2002		
2003		
2004		
2005	88	85
2006	164	103
2007	140	114
2008	144	136
2009		
2010	161	156

Source: *Rapports mondial de suivi de l'EPT* de l'UNESCO**Tableau 4 : Evolution des taux brut de scolarisation par niveau (en %), du nombre d'élèves pour 100 000 habitants dans l'enseignement et la formation technique et professionnelle et du nombre d'étudiants pour 100 000 habitants dans l'enseignement supérieur de 2004-05 à 2009-10.**

	2000-01*	2003-04*	2009-10
Préscolaire	1,2	1,4	7,1
Primaire	63,5	79,9	134,3
Secondaire (général + ET+Formation pédagogique)			25,7
1er cycle			33,2
2nd cycle			14,3
Secondaire (général +Formation pédagogique)		11,7	24,5
1er cycle		15,5	33,2
2nd cycle		6,0	11,6
Secondaire général	8,5	10,9	22,6
1er cycle	11,7	15,5	33,2
2nd cycle	3,3	4,0	6,7
EFTP (élèves/100 000 hbts)	77,0	101,2	245,7
Supérieur (étudiants/100 000 hbts)	121,7	214,7	355,3

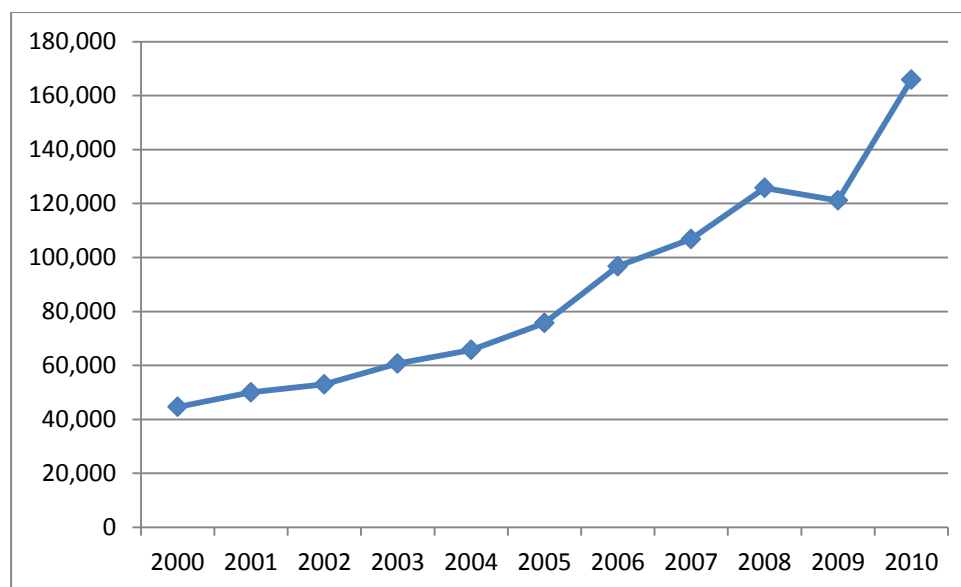
Source : *RESEN 2012*.

**Financement du secteur**

Dépenses éducatives publiques, 2000-2010 (millions FBU courants)

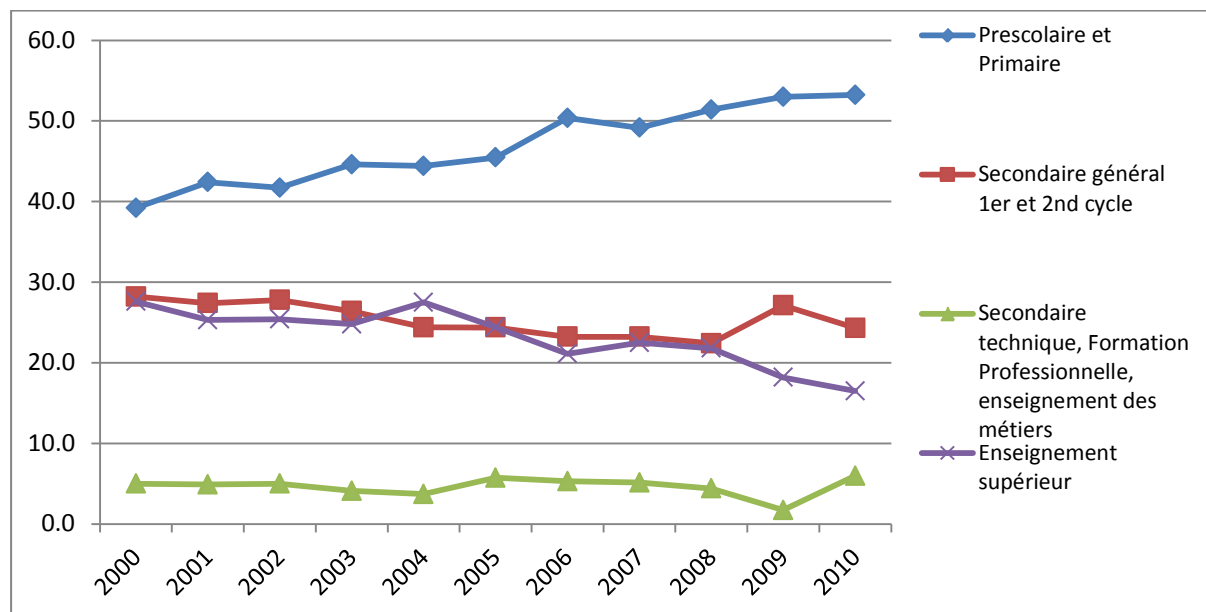
Millions Fbu	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Dépenses courantes</b> Tous ministères en charge d'éducation confondus	<b>16 947</b>	<b>20 044</b>	<b>21 609</b>	<b>27 597</b>	<b>32 367</b>	<b>43 499</b>	<b>58 115</b>	<b>69 392</b>	<b>102 205</b>	<b>112 330</b>	<b>165 834</b>
<b>En volume :</b>											
Salaires	10 323	12 853	13 602	18 395	21 140	28 511	39 084	46 826	67 669	71 444	118 206
Autres dépenses (biens et services)	578	730	1 128	847	851	1 081	1 157	1 447	1 734	2 494	5 907
Transferts et subventions <sup>1)</sup>	6 046	6 461	6 879	8 355	10 376	13 907	17 874	21 119	32 802	38 392	41 721
<b>En %</b>											
Salaires	61%	64%	63%	67%	65%	66%	67%	67%	66%	64%	71%
Autres dépenses (biens et services)	3%	4%	5%	3%	3%	2%	2%	2%	2%	2%	4%
Transferts et subventions <sup>1)</sup>	36%	32%	32%	30%	32%	32%	31%	30%	32%	34%	25%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>3 944</b>	<b>4 725</b>						
Budget national	nd	nd	nd	357	550	627	8 459	10 849	9 849	11 310	12 982
Financement extérieur	nd	2 759	4 062	3 588	4 176	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Ensemble</b>				<b>31 541</b>	<b>37 092</b>	<b>44 126</b>	<b>66 574</b>	<b>80 241</b>	<b>112 054</b>	<b>123 640</b>	<b>178 816</b>

Source : RESEN, 2012

**Dépenses courantes d'éducation totales (en millions de FBU constant 2010)**

Source : RESEN, 2012

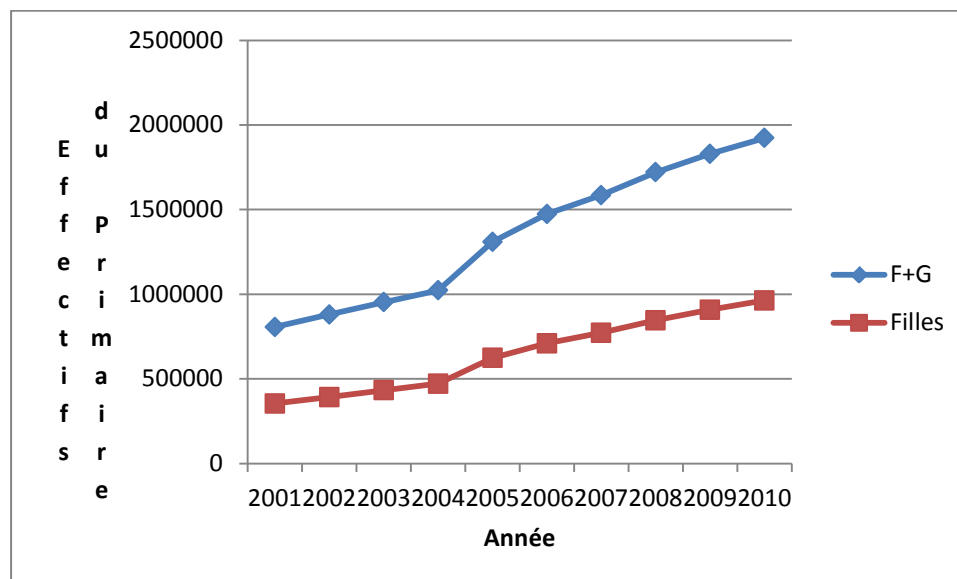
### Structure et évolution des dépenses courantes d'éducation par niveau, 2000-2010 (en % des dépenses courantes)



Source : RESEN 2012

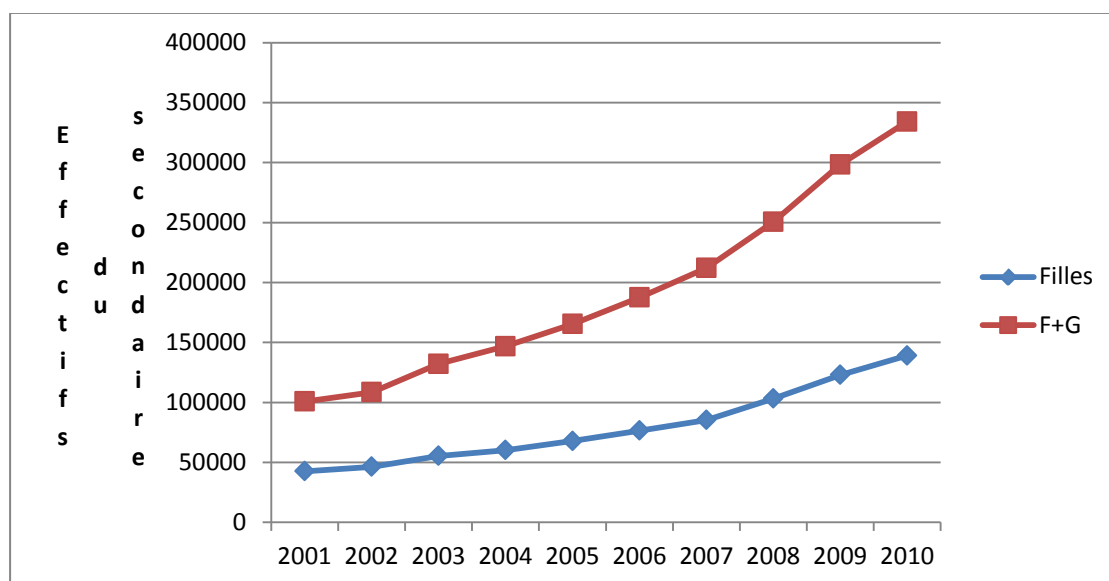
### L'équité

Graphique 1. Les effectifs par sexe dans l'enseignement primaire : 2001 - 2010



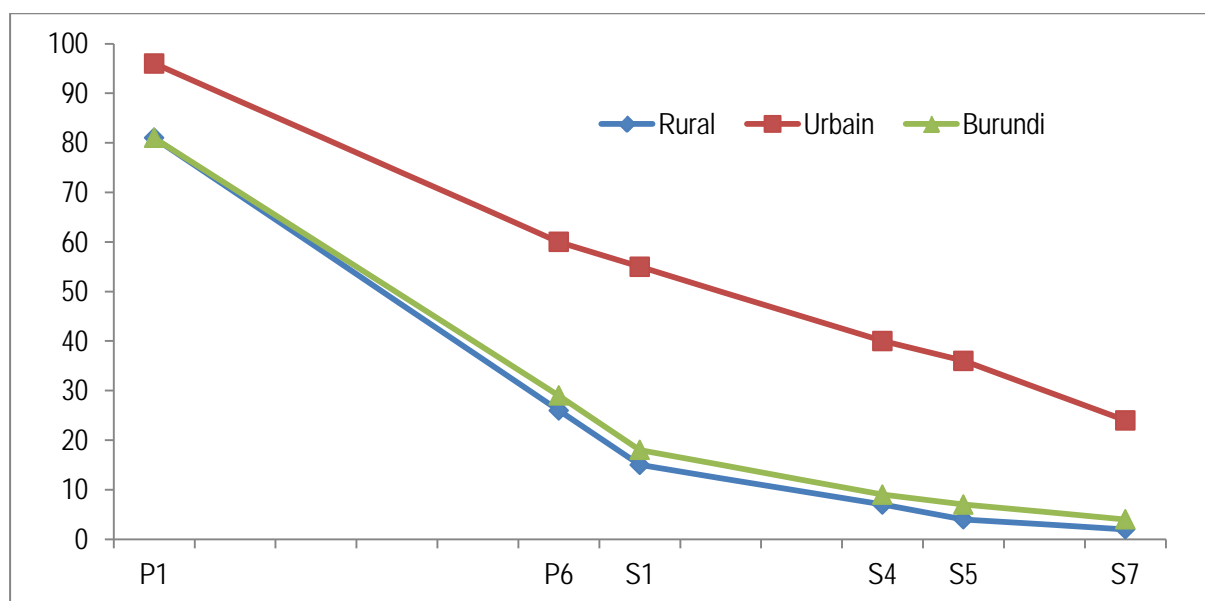
Source : Calculé à partir des statistiques officielles.

**Graphique 2. Les effectifs par sexe dans l'enseignement secondaire : 2001 - 2010**



Source : Calculé à partir des statistiques officielles

**Graphique 3. Proportion d'une cohorte accédant aux différents niveaux d'éducation selon le milieu de résidence, 2006**



Source : RESEN 2012

## ANNEXE 17. LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES LORS DE LA MISSION DE TERRAIN

### Liste des entretiens : Sécurité et défense, Justice, gouvernance, médias et société civile

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
Mohamed RUKARA	Ombudsman	10/05	Institution de l'Ombudsman
Guy HAMBROUK Attaché à la Coopération	Ambassade de Belgique	10/05	Appui belge à la justice: "structures d'arbitrage et de conciliation"
Hervé CORBEL	CTB- Chargé de programme		
Ladislav DE COSTER Délégué à la Cogestion	CTB- Programme Justice		
Charles NDAYIZIGA, Directeur  Libérate NAKIMANA Coordinatrice de la Recherche	Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits (CENAP)	13/05	Evolution des questions de sécurité et contribution des bailleurs
Sophie MONSEUR Agent de la DUE en charge de l'appui aux médias	DUE	13/05	Appui de l'UE aux médias sur la période et contexte de promulgation de la Loi sur la presse
Colonel Alexis NDAYIZEYE Directeur Général Planification et Etudes stratégiques	Direction générale des FDN	13/05	Evolution du secteur de sécurité et contribution des bailleurs
Gabriel RUFYIRI Président	Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME)	13/05	Evolution de la gouvernance et de la sécurité
Marie Goretti GIRUKWISHAKA Coordinatrice	Observatoire INEZA des droits de l'enfant au Burundi (OIEDB)	13/05	Impact de l'appui des bailleurs sur les droits de l'enfant
Pierre Claver MBONIMPA Président	Association pour la protection des Droits Humains et des personnes détenues (APRODH)	13/05	Tendances d'évolution dans les domaines de la gouvernance, la sécurité et les droits de l'homme
Sonia GRABOT Chargée de programmes Bonne Gouvernance ai  Clémence HERAUT-DELANOE Expert justice, Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance (PABG)  Claudine NIYIMBONERA Conseiller National Justice PABG	UE ; Agents de la Délégation en charge du secteur justice	14/05	Appui UE à la justice
Fritz MEIJNDERT Chef Coopération  Niels WEENIS Premier Secrétaire	Ambassade des Pays – Bas – Equipe du projet S-PB2: Security Sector Program	14/05	Appui néerlandais au secteur de sécurité et au Parlement



Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
Alwin VAN DEN BOOGAARD Directeur DSS  Fiacre MUNEZERO Conseiller Politique			
Stéphane DE LOECKER, Chef de Délégation	Délégation de l'UE	14/05	Evolution de la situation du pays et préparation de la réunion conjointe des ambassadeurs et chefs de coopération du 15 mai 2013
Bart DE WOLF, Premier Secrétaire  Yves NINDORERA Chargé de programme, Coopération au Devt.	Ambassade de Belgique	14/05	Appui belge au Parlement
Jean KARONKANO	CTB		
Roberto RESMINI Délégué à la Co-gestion_Projet d'appui à la professionnalisation de la Police Nationale du Burundi-CTB	Equipe du projet S-BE3: Appui à la professionnalisation de la Police nationale du Burundi	14/05	Appui belge à la Police
Steve MCDONALD Africa Program	Wilson Center for Scholars	14/05	Evolution des questions de gouvernance et contribution des bailleurs
Fabien NSENGIMANA Coordonnateur	Burundi Leadership Training Program		
Tracy DEXTER	RCN Justice et Démocratie		
Rencontre conjointe des ambassadeurs, chefs de coopération et attachés défense		15/05	Evolution de la situation du pays et objectifs stratégiques communs
Rencontre conjointe chefs de coopération DPE		15/05	Focus group sur les procédures des DPE
Fabien NSENGIMANA Coordonnateur	Burundi Leadership Training Program (BLTP)	15/05	Participation citoyenne et dialogue politique
Maurice MBONIMPA Commissaire de Police Principal Secrétaire Permanent MSP ; Président du GSS	Ministère de la Sécurité publique, Groupe sectoriel de la sécurité (GSS)	16/05	Impact des appuis au secteur de la sécurité, avancées et défis de la Police Nationale
Fr. Emmanuel NTAKARUTIMANA Président	CNIDH	16/05	Impact des appuis, tendances d'évolution du pays, capacité de la CNIDH à accomplir sa mission
Major Apollinaire NDIKUMAGENGE Assistant du Ministre	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	16/05	Développement du secteur de la défense – progrès et défis
Marc SOMMERS	Université de Boston/UNICEF, programme de recherche sur la jeunesse au Burundi	16/05	La jeunesse au Burundi
Sylvestre NYANDWI Secrétaire Permanent	Ministère de la justice et Garde des Sceaux	17/05	Impact des appuis sur l'évolution de la justice et défis
Cyrille NJEJIMANA Secrétaire Permanent	Conseil Supérieur de la Magistrature	17/05	Appui au fonctionnement de la justice et indépendance de la

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
			magistrature
Petra WAGNER Directrice Pays GIZ	GIZ	17/05	Appui allemand à l'Ombudsman, à CNIDH, aux structures d'arbitrage et de conciliation
Willy NINDORERA	International Crisis Group (ICG), ex-Correspondant national	17/05	Evolution de la situation du pays
Tracy DEXTER	RCN Justice & Démocratie	17/05	Justice formelle et justice transitionnelle
Cyprien NDIKUMANA Représentant IPP au Burundi	Institut Panos Paris (médias)	20/05	Perspective historique sur l'appui des DPE et des autres bailleurs aux médias sur la période et contexte de promulgation de la Loi sur la presse
Colonel Prime NGOWENUBUSA Secrétaire Permanent  Sylvestre MARORA Chargé de la Justice, des droits de l'homme, de la démocratie et de la coopération  Colonel Gilbert MISAGO Assistant administratif	Secrétariat du Conseil National de Sécurité (CNS)	20/05	Evolution du secteur de sécurité
Jean de Dieu NDUWIMANA, Président  Prosper GASHUSHA, Vice-président  Anita NYABENDA, Trésorière	Syndicat des Magistrats du Burundi (SYMABU)	20/05	Fonctionnement de la justice et indépendance de la magistrature
Isidore RUFYIKIRI Bâtonnier	Ordre des Avocats du Burundi	20/05	Evolution du contexte, défis posés au secteur de la justice
Johan DEFLANDER Aloys BATUNGWANAYO	La Benevolencija (médias)	21/05	Perspective historique sur l'appui des DPE et des autres bailleurs aux médias sur la période et contexte de promulgation de la Loi sur la presse
Robert Minangoy Assistant technique auprès du PACAM	Plan d'Action Commun d'Appui aux Médias (PACAM)	21/05	Appui des bailleurs dans le cadre des PACAM 1 et 2, contexte de promulgation de la Loi sur la presse
Jean-Luc MARX Représentant du HC des NU aux droits de l'homme ; chef de section DH et justice du BNUB	Office du HCDH (Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme) des Nations Unies	21/05	La situation des droits de l'homme et la contribution des bailleurs
Tablu Abdallah MANIRAKIZA Ministre	Ministre des Finances et de la Planification du Développement économique	21/05	
Sydney LECLERCQ	GRAPAX	27/05	Evolution des questions de

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
Chercheur sur le Burundi			gouvernance et de sécurité et contribution des bailleurs
René LEMARCHAND Chercheur sur le Burundi	Université de Floride	27/05	Evolution des questions de gouvernance et de sécurité et contribution des bailleurs
Emmanuel KLIMIS Chercheur sur le Burundi	GRAPAX	28/05	Evolution des questions de gouvernance et de sécurité et contribution des bailleurs
Guillaume CRUSE Chercheur sur le Burundi	Agence française de Développement	30/05	Evolution des questions de gouvernance et de sécurité et contribution des bailleurs
Jolie-Ruth MORAND	GIZ, Projet police	6/06	Appui allemand à la police
Zénobé NIRAGIRA Expert Chargé de la Police de proximité ; Membres du CMS	Comité Mixte de Sécurité Projet GIZ- Police de proximité	6/06	Mise en œuvre du concept de la police de proximité
Brigadier de corps, chef de poste ai Représentant de la DG Police à Bujumbura	Poste de police Makamba	6/06	Défis de la mise en œuvre de la police de proximité
Damien NZEYIMANA Chef d'antenne	CNIDH Antenne de Makamba	6/06	Situation des droits de l'homme et capacités de la CNIDH d'accomplir sa mission
Jean Antoine MUSHIKAME Juge	Makamba Tribunal de résidence	6/06	Fonctionnement de la justice de proximité
Président de la commission diocésaine de Bururi	Commission Episcopale "Justice et Paix"	6/06	Le processus de vérité et réconciliation au niveau local
Sandra DESSIMOZ Coordinatrice Protection	CICR	6/06	Droits de l'homme, violences et détention et contribution des bailleurs
Leane BAYER Sr Social Devt Specialist	Bureau du projet « Emergency demobilization and transitional re-integration » de la Banque Mondiale,	10/06	Démobilisation et réinsertion des anciens combattants, évolution des questions de gouvernance et de sécurité et contribution des bailleurs
Florence FERRARI	Représentation suisse (assurant notamment la présidence de la Commission de consolidation de la paix/Peace building Committee de l'ONU au Burundi)	12/06	Les problèmes fonciers et leurs réponses nationales et internationales
Honorable Emilien HAKIZIMANA Président de la Commission	commission de défense et de sécurité de l'Assemblée Nationale du Burundi	12/06	Role de la commission et appui des bailleurs
Jean-Marie NGENDAHAYO Ancien ministre, Ancien député CNDD-			Dynamiques politiques

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
FDD, Ancien président de la Commission des Affaires étrangères			
Sonia GRABOT Chargée de programmes Bonne Gouvernance ai  Juergen HEIMANN Chef de coopération ai	UE	12/06	Compléments d'information justice Appui budgétaire et statebuilding Debriefing 2e mission

## Liste des entretiens : Agriculture vivrière et Filières d'export

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
	CTB	6/05	Évolutions des politiques agricoles
Gérard NDABEMEYE, Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Élevage	MINAGRIE	6/05	Appréciation de la production vivrière Appréciation des politiques agricoles Évolutions structurelles
Christophe BIZIMUNGU, Coordinateur	Agrihub Burundi	6/05	Développement des entreprises agricoles et utilisation des engrais
Evert WOUTERS, Chargé du développement rural	CTB	7/05	Évolutions des projets CTB Appui institutionnel au MINAGRIE Évolution des aménagements hydro-agricoles
Emmanuel GROSJEAN, Coordonnateur	PAIOSA		
Murima W'ISANGI, Président Chargé de programmes	CNAC	8/05	Structuration des caféiculteurs et impact de la privatisation sur les revenus des caféiculteurs
Claire GALANTE, Responsable d'agence Alain JOLY, Country Officer	AFD	9/05	Appuis à la filière thé Appuis à Inades pour la structuration des théiculteurs
Mr Prosper, Acquisition de données statistiques	FAO	9/05	Évolutions des productions vivrières
Léandre NDAYIZEYE, 1er Secrétaire	SYTRATHE OTB	10/05	Effets de la privatisation Thé sur les travailleurs
Alexis NZOHABONIMANA, Directeur Général	Office du Thé du Burundi	10/05	Évolutions de l'OTB depuis la libéralisation
Eric NGENDAHAYO, PAGE Thérance NIYONDAGARA, PDSFP	Banque Mondiale	10/05	Politiques de privatisation des filières café et thé
FOPABU-IJWI RY'ABARIMYI	6 confédérations nationales (thé, café, coton, huile de palme, lait)	10/05	Enjeux des approches « filières » Appréciation coordination e.a. PNIA
Annick SEZIBERA SE Jean Marie NDAYISHIMIYE CT	CAPAD	13/05	Politiques d'appui aux organisations paysannes Politiques d'appui aux pré-coopératives agricoles (non export)
François NKURUNZIZA, Président	Intercafé	13/05	Informations sur l'Intercafé
Nestor NIYUNGeko, Président	Comité des Réformes de la Filière Café	13/05	Évolution de la privatisation café
	OCIBU comité de liquidation	13/05	Informations sur la privatisation du café
Carine BARANTWARIRIJE, ancienne Régisseuse	Cellule STABEX	13/05	Évaluation des appuis STABEX
Jean Marie BIBARA	CELON		
Rencontre commune des experts des projets/ programmes : PRDMR; PTRPC; PARSE; PAIVA-B ; PRODEFI	FIDA	14/05	Données sur l'évolution de la production agricole Coordination avec DPE
Christina CICENTE RUIZ, Chargée de la sécurité alimentaire et nutrition ; Stephan FOX, Chargé de développement rural	DUE	14/05	Données sur les projets « food facility » Évolution des projets UE dans le domaine DR Coordinations sectorielles
Didacienne GIHUGU, Chargée de	Coopération Suisse	14/05	Évolution des interventions sur la

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
Programme Foncier			sécurité foncière
DG et directeurs commerciaux	OTB	15/05	Données sur la production et qualité du thé exporté
Richard SAHINGUVU	ONG Inades	15/05	Programmes d'appuis organisations paysannes Café et thé ; mise en œuvre et résultats Politiques d'appui productions vivrières (basket fund engrais) Défis mouvement coopératif paysan
Deo NYIONKURU	ADISCO		
	ARFIC	15/05	Fonctionnalité de l'organe de régulation Statistiques filière café État des lieux de la privatisation du patrimoine de OCIBU
Valérie DELAUNOIS Co-responsable Volet Développement Agricole	CTB	16/05	Politiques de promotion des filières
Pierre Claver NTIBAKIVAYO Conseiller technique au Cabinet Président comité de suivi privatisation OTB	Gouvernement du Burundi	16/05	Évolution de la mise en œuvre du PNIA Évolution de la comission de suivi de la privatisation OTB
Réunion thématique Communication	GSADR	16/05	Appréciation du fonctionnement du GSADR Appréciation des politiques de gestion de l'information au Minagrie
Salvator NIMUBONA Coordonnateur National	Banque Mondiale (PRODEMA)	16/05	Interventions de la BM dans le secteur agricole, y compris filière café
Visite dans la zone théicole; Échanges à Tora		17/05	Visite de l'usine de Tora Visite de l'usine PROTHEM Données sur la libération de la filière thé.
Leonidas HABONIMANA	SCEP	20/05	Situation de la privatisation (vente) des outils industriels des filières café et thé.
Apollinaire MASUGURU Assistant au programme  Ernest WANIRAMBON	FAO	20/05	Politiques agricoles Données sur la production vivrière Pratiques de coordination
Ernest NDUMURARO Coordonnateur	COCOCA	21/05	Évolutions privatisation du café et encadrement des coopératives de caféiculteurs
Fred VAN HESE, Premier secrétaire  Eddy NIYONZIMA Coordonnateur	Ambassade des Pays-Bas	21/05	Activités des Pays-Bas / appuis via Agriterra au CNAC et contribution agences financières via SCEP co-présidence GS agricole et promoteur Engrais appui AGRI-HUB/ICCO projet CATALIST 2
Représentants des organisations paysannes (pré-coopératives) et privées (COCOCA + ) à Kayanza	Région de Kayanza	21/05	Échanges sur les effets de la privatisation et les défis des coopératives
Christian NZEYIMANA Coordinateur programme	WFP/PAM	23/05	Données sur la sécurité alimentaire Coordination entre intervenants
Guy HAMBROUCK	Ambassade de la	23/05	Politiques d'appui aux agences

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
Attaché coopération belge	Belgique		financières et aux secteur privé BNDE , B.I.O.-invest et BCB
Claudio TOGNOLA Directeur	Coopération suisse	23/05	Interventions et défis de sécurité foncière
Louis NTUREKA, Directeur patrimoine Marius BUCUMI, Directeur technique	ARFIC	23/05	Fonctionnalité de l'organe de régulation Statistiques filière café État des lieux de la privatisation du patrimoine de OCIBU
Philippe BARADANDIKANYA Expert en appui aux revenus et emplois (ARE)	GIZ, PPCR projet de Prévention de Crises et Reconstruction en Province Bujumbura Rural	23/05	Données programmes agricoles
Leone COMIN, Coordinateur PAN-PNSEB  Andre DE GROOTE Représentant	IFDC	24/05	Données évolution utilisation des engrais Info modalités basket fund engrais
Theofiel BAERT Agriculture	Ambassade de la Belge	24/05	Politiques et coordinations dans le secteur agricole
Stefaan CALMEYN Représentant	Broederlijk Delen	25/05	Interventions pour la structuration des caféiculteurs et théiculteurs

## Liste des entretiens : éducation

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
Claire GALANTE  Alain JOLY	AFD	9/5	La perspective de l'AFD Elle décrit le FCE comme « une aide budgétaire fléchée, ordonnée par le Ministère de l'éducation »
Sévérin NYAMUYENZI, Vice-Président,	Association Nationale des Parents d'Elèves et d'Etudiants	10/5	La perspective des Associations des Parents d'Elèves et d'Etudiants Il voit des problèmes de qualité Il connaît le FCE, l'apprécie Population mieux formée est moins enclin à se laisser manipuler par des extrémistes Ils ont commencé la réforme par le mauvais bout
Emmanuel MASHANDARI, Président	Conseil National du Personnel de l'Enseignement Secondaire	10/5	La perspective des syndicats Manque de planification, mauvaise affectation du personnel Mauvaise gouvernance; ils ne voient pas de vision claire et déplorent l'instabilité institutionnelle Ils connaissent le FCE; sa présence les rassure Salaire d'un enseignant qualifié = €37/mois Ils combattent la violence en milieu scolaire Les syndicats ne sont pas appréciés par le gouvernement
Jérôme BIZINDAVYI Secrétaire Général	Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du Burundi		
Eric NSHIMIRIMANA Directeur Général des Finances	MEBSEMFPFA	14/5	Le ministère a 3 sources de financement: le budget de l'état (ministère des finances), le FCE (annexé à la loi des finances) et des projets Pour 2013, les apports FCE = 21,7% du budget de l'état Pour le FCE, le Min. Finances intervient seulement à l'étape du paiement Puisque tout est fait au MEBSEMFPFA==> rapidité
Protais NTEZIRIBA Directeur Général de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique		14/5	Projet PARES (France) de mise en place du LMD pas renouvelé Développement du privé (24 établissements); le LMD et autres aspects du Processus de Bologne essentiels La coopération est très positive, surtout sur le plan des échanges interuniversitaires, surtout avec la Belgique, mais pas avec des universités africaines
Gert JANSSENS Délégué à la Co-Gestion  Pascal MUKENE	Projet Formation Initiale des Enseignants de l'Enseignement Fondamental, CTB	15/5	Projet élaboré avant 2010 en l'absence d'une formule fixe pour la formation initiale Problématique: comment attirer les meilleurs dans l'enseignement École fondamentale annoncée en 2010; 80% passeront de la 6e au 7e en 2020 Ils ne savent pas comment le FCE est géré 4 résultats: appui institutionnel; réhabilitation des 4 centres de référence; supports pédagogiques; formation des encadreurs des enseignants
DPE: France (MAE), Belgique, Pays Bas,		15/5	FCE est un appui budgétaire, mais off-treasury => accountability



Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants	
			FCE est un instrument apprécié	
Raphael MALARA Conseiller de coopération et d'action culturelle	Ambassade de France	16/5	Passer en revue les projets PARES trop ambitieux ; n'a pas eu l'effet escompté LMD amorcé Manque de vision, état faible La francophonie représente un intérêt majeur pour la France Le fait des 2 ministères (Base, Supérieur) est un problème : le supérieur n'intéresse pas les PTF	
Laurence RITTER Coopérante technique française auprès de l'Université	Projet PARES			
Cédric ARMAND Coopérant technique français				
Hervé CORBEL Chargé de Programme	CTB	17/5	UNICEF est chef de file En principe 4-5% du FCE ==> enseignement supérieur ; mais problèmes entre les 2 ministères Norvège et UNICEF on rejoint le FCE, avec le Partenariat mondiale pour l'éducation Projet BE11 n'a pas atteint les résultats escomptés	
Donatella DI VOZZO Conseiller Education				
Joyce Patricia BHEEKA Chief Education	UNICEF			
Hercule YAMUREMYE	Banque Africaine de Développement	17/5	L'éducation ne figure pas dans leur document stratégique pour le Burundi Leurs interventions dans le secteur se porte sur les centres des métiers, l'insertion, les infrastructure Critique envers l'approche par les compétences Le FCE a un effet structurant	
Chantal, Générale, Pédagogiques	Directrice Bureaux	MEBSEMFP	20/5	De son point de vue, pas de rapport entre les programmes et la paix Le FCE a financé des manuels, y compris sur la formation civique et la formation continue des enseignants Priorité : former les enseignants pour la réforme 4 langues dès la première année Elle connaît mal la problématique de l'éducation pour la cohésion sociale
Balthazar CIMPAYE	Direction Provinciale de l'Education, Bubanza	20/5	L'apport du FCE est considérable et essentiel pour le fonctionnement des écoles Les taux de : réussite en augmentation, de redoublement en baisse Les procédures FCE peuvent être lentes La Direction Provinciale de l'Education pratique un encadrement de proximité, pour lequel les appuis FCE sont essentiels Les fonds du FCE sont versés dans le compte en banque de la Direction Provinciale de l'Education Il y a eu une amélioration du statut des enseignants : +30% de salaire ; leurs enfants ne paient pas de frais au secondaire ; fonds pour le logement & accès aux parcelles Cours d'éducation civique Le FCE finance des activités visant à promouvoir la cohésion sociale Animations pédagogiques mensuelles dans les écoles	
Eugene SABUKUNKIZA Directeur	Ecole Primaire de Bubanza II			
Charles NTANYUNGU Directeur	Ecole Primaire de Kampene			

Personnes rencontrées	Institution	Date	Objet, commentaires, points saillants
			6 heures de cours par jour ==> 950-1000 par an Niveau élèves en baisse Chaque élève en 1e et 2e a ses manuels ; ce n'est pas le cas pour les 3e -6e Enseignants sont tous qualifiés Plusieurs visites d'encadrement pédagogique Les 4 langues en 1e - 2e, c'est trop
Claire, Secrétaire Permanent a.i.	MEBSEMFPFA	21/5	Le FCE est très efficace ; il y a moins de procédures que pour le budget d'état Elle connaît mal la problématique de l'éducation pour la cohésion sociale
Oscar BAZIKAMWE Directeur, Planification de l'éducation	MEBSEMFPFA	21/5	Il gère les plans d'actions que font tous les départements du ministère pour le FCE et qui sont validés avec les PTF Problèmes avec l'assistance technique chargée du suivi de l'exécution des plans d'actions Amélioration : qualification des enseignants ; manuels
Tharcisse HABONIMANA Directeur du Bureau d'études des Programmes de l'Enseignement de Base	MEBSEMFPFA	22/5	Les cours de formation civique : 8 thèmes Les enseignants ne sont pas formés pour ces cours Besoin de renforcer les comités de gestion des écoles
Dismas NTAWUHORAHO	Direction Provinciale de l'Education, Muramvya	23- 24/5	L'apport du FCE est très bénéfique. Seul regret : les fonds arrivent tardivement Mise en place des Comités de Gestion des Ecoles (CGE) ainsi que l'utilisation des manuels et outils de la bonne Gouvernance a permis une forte amélioration de la gestion des écoles Problème particulier : manque de terrains pour la construction de nouvelles classes (pression démographique très forte).
Déo NZEYIMANA Directeur	Ecole Primaire de Muramvya III		
Nestor NDAYISENGA Directeur	Ecole Primaire de Ruganza I		
Frédéric NIYONSABA Directeur	Ecole Primaire de Kavumu		
Gérard NSAGUYE	Direction Provinciale de l'Education, Kayanza		Constat d'une amélioration de l'administration et de l'encadrement pédagogique Nette collaboration entre les Directeurs des écoles, les enseignants et les parents dans la fixation des priorités et des objectifs Equité filles/ garçons observée mais constat que beaucoup de filles abandonnent Les comités de gestion des écoles sont fonctionnels et utiles pour l'amélioration des performances Effectué par Egede

## ANNEXE 18.COMPTE-RENDU DU SÉMINAIRE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT FINAL PROVISOIRE (BUJUMBURA, 11 DÉCEMBRE 2013)

### Introduction

Le Séminaire s'est déroulé à Bujumbura dans les enceintes du complexe « La Détente », le mercredi 11 décembre 2013. Il s'agissait de présenter et de discuter les résultats, les conclusions et les recommandations préliminaires de l'évaluation avec les autorités nationales, les organisations représentatives de la société civile, les sept donateurs parties à l'évaluation (DPE) et les autres bailleurs de fonds. Ces éléments ont alimenté la finalisation du rapport d'évaluation.

L'ordre du jour était le suivant :

8 :30 – 9 :00	Accueil participants
9 :00 - 9 :15	Ouverture
9 :15 – 9 :30	Mot de bienvenue prononcé par Monsieur Christian Joly, Conseiller Politique à la Délégation de l'Union Européenne au Burundi
9 :30 – 9 :45	Contexte et objectifs de l'évaluation - Mme Pravin, Chef d'Unité adjointe, Unité Evaluation EuropeAid
9 :45 – 10 :30	Méthode et constats de l'évaluation par critère d'évaluation (chef d'équipe)
10 :30 – 10 :45	Pause
10 :45 – 11 :15	Conclusions générales en relation avec l'analyse contextuelle (chef d'équipe)
11 :15 – 13 :00	Discussion en plénière
13 :00 – 14 :00	Lunch
14 :00 – 14 :30	Recommandations pour la coopération future (chef d'équipe)
14 :30 – 15 :30	Discussion en plénière
15 :30 – 15 :45	Clôture par M. Théo Baert, Chargé d'Affaires a.i., Ministre-conseiller chargé de la coopération au développement, Ambassade de Belgique

La présentation du rapport a été réalisée par le chef d'équipe, M. Emmanuel Pondard. Des échanges ont suivi l'exposé. Pour y répondre, le chef d'équipe était appuyé par les trois experts burundais ayant participé à l'exercice :

- M. Egide Ndahibeshe
- M. Christophe Sebudandi
- M. Patrice Ndimanya

La synthèse des débats ainsi que le support de présentation PowerPoint sont présentés ci-dessous.

### Méthodologie, constats et conclusions : synthèse des échanges

#### **Monsieur Karel COOLS, Service de l'Evaluation Spéciale de la Coopération internationale, Belgique**

Après avoir félicité l'équipe d'évaluation pour le travail accompli, il est demandé une clarification du terme « impact ». Faut-il le comprendre comme le résultat à long terme désiré ou non, ou comme le changement de situation économique et sociale à long terme en fonction des objectifs affirmés des DPE ? L'analyse de contribution doit prendre en compte les facteurs extérieurs aux DPE ayant également pu influencer les impacts.

*Réponse SEE : le résultat constitue le changement sur lequel l'intervention des DPE a agi de façon directe (ex : renforcement de capacités, renforcement de la qualité des équipements, adoption de règlement). Le résultat se distingue de l'impact, qui définit un changement sur lequel les DPE n'ont pas de prise directe mais qu'ils souhaitent influencer (ex : utilisation des capacités acquises par les personnes formées, mise en pratique des textes réglementaires par les autorités, amélioration de la compétitivité par l'utilisation des infrastructures et appuis fournis). En ce sens, l'aspect temporel importe peu pour définir l'impact. Ce qui est important, c'est plutôt la distinction entre :*

- *un changement sur lequel les DPE ont exercé une influence ; on peut dès lors affirmer que les DPE ont un impact (leur appui a contribué au changement de situation).*
- *un changement extérieur à l'intervention des DPE (on ne peut dès lors pas parler d'impact, mais d'évolution du contexte, sans attribuer cette évolution à l'intervention des DPE).*

*Nous avons tenté de mettre en évidence cette distinction dans notre analyse, plus prudente et nuancée que ce qui peut être restitué dans une présentation orale.*

#### **Madame Laurence Arnoux, Attachée de Coopération et Action humanitaire à l'Ambassade de France au Burundi**

Les principes d'engagement dans les Etats fragiles ont-ils été pris en compte au Burundi, par exemple en ce qui concerne les délais entre l'allocation des fonds et le décaissement, et quelles ont été les réactions des interlocuteurs ? Mme Arnoux pointe notamment l'enjeu de raccourcir les délais entre la décision d'appui et les décaissements.

*Réponse SEE : l'évaluation aborde chacun des 10 principes et la façon dont les DPE les ont intégrés. Une attention est à ce titre apportée à leur sensibilité au conflit, à la cohérence entre diplomatie et coopération, aux capacités d'ajustement à l'évolution du contexte et sur la durée. Les recommandations suggèrent des pistes dans ce sens.*

*Notons que les principes d'engagement dans les Etats fragiles pointent l'importance d'une intégration entre coopération et dialogue politique, du point de vue du bailleur. L'évaluation dépasse donc le seul champ de la coopération au développement, et aborde l'interaction coopération/diplomatie/défense (approche 3D).*

*Il est important de rappeler aux acteurs burundais les contraintes propres à chaque DPE, fixées par leurs sièges et/ou leurs Parlements respectifs, qui expliquent des décisions pouvant être perçues localement comme inadaptées. Et entre DPE, ces contraintes sont plus ou moins marquées (exemple donné en matière de prévisibilité des ressources de l'aide : prévisibilité annuelle pour la France, plus étendue dans le cadre du FED).*

*La mise en œuvre des aides des DPE n'a pas été abordée dans le cadre de cette évaluation. La priorité a été donnée à l'analyse des effets cumulés des DPE ; une analyse des modalités a plus de sens à l'échelle de chaque bailleur pris individuellement, chacun ayant des contraintes et modalités propres.*

*Révision des objectifs des DPE chemin faisant : les outils de veille disponibles nous semblent insuffisants pour permettre cette révision. Nous notons également une certaine rigidité des outils d'intervention pour certains DPE, une beaucoup plus grande flexibilité pour d'autres.*

**Monsieur Fritz Meijndert, Ambassade des Pays-Bas**

Comment les facteurs extérieurs aux interventions des DPE (rôle des autres bailleurs et du gouvernement) ont-ils été pris en compte pour l'analyse d'impact ?

*Réponse SEE : le chef d'équipe rappelle comment ont été définies les questions évaluatives et conduites les analyses : recensement des réalisations des DPE, mesure du poids des autres bailleurs dans les chaînes traitées, appréciation pas à pas de la contribution propre aux DPE jusqu'aux impacts. Le rôle du gouvernement est notamment pris en compte lorsqu'il s'agit de mesurer en quoi les conditions de transformation des résultats en impacts ont été remplies (conditions et hypothèses de réussite).*

**Monsieur Emile NIMPAYE - CNCA**

En matière d'APD, les apports des bailleurs cités le sont sous une forme globale. Il aurait été mieux indiqué de mentionner les dépenses réelles par secteur, à la fin du cycle de programmation, et de préciser l'affectation des fonds non dépensés. Il aurait également été utile d'identifier le ratio entre les dépenses effectuées et les montants non dépensés (quel recyclage des montants non dépensés ?).

Se pose également la question des raisons du manque de capacité d'absorption. Comment expliquer cette situation ? Est-elle due à des problèmes institutionnels ou de procédures et comment améliorer la situation dans l'avenir ?

*Réponse SEE : les données financières disponibles sont celles transmises par les DPE, qui éprouvent généralement une grande difficulté à recenser de façon agrégée leurs dépenses effectives (lié à la grande diversité de canaux et d'échéanciers).*

*Les DPE ne recensent pas de façon détaillée les modalités de 'recyclage' des engagements non-décaissés.*

*La question des capacités d'absorption est pointée comme un constat, aboutissant (notamment pour le secteur de l'éducation) à recommander une assistance soutenue.*

**Monsieur Alexis NTAMAVUKIRO – IFDC**

Quelle sera l'influence de cette évaluation sur la programmation du prochain FED ? Quels pourront être les interlocuteurs permettant d'améliorer la situation (rôle de la société civile) ?

*Réponse SEE : les recommandations, abordées plus loin, mettent en avant l'importance de maintenir un mix d'outils (aide projet, fonds commun, aide budgétaire, assistance technique) pour répondre à la diversité des contextes avec réalisme. Les ONG jouent un rôle important dans ce cadre. Nous abordons ces recommandations plus loin (voir également le support PowerPoint).*

**Monsieur Edouard MINANI – Secrétaire Permanent /Ministère de la Justice**

Les bailleurs devraient mieux tenir compte des priorités nationales. Les bailleurs se focalisent trop sur leurs conditionnalités i.e. les élections, les droits de l'homme, etc. sans tenir compte du contexte et de l'impact négatif que cela peut avoir.

Le rapport cite parmi les causes structurelles du conflit « l'exclusion sociale systémique » des femmes, des enfants, des réfugiés. Cette affirmation est à nuancer car cela laisserait croire que rien n'est fait. De même, « la concentration du pouvoir politique et économique » devrait être précisée.

*Réponse SEE : le terme relatif à l'exclusion sociale systémique de certains groupes (dont les femmes) est largement documenté, et mérite d'être maintenu. Les éléments relatifs à la concentration du pouvoir politique et économique sont développés dans le rapport, à partir de données provenant de diverses sources (analyses des DPE et d'autres bailleurs, rapports d'ONG internationales).*

#### **Monsieur Jean de Dieu NDUWIMANA – SYMABU**

L'évaluation souligne que dans le domaine de la justice, plusieurs attentes des DPE ne sont pas rencontrées. Or il n'y aura aucune avancée possible en l'absence de l'indépendance de la magistrature. Les actions initiées dans le cadre des Etats généraux de la justice (avec la participation du Gouvernement, de la société civile et des magistrats) sur financement des bailleurs n'ont pas encore abouti à des résultats concrets. Il est demandé à l'Union Européenne et à ses membres de mener des actions pour l'indépendance de la magistrature et les droits de l'homme au Burundi.

*(Les constats relatifs à la justice font l'objet d'une réponse de Monsieur Guy Hambrouck – voir ci-dessous).*

#### **Monsieur Guy Hambrouck, 1er Secrétaire chargé de la Coopération à l'Ambassade de Belgique au Burundi**

M. Hambrouck constate de fréquentes divergences d'intérêts en matière de gouvernance démocratique à tous les niveaux (entre les actions annoncées par le gouvernement et les actions menées). Ainsi, l'indépendance de la justice est formulée clairement dans le CSLP II, mais dans les faits, l'évolution de cette question bute sur des blocages et sur le manque de volonté politique. Les espoirs de 2005 ne se sont pas concrétisés ; la politique de gestion des ressources humaines met en péril la pérennité des interventions : politique de ressources humaines généralement arbitraire et disciplinaire.

#### **Monsieur Jérôme COMBES – Terre des Hommes (ONG)**

L'exercice d'évaluation inter-bailleurs est difficile, surtout en termes de mesure de l'impact de la seule coopération de l'Union Européenne sans les autres bailleurs. Il est recommandé que cet exercice inclue tous les bailleurs.

Sans la paix et la stabilité, il n'y aura pas de croissance parce que les investissements privés restent limités.

Il est suggéré une planification réaliste qui prévoit des mécanismes de révision des objectifs suivant l'évolution de la situation.

#### **Monsieur Jérémie Bernard DELAGE – ONU FEMMES**

Après avoir félicité l'UE pour la transparence de cet exercice, il insiste sur :

- sa satisfaction pour la mise en avant de l'enjeu du genre.
- son accord avec le constat d'instabilité foncière qui ne permet pas une planification pour un développement économique durable, et de la difficulté d'atteindre cet objectif sans réponse appropriée.
- la nécessité d'un dialogue politique permanent.

- son accord sur l'importance d'analyser les causes structurelles du conflit et notamment les risques émergents.
- son accord sur l'importance de prendre en compte l'alignement ou l'adéquation entre les priorités des DPE et celles du gouvernement. Cela peut expliquer que les politiques du gouvernement ne donnent pas les résultats satisfaisants, en raison de faibles capacités institutionnelles des différents ministères.

*Réponse SEE : l'enjeu de convergence des priorités gouvernement/bailleurs est crucial ; il structure nos recommandations. Un plus grand réalisme politique est nécessaire pour aboutir à des démarches réalistes. Les divergences de priorités doivent être exprimées plus fermement et les conséquences en termes d'appuis doivent pouvoir être tirées. Exemple donné : quels effets à attendre d'un appui aux parlementaires dans un contexte de boycott des scrutins ? Nous ne remettons pas en cause les décisions politiques ni aucunement la légitimité des scrutins, mais insistons sur l'importance d'ajuster l'appui à ces changements de contexte.*

#### **Monsieur Blaise GAHUNGU – Biraturaba (ONG)**

Concernant la faible mémoire institutionnelle, il est posé la question de la période de temps que passe un agent de coopération en poste.

*Réponse SEE : la question n'est pas celle de la durée de présence sur place des agents, mais des procédures de partage de connaissance entre agents : la mémoire institutionnelle est défaillante. Par exemple, il nous a été difficile de comprendre ce qui avait présidé aux arbitrages en phase de formulation des interventions, les personnes ayant effectué ces arbitrages ayant quitté leur poste depuis. Les informations provenant des postes ne sont pas non plus toujours prises en compte par les sièges.*

Beaucoup d'acteurs de la société civile sont dynamiques malgré un cadre peu encourageant ; un changement dans les procédures et modalités d'appui doit être envisagé pour les toucher. Il faudrait également analyser comment l'appui des bailleurs pourrait rapprocher les acteurs étatique et non étatiques.

*Réponse SEE : une attention de plus en plus forte est donnée par les bailleurs européens aux pays fragiles, tant sur le plan stratégique que financier. Cela se traduit par des instruments spécifiques et des ressources dédiées (ex : la France fait figurer le Burundi parmi les 17 pays prioritaires de sa coopération, la CE met en place les State Building Contracts, la Belgique présente un engagement stratégique à 12 ans au Burundi).*

#### **Monsieur Fritz Meijndert – Ambassade Pays-Bas**

En matière de sécurité, les DPE travaillent suivant les priorités du gouvernement. Ils peuvent aider mais c'est le gouvernement qui est seul responsable. L'administration doit élaborer ses propres stratégies.

*Réponse SEE : les évaluateurs confirment que sur certains secteurs analysés, le discours politique national fait défaut, et explique une démarche des bailleurs pouvant être perçue comme dirigiste par la partie burundaise. Un discours sectoriel plus explicite facilite l'alignement des bailleurs. C'est notamment le cas en matière d'allocation des ressources par zone : les bailleurs sont généralement preneurs pour laisser le gouvernement déterminer la stratégie en province et les critères d'allocation des ressources vers ces zones, mais il faut que ces critères soient explicitement formulés.*

**Monsieur Olivier HECK, Représentant Résident de la CTB au Burundi**

La cohérence interne à chaque DPE et avec l'UE est cruciale de même que la complémentarité des différentes modalités d'aides quelques soient les canaux (aide bilatérale directe, aide d'urgence, coopération universitaire, aide multilatérale, etc.). Il suggère une meilleure communication des bailleurs sur leurs canaux de financement et sur leurs contraintes.

*Réponse SEE : notre évaluation pointe des capacités de mobilisation, de coordination et de suivi de ces canaux très variables d'un DPE à l'autre (ex : relativement bon suivi de l'aide indirecte belge, alors que l'Ambassade de France éprouve des difficultés à simplement recenser les actions de coopération décentralisée).*

*Nous identifions également des pistes pour tirer parti des 'avantages comparatifs' de chaque DPE au-delà des seuls secteurs d'intervention (capacités d'engagement pluriannuel de certains, capacités d'interventions rapides et ponctuelles pour d'autres, présence dans la sous-région...).*

**Monsieur Karel COOLS, Service de l'Evaluation Spéciale Belgique**

L'évaluation ayant porté sur les activités réalisées et les résultats obtenus, peut-on établir la chaîne de causalité ?

Au Burundi, la coopération s'est focalisée sur la sécurité en oubliant la croissance, ce qui pose le problème de l'œuf et de la poule, que doit-on faire, que peut-on faire avant l'autre ?

*Réponse SEE : rappel du message principal : les hypothèses et conditions de réussite étaient pour partie irréalistes, et n'ont pas été suivies chemin faisant. Cela explique en grande partie la discontinuité résultats/impacts.*

*Concernant le lien croissance/sécurité, notre message principal est celui d'une priorité à donner aux deux dimensions (la croissance ne suit pas la stabilité mais la nourrit). Nous rappelons les cas d'autres pays ayant réussi à partager 'les dividendes de la paix'.*

**Monsieur Benjamin – Société civile**

En quoi cette évaluation est-elle conjointe ? Quelle a été la place accordée aux acteurs locaux dans le processus ?

*Réponse de Catherine Pravin : dans le cadre d'une évaluation pays, le pays partenaire n'est pas encore partie prenante à part entière d'une évaluation conjointe (pour l'instant simplement multibailleurs européens), contrairement à la pratique de l'évaluation conjointe de l'aide budgétaire. Une implication du pays partenaire va de pair avec une amélioration de la culture de l'évaluation et de la redevabilité.*

Le radicalisme communautaire connaît une évolution cyclique diversement appréciée. Le chômage des jeunes est à classer dans les risques émergents.

L'influence du contexte régional ne semble pas avoir été analysée en particulier sur l'évolution de la sécurité et de la stabilité. Il y a une interaction entre le Burundi et la région et un impact mutuel subséquent.

*Réponse SEE : le contexte régional est abordé sous l'analyse SWOT, dans sa complexité : force économique, risques de déstabilisation liés à la nature régionale des conflits. La prise en compte de cette dimension régionale par les DPE nous semble relativement bonne (par exemple en comparaison du constat négatif porté dans le cadre de l'évaluation conjointe Niger, pointant la coupure entre coopération des DPE au Niger et au Nigéria). Un élément mérite cependant d'être soulevé : l'approche régionale explore trop peu la question des barrières tarifaires (point qui sera abordé sous la prochaine évaluation conjointe, qui traite notamment de l'appui au secteur privé).*



*Théo Bart précise, au sujet de la consolidation de la paix au niveau régional, qu'il faut prendre en compte l'histoire de la région et initier des activités régionales d'intégration même si les analyses politiques sont différentes entre les pays en question.*

### **Monsieur Jean Pierre Havyarimana, Synergie des droits de la femme**

Au chapitre Education, le rapport aborde seulement les composantes enseignement primaire et secondaire et ne dit rien sur l'enseignement universitaire et professionnel alors qu'ils sont d'une plus grande importance pour la croissance. Son commentaire a également porté sur la qualité de l'enseignement qui ne cesse de se détériorer à tous les niveaux et sur l'adéquation formation-emploi. Il a apprécié le fait que l'évaluation ait mis en exergue les causes fondamentales du conflit mais la participation des femmes n'a pas été entièrement abordée. A cet effet, il suggère d'ajouter la faible représentation de la femme dans les postes non électifs où elles ne sont qu'à 12%, alors qu'elles représentent 51% de la population. Il s'est ensuite interrogé sur les impacts négatifs du nonaccès aux aides d'urgence dont a besoin un pays fragile. Enfin, il a regretté l'absence d'un fond global susceptible de promouvoir la croissance au Burundi.

*Réponse SEE : pour chaque secteur, une partie seulement des objectifs et activités liées ont été évaluées ; il s'agissait d'une condition de mise en œuvre de l'analyse de contribution (nécessité de focaliser l'analyse sur un nombre relativement restreint d'interventions pour réduire les risques d'interférences avec les actions d'autres bailleurs et optimiser les moyens disponibles). Les critères ayant présidé à la sélection des chaînes d'effets analysées sont rappelés (notamment le poids financier des DPE dans ces chaînes, et leur apport potentiel à la construction de la paix).*

*Sur cette base, l'analyse pour le secteur de l'éducation s'est focalisée sur les activités liées aux objectifs d'Education pour Tous.*

### **Monsieur Cyprien NDIKUMANA – Institut Panos Paris**

Au niveau des médias, le rapport se focalise seulement sur l'aspect des relations difficiles entre le gouvernement et les médias (nouvelle loi sur la presse) et ne mentionne pas le rôle positif joué par les médias à différentes étapes importantes de la vie du pays pendant les négociations d'Arusha et au cours des élections de 2005 et 2010, avec des résultats lisibles dans la professionnalisation, confiance de la population, la liberté d'expression, la solidarité combative et agissante, etc.

M. Ndikumana constate une divergence entre les volontés politiques des DPE et du gouvernement et se demande comment améliorer la convergence et pour susciter la volonté politique.

*Réponse SEE : Ne pas confondre contexte d'intervention et appui des DPE. Nous évoquons le rôle positif des médias dans les élections successives, sous l'analyse de contexte. Malgré l'appui positif le contexte n'évolue pas de façon favorable. Les conséquences doivent en être tirées par les DPE (maintien d'une aide aux médias via la société civile, lien coopération/dialogue politique).*

### **Monsieur Emmanuel MASHANDARI – CONAPES**

Les problèmes du secteur éducation n'ont pas été suffisamment abordés alors que ce secteur connaît de grands problèmes, notamment l'insuffisance des équipements, des infrastructures, l'encouragement du personnel enseignant, la réforme de l'enseignement, etc. Des problèmes sont liés à la réforme de l'école fondamentale en particulier le déploiement du personnel ; une évaluation de cette réforme serait utile. Il a également mentionné qu'il faudrait une évaluation de l'impact du Fonds Commun Education qui apparaît comme un modèle de réussite dans le rapport.

### **Monsieur Déogratias Nzunogera - Observatoire de l'action gouvernementale**

Le secteur Education semble avoir été évalué positivement alors que la qualité de l'enseignement laisse à désirer à tous les paliers. Par ailleurs, le constat est qu'il s'établit une éducation à deux vitesses (pauvres et nantis) du fait entre autres de la politique de gratuité qui n'a pas été accompagnée par des mesures appropriées.

*Réponse SEE : il est effectivement important de préciser que, si le FCE présente une démarche pertinente et des moyens conséquents, il est très largement contraint par un faible taux de décaissement. Ses effets à ce jour doivent effectivement être nuancés, comme nous le précisons dans le rapport. Les perspectives sont néanmoins favorables, avec un engagement financier massif du Partenariat Mondial.*

Pour les cultures d'exportation, Monsieur Nzunogera note que le secteur café souffre du début de la privatisation alors que doit a priori renforcer l'efficacité du secteur. Pour le thé, la privatisation n'a pas encore été initié alors que les résultats sont déjà positifs. Quelle en est la cause ?

*Réponse SEE : l'UE est principalement intervenue sur la réhabilitation des pistes et les infrastructures de stockage et de traitement. Cela a contribué à l'amélioration de la qualité pour le thé mais pas pour le café. Les raisons se trouvent en dehors des interventions des DPE : la stratégie café n'existait pas alors que le thé a bénéficié d'une démarche structurée. Les DPE ont manqué d'analyse sur ces deux filières, et en matière d'interaction/conflit entre deux modèles (filière contrôlée au niveau international à Londres pour le café, au niveau régional à Mombasa pour le thé).*

*Théo Bart précise qu'au niveau des cultures d'exportation, se pose la question de savoir si le café peut encore rester la culture « miracle » pour procurer des devises au pays malgré la cyclicité de la production et la forte variabilité des prix.*

### **Recommandations : synthèse des échanges**

#### **Monsieur Theofiel BAERT – Coopération Belge**

Monsieur Baert juge les recommandations pertinentes et précise qu'elles sont déjà mises en œuvre dans la formulation des projets depuis la réception du rapport final provisoire. Des analyses conjointes Burundi-Belgique sont réalisées pour l'identification des sources de blocage liées notamment aux capacités d'absorption et de conditions de décaissement.

Les conditionnalités politiques imposées par les DPE sont souvent mal définies et sujettes à interprétation subjective et devraient être remplacées par des indicateurs précis et partagés à l'avance avec des critères pour des évaluations indépendantes. Il faut identifier les risques réels pouvant être anticipés.

Au sujet du Fonds Commun Education, une évaluation de l'appui budgétaire, en cours de préparation, devrait permettre de voir les blocages éventuels et d'utiliser les acquis pour la mise en place du Fonds commun Santé en gestation. Concernant la qualité de l'éducation, le FCE se concentre plus sur les infrastructures dans le cadre de la politique « Éducation Pour Tous » qui privilégie la quantité à la qualité mais il faut des actions d'accompagnement comme la formation des enseignants, la fourniture des manuels pédagogiques etc... pour répondre à l'enjeu de qualité. L'autre problème est lié à la croissance démographique qui fait que les effectifs par classe restent élevés.

*SEE : L'enjeu de la démographie est abordé uniquement comme élément de contexte (priorité du CSLP II notamment), et ne fait pas l'objet de recommandation spécifique destinée aux DPE. L'enjeu relève en effet de pratiques culturelles complexes ; il nous semble que ni les DPE ni les autres bailleurs n'ont d'outils pour intervenir sur cette dimension à long terme qui nécessite un changement de comportement (initiative du pays lui-même). Les instruments portant sur*

un cycle de programmation de 6 ans au mieux ne sont certainement pas les plus adaptés pour espérer modifier les pratiques.

**Monsieur Achim JOHANNSEN - Chef de coopération à l'Ambassade d'Allemagne au Burundi**

Parmi les priorités sectorielles, il serait important d'ajouter d'autres secteurs tels que l'énergie, l'eau et la santé (ex : coopération Burundi, Rwanda et Rép. Dém. Congo dans l'énergie qui est fondamentale pour la croissance économique et facteur de paix). La décentralisation est aussi à intégrer. Parmi les sujets transversaux, il faut prendre en compte le problème de démographie qui constitue une tendance lourde et la dimension régionale.

SEE : nous rappelons que les secteurs analysés sont illustratifs des interventions et non-exhaustifs.

**Monsieur Richard NTAWÉ – Parcem (ONG)**

Malgré la mise en place de la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption (plan d'action 2011-15), ce fléau constitue une menace pour le développement. La loi anti-corruption comporte des insuffisances reconnues pour être améliorées. Il propose qu'il soit ajouté dans les recommandations des mécanismes de lutte contre ce fléau qui limite les investissements du secteur privé.

SEE : nous rappelons que la problématique de la corruption a été abordée dans l'évaluation comme une donnée de contexte et qu'une évaluation conjointe dédiée à l'aide budgétaire abordera ce point en détail.

**Monsieur Emile NIMPAYE – CNCA**

L'aide au Burundi est très fragmentée. A titre d'exemple, il y avait 250 projets en 2009 qui ont nécessité 360 missions d'évaluation qui demandent toutes à être reçues par des Ministres qui n'ont plus de temps pour les tâches administratives courantes. Il propose qu'on puisse formuler des projets de taille importante pour limiter les frais de gestion et dont certaines composantes peuvent être confiées aux ONG. Il suggère également que des indicateurs de progrès soient partie intégrante des projets pour faciliter les évaluations futures.

SEE : une réflexion peut être engagée pour une facilitation de l'administration des projets (regroupement administratif), mais il nous semble crucial de maintenir le mix d'instruments argumenté dans les recommandations, sinon on risque de privilégier le critère de gestion au détriment du critère d'efficacité des appuis.

**Monsieur Karel COOLS Belgique**

La formulation « objectifs DPE non partagés par le gouvernement » pourrait être remplacée par « objectifs DPE partagés par la société civile : population » tout simplement parce que des objectifs non partagés par le gouvernement ne pourraient pas se réaliser et que coopération signifie partage.

SEE : nous reprenons la formulation « Groupe B : champ des objectifs des DPE partagés avec la société civile »

Avant le mot de clôture de la journée, Madame Pravin précise que les recommandations présentées dans le rapport devront être appuyées sur des constats et conclusions. Ces recommandations seront transmises aux services concernés afin qu'ils se positionnent. Il est souhaité que le rapport final soit transmis au courant de Janvier 2014.

Support de restitution des travaux

# Evaluation conjointe de la coopération de l'Allemagne, de la Belgique, de la CE, de la France, des Pays Bas, du Royaume-Uni et de la Suède avec le BURUNDI

- Présentation du rapport final -  
11/12/2013

*Ce document constitue le support d'une présentation orale et n'est pas destiné à être utilisé autrement*

## Méthodologie

### 4 phases consécutives



## Méthodologie

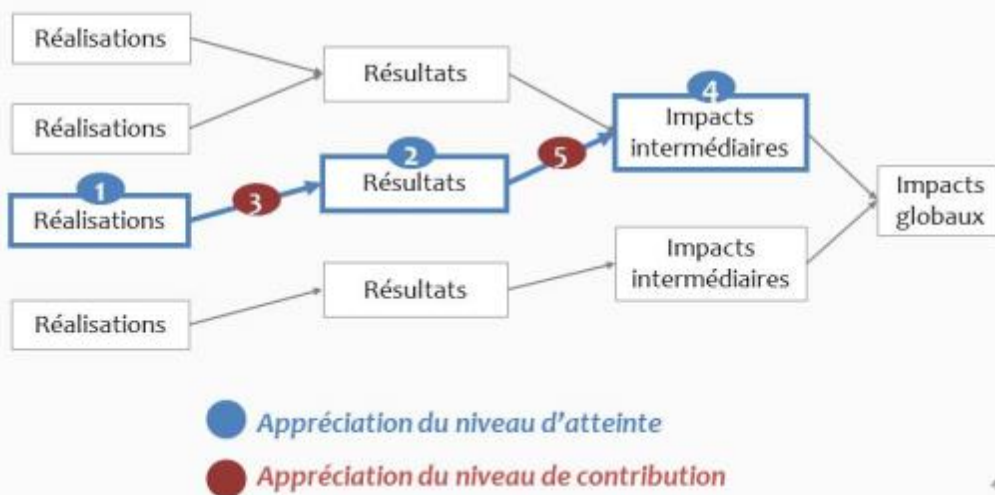
### Enjeux de ce type d'exercice

- Porter un **jugement global** sur des stratégies non conçues conjointement
  - Travail de compréhension et croisement des stratégies
  - Focalisation sur des enjeux communs aux DPE
  
- Un **champ** temporel large et évolutif (2005-2011)
  - + une large palette d'interventions
  - Une analyse de contribution

3

## Méthodologie

### Analyse de contribution



4

## Méthodologie

### Analyse de contribution

- Permet de **focaliser** l'analyse (plutôt que de disperser les ressources)
- Mais...
  - Difficile de compenser l'absence de **S&E**
  - Identifier les facteurs **externes** (autres intervenants, changement de contexte)
- > Pas toujours possible d'apprécier **l'apport spécifique** des DPE aux changements identifiés

5

## Ce qui est évalué

### Actions des DPE sur la période

- Trois axes de restauration (ou de construction) de la **confiance** :
  - Confiance dans les autres
  - Confiance dans les institutions
  - Confiance dans l'avenir

6

## Ce qui est évalué

### Moyens financiers mobilisés

Secteur	Montant
Sécurité	26 millions EUR
Gouvernance démocratique	40 millions EUR
Agriculture vivrière	37 millions EUR
Cultures d'exportation (café et thé)	15 millions EUR
Éducation	50 millions EUR
Appuis macro-économiques	212 millions EUR

**380 millions EUR**

7

## Ce qui est évalué

### Autres moyens mobilisés

- Participation au **dialogue de politique** (GCP dont forums stratégique et politique, CNCA)
- Participation aux **groupes** sectoriels et thématiques (GSS, GSADR, GSE et groupe FCE, Cadre de partenariat de l'AB)
- Participation/animation des instances de coordination **entre bailleurs** (entre chefs de coopération, intra-UE)
- Réunions **partenariales** (commissions mixtes)
- Échanges de bonnes pratiques, missions et études conjointes, rôles des assistants techniques

8



## Pertinence

### Qualité de l'analyse et du suivi du contexte

- Des **analyses** fouillées du contexte burundais existent, destinées à appuyer les transitions post-conflits
- Des outils et canaux pour tirer les leçons de **l'expérience** : expérience longue au Burundi, appui d'assistants techniques et parfois d'ONG présentes sur place
- Mais une faible **mémoire** institutionnelle (turnover)

9



## Pertinence

### Traduction des analyses dans les stratégies bilatérales

- Dans un contexte post-conflit, priorité à la consolidation de la paix (**stabilité**) sur la période
- Peu de moyens vers les facteurs de **croissance**, dont:
  - Privatisation des secteurs caféicole et théicole
  - Instabilité foncière
- Références au risque de **conflit** : analyse de ses effets plutôt de ses racines
- Chez certains DPE, un **écart** marqué entre analyse des causes de conflit et priorités stratégiques

10





### **Quels moyens d'« agir vite » pour répondre aux urgences ?**

- Des mécanismes de réponse rapide
- Mais pour certains relativement longs à mettre en place
- Incertains ou d'un montant limité pour d'autres

11



### **Quels moyens pour « rester engagé assez longtemps » pour rendre irréversibles les acquis ?**

- Des engagements stratégiques étendus
- Une prévisibilité des ressources financières plus limitée

12

### **Des résultats tangibles des DPE :**

- Démobilisation et réinsertion de 36 000 ex-combattants
- Intégration de l'armée
- Création de la police sur la base de trois corps préexistants
- Revue de la défense nationale
- Concept de police de proximité
- Contribution à la stratégie nationale de sécurité 2013-2018.

13

### **Mais certaines faiblesses structurelles demeurent dans la police :**

- Faiblesse du contrôle interne
- Commandement restant à unifier
- Faiblesse des moyens matériels.

14

## Situation sécuritaire

- Perceptions en constante amélioration / performance de l'armée et de la police
- Mais...
  - Cas d'indiscipline au sein de la police
  - Une violence diffuse, chronique
  - Une absence de transformation des causes structurelles du conflit burundais
- > Contribution significative à la performance de l'armée et de la police, **nécessaire mais pas suffisante** à l'amélioration de la sécurité globale

15

## Progrès enregistrés en termes de renforcement des capacités...

- des Parlementaires dans le domaine des droits humains
- de l'Ombudsman et de la CNIDH
- des magistrats et auxiliaires de justice

## Progrès trop limités dans :

- Renforcement des structures d'arbitrage de proximité
- Accès des plus vulnérables à la justice

16



### Attentes non rencontrées :

- Manque d'indépendance de la **magistrature**
- Cadre d'action de la **société civile** fragile
- Cadre d'action des **médias** : dialogue difficile

17



### Persistance de cas de violations des droits de l'homme

- Torture et exécutions extrajudiciaires
- Culture de l'impunité
- Discriminations et violences basées sur le genre

> Le contexte n'empêche pas l'obtention de résultats (**capacités techniques**), mais limite leur traduction en impact systémique (**changements de pratiques**)

18



### Résultats :

- **Désenclavement** non-durable, faute d'entretien
- Aménagements **hydro** : qualité médiocre
- Reconstitution du capital de **production**, mais sans baisse des **coûts**
- La **productivité** n'a pas réellement augmenté (sauf localement pour certaines spéculations : riz, manioc et palmier à huile)

19



### Impact sur la sécurité alimentaire

- Difficile à attribuer, faute de système de suivi adapté
- Hausse de production des denrées alimentaires inférieure à la croissance **démographique**
- Le taux de **malnutrition** persiste (sauf zones riz et manioc)
- **Producteurs** vivriers : persistance des contraintes financières, foncières et techniques
- Insécurité **foncière** toujours présente

20



## Impact sur la sécurité alimentaire

- > Une approche par projets peu coordonnée et insuffisante pour inverser la dégradation de la sécurité alimentaire

21



## Résultats dans la filière café

- Outils industriels de **l'OCIBU** réhabilités
- Nette évolution de la structuration des **caféiculteurs**
- **Productivité** des vergers encore faible
- Absence d'investissements dans l'outil de production (**vergers villageois**) => stagnation de la productivité et de la rentabilité à des niveaux très faibles

22

## Cultures d'export café & thé

### Café : peu d'impact sur les exportations et revenus ruraux

- Production de matière brute : pas améliorée ni quantitativement ni qualitativement  
=> cadre peu propice aux **investissements privés**
- **Privatisation** : pilotée par la Banque Mondiale.  
Nombreux enjeux et questions
- Objectif non atteint : amélioration des performances,  
opportunité de valoriser les '**dividendes de la paix**'

23

## Cultures d'export café & thé

### Résultats dans la filière thé

- Réhabilitation par le STABEX pour l'amélioration de la **qualité** et du **volume** (niveau 2004)
- Appui à la structuration des **théiculteurs** =>  
meilleure représentation dans les organes et légère  
augmentation des prix du thé vert
- Pas d'engagement des DPE sur la **régulation** du thé

24

## Cultures d'export café & thé

### Thé : exportations en hausse, tant en volume qu'en qualité

- Plus de **devises** et de recettes pour l'État, dès avant la privatisation
- Au final, **développement** de tous les segments de la filière, dont la production de la matière première
- Faible articulation des investissements matériels (STABEX) avec la libéralisation et privatisation  
=> enjeux de **durabilité**

25

## Efficacité > Education

### Contribution des DPE à certains facteurs de qualité

- Disponibilité des **matériels** didactiques pour les enseignants et élèves
  - **Encadrement** des élèves (maillage appuyé par le FCE)
  - Construction **d'infrastructures**
- > Contribution à ajuster les capacités d'accueil à la **politique de gratuité**

26



## Thématique de consolidation de la paix

- Peu d'attention, hors quelques projets dédiés
- Mais contribution au développement de l'éducation dans un **contexte de reconstruction** :
  - Appui à la continuité-amélioration de l'offre éducative (DPE = 57% des donateurs en 2011)
  - Engagement financier moindre à partir de 2012 (DFID) mais compensé par la promotion du FCE auprès du PME
  - Dans une moindre mesure: amélioration et réforme du système éducatif

27

## Enjeux pour le secteur :

- Capacités d'**exécution** encore limitées
- Déploiement du **personnel** en province
- Pratiques pédagogiques et évaluatives en matière de **redoublement**

28



## La concertation entre DPE existe et se renforce

- Renforcement de la collaboration en termes d'**analyse**
- Sous l'impulsion de la Délégation de l'UE, définition de **positions communes** / dialogue politique
- Programmation commune pour le 11ème FED, incluant un **partage des tâches** plus explicite

29



## Des enjeux de coordination au sein de chaque DPE

- **Cloisonnement** d'approches :
  - Politique / Coopération
  - Au sein de la coopération : entre appuis sectoriels
- Coopération bilatérale directe / autres canaux (indirecte, via 'facilités', décentralisée) :  
**Cohérence** diversement maîtrisée

30



## Coordination

### Harmonisation des procédures peu avancée

- **ABG** : politiques des sièges des DPE divergentes et variables sur la période
- Au Burundi, **FCE** considéré comme un instrument de référence :
  - Garanties fiduciaires
  - Alignement et inscription dans la Loi de finances
- Une aide **projet** complémentaire de ces deux formes d'appuis : ponctuelle, légère, focalisée

31



## Conclusions

### Une contribution de l'aide inégale selon les secteurs (1/2)

- **Sécurité** : contribution significative à la professionnalisation des corps de défense et de police, mais insuffisante pour assurer la sécurité de tous
- **Gouvernance démocratique** : des réalisations significatives, mais un impact limité des interventions
- **Agriculture vivrière** : approche par projets peu coordonnée et insuffisante pour inverser la dégradation de la sécurité alimentaire

33



## Conclusions

### Une contribution de l'aide inégale selon les secteurs (2/2)

- **Cultures d'exportation** (café et thé) : appui financier et technique mais peu d'engagement stratégique
- **Education** : accompagnement important aux réformes du secteur
- **Appui macro-économique** : un appui technique et financier important dont les produits directs en termes de gouvernance économique restent toutefois à renforcer

34



## Conclusions

### Discontinuité : bons résultats directs / évolutions décevantes

- En 2005 : de nombreux atouts pour une transition post-conflit réussie

35



## Conclusions

### Discontinuité : bons résultats directs / évolutions décevantes

- En 2013 : transformations structurelles partielles et instables
  - Institutions régaliennes (parlement, justice, police, armée) : professionnalisme, mais enjeux d'**efficacité** et de **confiance** pour toutes les catégories de la population
  - Évolutions économiques et sociales décevantes, **croissance** économique très insuffisante pour réduire sensiblement le taux de pauvreté

36



## Conclusions

### Discontinuité : bons résultats directs / évolutions décevantes

- Causes **structurelles** du conflit toujours présentes :
  - pauvreté extrême
  - concentration du pouvoir politique et économique
  - exclusion sociale systémique

37



## Conclusions

### Discontinuité : bons résultats directs / évolutions décevantes

- Risques émergents :
  - combinaison dynamisme démographique + faible croissance + chômage des **jeunes** + mobilisation politique des jeunes
  - combinaison **foncier** + dégradation de l'environnement + dynamisme démographique + réfugiés
  - risque d'instabilité liée aux **élections** 2015
  - Radicalisme **communautaire** : résurgent ou passé ?  
38



## Conclusions

### Pourquoi cette discontinuité ?

39



## Conclusions

### Causes structurelles de fragilité connues mais insuffisamment intégrées

- Attention aux manifestations du conflit plutôt que ses **causes**
- Pas de suivi de **l'impact** des interventions sur les causes structurelles du conflit. Ex :
  - impact de la privatisation du café sur 600.000 familles et sur les 3 dimensions du conflit ?
  - données post-2006 sur la pauvreté ?
  - données/ discriminations basées sur le genre ?
  - données d'impact par province ?

40



## Conclusions

### Une insuffisante prise en compte des risques émergents

- Lien **croissance-paix** : ancrer la stabilité dans la prospérité
- Discours et moyens consacrés aux facteurs de croissance économique **insuffisants** sur :
  - privatisation des secteurs café et thé
  - levée des contraintes telles que l'instabilité foncière
  - autres pistes potentielles de croissance

41



## Conclusions

### Certaines interventions trop cloisonnées pour insuffler les changements attendus

- Appui justice et sécurité : hors réforme globale de la **justice pénale**
- Agriculture : jusqu'au **PNIA**, peu de stratégie couvrant à la fois le volet agricole des filières d'export, les productions vivrières et le développement rural dans son ensemble
- Des **secteurs 'orphelins'** ? Appui aux activités non agricoles, développement urbain, éducation secondaire

42



## Conclusions

### Reconnaitre la convergence partielle d'intérêts bailleurs/ gouvernement

- Toute coopération repose sur une convergence partielle d'intérêts bailleurs/gouvernement  
=> élément insuffisamment pris en compte
- Seuls 2 DPE affichent une analyse fine des intérêts en présence, des acteurs du changement et des facteurs de blocage de réformes

43



## Conclusions

### Reconnaitre la convergence partielle d'intérêts bailleurs/ gouvernement

- Les objectifs des DPE: consolidation de la paix, sécurité, réduction de la pauvreté, respect des droits de l'homme : des objectifs poursuivis...
  - sans **hiérarchie** entre eux
  - sans identifier leurs éventuelles **contradictions**
  - sans tirer les conséquences des **divergences** d'intérêts ou d'approches entre PTF et autorités
- Maintien d'un appui technique dans l'attente d'ouvertures politiques : une stratégie **à revoir**

44

## Recommandations

### Ajuster l'appui avec plus de réalisme

- Au Burundi comme ailleurs, la **convergence** d'intérêts bailleurs/gouvernement est **partielle**
- Ce cadre (objectifs partagés ou non) reflète directement la **performante** de la coopération sur la période
- Il faut le reconnaître et tirer les conséquences de divergences d'objectifs sur certaines thématiques
- Ces secteurs ne doivent pas être abandonnés, mais les approches doivent être **ajustées** avec plus de réalisme

46



## Recommandations

### Expliciter le « domaine de coopération » Burundi/DPE

- L'analyse politique devrait permettre de définir 3 groupes d'objectifs :
  - Champ des objectifs partagés DPE-gouvernement
  - Champ des objectifs propres aux DPE
  - Champ des objectifs partagés, mais moins prioritaires pour le gouvernement

47



## Recommandations

### Champ des objectifs partagés

- Espace 'idéal' d'application de la Déclaration de Paris
- Priorités identifiées sur cette thématique (1/2)
  - **Investir dans la croissance**, condition de stabilité
    - Appui au désenclavement
    - Positionnement sur la privatisation des filières
    - Appui (complexe mais incontournable) à la diversification des revenus

48

## Recommandations

### Champ des objectifs partagés

- Espace 'idéal' d'application de la Déclaration de Paris
- Priorités identifiées sur cette thématique (2/2)
  - Poursuivre l'engagement dans les **services sociaux**
    - Renforcer l'assistance technique à la gestion (financière, du personnel et des programmes)
  - Une stratégie d'appui intégrée pour la **sécurité**
    - Appui aux services de police au sein d'une réforme de la justice pénale

49

## Recommandations

### Champ des objectifs propres aux DPE

- Revoir la stratégie en matière de **gouvernance démocratique**
  - Appui technique en attendant une ouverture politique : une approche inefficace
  - Investir dans l'analyse des risques, sources de résistance, opportunités et facteurs de blocage pour les différentes parties
- Approfondir **l'articulation** diplomatie/aide au développement
- S'appuyer sur l'instrument State-Building Contract

50



## Recommandations

### Champ des objectifs partagés, mais moins prioritaires pour le gouvernement

- Prise d'initiative émanant des DPE, coordonnée, appuyée sur le dialogue en vue du transfert de prise en charge à terme
- Faute de cadre stratégique, l'instrument privilégié est le projet
- Rôle important des ONG (initiation, mise en œuvre, veille)

51



## Recommandations

### Champ des objectifs partagés, mais moins prioritaires pour le gouvernement

- Ajuster l'appui au **développement agricole**
  - Appuyer des modèles d'exploitation résilients et rentables
  - Appuyer l'intégration vivrier/ cultures de rente/ productions animales
  - Faciliter l'accès aux intrants et aux appuis techniques pour l'intensification
  - Poursuivre l'appui aux organisations de producteurs
  - Poursuivre les aménagements hydro-agricoles

52

## Recommandations

### Champ des objectifs partagés, mais moins prioritaires pour le gouvernement

- Investir vers la diversification des **sources de revenu** : aménagement de pôles de développement et d'urbanisation
  - accès fiable à l'eau
  - à l'électricité
  - à des services sanitaires et d'éducation de qualité
  - à la formation technique
  - aux outils financiers adaptés aux TPE
- Appui indispensable et urgent à la **sécurité foncière** 53

## Recommandations

### Modalités pour consolider la transition

- Maintenir un mix entre...
  - un appui aux capacités des structures nationales (via appui budgétaire ou fonds commun)
  - une aide importante à la société civile et aux institutions locales, notamment via les ONG  
=> approfondir cohérence avec la stratégie des DPE
- Distribution sectorielle des tâches entre DPE :
  - Harmoniser les définitions données aux secteurs et thèmes

54

## Recommandations

### Modalités pour consolider la transition

- Compléter le partage sectoriel des tâches entre DPE
  - Des **mécanismes de veille** communs / causes structurelles de fragilité
  - Explorer une mutualisation des **outils** d'intervention (ex : outils longs et prévisibles / rapides et flexibles)
  - Explorer une mutualisation par **problématique** (défense/diplomatie/coopération directe et indirecte...)
  - Explorer une mutualisation par **ressources** (moyens en assistance technique/ financiers)
  - Explorer une mutualisation par **zone** (sous-région).

55

## Recommandations

### Aux sièges des DPE : assouplir la concentration sectorielle dans les pays fragiles

- Important de pouvoir **s'ajuster** ...
  - à la complexité et l'interdépendance des enjeux
  - aux évolutions rapides de la qualité du dialogue
  - au faible nombre de bailleurs présents
  - aux décisions de retrait du pays par certains bailleurs
- Important de pouvoir valoriser **l'avantage comparatif** dû à une expérience longue

56